

Rapport d'activités

PLATEFORME D'EXPERTISE IRCOT

« Initiatives de Recherches
Collaboratives Toulousaines »

PREAMBULE

Ce rapport présente le bilan de la démarche entamée en 2018 sur la caractérisation des recherches collaboratives entre le monde académique et la société civile sur le périmètre de l'Université Fédérale de Toulouse. Il retrace les différentes étapes de cette expérience depuis le questionnement jusqu'aux résultats issus des enquêtes menées.

Via la plateforme d'expertise IRCOT (Initiative de recherches Collaboratives Toulousaines) (<https://mshs.univ-toulouse.fr/spip.php?article957&lang=fr>), le Labex SMS et la MSHS-T ont financé tous les ans depuis 2018, une série d'enquêtes sur les recherches collaboratives, entendues comme des collaborations entre monde académique et société civile en dehors des relations marchandes ou avec les industries. Basée sur les cadres théoriques et méthodologiques des sciences humaines et sociales, cette démarche a vocation à repérer la diversité des pratiques et des histoires de collaboration entre chercheurs et non chercheurs. Elle est aujourd'hui portée par un collectif (Labex SMS, MSHS-T, UFT), accompagné des Jeunes Entreprises Universitaires Echelles et Territoires et SCOOL.

Ce rapport présente d'une part le fruit de nos échanges et le cadre théorique qui nous a guidés, la méthode d'enquête utilisée et une analyse des données collectées. Ne figure pas ici l'état de l'art qui a nourri notre cheminement. L'objet de ce rapport est de fournir un point de nos avancées avant une séance de restitution qui aura lieu le 7 novembre.

La Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse est une Unité d'appui et de recherche (UAR 3414) du CNRS et de l'Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées. La MSHS-T est une structure opérationnelle de recherche et de service. Elle fédère 38 unités de recherche travaillant en totalité ou en partie avec les sciences humaines et sociales. Elle est membre du Réseau national des MSH.

L'interdisciplinarité / interscience, une dynamique interinstitutionnelle, l'ouverture à l'international et une forte implantation régionale la définissent.

L'originalité de la MSHS-T repose sur son soutien particulier au développement de projets scientifiques construits à partir des sciences humaines et sociales (SHS) avec les sciences formelles, naturelles et techniques (ingénierie, biologie, aéronautique, spatial, chimie...).

Le Laboratoire d'Excellence Structuration des Mondes Sociaux (LabEx SMS) est une structure collaborative de recherche en sciences humaines et sociales. Il a été créé en 2012 dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir pour une période de 7 ans et a été renouvelé en 2020 pour 5 ans. Il réunit 12 laboratoires toulousains et plus de 600 chercheurs et chercheuses autour d'un projet scientifique commun.

Le projet a pour objectif de comprendre quatre types de processus et mécanismes qui rendent compte des dynamiques et des changements sociaux :

- Les réseaux de relations interpersonnelles ou inter-organisationnelles.
- Les dispositifs matériels qui interviennent dans les interactions sociales et les régulations.
- Les formes de régulations par les conventions, règles, normes et standards qui structurent les organisations et les politiques publiques
- Les territoires considérés comme des structures socio-spatiales cristallisant de façon spécifique des réseaux, des dispositifs et des régulations.

Scool est une coopérative de recherche en sciences humaines et sociales, SCIC (société coopérative d'intérêt collectif), et Jeune Entreprise Universitaire issue du laboratoire CERS. Elle est engagée dans des recherches participatives depuis 2015 avec des associations, coopératives et autres acteurs du

monde social. (www.scool.coop)

Echelles et Territoires est également une Jeune Entreprise Universitaire issue du CIEU. Elle est composée de géographes adossés à l'Université Toulouse-Jean-Jaurès, et au laboratoire LISST (UMR 5193 CNRS - EHESS). (www.echelles-territoires.fr)

Ces deux structures mobilisées par la MSH-T ont été mobilisées depuis 2018 sur le volet enquête pour apporter leur soutien technique et partager les résultats dans à travers des Comités scientifiques réguliers. Elles participent elles-mêmes régulièrement à des initiatives collaboratives et/ou participatives avec des partenaires sociaux associant des chercheurs académiques. Elles participent à la recherche menée par la plateforme par un travail de veille et d'analyse de projets collaboratifs dans des domaines divers.

Cette démarche a été financée par la MSH-T et le Labex SMS depuis 2018 mais aussi par l'Université Fédérale de Toulouse en 2020.

Cette recherche a été menée et coordonnée par un collectif composé principalement de :

- Philippe Terral est sociologue, PU-HDR au laboratoire CRESCO "Centre de Recherches Sciences Sociales, Sports et Corps" de l'Université Paul Sabatier à Toulouse, et assure les fonctions de directeur adjoint de la Maison des Sciences de l'Homme de Toulouse depuis janvier 2015. Il analyse les jeux de pouvoirs et de savoirs à l'œuvre au sein et entre divers groupes professionnels du sport et du corps. Ses derniers travaux engagent plus spécifiquement une étude des transformations des professions et des savoirs médicaux et paramédicaux.
- Michel Grossetti est sociologue, directeur d'études de l'EHESS, directeur de recherche au CNRS, membre du Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires (LISST) et ancien directeur du Labex SMS. Il travaille tout particulièrement aux dynamiques de l'activité et des formes sociales (théorie sociologique), aux relations science-industrie : dimension spatiale et logiques sociales (sociologie économique, sociologie des sciences), à la construction historique de la carte scientifique (histoire des institutions scientifiques, géographie sociale), à la structuration des réseaux sociaux, à l'analyse des politiques publiques et à la méthodologie.
- Daniel Guy est enseignant chercheur en sciences de l'éducation à l'Université Toulouse Jean Jaurès et dans l'UMR EFTS (Éducation, Formation, Travail, Savoirs). Ses travaux portent principalement sur la conduite et l'accompagnement du changement en éducation et formation, notamment sur l'étude d'impact des interventions socio-éducatives comme levier de la conduite et de l'accompagnement du changement.
- Nathalie Chauvac (Scool) est sociologue et chercheuse associée au LISST-Cers. Elle s'intéresse aux questions de l'emploi, du travail mais également aux réseaux, trajectoires professionnelles, à la création d'entreprise et l'innovation, aux inégalités et discrimination, notamment en termes d'accès à l'emploi et à la culture. Elle est aussi enseignante associée à l'Université Toulouse Jean Jaurès où elle intervient dans les Masters en sociologie sur des questions de méthodologie, de projet d'insertion et de trajectoires professionnelles, de recherches participatives.
- Brice Navereau (Echelles et Territoires) est géographe, chercheur associé au LISST-Cieu. Il travaille sur la reconfiguration des espaces économiques au filtre des proximités qu'elles soient spatiales, organisationnelles ou encore relationnelles. Il accompagne les territoires et les acteurs socio-économiques dans la transition. Il enseigne également depuis 2006 au sein du département de Géographie aménagement de l'Université de Toulouse Jean Jaurès et à

l'Institut National Universitaire d'Albi sur les questions de la géographie contemporaine et les problématiques d'aménagement de l'espace.

TABLE DES MATIERES

Le contexte d'émergence des recherches collaboratives	5
Entre crise de la démocratie, critique des technosciences et développement de la « société de la connaissance »	5
1/ Définir/circonscrire	6
2/ Identifier/ Repérer/ Cartographier	6
3/ Comprendre/Analyser (constater la pluralité)	7
4/ Accompagner/ Co-construire/ Promouvoir (défendre la pluralité)	7
Une enquête particulière portée par la plateforme Ircot	8
Méthode	8
1/ Une première exploration menée en 2018	8
2/ Une deuxième approche par des questionnaires en ligne à destination des chercheurs et des non-chercheurs académiques à partir de l'année 2019	9
3/ Une campagne d'entretiens continue depuis fin 2019	9
Recensement des expériences collaboratives IRCOT au 11/05/2021	10
Expériences rentrant dans le champ des STI (Sciences et Techniques de l'Ingénieur)	10
Expériences rentrant dans le champ des SHS (Sciences humaines et sociales)	10
Expériences croisant les champs des STI-SHS	11
Expériences fédérées sous le format PLATEFORME	12
Expériences enquêtées par questionnaires et entretiens	14
Une analyse thématique croisée des expériences documentées	15
Mises en relation	15
Conventions	17
Partenaires impliqués	17
Définition des questionnements de la recherche	18
Le choix des terrains	18
La collecte des données	19
Les analyses	19
La production des résultats et la diffusion	20
Ressentis	21
Le temps	21
Le rôle des intermédiaires de recherche	23
Motivations	24
Financements	25
Visualiser les collaborations	25
Ressentis	26
Et si c'était à refaire A compléter avec notamment les "apports" cf. questionnaire	26
Retour sur des expériences "embarquées" (à expliquer - grain plus fin et richesse du protocole...)	27
Les Brigades du Tigre	27
Le Laboratoire des Transitions	27

Conclusion	27
Quelques expériences documentées	38
Expérience n°1 : MONDEX	38
Expérience n°2 : CGT AIRBUS	41
Expérience n°3 : Cherchons pour voir	45
Expérience n°4 : CLUE Cycle-based Laboratory for urban Evolution	47
Expérience n°5 : CREFAD Villefranche de Rouergue	51
Expérience n°6 : Gardenia	53
Expérience n°7 : Madee	58
Expérience n°8 : Mario.net	60
Expérience n°9 : Discretion	64
Expérience n° 10 : MIAOU Emploi	65
Expérience n° 11 : POEMS	77
Expérience n° 12 : SDIS	80
Expérience 13 : Ozcar	84
Deux expériences d'observations embarquées	89
Les Brigades du Tigre	89
Le Laboratoire des Transitions	93

○ **Le contexte d'émergence des recherches collaboratives**

■ **Entre crise de la démocratie, critique des technosciences et développement de la « société de la connaissance »**

Les collaborations entre acteurs non académiques et des équipes de recherche sont trop souvent réduites à l'idée de contrats avec des industriels ou au dépôt de brevets. Or, il existe de multiples autres formes adaptées aux échanges avec des citoyens (individuellement ou collectivement) sans impliquer nécessairement de contrepartie financière. Passées sous silence car a priori hors cadre (historiquement, peu de place par exemple dans les procédures d'évaluation HCERES, CNRS, universités, ...) des équipes et des chercheurs, même si cela semble changer, elles ont pourtant une portée scientifique, sociale et pédagogique non négligeable.

Face aux positions parfois militantes promouvant le caractère nécessairement vertueux de toute collaboration et face aux enjeux de professionnalisation, notamment du tiers secteur de la recherche, il nous semble utile de décrire et de documenter la nature et la dynamique des modes de collaboration entre chercheurs et non chercheurs. Il s'agit :

- De contribuer à une meilleure connaissance des recherches collaboratives et participatives dans ce qu'elles ont de nouveau et d'innovant en matière de relations science-société, mais aussi dans leurs aspects profondément constitutifs de toute démarche scientifique.
- D'appréhender autrement la diffusion des résultats de la recherche qui ne se fait pas uniquement des institutions académiques au reste de la société, mais bien à l'intérieur de celle-ci, notamment à l'occasion de la confrontation d'acteurs sociaux à des problèmes communs. Les projets collaboratifs sont un des vecteurs d'une circulation accrue de ces résultats mais aussi, à travers les échanges aux différentes étapes de la recherche, de l'augmentation des connaissances permettant de démonter les fausses informations.
- De comprendre les modalités qui président à leur fonctionnement sans velléité d'évaluation normative. Nous étudions toutes les sciences et toutes les approches, qu'elles favorisent l'interdisciplinarité dans le cadre scientifique ou qu'elles mettent en relation des écosystèmes d'acteurs très divers. On joute en définitive les questions d'éthique de la recherche, "d'acceptabilité sociale" des résultats scientifiques et d'innovations, de démocratie participative (co-construction des savoirs de gouvernement), d'incubation et d'optimisation du transfert de connaissances (entre chercheurs et non chercheurs et dans les deux sens de cette relation) face à l'ignorance, les fausses informations et la défiance à l'égard des expertises institutionnelles.

Ces préoccupations s'inscrivent plus globalement dans l'enjeu croissant de la participation et de l'implication de la société civile dans l'action publique¹ ; certains acteurs considérant même que c'est une des conditions nécessaire au passage des transitions (écologiques, énergétiques, démocratiques, politiques,) auxquelles nos sociétés font face.

Outre cet enjeu démocratique, le contexte est également marqué par une crise s'exprimant dans les critiques en direction des technosciences. On pense notamment aux causes environnementales et sanitaires, et plus globalement à la multitude des risques construits par nos sociétés. Enfin, une des transformations majeures de la période réside également dans l'avènement d'une société dite « numérique » ou « de la connaissance » (internet, réseaux sociaux, ...). Cette rupture technologique est susceptible de favoriser l'accès et le partage de connaissances ; participant alors potentiellement

¹ Via les questionnements portés par la CST (Service de Diffusion de la culture des Sciences et des techniques de l'Université Fédérale de Toulouse) et Science animation (structure de diffusion de la culture scientifique) localement, des échanges ont fait mûrir progressivement les réflexions et ont amené à un soutien financier de la démarche durant l'année 2019 dans le cadre de la mission interdisciplinarité portée par l'Université Fédérale de Toulouse

à réduire les asymétries de savoirs/pouvoirs historiquement construites. En même temps, elle contribue à brouiller les modes de légitimité et de légitimation des connaissances. Nombre de savoirs établis se voient potentiellement mis en discussion, notamment en ce qui concerne leur validité et leur utilité sociale. Cette évolution est également porteuse de risques d'éloignement, voire d'exclusion des réseaux de la connaissance d'une partie conséquente de la population.

Au-delà des incantations à la participation démocratique (démocratie scolaire, numérique, sanitaire, ...) qui jouxtent souvent les incitations à l'échange et à la collaboration entre savoirs (thématiques de l'interdisciplinarité, de la collaboration chercheurs/techniciens, de la valorisation des connaissances dans l'espace académique, problématique de l'intersectorialité et de l'interprofessionnalité dans le monde du travail, ...), et en s'appuyant sur les cadres théoriques et méthodologiques des sciences sociales, ce projet se donne quatre principaux objectifs :

- Tenter de circonscrire la notion de recherche collaborative ;
- Recenser les expériences de recherches collaboratives se déployant sur le périmètre de l'UFTMip (Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées) ;
- Mieux comprendre les processus sociocognitifs (c'est à dire liés à la fois aux relations sociales et aux formes de savoirs construites) caractérisant la mise en œuvre de ce type de recherches dans l'optique de produire un cadre (théorique et méthodologique) ;
- S'efforcer sur cette base de mieux les promouvoir et les accompagner.

Les objectifs de cette recherche « en train de se faire » sont donc d'observer de près des histoires de collaborations, soit le déploiement dans le temps et dans l'espace (différents contextes : académie, médias, mondes professionnels...) des relations entre chercheurs et « non chercheurs ». La démarche IRCOT² (Initiatives de Recherches COLlaboratives sur le périmètre de l'Université de Toulouse) se structure autour de quatre temps bien distincts qui font état de la pluralité des approches et des connexions.

● **1/ Définir/circonscrire**

Si l'on désigne par l'expression "recherche collaborative ou partenariale" la recherche effectuée en partenariat entre des chercheurs du monde académique et des personnes ou des organisations situées en dehors de ce monde, on peut approximativement discerner trois grands types de situations.

Dans le premier type on trouve les groupes industriels ou les sociétés techniquement innovantes. Depuis un siècle (le MIT des années 1910), ce type de partenariat bénéficie de dispositifs multiples (capital risque, aides à la création de startups, parcs technologiques, pépinières, incubateurs, etc.) et donne lieu à des stratégies de création de valeur marchande de la part des organismes académiques. En France, la notion de valorisation désigne le plus souvent cette stratégie et se cantonne à ce type de recherche partenariale.

Un deuxième type implique des organismes publics (collectivités locales, ministères, agences gouvernementales, organisations non gouvernementales telles que les grandes fédérations d'éducation populaire, les organisations syndicales, les mouvements nationaux ou internationaux de consommateurs, de protection de l'environnement, ...) qui financent des recherches, parfois en co-construisant leurs objectifs avec les chercheurs, ou font appel à ces derniers pour jouer le rôle d'experts.

Le troisième grand type de partenariat est également assez ancien mais il n'a été théorisé que

² Blondiaux, Loïc, et Jean-Michel Fourniau. « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, vol. 1, no. 1, 2011, pp. 8-35.

relativement récemment et commence seulement depuis quelques années à bénéficier de politiques de soutien. Il met en jeu des collaborations entre des chercheurs académiques, des citoyens, des amateurs, parfois regroupés en associations ou petites entreprises sans donner lieu nécessairement à de la création directe ou immédiate de valeur marchande. La mobilisation de groupes d'amateurs pour l'observation de la faune et de la flore, ou pour des observations astronomiques en est un exemple classique.

De plus en plus, et pour diverses raisons, à commencer par les risques d'instrumentalisation des amateurs comme des chercheurs, ces recherches collaboratives « non-marchandes » impliquent la construction commune des problématiques et des dispositifs de recherche, notamment sur les questions sociales, sanitaires, environnementales. Des groupes de citoyens, des organismes de médiation ou des associations contribuent à définir les objectifs des recherches, à collecter des données, à les analyser et interviennent dans le débat public sur cette base. Grâce à ses laboratoires et ses formations en ingénierie (au sens large), l'UFTMip est l'une des plus engagées en France dans le premier type de partenariat. La présence d'équipes en études urbaines ou en sociologie des organisations notamment lui assurent une expérience importante dans le deuxième type. L'université de Toulouse a commencé à s'engager fortement dans le troisième type, en particulier dans les domaines de la santé, de l'information et de la communication, de la mixité et de la cohésion sociale, du travail, du patrimoine. Afin de construire des interfaces pertinentes et robustes entre le monde scientifique et la société civile, ses membres entendent développer davantage cette forme de partenariat, pour laquelle les dispositifs institutionnels d'incubation et d'accompagnement semblent actuellement faire défaut sur le site. Il s'agit notamment de mettre à l'épreuve du « terrain » les savoirs scientifiques produits, d'élaborer de nouvelles pistes de travail tant pour les chercheurs que pour les acteurs de la société civile, de nourrir le débat public avec des réflexions et des savoirs dont la validité et la pertinence a été éprouvée.

■ 2/ Identifier/ Repérer/ Cartographier

Si le recensement est difficilement exhaustif, la richesse des expériences et des thématiques abordées par l'enquête donne à voir une diversité de situations qui portent à la discussion la multiplicité des formes de collaborations quant à l'appréhension, la construction, et à la valorisation de « savoirs robustes partagés » en train de se faire...

Outre le travail de revue de la littérature essentiel pour tenter de mieux circonscrire les activités et dispositifs qui se déploient sous le vocable de recherches « collaboratives », « partenariales », « interventionnelles », « participatives », une démarche de recensement des expériences de ce type dans le périmètre de l'UFTMip est au cœur de cette expérience.

La recherche toulousaine en sciences sociales a fait montre de son dynamisme en matière d'étude des sciences (cf. opération « mondes scientifiques » du LABEX SMS notamment). Un certain nombre de chercheurs, notamment dans le domaine de l'éducation, du travail social et de la santé sont engagés depuis longtemps dans des dispositifs de recherche de ce type. Il s'agit donc de mobiliser ces ressources théoriques et méthodologiques (on pense notamment aux méthodes d'analyse de réseaux) pour mener à bien ce recensement.

■ 3/ Comprendre/Analyser (constater la pluralité)

Le recensement que nous proposons ne veut pas en rester au seul état des lieux descriptif. Il s'agit également de mieux comprendre les processus sociaux (dynamiques relationnelles des acteurs individuels et collectifs) et épistémiques (formes de savoirs théoriques et pratiques construits) caractérisant l'émergence, le déploiement mais aussi les difficultés de mise en œuvre de ce type de recherche. L'objectif est en effet d'élaborer un cadre théorique et méthodologique visant à mieux les accompagner. Analyser les diverses figures des recherches partenariales locales implique d'appréhender différentes formes de coordination entre des expertises humaines (des chercheurs, des décideurs, des techniciens, des usagers et bénéficiaires des dispositifs considérés) mais

également dans leurs relations aux « non humains », soit aux objets de plus en plus « intelligents » qui nous entourent (outils numériques notamment). En ce sens, nous nous attacherons à décrire la dynamique de réseaux sociotechniques, soit les modes de coordination plus ou moins maximalistes se déployant entre humains et non humains autour de projets de production de savoirs (au sens large donc incluant des savoir-faire et des savoir-être). On s'intéressera autant à ce qui favorise ou limite (tensions, divergences, controverses, conflits,...) ces relations en considérant par ailleurs différentes formes de recherches collaboratives marquées par divers gradients dans la prise en compte de la double contrainte de validité scientifique et d'utilité sociale. La place de l'interdisciplinarité est également au cœur des processus partagés.

■ **4/ Accompagner/ Co-construire/ Promouvoir (défendre la pluralité)**

Au-delà de leurs fonctions descriptives et compréhensives, et dans l'optique de les promouvoir, les travaux menés visent aussi à renseigner les modes d'accompagnement de ces recherches collaboratives. Nous nous intéressons tant aux dispositifs institutionnels pertinents d'un point de vue macroscopique qu'au niveau plus interactionnel des relations favorisant ou limitant le partage et l'hybridation des connaissances. Dans ce cadre, nous sommes particulièrement attentifs aux formes de médiation ainsi qu'au profil et à l'activité des « acteurs intermédiaires » assurant le lien et les échanges entre acteurs académiques et non académiques engagés dans des collaborations à des fins de production de connaissances et d'actions. Plus concrètement, on s'interrogera sur les contextes et processus sociocognitifs favorisant des réflexivités partagées (par exemple, capacité des acteurs à s'intéresser à certains sujets, à fédérer, à traduire et diffuser les connaissances pour favoriser les hybridations). Une réflexion sera menée sur l'ingénierie pédagogique et didactique déployée à ces fins. De nombreux outils de la participation au sein de forums hybrides sont en effet aujourd'hui formalisés et promus afin de faciliter ce type de collaborations. Des livrables en matière de formation (activités de médiation dans les collectifs hybrides, nouveaux métiers de la santé, de l'éducation, du social ...) sont donc associés à ce travail de recherche. On pourra également s'appuyer utilement sur les apports des sciences de l'éducation en la matière.

○ Une enquête particulière portée par la plateforme Ircot

■ Méthode

Pour explorer la diversité des projets collaboratifs, l'équipe investie dans IRCOT s'appuie sur plusieurs outils :

- Un recensement continu des projets par l'exploration et par « boule de neige »
- Un questionnaire bi-face à destination des chercheur.ses et des partenaires
- Des entretiens longs avec les participant.e.s

Cette méthode permet de disposer d'une série d'histoires de projets collaboratifs, racontés à plusieurs voix, pour comprendre leurs trajectoires dans le temps mais également dans leurs différents phasages à partir de la mise en relation, vers la (co)production et le partage de connaissances (définition des problèmes, des terrains et des objets, collecte de données, interprétation et analyse de ce matériau, diffusion et utilisation des résultats à la valorisation). L'analyse croisée des différents récits permet de dégager des régularités, des points communs et des différences, que nous mettons en rapport avec les caractéristiques des projets.

● **1/ Une première exploration menée en 2018**

Le travail d'enquête mené depuis l'année 2018 s'est appuyé dans un premier temps sur plus de 40 entretiens réalisés auprès de diverses Directions ou services en charge de l'animation des structures de recherche académique, de VP Recherche (UT2 - UT3), de Directeurs et directrices de structures fédératives (MSH, SFR...), de Directeurs et directrices de laboratoires (CAS, GET, LAPLACE...), de chercheurs et enseignants-chercheurs (LISST, ECOLAB, LAAS, IRIT, EFTS, LGCO, PLH...), mais aussi de personnes associées à des programmes de recherche (CEIIBA, AGIR, IJA, LLA-CREATIS...) ou encore des associations comme Terres Fertiles...

Dans ce premier temps, ces entretiens ont permis de recueillir des témoignages plus ou moins précis des expériences collaboratives et interdisciplinaires qui présentent presque autant d'histoires de collaborations vécues de l'intérieur.

Sur la cinquantaine de projets référencés, une trentaine se sont avérés « exploitables » pour ce premier travail exploratoire, sachant qu'un des biais repose sur une confusion avérée de la part des personnes rencontrées au sujet du terme « collaboratif ». Ils l'entendent le plus souvent comme une collaboration interdisciplinaire et non comme l'implication de la société civile ou citoyenne dans des actions de recherches ou de valorisations...

Cependant, à partir des expériences recensées, il a été possible de faire ressortir rapidement quatre formes ou dynamiques simplifiées qui rassemblent les expériences.

- 1/4 concernaient la collecte de données (la recherche « en train de se faire »);
- 1/2 concernaient l'expérimentation ou la co-construction de la demande (mise à l'épreuve de résultats déjà stabilisés / réponse à une demande sociale, problématique négociée)
- 1/10 concernaient le « transfert » d'apports « académiques » vers la société civile (la mobilisation de résultats)

- Et 1/10 encore concernaient la valorisation scientifique et pédagogique

D'autres constats font état de résultats parallèles à ceux issus de l'analyse des relations science-industrie et des degrés d'institutionnalisation... En effet, les expériences recensées sont très enracinées/ancrées/territorialisées/polarisées dans le territoire de l'ex-Région Midi-Pyrénées et les intermédiaires apparaissent dans quasiment 70% des cas. La figure de ces intermédiaires non académiques est plurielle car ils peuvent aussi bien être des « experts semi-académiques » (docteurs occupant des positionnements variés vis-à-vis de l'institution?), des doctorants, que des spécialistes... Un approfondissement de la question est en cours afin de mieux les caractériser encore et de comprendre le rôle qu'ils jouent dans les collaborations.

En outre, cette première exploration a permis d'engager également des réflexions sur un ensemble d'interrogations, à savoir :

- Quels sont les dispositifs « d'interface » ? (Modalités des échanges, formel-informel, degré d'institutionnalisation...)
- Quels objets visés au départ et la vie de la collaboration ? (Expériences menées de façon linéaire, « accidentée? », sans suite...)
- Quels sont les effets des expériences pour les participants ? (Pendant le projet et après...)

- ***2/ Une deuxième approche par des questionnaires en ligne à destination des chercheurs et des non-chercheurs académiques à partir de l'année 2019³***

A partir de ces premiers constats, il s'est avéré important de remobiliser les chercheurs autour de leurs expériences en ce sens à partir du premier trimestre 2019 à travers la diffusion d'un questionnaire en ligne envoyé (plusieurs relances également) aux directeurs d'Unité, aux directeurs de laboratoire et aux chercheurs repérés comme potentiellement investis dans ce type de collaborations.

Ce questionnaire (cf. Annexes) a été construit à partir de six grandes entrées afin d'observer des situations variées de travail en commun autour des principales opérations de production de connaissances et de partage.

- Identité du projet et des participants ;
- Définition des problèmes ;
- Définition des terrains et des objets ;
- Collecte de données ;
- Interprétation et analyse des données ;
- Diffusion et utilisation des résultats.

Une trentaine de réponses à ce questionnaire ont été récoltées, et des entretiens ont été réalisés en complément.

3 lb.

- **3/ Une campagne d'entretiens continue depuis fin 2019**

Les différentes campagnes de mobilisation des chercheurs et des non-chercheurs académiques n'ont pas permis de recenser un nombre conséquent d'autres expériences mais ont permis de confronter le déroulé du questionnaire aux réalités des démarches collaboratives. De là, il a été possible de capitaliser sur les expériences retenues pour leurs singularités ou, au contraire, pour leurs caractéristiques à priori communes.

A partir de cette étape, nous avons composé notre filtre d'observation d'expériences qui sont explorées plus précisément au fur et à mesure des possibilités d'entretiens. Cette approche davantage qualitative se base sur des entretiens avec les chercheurs (parfois pour la deuxième fois), avec les partenaires et les intermédiaires dès lors que ces derniers ont joué un rôle (important ou pas) dans la collaboration. La grille d'entretien est la même que le canevas proposé pour le questionnaire (une version à destination des chercheurs, et une autre des non-chercheurs académiques).

Le travail effectué, à date, donne à voir une diversité de situations. Cependant, au gré des entretiens, le recensement a continué et permis par « ricochets » de repérer d'autres acteurs et d'autres modalités qui viennent compléter la cartographie des expériences réalisée jusque-là.

Au final, nous disposons donc d'un corpus constitué du recensement d'expériences (voir tableaux suivants), d'entretiens avec une quarantaine de chercheur.se.s sur leurs pratiques en matière de projets collaboratifs, d'une douzaine de monographies de projets réalisées grâce à des entretiens avec les différents protagonistes. Se sont ajoutées à cette démarche classique de collecte de données par questionnaire, exploration des informations disponibles et entretiens, deux observations embarquées de projets auxquels a été associée l'équipe d'Ircot : les Brigades du Tigre et le Laboratoire des Transitions.

La diversité de ce corpus est volontaire. Ne choisir que des expériences financées par des fonds spécifiques par exemple aurait été une solution, mais n'aurait pas permis de comprendre la diversité des pratiques, projets qualifiés par les porteurs de "recherches collaboratives". Le travail d'analyse s'est fait en équipe au fil de l'enquête, puis, par une analyse thématique croisée pour les différentes histoires.

■ Recensement des expériences collaboratives IRCOT au 11/05/2021

● **Expériences rentrant dans le champ des STI (Sciences et Techniques de l'Ingénieur)**

Dans le champ des "Sciences et techniques de l'ingénieur", il a été recensé 9 expériences réalisées dans 5 laboratoires différents. Loin d'être exhaustif, ce tour d'horizon met en avant des thématiques de recherches autour de la question de l'environnement, des changements de pratiques agricoles, et d'innovation technologique ou technique. Il s'agit de la mise en place d'un observatoire de la biodiversité, d'études sur l'impact des pratiques agricoles, de mise à disposition d'outils, de tests de solutions pour un public spécifique, de collectes de données, et de sensibilisation.

Dénominations des démarches collaboratives	Champs	Laboratoires affiliés	Grandes thématiques	Territoires des expériences	Thématiques générales	Type de collaboration
Biodiversity	STI	ECOLAB IRI T	Environnement	Toulouse Campus UT3 Développé en partenariat avec Montpellier et ailleurs (Lepelletier, Lemerle, Lefebvre)	Observatoire Biodiversité dans les Campus	Sensibilisation et crowdfunding
ABICAMPUS	STI	LCRD - CRPA	Environnement	Toulouse UT3	Sensibilisation	Coopérations de données et sensibilisation
NEOGAMPOUS	STI	IRIT	Environnement	Toulouse UT1, 2, 3, LAAS, INSA, FAB LAB	Application outil recueil de données	Expérimentation usagers Université et sciences (laboratoire, Présidence...) Crowdfunding
CAMPUSFAB - FabLab de UT3	STI	IRIT	Innovation Tech	Toulouse	Outils à disposition d'un public large (étudiants, chercheurs, AULIES)	Outil collaboratif
LABCOM "Cherchons pour voir" / TAKAVOR	STI	IRIT UJA	Innovation Tech	Toulouse	Tests de solutions pour améliorer le confort de personnes aveugles ou déficientes visuelles	Solutions usagers
TATABOX (Transition Agroécologique des Terroirs Agricoles)	STI	UMR AGR INRAE	Agriculture / Environnement	Essentiellelement local mais participations de chercheurs de Paris, Troyes	Transition écologique	Collaboratifs collectifs professionnels
Projet CLUE - Cycle-based Laboratory for Urban Evolution	STI	LAAS- TSE	Transfert de connaissances / Environnement	Toulouse	Collecte de données des usagers (cyclistes via des capteurs (parcours))	Crowdfunding et interdisciplinaires
OCZAR (Critical Zone Observatories: Research and Application)	STI	ECOLAB	Agriculture	Auradé (32)	Etudes sur l'impact des éléments azotés et chimiques agricoles	Collaboratifs collectifs professionnels
SANUFOX (metaphor for controlling users in shared interaction environments)	STI	IRIT	Innovation Tech	Toulouse	Application outil recueil de données, AI	Mise à disposition de données pour applications variées

- **Expériences rentrant dans le champ des SHS (Sciences humaines et sociales)**

Dans le champ des Sciences Humaines et Sociales, il a été recensé 21 expériences réalisées dans plus de 10 laboratoires différents.

L'enquête révèle 2 démarches sur une question d'environnement, 5 sur le bien-être, 6 sur le transfert de connaissance, 7 sur l'apprentissage et la culture, et 1 sur une application technique.

Les types de collaboration sont ventilés entre 12 "montée en compétences", 3 "observation et valorisation", 3 "crowdsourcing", 2 "entre expérimentation et transfert", 1 "transfert de connaissance".

Dénominations des démarches collaboratives	Champs	Laboratoires affiliés	Grands thèmes	Territoires des expériences	Thématiques générales	Type de collaboration
GARDENA	SHS	LI SST - CERTOP - Labex SMS	Environnement	Toulouse	Entre expérimentation et transfert	Entre expérimentation et transfert
BaRocNet	SHS	LI SST - G.S. BECO	Bien-être	Toulouse	Collecte de données, I.I.E. & 1.2.3. Prisme	Crowdsourcing
1, 2, 3 PREIMA	SHS	LI SST - G.S. BECO	Bien-être	Toulouse	Partage et montée en compétences Interdisciplinaires	Participation et montée en compétence
manoel	SHS	LI SST - G.S. BECO	Bien-être	Région Occitane	Collecte de données, traitement et diffusion	Crowdsourcing
MADEE (Médiologies, Appropriations, Dispositifs, Expositions, Enlaks)	SHS	G.S. BECO	Bien-être	Toulouse	Observation et valorisation	Observation et valorisation
MOLEX Ouand ils ont fermé l'esnie	SHS	LASSP	Transfert de connaissance	National	Collecte de données et "partage"	Crowdfunding
Chassadab (GDR - GNBS INRAP)	SHS	TRADES	Transfert de connaissance	National	Partage et montée en compétences Interdisciplinaires	Participation et montée en compétence
Association Sorites à Domicile - projet AGE Innovator sociale et Reflexifs/AGR	SHS	LI SST	Bien-être	Toulouse	Partage et montée en compétences Interdisciplinaires	Observation et valorisation
CAME (Traduction)	SHS	LI SST	Transfert de connaissance	National	Séminaire sur une thématique	Participation et montée en compétence
E l'indisocioco PETR Guilbacos	SHS	LI SST	Transfert de connaissance	PETR Galliac (Tarn)	Etude sur la situation économique du PETR Vigobie Galliacois, Basti des et Val Dadoù	Participation et montée en compétence
GGT Artbus	SHS	LI SST - Laboratoire Interdisciplinaire Société Sollicité Territoriale	Transfert de connaissance	Toulouse et au-delà	Collecte de données, traitement et diffusion	Participation et montée en compétence
Discretion	SHS	CAS	Apprentissage/culture	Toulouse	Exposition	Entre expérimentation et transfert
SDIS	SHS	EFTS	Transfert de connaissance	Toulouse	Création d'un contenu de formation - "conduite du changement"	Participation et montée en compétence
Polebrme carb Toulouse histoire	SHS	FRAMESPA	Application technique	Toulouse	Plateforme qui permet de cartographier la ville de Toulouse à différents moments de son histoire	Transfert de connaissance
ContratPA - AAP eFon Projet MEDD	SHS	GLE	Environnement	Région Occitane	Sensibilisation au développement durable (écoles)	Participation et montée en compétence
Projets pédagogiques autour de la culture Anglo-saxonne	SHS	Laboratoire CAS (Culture Anglo-Saxonne)	Apprentissage/culture	Région toulousaine	Pédagogie, sensibilisation et diffusion	Participation et montée en compétence
Jean-François Barcal Education, Formation, Travail, Savoirs (EFTS)	SHS	EFTS	Apprentissage/culture	Région toulousaine		Participation et montée en compétence
SFR, Structure Fédérale de Recherche Apprentissage - Enseignement - Formation	SHS	ESPE	Apprentissage/culture	Toulouse		Participation et montée en compétence
Un l'hub en quête de « quants »	SHS	Apprentissage/culture	Apprentissage/culture	Toulouse/ Régional	Partage et montée en compétences Interdisciplinaires	Observation et valorisation
L'enseignement du français à des publics « étrangers »	SHS	Apprentissage/culture	Apprentissage/culture	Toulouse		Participation et montée en compétence
Observatoire des pratiques musicales collectives en REP	SHS	Apprentissage/culture	Apprentissage/culture	Toulouse		Participation et montée en compétence

● **Expériences croisant les champs des STI-SHS**

10 expériences croisent les STI et des SHS soit par la collaboration de laboratoires sur les deux champs, soit par les outils déployés et les thématiques appréhendées. En termes de thématiques, ces démarches concernent pour 4 d’entre-elles l’environnement (autour de la pollution de l’air), 2 l’agriculture (pollution du sol et changement de pratiques), 2 “approche transversale” (réseau d’innovation et littérature), 1 “le bien-être” (prolifération du moustique tigre) et une dernière “la santé” (nanotechnologies).

Les types de collaborations se répartissent comme suit: 4 “participation et montée en compétence”, 2 “observation et valorisation”, 2 “crowdsourcing”, 1 “collaboratif” et 1 “collecte de données”.

Dénominations des démarches collaboratives	Champs	Laboratoires affiliés	Grandes thématiques	Territoires des expériences	Thématiques générales	Type de collaboration
BRIGADE DU TIGRE	STI - SHS	M&H T, CERTOP, Muséum Toulouse	Bien être	Toulouse	Eviter la prolifération du moustique tigre	Participation et montée en compétence
EUREQUA	STI - SHS	LI SST, INSA, LEA	Environnement	Toulouse (projet national)	Évaluation de l'air en ville	Observation et valorisation
NanoBrique	STI - SHS	CERTOP, CLIMATE, IMH, IPBS	Santé	Région Occitane	Meux cerner des conditions normatives, juridiques et sociologiques, dans lesquelles peut se construire une approche renouvelée de la mise en balance des bénéfices et des risques des nanotechnologies, en particulier dans le domaine des produits de santé.	Crowdsourcing
Programme Nanoovip	STI - SHS	CET	Environnement	Laboratoires toulousains (INSA, LI SST, CET) et tests à Toulouse	Expérimentation	Collecte de données
POEMS - Participatory Observations for Ecology in Mountain Systems	STI - SHS	ECLAB-GEODE	Environnement	Laboratoire toulousain Pyrénées-Sud-ouest	Observation participative accompagnée à la connaissance scientifique	Crowdsourcing
FabSpace 2.0	STI - SHS	IRIT et SHS	Transversal	Collaboration internationale	Réseau d'innovation axé sur l'exploration des données géospatiales dans les universités	Outil collaboratif
ZAPYGAR	STI - SHS	ENSAT CERTOP ...	Agriculture	Axe Garonne	Objectif d'étudier les dynamiques spatiale et temporelle des systèmes socio-écologiques (ESSE)	Participation et montée en compétence
PRIOR ET AUTRES	STI - SHS	IN-ENSAT / CERTOP	Agriculture / Environnement	Vallée de l'Orbiel (11)	Démarche avec des élus et des habitants sur la pollution des sols du à l'arsenic des mines (projet PRIOR en lien avec OS Agence de l'eau Comité bassin/santé publique France/nature en ville de lise métropole + projet Camille avec le BRGM sur les mines durables)	Observation et valorisation
PROUSTIME, Festival Histoire à venir etc.	STI - SHS	PLURI	Transversal	National	Enjeux cognitifs de la littérature sur le temps	Participation et montée en compétence
Transilab	STI - SHS	AUTRES	Environnement	Région Occitane	Démocratie participative sur les sujets de la transition	Participation et montée en compétence

- ***Expériences fédérées sous le format PLATEFORME***

Les plateformes proposent des expériences sur la question des “radicalités”, de la santé (AAPRISS et IFERISS), la transition et l’environnement (ATECOPOL), et l’apprentissage (LABCOMRIMEC). Elles alternent entre expérimentations, prestations et montées en compétences.

Dénonciations des démarches collaboratives	Champs	Laboratoires affiliés	Grandes thématiques	Territoires des expériences	Thématiques générales	Type de collaboration
Plate-forme « Radicales » LATECOPOL	STI - SPS	PLURI	Transversal	Plusieurs terrains nationaux et internationaux	Expérimentation	Expérimentation
	STI - SPS	M&H, CERCO...	Environnement	Région Occitane	Partage et montée en compétences	Partage et montée en compétences
AAPBIS		Plateforme d'expertise Apriiss	Santé	National	Participation à l'analyse des inégalités sociales de santé sur les données de santé et d'observation de la santé issues des bases de la CPAM (restreintes) et de la ville de Nantes (commanditaire) en collaboration avec l'ORS-Pays-de-la-Loire	Prestations/expérimentations
IFERIS		CRESCO / IFERISS	Santé	Toulouse	Trois axes : une dynamique de santé communautaire, la médiation en santé et la formation des médiateur.trice.s. Il vise, à partir du travail mené dans un quartier, à étendre les actions et nouveaux dispositifs mis en œuvre à deux autres quartiers toulousains que celui dans lequel le Centre de santé est implanté.	
LABCOMRIMEC (Rencontre le Media Congrès)	SPS	LLA-Creatis plateforme CRI SO	Apprentissage/ culture	National et international	Expérimentations à l'épreuve des résultats	Recherche collégiale : citoyens et scientifiques partagent la responsabilité du projet, les prises de décision et les coûts

- ***Expériences enquêtées par questionnaires et entretiens***

D'autres démarches(12 minimum) ont été recensées via l'envoi de questionnaire même si elles ne rentrent que partiellement dans la définition des collaborations entendues dans le projet IRCOT. Elles pourraient faire l'objet d'approfondissements pour les classer plus précisément ou les écarter si besoin, mais elles témoignent une fois de plus de la diversité des situations lorsqu'il s'agit de collaborations ou de participations.

Denominations des démarches collaboratives	Champs	Laboratoires affichés	Grandes thématiques	Territoires des expériences	Thématiques générales	Type de collaboration
A EXPLORER						
multiples avec Doctarants		EFETS			Entrée sociale	Participation et montée en compétence
mobilisation des chefs d'établissements, professeurs et professeurs adjoints		UMR EFETS		Toulouse	Une recherche au service de la réflexion de professionnels (chefs d'établissement) sur l'animation et le pilotage pédagogique d'établissement d'enseignement.	Expérimentation
Maternelle et élémentaire groupe scolaire		UMR EFETS		Toulouse	très enrichissante autour du point de vue du développement professionnel que du point de vue personnel. La collaboration oblige une remise en question permanente, et nécessite un dépassement de regard (établissement).	
Divers		STRUCTURE FEDERATIVE DE RECHERCHE - ESPE			Apprentissage	Expérimentation, transfert et collecte de données
Goûts musicaux		LIEST		Toulouse	Enquête sur les goûts musicaux, les réseaux et le rapport au numérique des 15-25 ans, réalisée en collaboration avec 38 professeurs de sciences économiques et sociales et leurs élèves.	
Marchés Ramonville		LIEST		Ramonville et région	Etude sur un marché de producteurs à Ramonville	
Femmes rurales en mouvement		LIEST		Amérique latine	Un fil participatif co-construit à partir des méthodes d'action-reflexion et d'engagement.	
? Centres sociaux		LISST- dynamiques rurales			stimulante pour l'échange et valorisante pour les chercheurs car cela donne à voir ce qu'est la recherche	Application solutions usagers
Collaborations chercheurs autres organismes		LIRIT			Application images satellites	
Divers		LERASS et autres canaux			Formation	Accompagnement, transfert, compétences
Autour de la RSE		INSTITUT REGIONAL DU TRAVAIL		Région Occitanie	Recherche sur l'égalité professionnelle femmes/hommes : Par un accompagnement de la négociation collective d'accords/plans dans les PME d'Occitanie et analyse des freins et des ressorts de la démarche. Par une action de formation inter-syndicale et des réunions de sensibilisation.	
Recherche Tourisme Politique publiques		GRESICO CERTOP				
AGRIVILLE		ENSFEA, CERTOP, LISST, LNP	Environnement	National/international		

■ Une analyse thématique croisée des expériences documentées

Nous disposons donc de 56 histoires recensées, dont une quarantaine documentées à travers des entretiens avec des chercheur.ses sur leurs diverses expériences, et 14 pour lesquels nous disposons d'éléments plus approfondis grâce à la fois à des questionnaires et des entretiens sur le déroulement de l'expérience de collaboration, ou l'observation embarquée d'un membre de l'équipe.



Ces projets portent sur des questions aussi diverses que la circulation des vélos à Toulouse, l'accès à l'emploi des habitant.es du Mirail, la destination des terres fertiles en zone urbaine, la gestion de l'eau dans un bassin versant, la réforme de la formation chez les pompiers, la mobilisation contre une fermeture d'usine, les questions de pollution urbaine dans les habitats particuliers, l'évolution du secteur aéronautique après une crise, le développement de l'agriculture biologique sur un territoire, la conception d'outils pour les non ou mal voyant.es, l'impact du niveau des lacs de montagne sur une plante spécifique, celui des violences conjugales sur les enfants qui y assistent, la métropolisation et son impact sur les villes moyennes, la lutte contre les moustiques tigres, la manière dont une collectivité territoriale peut se saisir de questions comme les problèmes de déchets ou de participation citoyenne, l'accès de très jeunes enfants à la culture scientifique...

Il ne s'agit ici que des expériences sur lesquelles nous avons pu échanger avec les deux parties de la collaboration, à savoir partenaires de recherche et chercheur.ses académiques.

Avant de présenter l'analyse faite des ces expériences, mettons-nous d'accord sur les termes utilisés. IRCOT est une plateforme de la Maison des Sciences de l'Homme de Toulouse recensant et documentant les *initiatives de recherches collaboratives* et particulièrement les collaborations entre Sciences et « société civile non marchande » (citoyens plus ou moins organisés et professionnalisés) qui ne bénéficient pas selon nous de la même attention que les relations sciences - industries ou sciences - politiques publiques. Les recherches collaboratives font partie de la grande famille des

recherches participatives, encouragées par la loi du 22 juillet 2013 visant à “favoriser les interactions entre sciences et société” et à en faire une priorité”⁴. Les auteurs du rapport cité distinguent trois grandes catégories : les sciences citoyennes (qui comprend la collecte de données et la réappropriation), les recherches communautaires, les recherches participatives (ou collaboratives). Les premières s’appuient sur la contribution de citoyen.nes-amateurs pour la collecte et l’analyse de données scientifiques, les secondes sur une collaboration entre des chercheur.ses et des groupes concernés (communautés, minorités, associations de patients, familles) pour diagnostiquer et résoudre des problèmes qui les affectent, les troisièmes sur une collaboration entre des chercheur.ses et des groupes de citoyens ou de professionnels (utilisateurs, consommateurs, associations, coopératives, médiateurs) pour résoudre des problèmes socio économiques ou environnementaux⁵⁶. A l’intérieur des recherches participatives, on peut distinguer les recherches participatives visant le changement de pratiques de professionnel.les et qui les associent à une réflexion conjointe sur celles-ci, les recherches action pour lesquelles la réussite dépend essentiellement de l’appropriation des savoirs produits et les recherches collaboratives, qui sont caractérisées par “une exploration et co-construction de connaissances autour d’un objet, souvent un savoir faire ou une pratique professionnelles”.

Si l’on reprend cette catégorisation, les expériences documentées peuvent être classées dans les recherches participatives collaboratives, sauf trois qui sont plus proches des recherches de type sciences citoyennes.

Plus globalement on pourrait, et c’est ce que l’on va faire ici, utiliser le terme de recherche collaborative quand celle-ci associe des chercheur.ses académiques et des partenaires de recherche qui sont des collectifs plus ou moins institués, comme des associations par exemple. Nous parlerons de recherches participatives quand sont impliqués des chercheur.ses académiques et des citoyen.nes concerné.es à titre personnel par la question posée. Il y a aussi des cas de recherches participatives et collaboratives. L’objet de ce rapport est plutôt centré sur les recherches collaboratives, et seront plutôt invités à la restitution de cette recherche des partenaires de recherche et non les participant.es citoyen.nes à différents projets documentés comme par exemple les jeunes NEET du projet MIAOU Emploi ou les enfants participants à la construction de films animés dans Mario.net.

Le terme de partenaire de recherche est utilisé ici pour désigner tous ces collectifs qui ont participé aux recherches collaboratives documentées, sans être des chercheur.ses académiques, au sens de professionnel.les de la recherche employés par des institutions dédiées.

- **Mises en relation**

Comment se sont construites les collaborations ?



On peut distinguer plusieurs cas de figure ou situations. Dans plus de la moitié des cas, la collaboration est née de la mobilisation de relations existantes. Il peut s’agir de relations de travail antérieures, comme par exemple quand elles se sont nouées dans le cadre académique d’une thèse (Madede) et qu’elles sont mobilisées pour un projet où l’ancienne doctorante est devenue une partenaire de recherche, ou d’autres projets collaboratifs (Miaou Emploi). Dans deux cas, c’était une relation hors du cadre professionnel.

Deuxième possibilité, la relation s’est nouée par l’intermédiaire de

fermé l’usine: lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée. L’ordre des choses. Marseille: Agone, 2017.

6 L’utilisabilité, ou encore aptitude à l’utilisation est définie par la norme ISO 9241-11 comme « le degré selon lequel un produit peut être utilisé, par des utilisateurs identifiés, pour atteindre des buts définis avec efficacité, efficacité et satisfaction, dans un contexte d’utilisation spécifié ». C’est une notion proche de celle d’affordance, ou même d’ergonomie qui est cependant plus large. (source wikipédia)

dispositifs d'intermédiation, ce que l'on retrouve dans trois de nos histoires (Mario.net, Brigades du Tigre, Clue). Pour Mario.net, c'est la cellule de valorisation de l'Université Toulouse Jean Jaurès qui a mis en lien une chercheuse, Chantal Zaouche-Gaudron et l'association Animação qui développait un projet de marionnettes numériques. Pour les Brigades du Tigre, Olivier Cadenne, médiateur scientifique au muséum de Toulouse a cherché des initiatives citoyennes pouvant faire l'objet d'une recherche collaborative. Enfin pour le projet Clue, la rencontre s'est faite sur la Novela, "festival des savoirs partagés" organisé par la ville.

Troisième possibilité, des démarches directes de la part des uns ou des autres. Dans Mondex, c'est une des chercheur.ses qui va rencontrer les partenaires pour mettre en place une collaboration (une association de défense des salarié.es en cours de licenciement), dans une autre le partenaire va solliciter les chercheur.ses pour mettre en place ce projet (SDIS). L'aspect «direct» ou spontané de ces sollicitations est tout à fait relatif. Dans le cas du SDIS, le partenaire n'a pas frappé à toutes les portes de tous les laboratoires. Il a cherché sur internet les coordonnées du laboratoire de sciences de l'éducation et des chercheur.ses pouvant être intéressés, ayant eu l'idée de les solliciter car il avait lui-même validé un master de sciences de l'éducation en reprise d'études. Dans le cadre de Mondex, l'engagement militant semble avoir facilité ou orienté le choix du terrain et la mise en relation.



Expérience	connaissance antérieure	mise en relation
Brigades du Tigre	non	veille d'un intermédiaire sur projets de ce type, info par sa belle mère
CGT Airbus	oui	contact direct CF travail antérieur
Cherchons pour voir	oui	par collaboration antérieure
CLUE	non	rencontre pendant la Novela
Crefad	non	connaissance par une publication "came", prise de contact
Discretion	oui	par des amis communs
Gardenia	oui	chercheuse ayant fait le lien entre un milieu associatif et un laboratoire
Madee	oui	connaissance antérieure dans le cadre d'un contrat post doctoral
Mario net	oui	par la cellule de valorisation
Miaou Emploi	oui	collaborations antérieures
Mondex	non	à l'initiative d'une doctorante pour enquête
Nanoenvi	non	journée d'information Quai des Savoirs
Ozcar	oui	par l'intermédiaire de Total qui se désengageait
Poems	non	par des panneaux sur site
SDIS	non	recherche des contacts du labo sur google, connu par sa

	formation en master
--	---------------------

Au total, on le voit sur le tableau ci-dessus, les collaborations se construisent plutôt à partir de relations sociales préexistantes, ce qui rejoint un schéma que nous avons pu documenter sur d'autres terrains notamment la création d'entreprises innovantes avec Michel Grossetti et Jean-François Barthe⁷, ou plus récemment la construction de partenariats autour des fablabs⁸.

Quand les recherches sont participatives, au sens où elles embarquent des participant.es concerné.es par l'objet de recherche, les partenaires de recherche peuvent être des intermédiaires permettant d'accéder au terrain. C'est le cas par exemple dans le projet Nanoenvi, où des associations de terrain facilitent l'accès aux habitant.es, ou dans Tatabox où les agriculteurs mobilisés pour les ateliers sont identifiés avec les PETR (pôle d'équilibre territorial et rural).

- **Conventions**

Il n'y a pas systématiquement de conventions de recherche. Au contraire, dans plusieurs projets, c'est un engagement oral qui est mentionné, pour «simplifier » (CLUE), parce qu'au départ ça a été un engagement dans l'idée que plus tard il puisse y avoir des aides pour développer l'outil (Mario.net),

Une convention a été rédigée dans seulement la moitié des cas observés. Si les collaborations ont été effectives, elles ne sont donc pas passées obligatoirement par une formalisation contractuelle avérée. Or, elles ne sont pas pour autant caractérisées par une informalité totale. Elles ont fait l'objet d'échanges financiers cadrés au départ ou négociés de façon réciproque (frais de mission, fournitures, ...). Certaines expériences sont tout de même allées jusqu'au recrutement d'une personne qualifiée (ingénieur de recherche, post-doctorant, ou doctorant en Cifre) le temps de la démarche et parfois au-delà dans l'objectif de poursuivre la collaboration (avec l'ensemble des partenaires ou un sous ensemble constitué à la suite de cette première expérience).

- **Partenaires impliqués**

Qui sont toutes ces personnes, institutions, associations, collectifs qui participent à des recherches collaboratives ?

Pour chaque projet, nous avons essayé de recenser les partenaires, mais ce n'était pas toujours possible pour plusieurs raisons. La première est que les projets évoluent dans le temps, et le nombre de participant.es aussi. Ainsi, dans Poems, deux laboratoires sont impliqués au démarrage du projet et 4 chercheur.ses ; mais finalement, certains se retirent. Dans Gardénia, une chercheuse est nommée sur un autre poste, à l'étranger, et une autre doit reprendre le projet. Des doctorants sont impliqués et donnent un axe particulier au projet, puis s'en désengagent. Une association porte l'animation et cela s'arrête quand le financement du poste dédié est terminé. Une autre reste très investie dans l'espoir que le collectif décroche d'autres financements.

Le tableau ci-dessous reprend les informations collectées à ce sujet.

Expérience	nombre de chercheurs impliqués	nombre de partenaires impliqués
CGT Airbus	2	5
Cherchons pour voir	5 à 10	une vingtaine de personnes dont 5

⁷ ETP : équivalent temps plein

⁸ L'association ComMod a pour but principal de concevoir, analyser, développer, et promouvoir les recherches scientifiques et leurs applications, dans le domaine de la Modélisation d'Accompagnement, y compris ses principales méthodes et outils, à savoir les jeux de rôles, la modélisation multi-agents, et la simulation sociale » (source site de l'association ComMod qui porte la méthode éponyme)

		régulièrement
CLUE	une petite équipe au LAAS	toute l'équipe de l'association
Crefad	1	5
Discretion	1	1
Gardenia	5 au départ, 2 à la fin	3/ 4 actives jusqu'au bout, 15 impliqués, 35 40 participants
Madee	2 personnes impliquées, 9 au total ayant participé	1
Mario net	4	2
Miaou Emploi	2 + 11 assistant.es enquêteurs + étudiantes master MISS	3
Mondex	une dizaine au total, plus stagiaires	deux ou trois très impliqués, plus salariés
Nanoenvi	10 + un doctorant	160
Ozcar	17 laboratoires engagés	au départ 6 aujourd'hui bien plus, sur 13 communes
Poems	4 puis 2	1000
SDIS	4	7 plus comité de pilotage
Tatabox	42	57

La deuxième raison qui explique l'imprécision de ces éléments tient au fait que toutes les personnes impliquées ne savent pas forcément tout du projet, n'ont pas une visibilité complète des « autres » impliqués, selon le type d'implication et le moment. Ainsi un chercheur impliqué en tant que directeur de thèse a-t-il bien sûr des éléments d'information grâce à la relation avec la doctorante, aux réunions de suivi du projet, aux échanges avec les partenaires, mais ne connaît pas précisément ceux qui sont impliqués dans la recherche côté partenaires. Et inversement.

Dans les cas de recherches participatives, les participant.es ont aussi été « recrutés » par différents moyens : des ressources de médiation créées pour l'occasion (Poems, Miaou Emploi), des dispositifs ou collectifs participants (Mario.net, Madee, Clue).

Pour mieux comprendre ce que chacun.ne a pu « faire » dans le cadre de ces recherches collaboratives, nous avons interrogé partenaires et chercheur.ses sur les différentes phases de celles-ci, c'est-à-dire la définition des questionnements au coeur de la recherche, le choix des terrains de l'expérimentation, la collecte des données, les analyses, la diffusion des résultats.

- ***Définition des questionnements de la recherche***

L'enquête complémentaire a confirmé les premiers résultats des questionnaires. Cette phase des recherches participatives implique le plus souvent les chercheur.ses de manière importante. Il n'y a que quatre cas où les partenaires ont pris une part plus importante dans cette phase (CGT Airbus, Crefad, SDIS et partie développement du projet Mario.net), pour les autres ils sont impliqués à au moins 50 % (BDT, Discretion, Gardenia, Ozcar), voire beaucoup plus jusqu'à 100 % pour les projets CLUE, et Mondex, ou pour Poems, Tatabox, Eurequa et Nanoenvi, projets pour lesquels nous n'avons pas de réponses des partenaires à ces questions.

Il n'y a pas forcément accord entre les deux parties. Dans trois cas, les chercheurs estiment que la collaboration était équilibrée (50/50) alors que les partenaires voient une implication plus importante de la recherche (Ozcar, Gardénia, Sdis). Il n'y a pas de désaccord dans l'autre sens.

Les différences peuvent s'exprimer aussi entre partenaires. Dans le projet Gardénia, pour lequel nous avons eu la chance d'obtenir plusieurs témoignages, on voit que pour l'un des partenaires, la définition de la problématique de recherche a été commune, « *partenariale* », « *avec des apports du collectif et une construction de problématique* », alors que pour un autre, la première et la deuxième année les propositions de recherche les sujets ont été apportés par les chercheurs. « *Par exemple sur le rôle des femmes dans les circuits courts. On a tordu le cou du truc pour ça mais ça allait très bien. Et la deuxième année, on était plus autour de la question de Gardénia et du collectif Terres Fertiles : qu'est-ce qu'on peut faire ensemble pour valoriser ce territoire ?* »

Car les questions de recherche peuvent évoluer dans le temps au gré des implications des uns et des autres. Ici c'est l'équipe recherche académique qui a connu des changements, une chercheuse partie à l'étranger, une autre prenant le relais, des doctorants impliqués selon le rapport avec leur thématique de recherche, des stagiaires impliqués. Mais les partenaires évoluent aussi en fonction notamment des financements disponibles, pour rémunérer une médiatrice. Dans le cas de Mondex, la dynamique s'est maintenue côté partenaires en raison de l'enjeu, pour les syndicalistes, du combat pour la reconnaissance de leurs droits et de la nécessaire visibilité qu'il impliquait ; celle-ci étant renforcée par la recherche scientifique en cours.

● **Le choix des terrains**

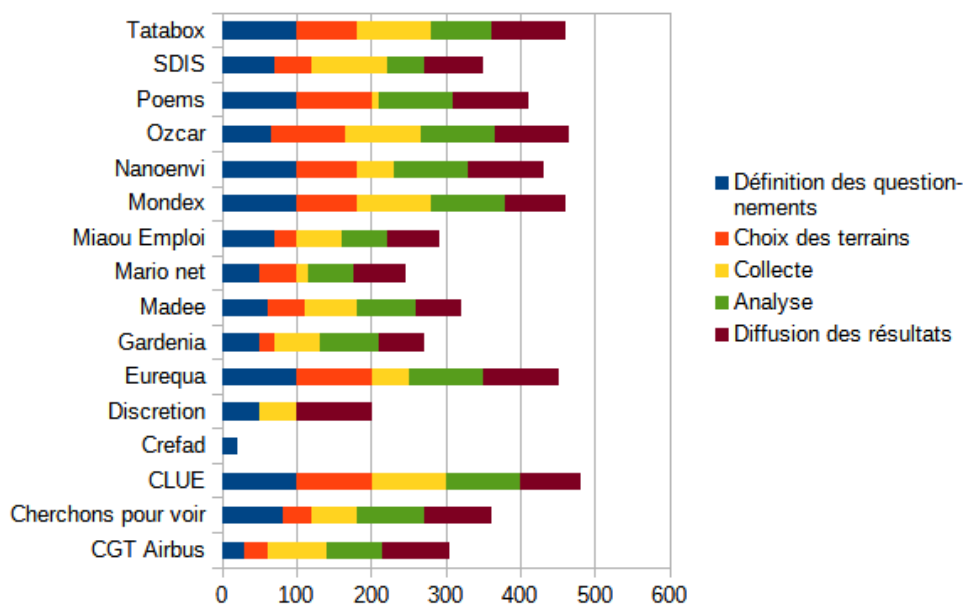
Quand l'initiative a été prise par les partenaires de recherche (7 cas sur les 17 pour lesquels nous avons l'information), ce sont eux qui sont dans la plupart des cas principalement impliqués dans le choix des terrains. Par exemple, dans le cadre du projet CGT Airbus, le chercheur Jean-Marc Zuliani explique que des « *choix effectués à partir des indications fournies par les partenaires sur les types d'entreprises à prendre en compte plus des recherches personnelles diverses pour affiner les connaissances à partir de plusieurs sources d'informations* ».

Inversement, quand l'initiative a été prise plutôt par les chercheurs académiques, ce sont eux qui sont plus impliqués dans le choix des terrains, qui peuvent intervenir avant la recherche de partenariat. Par exemple, dans le projet Ozcar, les chercheurs ont ciblé des terrains pour une étude et contacté des partenaires. C'est le cas également pour les projets Tatabox, Eurequa ou le projet Mondex, dans lequel Jean Marzorati, raconte que ce sont les chercheurs qui ont fait les choix, même si les salarié.e.s ont participé au repérage des personnes à interroger. « *Chez nous, il y avait quand même des gens qui n'étaient pas prêts à répondre à ces questions. En plus dans notre entreprise le personnel féminin n'était pas important, environ 20 % à la louche, et surtout dans les services administratifs...* »

Les recherches qui s'apparentent plus à des sciences citoyennes au sens de la définition proposée dans le rapport Houillet, voient les chercheurs faire les choix des terrains, comme dans Poems où les lieux dans lesquels sont sollicités les randonneurs pour faire des photographies destinées à un suivi du niveau de l'eau des lacs et de son impact sur une plante locale ont été déterminés en amont.

Mais ce n'est pas forcément si simple. Dans le projet Nanoenvi, la sollicitation du public a rencontré un tel succès que cela a amené les chercheurs à devoir prendre en compte un terrain plus large. « *On s'est rendu compte que l'on ne pouvait pas dire non aux personnes qui s'étaient déplacées. C'était très bien comme ça* », explique Mélina Marcouin, Chercheuse au CNRS, Laboratoire Géosciences Environnement Toulouse (GET).

Participation des chercheur.ses dans les différentes expériences



● La collecte des données

La collecte implique forcément les chercheurs, sauf le cas des recherches participatives de type sciences citoyennes (Poems), où elle est faite à 90 % par les partenaires. Dans Clue, la question est un peu difficile à trancher : les cyclistes enregistrent des données en circulant à vélo avec les capteurs ad hoc, et celles-ci sont collectées par les chercheurs, ce qui amène à considérer qu'ils sont à la manœuvre, même si on peut aussi associer les partenaires que sont les loueurs de vélos.

La présence des partenaires peut être vue comme facilitant l'accès au terrain. Dans le projet «Cherchons pour voir », explique Nadège Macé, de l'Institut des Jeunes Aveugles, «lorsque les tests sont réalisés auprès d'enfants, la présence des enseignants ou professionnels de l'accompagnement est indispensable. Auprès d'adultes, il faut aussi des professionnels à proximité pour intervenir sur les paramètres d'accessibilité des outils numériques. Les questions scientifiques concernant souvent l'impact sur les pratiques professionnelles, [la] présence [des professionnel-les] est souvent requise. La période sanitaire que nous traversons rend plus difficile l'intervention de personnes extérieures à l'Institut (chercheurs ou étudiants) ». Dans Eurequa, l'association des Petits Débrouillards est mentionnée comme un intermédiaire essentiel dans la démarche, « Ils ont pu mener l'animation scientifique en bas des tours avec les instruments de mesures. Puis il y a eu d'autres moments dans le registre du donnant/donnant. Cela s'est fait simplement. Il y a eu des parcours commentés partagés et des focus groups » explique Sinda Haouès-Jouve, maîtresse de conférences en Urbanisme au LISST CIEU.

Inversement, Marlène Stricot se rappelle avoir dû limiter l'accès au terrain des chercheuses. Le projet portait sur des ateliers avec de jeunes enfants, et il fallait limiter le nombre d'observateurs sur les groupes.

Le rôle du partenaire dans la collecte des données peut être de fournir un outil, un médium facilitant l'accès au terrain ou la relation avec les enquêtés.

Dans le cas de Mario.net, le partenaire de recherche Animaçao va fournir un outil permettant de travailler notamment avec des enfants sur les violences familiales à partir de représentations de scénettes fabriquées à partir d'un outil informatique de visualisation très simple. Sur le projet Miaou Emploi, la Tiny lab, fablab mobile apporté par le partenaire Makers & co a facilité l'accès aux jeunes en situation de non recours aux dispositifs d'intermédiation.

- **Les analyses**

La part des chercheurs est encore plus importante dans cette phase. Comme l'explique Anna Carbonnel, membre de l'équipe de recherche sur le projet Gardénia, « *ce sont les chercheurs qui se positionnent comme les analystes légitimes des données de l'observation et des entretiens effectués dans ce cadre, mais les chercheurs sont également très à l'écoute des analyses des autres acteurs, de la façon dont ils perçoivent et expliquent ce qu'il se passe sur leur terrain* ». On retrouve sur la plupart des projets ces allers retours entre chercheurs et partenaires pour l'analyse, à des degrés divers, que ce soit au cours d'ateliers d'analyse partagée, avec des outils construits à cet effet (Miaou Emploi), des relectures (Gardénia) et des échanges. Dans le projet Sdis par exemple, Christelle Chauffrassie a analysé les données recueillies grâce à un questionnaire, puis l'analyse a été partagée à 50/50. « *Je m'appuie sur ce qu'ils savent* » estime-t-elle. « *Le groupe travaille avec elle. Elle prémache le travail. Et derrière c'est le groupe de travail qui affine* » confirme Paul Mirobolant, partenaire de recherche sur ce projet. Dans le projet Madee, « l'analyse a plutôt été réalisée par l'équipe de recherche à 80 % », selon Marlène Stricot. « *Je suis intervenue en aval, dans les réunions, mais l'analyse était « prémachée »* ».

La question est en effet de rendre accessibles les éléments collectés pour les partager et les enrichir. Dans le projet Miaou Emploi, le rapport à l'écrit pouvait constituer un obstacle pour certains. Les éléments à analyser (synthèses d'entretiens) ont été enregistrés à l'oral, pour pouvoir être écoutés, mais il a fallu finalement organiser des ateliers de partage et de réflexion communs pour arriver à une analyse partagée.

Pour certains, l'analyse ne doit pas être partagée. C'est ce qu'explique Francis Larroque, président du groupement d'agriculteurs de la Gascogne Toulousaine partenaire du projet de recherche Ozcar : « *les chercheurs nous présentent les résultats lors de nos AG annuelles en période morte (l'hiver) et on discute des possibilités offertes par les résultats pour améliorer nos pratiques et faire connaître notre activité auprès des publics qui connaissent mal l'agriculture* ».

La discussion porte sur les analyses effectuées et les décisions qu'elles éclairent.

Cette discussion a eu lieu aussi dans le cadre du projet Mondex, au moment de la publication des résultats d'analyse. Olivier Baisnée, chercheur au LASSP, raconte qu'il est arrivé que les partenaires syndicalistes et de l'association solidarité Molex relisent des publications et y corrigent des erreurs factuelles, notamment sur certains aspects juridiques. Il estime que cela influence de manière diffuse le point de vue sur l'objet. Par exemple, ils ont commencé les publications et les communications sans en informer les enquêtés avec l'idée qu'ils ne devaient pas s'auto-censurer (ce qui ne faisait pas forcément consensus au sein du collectif de chercheurs non plus). Or le délégué CGT qui était très proche de l'enquête l'a appris par le biais d'une doctorante elle aussi à la CGT et travaillant sur le syndicalisme. Il leur a donc fallu s'expliquer, et il a fini par corriger des erreurs factuelles du papier.

- **La production des résultats et la diffusion**

A ce stade, dans les recherches collaboratives étudiées, ce sont essentiellement les chercheurs qui sont impliqués. La question de la légitimité explique certainement cet état de fait. Les partenaires de recherche ont sans doute plus de mal à diffuser des résultats de recherche, du moins s'ils sont sous forme académique. Le projet Tatabox est particulièrement significatif d'une volonté de permettre aux partenaires de recherche de s'approprier les résultats. Les différents ateliers réalisés sur le terrain avec les partenaires ont donné lieu à une synthèse imagée pour chacun ainsi qu'un guide méthodologique pour l'ensemble des étapes. « *De plus, puisqu'il s'agit d'un projet participatif, ils ont aussi produit un ensemble de fiches techniques et d'arbres de décision pour aider les acteurs de terrain à construire leurs propres projets, ainsi qu'une petite BD disponible sur leur site. Ils ont également écrit des articles scientifiques durant la durée de l'étude, et travaillent sur un ouvrage collectif et encore un autre article* », explique Elise Audouin, qui était ingénieure de Recherche contractuelle à l'INRA et animatrice du projet. Cela vient notamment du fait que l'objectif du projet était de réfléchir à des outils d'accompagnement des acteurs de terrain dans la transition écologique.

Dans le cadre du projet Sdis, les éléments de mise à disposition des résultats ont également été pensés pendant le projet, comprenant à la fois là aussi des supports à destination des partenaires de recherche ou conçus pour eux (livrets de formation), une communication orale par poster dans un colloque, un chapitre pour un ouvrage de l'école nationale des sapeurs pompiers, un article scientifique. Les communications ont été réalisées à deux voix, souligne Christelle Chauffriasse, de même que les livrets ont été réalisés avec les membres d'un groupe de travail investi sur le projet.

La production et la diffusion des résultats passe par des publications académiques ou non, parfois par des vidéos ou outils de valorisation. L'enjeu pour les chercheurs est que ces recherches collaboratives soient reconnues comme telles par leurs pairs, dans le cadre de publications, mais cette valorisation ne rejoint pas forcément les attentes des partenaires, qui souhaitent une diffusion plus large ou une information sur les résultats, comme ces randonneurs écrivant à Arthur Compin, chercheur en charge du projet Poems, « *« J'espère en savoir un peu plus sur ce programme et peut être apprendre un jour que cette plante ne fait plus partie de cette trop longue liste de plantes menacées de disparition »* », ou encore « *À l'occasion si vous pouvez me tenir au courant de l'avancée de vos travaux sur les 2 ans je prends. Sans trop vous déranger et juste pour voir si les choses évoluent dans le bon sens. Je suis curieuse »* ».

Dans le cadre du projet Gardénia, aussi, la diffusion a été très large : des communications dans le milieu de la recherche, réunions publiques de restitution de résultats, ateliers de travail pluri-acteurs, théâtres forum, débats contradictoires, mémoires, publications dans revues scientifiques, signées par ceux qui y ont pris part. « *La diffusion a été assurée par les deux parties (50/50) Le partage des tâches se fait selon les mondes sociaux dans lesquels évoluent les uns et les autres. Les chercheurs s'occupent de diffuser les résultats dans la sphère scientifique via des publications scientifiques, communications etc... Et les autres acteurs s'occupent de diffuser les résultats aux acteurs du territoire via les réunions publiques etc »* explique Anna Carbonnel. Mais au-delà de cette diffusion, cette recherche collaborative a permis à d'argumenter dans certaines instances et avec les élus et peut-être de faire bouger les choses comme le racontent les partenaires de ce projet : Michel Dunand s'est beaucoup appuyé sur les travaux du collectif pour en partager les résultats dans différentes instances, par exemple à Balma suite à une saisine du maire qui a placé la ville en urgence climatique et écologique, ou au Conseil d'Administration de la fédération des AMAP, et cela a donné lieu à plusieurs supports dont un plaidoyer pour une relocalisation de l'alimentation proposé par le CODEV. Il se souvient d'un moment fort : « *La première fois qu'on a présenté le travail de Gardénia, c'était aux assises de la Recherche, c'était innovant, remarquable »*. Michel Hegoburu estime que cela « *a essaimé. Sur le moment, on a l'impression qu'on fait chou blanc, mais après ça sort. Je sais que Toulouse Métropole a désormais un vrai travail de valorisation du bassin de l'Hers. Et on peut imaginer qu'on y est pour quelque chose, modestement »*. Les publications ou communications scientifiques sont alors des leviers qui permettent d'argumenter dans le débat public.

● **Ressentis**

Enrichir les perspectives, les élargir, ce sont les deux thèmes communs aux propos des enquêtés quand ils évoquent leurs participations à ces recherches collaboratives. « *Des échanges très féconds »*, pour Marie-Anne Lenain, partenaire sur le projet Crefad, une prise de « conscience que souvent on fait des choses complètement dissociées des gens » pour Arthur Compin, qui estime que « *cette relation avec les gens fait qu'on se sent plus responsable de leur faire un retour, de prévoir une partie lien avec les citoyens »*. Pour Quentin Journet, « *c'est toujours mieux de travailler avec des gens qui ne sont pas de notre univers, plutôt que de ressasser des choses qui sont de notre quant à soi »*. Muriel Lefebvre, maîtresse de conférence à l'université Paul Sabatier, et chercheuse dans le projet Madee, estime avoir « *trouvé que ça avait élargi [son] horizon pour plein de choses »*.

« *Cela a permis de nous approprier cette thématique et on a été plus loin que ce qu'on imaginait, Le problème c'est justement que ça a été beaucoup plus loin que ce qu'on imaginait»* raconte Céline Jaspard d'Animaçao...

Beaucoup ont aussi des regrets comme elle, notamment en ce qui concerne le temps passé, les financements. Muriel Lefebvre a « *regretté qu'on n'arrive pas à mettre plus en valeur ce qu'on avait obtenu* », Liliane Sochacki estime que le partenariat « *est très chronophage et la collaboration entre chercheurs pas évidente* ».

Paul Mirobolant souligne aussi cette question du temps : « *la collaboration, c'est une façon de s'ouvrir à la recherche, qui a une temporalité bien loin de la nôtre. Nous on est dans l'action, l'immédiateté. Et là, les fruits seront recueillis bien après le départ de Christelle. Il faut les 2. C'est aussi une grande richesse humaine. Une très belle aventure humaine au sein du service. On a envie de continuer à collaborer avec une autre aventure* Cifre en 2021. *Il y a eu une montée en compétences du groupe de travail qui était très motivé* ». Pour d'autres, il s'agirait de mieux cadrer le temps passé pour éviter d'être débordé et d'aller trop loin, sans financements nécessaires. C'est ce qu'évoque Lisa Bergeron par exemple, investie sur le projet Gardénia au-delà du budget qui avait pu être obtenu pour son association, dans l'espoir que le collectif continue à se mobiliser pour financer la pérennisation de la démarche.

Dans le cadre du projet Ozcar, l'engagement sur un temps long (plusieurs années) rendu possible par des financements récurrents permet « *des échanges réguliers et une montée en compétences par les échanges* », comme le souligne Francis Larroque. Leur participation depuis plus de dix ans est aussi facilitée par la mise en place de rémunérations. « *On les associe de différentes manières d'abord, on conventionne avec les agriculteurs du groupement parce qu'il y a un manque à gagner en termes d'exploitation donc on les rémunère par la location de la terre pour pouvoir mener nos expérimentations. On se débrouille toujours d'une année sur l'autre pour libérer de l'argent pour financer à la fois les conventions agriculteurs et pour l'occupation des terres. On rémunère à la fois l'association pour le travail qu'on lui demande et au suivi* » explique Jean-Luc Prost (directeur de recherche émérite au CNRS, laboratoire Ecolab). Cette rémunération est aussi présente dans le projet MIAOU Emploi pour les jeunes impliqués sous forme de missions d'intérim rémunérées pour chaque moment consacré à la recherche.

De manière transversale quatre questions ont émergé : le temps, les financements, les « *motivations* » et le rôle des intermédiaires.

● **Le temps**

Pour les chercheurs et les partenaires, le temps consacré aux projets est souvent difficile à estimer, et surtout nécessite de calculer, de se rappeler les différentes tâches et leur préparation.

Marlène Stricot, partenaire de recherche du projet Madee évoque ces difficultés : « *Le temps est très difficile à évaluer. C'était il y a 5 ans. Et c'était hyper étalé. J'ai passé beaucoup moins de temps que les chercheuses, un peu de temps sur la valorisation. Mais je voulais rester à ma place par rapport aux chercheuses. Ce n'est pas forcément simple* ».

Céline Jaspard estime que c'est « *impossible à évaluer* », mais qu'« *énormément de temps* » a été consacré au projet Mario.net, sur lequel elle était partenaire. « *On ne compte pas les réunions, la préparation... Seules les heures d'intervention et de réalisation sont rémunérées. De toute façon, il faut s'investir même s'il n'y a pas l'équivalent en rémunération en face. Sur tout le projet, ça a été comme ça* ». « *Notre investissement a été bien supérieur à ce qui a été financé. Le fait est que ce projet nous intéressait sur la thématique, mais sur les aides qu'on a eues, 95 % sont allés aux développeurs informatiques et nous on a eu environ 5 % pour couvrir l'investissement. C'est bien d'être allés jusqu'au bout du projet et c'est sûr que ce n'est pas du tout rentable pour la structure. Et l'outil n'est pas commercialisé pour l'instant* ».

Le temps consacré globalement est très différent d'un projet à l'autre, en fonction notamment du nombre de personnes impliquées et des financements. Le fait d'impliquer de nombreux partenaires issus de différentes structures prend du temps, non anticipé parfois. Ce temps qualifié « *d'animation* » est consacré à organiser les rencontres, moments de travail en commun ou non, mais aussi la

circulation de l'information, la synthèse de celle-ci, leur diffusion.

Mélina Marcouin chercheuse sur le projet Nanoenvi raconte : « on avait oublié l'animation alors que c'est chronophage. On a bien fait l'animation scientifique. En revanche, la communication tout au long de l'expérience, envoyer des mails, répondre aux questions, la mise à jour du site, il aurait fallu mieux le faire. Manque de temps pour les partenaires, et notamment les personnes qui avaient des capteurs. Pour nous c'est passé très vite, alors que pour eux c'est un temps plus long. C'est difficile à faire. L'administration de l'animation est importante. Il faudrait, à refaire, prévoir des ressources humaines. J'ai dû le faire, on ne peut pas le demander à des chercheurs ».

Sur le projet Gardénia, l'association Terres de Liens avait mis à disposition une salariée en service civique, Marine Thomasson pour porter cette animation. Mais ensuite, elle est passée à d'autres tâches dans l'association, notamment quand le projet s'est orienté plus vers de la préservation d'espaces que du développement de l'agriculture.

On le voit, le temps sépare chercheur. ses académiques et partenaires de recherche parce qu'il n'est pas perçu de la même manière, parce que les rythmes ne sont pas les mêmes, parce que les choix des étapes auxquelles il faut dédier cette ressource diffèrent.

Expérience	Temps passé
CGT Airbus	50 j chercheurs 7 j partenaires
Cherchons pour voir	un ETP réparti entre deux personnes (30%) et quelques autres collègues côté partenaires, beaucoup plus côté chercheurs sans précision
Crefad	1 j chercheur 1 j partenaires
Discretion	20 h partenaires, plus côté chercheurs
Gardenia	30 j chercheurs, 50 ou bcp plus partenaires (2 mois etp sur 3 ans pour l'un, 2 j /s pdt 4 ans pour l'autre, 10 h/s sur 2 ans pour une troisième partenaire
Madee	Ateliers, réunions ts les 15j, état de l'art 15j, rédaction., colloque..
Mario.net	énormément selon les partenaires, et difficile à quantifier
Miaou Emploi	1116 jours partenaires, 114 jours chercheuses + 427 h assistants enquêteurs, + 100 h master MISS
Mondex	une semaine par mois sur le terrain pour chercheuses, plus rédaction. rencontres avec partenaires
Ozcar	120 etp côté recherche, non indiqué côté partenaires
Poems	15 j + quelques jours côté chercheurs, 250 heures côté partenaires,

Sdis	3 ans plus encadrement pour recherche académique, 2 h par semaine pendant 3 ans, pour un partenaire plus une demi journée par mois pour 6 personnes pour groupe de travail plus copil
------	---

La recherche prend du temps, ce qui est une évidence pour les chercheurs. Les chercheurs savent la nécessaire maturation de la réflexion, le temps long de l'analyse après la collecte des données, et celui de l'écriture, de la restitution, de la diffusion. Dans un monde de l'immédiateté, quand les recherches en sciences humaines sont confondues avec d'autres types de métiers d'enquête (journalisme ou communication), ce temps est souvent mal compris, d'autant que cela a parfois des conséquences concrètes comme la mobilisation de partenaires dans la durée, sur des temps non "prévus", encore moins financés.

Le temps se pose aussi sur la question de la valorisation et de la diffusion. Que faire du travail réalisé en commun et avec quels moyens ? Si d'autres projets s'enchaînent comme dans le cas d'Ozcar, la valorisation et la mobilisation sont plus faciles. Quand tout s'arrête faute de temps alloué comme dans le cadre des Brigades du Tigre où l'étudiante au cœur de la recherche, après avoir réalisé un excellent travail de mémoire de master, doit repartir sur d'autres activités professionnelles, la partie recherche est en suspens ou arrêtée. Le problème persiste (les moustiques), le collectif peut-être aussi même s'il espérait que cette recherche apporte une forme d'énergie pour structurer leur activité, la légitimer et lui permettre de perdurer. L'aspect recherche peut faire l'objet de publications ou communications, par exemple dans le présent rapport, mais sur le terrain, elle n'est plus.

- ***Le rôle des intermédiaires de recherche***

La position d'intermédiaire est récurrente dans les recherches collaboratives. Elle a été déjà décrite notamment par Lionel Larqué, Evelyne Lhoste ou Emmanuel Porte⁹ dans le numéro de la revue Cahiers de l'Action paru en 2020 sur des démarches de recherches avec la société.

L'étude réalisée dans Ircot permet d'éclairer différents types d'intermédiaire ou plutôt de situations d'intermédiation.

En effet, le rôle des intermédiaires apparaît comme essentiel pour faire le pont entre des univers différents sur plusieurs points, notamment les objectifs, les temporalités, les pratiques, les compétences. Dans ces situations d'intermédiation, des personnes effectuent un travail 1) de mise en relation de chercheurs académiques et de citoyens ou de collectifs non académiques, ou 2) d'accompagnement du projet (organisation des réunions, compte-rendus, suivis, diffusion d'informations ...) ou 3) de réalisation de collectes d'informations nécessaires à la recherche (enquêtes de terrain, collecte d'archives), ou 4) d'analyse des données collectées. Ces tâches peuvent être effectuées par des chercheurs académiques ou certains de leurs partenaires, mais elles nécessitent souvent (lorsque leur ampleur dépasse les disponibilités des partenaires) l'implication de personnes formées à la recherche et ayant l'habitude du travail au contact de divers groupes de personnes en dehors du monde académique. Ces personnes doivent alors être rémunérées pour ce travail.

Le retour sur quelques cas étudiés permet de mieux appréhender ce travail spécifique.

⁹ Initié en 2002 par l'Etat et la CDC, le DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) est un dispositif national visant à accompagner la création, la consolidation, le développement de l'emploi et l'amélioration de la qualité de l'emploi, par le renforcement du modèle économique des structures employeuses de l'ESS, au service de leur projet associatif et du développement du territoire. (source <https://mail.lemouvementassociatif-occitanie-org.mon.world/>)

La différence de temporalité pour commencer permet de comprendre le rôle joué par ces intermédiaires, qui ont finalement souvent un pied dans deux mondes. Le temps de la recherche est long, il implique en amont la conception du projet de recherche, la réalisation du terrain, les analyses, et en aval, les publications, diffusions de résultats. Du point de vue des partenaires de recherche, cet engagement sur un temps long peut être déroutant. Sur le projet Gardénia, un des partenaires impliqués sur toute la durée du projet s'interroge sur le fait que *« les chercheurs avaient moins d'actifs, mais plus de temps, et pouvaient s'inscrire dans la durée, sur des projets longs. C'est peut-être ça le problème du collectif, c'est de ne pas avoir réussi à créer une vraie synergie »*.

D'autres notent cette différence, et s'interrogent sur les attentes différentes des uns et des autres. Les recherches collaboratives donnent accès au terrain, facilitent la recherche selon les partenaires. *« On a facilité leur boulot en leur donnant de bonnes conditions »*, souligne le partenaire du projet Mondex. Cette facilitation a été possible et identifiée par lui car étant *« marié à une docteure en histoire, il n'est pas du milieu universitaire mais il connaît un peu par famille interposée »*.

Cela lui permet de comprendre et de traduire, posture faisant de lui à la fois un partenaire et un intermédiaire. Dans d'autres projets, ce sont les chercheur.ses eux-mêmes qui vont avoir cette double posture. Dans Gardénia, Liliane Sochacki est à la fois chercheuse et militante impliquée dans un des collectifs associatifs, elle va pouvoir faire le lien entre les deux univers, ce qui permet au projet de se poursuivre même quand une animatrice rémunérée ne peut plus s'impliquer. C'est une solution mais qui rencontre des limites en termes de temps.

Car dans certains projets, tenir un collectif est un des enjeux et le temps à consacrer à ce projet est fonction également du statut des uns et des autres. D'un côté des chercheurs rémunérés pour leur travail par leur institution, de l'autre des partenaires dont les missions s'ils sont salariés ne comprennent pas la recherche, ou des bénévoles. Chaque partie attend de l'autre une implication, un engagement, du temps mais sans parfois que ce soit clairement annoncé, ou défini, ce qui peut conduire à un découragement, à un désengagement.

Dans plusieurs cas, ce sont des étudiant.es ou doctorant.es qui vont être les intermédiaires entre le milieu académique et les partenaires. Dans le projet Sdis, le projet naît de la sollicitation du laboratoire par un professionnel (sapeur pompier) qui a validé un master et qui a été en relation avec des chercheurs pour répondre à un besoin, ce qui se traduira dans la mise en œuvre d'une thèse en CIFRE. Dans Madee, l'intermédiation est aussi portée par une partenaire de recherche ayant fait une thèse en doctorat dans le laboratoire et qui a gardé des liens avec celui-ci. Dans le projet CLUE, Alice Pavillet entend parler des travaux de Gilles Tredan, chercheur au LAAS dans le cadre de la Novela, et pense à faire le lien avec les questions de l'association la Maison du Vélo dont elle est salariée. Mais le fait qu'elle ait repris ses études dans le cadre d'un Master « Nouvelle économie » à l'université Toulouse Jean Jaurès et qu'elle envisage un doctorat via une bourse Cifre témoigne de son intérêt pour le milieu de la recherche.

Dans le cas de Mario.net, c'est un professionnel de l'intermédiation qui intervient, en la personne d'une des personnes en charge de la valorisation à la maison de la recherche, même si l'innovation sur laquelle il repose a été développée par la partenaire de recherche après qu'elle ait contacté plusieurs laboratoires d'informatique identifiés sur internet, l'un d'entre eux ayant répondu. Mais elle explique qu'elle ne partait pas de rien, ce qui lui a permis de parler le même langage que ces informaticiens qu'elle a contactés : *« Ce qui était important quand on a rencontré l'IRIT, c'est que j'avais quand même un petit background, j'avais un lien et un intérêt pour l'informatique, j'avais de petites connaissances. Je n'étais pas comme une artiste qui arrive sans avoir aucune connaissance du milieu avec lequel elle souhaite collaborer, j'avais de petites connaissances qui ont fait qu'ils ont été plus à l'écoute de mes propositions »*.

Finalement l'importance des intermédiaires dans les projets de recherche collaborative peut s'analyser à l'aune de ces éléments de compétences partagées. Dans l'expérience « Brigades du Tigre », les partenaires de recherche impliquées mobilisent des compétences acquises lors de leurs vies professionnelles antérieures pour se mobiliser contre un fléau et essayer de mobiliser un collectif.

Une institution les contacte pour leur proposer une recherche collaborative, par le biais d'un « médiateur de recherche ». Elles y voient une possibilité de bénéficier des compétences et connaissances plus pointues de chercheurs, mais elles espèrent aussi que cela leur donnera une forme de légitimité à agir, à mobiliser, à proposer, et en quelque sorte que cela pourra être un des leviers d'action. Elles ont *« également reconnu avoir été « flattées » par l'intérêt que suscite leur démarche, elles espèrent que la recherche participative constituera une opportunité pour remobiliser et pérenniser le collectif »*.

La difficulté est alors d'attendre des chercheurs un engagement dans le temps et dans l'action qu'ils et elles n'ont pas forcément prévu. Dans Gardénia, plusieurs partenaires auraient voulu que cela aille plus loin pour mobiliser les élus, pérenniser le collectif, mais le partenariat s'est avéré trop « chronophage » pour d'autres, même si aucun ne regrette cet engagement, tous relevant un enrichissement, un élargissement des visions, un apport. Là encore, le rôle des intermédiaires peut être essentiel, s'ils se chargent d'animer, traduire, synthétiser.

Il y a donc bien une situation d'intermédiaire dans chaque projet de recherche collaborative ou presque, mais elle n'est pas portée toujours par des personnes ou structures identifiées comme telles. Mais c'est plutôt le fait d'avoir des compétences croisées, ou des expériences dans plusieurs mondes sociaux, qui vont permettre à des individus, chercheur.ses, bénévoles, ou partenaires de recherche, de se retrouver dans ces situations. Leur engagement dans le temps et dans les collectifs qui se créent peut être temporaire. Les financements de la recherche, en prenant en compte ces fonctions nécessaires, peuvent faciliter non seulement l'émergence mais la multiplication de ces projets.

● **Motivations**

La légitimité est au cœur des motivations des uns et des autres pour s'engager, continuer, malgré ces obstacles à la fois pour les chercheur.ses et les partenaires.

Pour les chercheur.ses académiques comme pour leurs partenaires, le fait de pouvoir afficher leur collaboration avec l'autre partie répond aussi à un besoin de légitimité, auprès des pairs, auprès des institutions, des financeurs.

Par exemple, Chantal Zaouche Gaudron explique que *« L'objectif était au départ aussi de lancer un appel à projets, mais on n'arrivait pas à obtenir les financements, et donc le projet n'a pas abouti sur ce point. Mais ça a permis d'asseoir quelque chose et une certaine légitimité de l'UT2J pour tout ce qui est enquête auprès de la petite enfance »* (Madee). Sa collègue Muriel Lefebvre parle, à propos de la même recherche, aussi de légitimité mais pour les partenaires de recherche : *« Pour Marlène [Stricot, du quai des Savoirs], c'était chouette. Elle a eu l'occasion de travailler avec des chercheurs ce qu'elle n'était pas censée faire, et ça lui a permis de légitimer une partie de son activité auprès du Quai des Savoirs »*.

La légitimité est aussi un des critères de partage des tâches. Anna Carbonnel raconte à propos du projet Gardénia comment *« ce sont les chercheurs qui se positionnent comme les analystes légitimes des données de l'observation et des entretiens effectués dans ce cadre, mais les chercheurs sont également très à l'écoute des analyses des autres acteurs, de la façon dont ils perçoivent et expliquent ce qu'il se passe sur leur terrain »*

Pour d'autres, c'est l'expérience de recherche collaborative qui va contribuer à leur permettre de se sentir légitimes pour recommencer, comme l'explique Alice Pavillet pour le projet CLUE.

● **Financements**

La légitimité peut être aussi nécessaire pour continuer à chercher, ou continuer à collaborer, à faire vivre un projet. Nous avons interrogé les enquêté.es sur les financements éventuels. Là encore les différences sont importantes entre des projets financés de manière récurrente par des fonds de

recherche importants (Ozcar, Clue, Cherchons pour voir...), d'autres plus ponctuellement et spécifiquement sur le projet (SDIS, Miaou Emploi, Mario.net, Brigades du Tigre...) d'autres n'ayant donné lieu qu'à très peu ou pas de financement (Crefad, CGT Airbus), ou du moins pas de financement complémentaire puisque dans ce cas, les chercheurs académiques sont quand même rémunérés pour leur travail de recherche, et les partenaires pour leur fonction professionnelle (représentants syndicaux ou de collectivités territoriales).

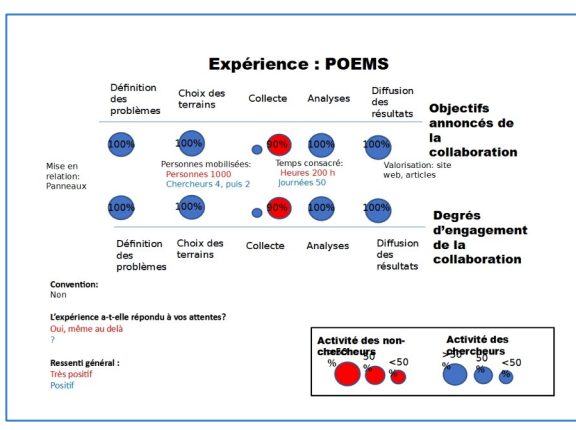
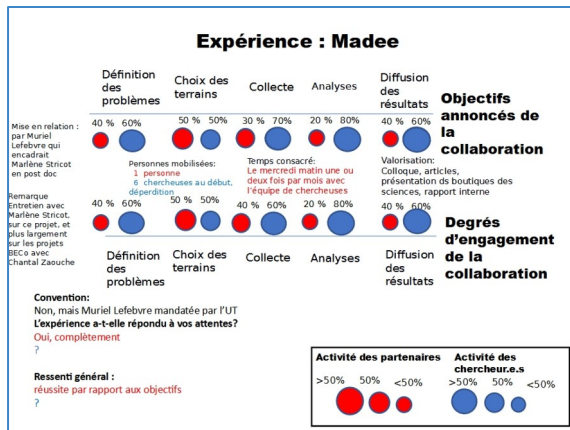
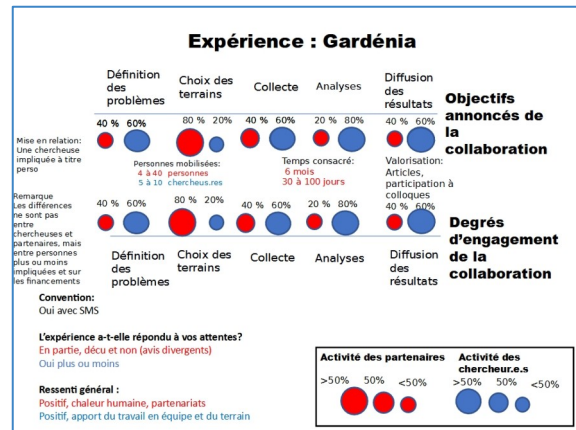
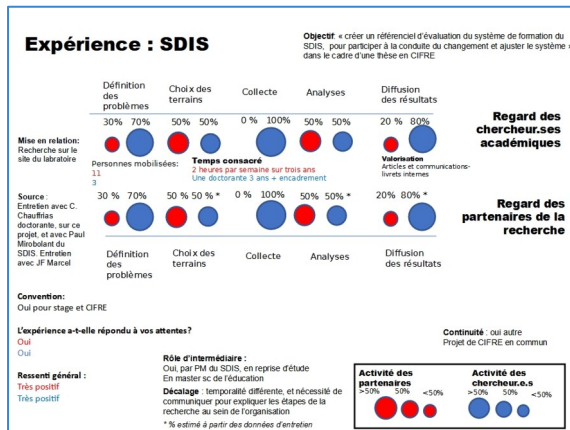
L'attente des uns et des autres peut être justement l'accès à des ressources en termes de temps de travail, et donc de financement. On retrouve ces éléments à la fois chez les chercheur.ses qui peuvent souhaiter faire financer des stages, thèses, ou travaux et chez les partenaires qui espèrent avoir accès à des budgets, des fonds spécifiques. Les choses ne sont pas toujours dites et claires, et surtout par définition, quand les projets sont émergents, en construction collaborative, les besoins sont difficiles à évaluer au départ.

Expérience	financements supplémentaires
CGT Airbus	aucun
Cherchons pour voir	ANR
CLUE	non
Crefad	frais de déplacements pour conférence chercheur
Discretion	budget modeste non précisé, prêt de salle
Eurequa	ANR
Gardenia	oui Labex SMS 2000 euros
Madee	GIS beco
Mario net	financement doctorante par sms, financement fipd, pjj pr partenaire, ms pr dévpt informatique
Miaou Emploi	financements par Dirrecte, métropole, région, bailleurs sociaux, fondation
Mondex	ANR pour partie recherche
Nanoenvi	financement CNRS
Ozcar	financement par différentes institutions de recherche, université, partenaires pour un montant de 11,5 millions (site)
Poems	3000 euros Zone Atelier Pygar
SDIS	oui cifre
Tatabox	ANR agrobiosphère

- **Visualiser les collaborations**

Pour analyser les différentes expériences de recherche collaborative que nous avons étudiées, un

outil de visualisation a été testé, désigné entre nous sous le terme de “bulles”. Il s’agit de résumer sur une page A4 les éléments récoltés grâce aux entretiens et questionnaires, en rendant visible le partage des tâches entre chercheur.ses et partenaires de recherche.



Pour chaque étape de la recherche, le travail réalisé est partagé entre les deux parties, en rouge les partenaires de recherche, en bleu les chercheur.ses. Les enquêtés ont parfois évoqué la difficulté à mesurer la part de chacun dans le travail commun, et ce d'autant plus quand plusieurs personnes étaient impliquées de chaque côté. Le travail de traduction, de diffusion dans son propre univers, monde social, le travail de conviction vis-à-vis de ses pairs ou de transmission est porté par chaque partie, sans forcément être mesuré par l'autre.

Les “bulles” ont été un outil de synthèse des résultats, de réflexion partagée pour les membres du groupe IRCOT. Dans le travail ultérieur avec la Région Occitanie dans le cadre du Laboratoire des Transitions, cet outil a été réaménagé pour correspondre à l'analyse d'une collaboration entre partenaire public et monde académique.

Apports

Les recherches collaboratives fournissent finalement un cadre d'échanges rare, du point de vue tant des chercheur.ses que des partenaires. Ainsi Lisa Audouin (projet Tatabox) explique que ce type de recherche offre la possibilité de « rassembler des acteurs locaux qui ont chacun leur expertise, différentes et complémentaires, sur leur territoire. Cela permet donc de trouver des solutions qui vont être plus adaptées au territoire. Aussi, cela permet de débloquent certains problèmes entre les acteurs ». Marine Thomasson (Gardénia), estime que le projet leur a permis d'échanger avec des chercheurs spécialistes de domaines qui concerne l'association qui l'emploie (Terres de Liens), et de « monter en compétences sur tout un tas de sujets, de croiser un peu des disciplines », ce qui rejoint le propos d'une des chercheuses impliquées dans le même projet, Liliane Sochacki qui y a trouvé une « très bonne connaissance du terrain et des échanges fructueux ».

Les attentes peuvent parfois être déçues, notamment celles des partenaires de recherche, qui pouvaient espérer trouver dans ces recherches un levier pour faire bouger des lignes autour d'eux, pour mobiliser, atteindre, un engagement dans la durée, là où les partenariats ne durent souvent que le temps du projet, où la concrétisation des résultats de recherche dans les décisions de politiques publiques...

Selon les partenaires de recherche, pour les chercheur.ses, les apports sont surtout professionnels : production de résultats de recherche, connaissances et accès au terrain, occasion d'organiser des événements valorisables dans leurs instances académiques, publications, même si certains estiment aussi les avoir fait changer, en leur permettant d'acquérir d'autres méthodes et outils (théâtre forum, design, autres formes de partage moins institutionnelles, apport techniques).

Finalement les deux parties conviennent d'un apprentissage commun issu d'un partage de connaissances, de manières de voir le monde, d'expérience.

Et si c'était à refaire, il faudrait :

Cadrer et donner des objectifs clairs

- Mettre des limites, formaliser les partenariats
- dire qui fait quoi sur le terrain, de manière plus stricte

Prévoir du temps et des financements

- *«on chercherait des moyens financiers, et matériels. On n'a pas passé assez de temps à chercher des aides. A un moment donné, il faut pouvoir financer du travail quand tous les bénévoles sont pris dans d'autres structures. Entre les réunions, c'est ce qui a manqué : des mains et des cerveaux pour faire les choses C'est un problème d'occupation des bénévoles. On aurait dû chercher plus de moyens »*

Anticiper la diffusion et la suite

- *“Je procéderai différemment sur la communication autour de son travail. C'est compliqué au départ de communiquer sur quelque chose de difficilement perceptible et qui ne fait pas partie du quotidien des sapeurs pompiers. C'est peut-être maintenant le meilleur moment pour nous ».*

Richesse des co-apprentissages dans les expériences embarquées... (paragraphe de transition)

■ **Retour sur des expériences “embarquées” (à expliquer - grain plus fin et richesse du protocole...)**

● **Les Brigades du Tigre**

En 2020, pour enrichir ces approches et observer une démarche en train de se faire, IRCOT a également participé de manière collaborative à un projet particulier, celui des Brigades du Tigre (collectif constitué autour de la lutte contre la prolifération des moustiques tigres dans un quartier résidentiel de Toulouse), en partenariat avec le Muséum de Toulouse. Il s'agissait à travers le travail d'enquête d'une stagiaire de Master en sociologie de l'environnement (encadrée par un enseignant chercheur en sociologie), de comprendre ensemble comment se nouent les relations à l'intérieur du projet, et le rôle des intermédiaires, dont nous avons identifié l'importance et la diversité dans les

différentes démarches.

Cette démarche a été amorcée par un médiateur scientifique du Muséum de Toulouse en relation avec la MSH-T et le soutien d'Echelles et Territoires (support du stage). L'institution s'interroge en effet sur l'opportunité de développer une activité de médiation recherche, et d'intermédiation entre la société civile et le monde de la recherche dans le cadre de recherches collaboratives. Ce projet est d'abord basé sur la conviction que « La science n'est plus le monopole de chercheurs experts mais de plus en plus appelée à être conçue comme un bien commun qui mérite à ce titre d'être gouvernée, mise en œuvre, utilisée par la société civile ». Il s'appuie ensuite sur l'hypothèse que les médiateurs scientifiques ont une position qui leur permet de jouer un rôle d'interface entre le monde académique et les citoyens, et de repérer une demande sociale pour initier une recherche collaborative.

Une autre dimension a guidé les deux personnes à l'initiative de la démarche. En effet, elles souhaitaient pouvoir prendre le recul nécessaire pour comprendre le processus de cette mobilisation sociale, dans une perspective d'amélioration, voire de diffusion de leurs pratiques. Un des objectifs était que cette recherche participative permette de remobiliser, voire de pérenniser le collectif tout en capitalisant sur les actions déjà menées.

● **Le Laboratoire des Transitions**

Imaginé dès 2019 par la Région et co-construite durant l'année 2021, cette initiative a été motivée par le caractère opportun de tester une autre forme de recherche collaborative, qui se base sur une demande d'une collectivité territoriale qui cherche à se rapprocher des institutions scientifiques locales et à mobiliser des chercheurs afin de capitaliser, partager ou encore de co-former les participants sur des thématiques qui animent les politiques publiques.

Sur cette base, les deux MSH régionales (MSHS-T et MSH SUD) ont proposé un accompagnement technique et scientifique exploratoire mettant en relation des experts des politiques publiques de la Région avec des chercheurs sur deux sujets : « Zéro déchet » et « Engagement citoyen ». Le laboratoire des transitions s'est alors structuré autour de la constitution de deux équipes-chantier mixtes associant notamment chercheurs et cadres territoriaux. L'expérience a consisté à la réalisation d'un état de l'art (mené par Scool) pour repérer les chercheurs et les questions connexes, à apporter un appui via un dispositif d'animation (Trait d'Union, MSH-Sud), et d'"évaluation embarquée" original (Echelles et Territoires) faisant appel conjointement aux méthodes développées par deux de leurs plateformes – Trait d'union (MSH SUD) et IRCOT (MSHS-T) – et à celles développées par les services de la Région.

Cette expérimentation *in itinere* a permis une fois de plus de mettre en évidence l'importance du rôle des intermédiaires dans la mise en relation, dans l'animation et l'intermédiation lors de la démarche elle-même et dans la traduction des échanges et des résultats pour sa finalisation. Au-delà, cette démarche a montré qu'il n'est pas toujours évident de faire correspondre temps de la recherche et temps des politiques publiques, attentes des agents et attentes des chercheurs notamment en termes de valorisation.

○ **Conclusion**

Le travail présenté ici mériterait bien sûr encore des approfondissements notamment de continuer à recenser les recherches collaboratives en prenant en compte la géographie de la production scientifique. Pour ce faire, on pourrait s'appuyer sur les travaux menés sur la production scientifique dans toute la Région Occitanie¹⁰ ainsi que sur diverses cartographies

¹⁰ le projet Mario.net fait l'objet d'un récit spécifique

qui ont pu être produites par divers services des établissements d'enseignement supérieur de la Région. Concernant plus spécifiquement le type de partenariats qui nous intéressent, il conviendrait de documenter de façon encore plus précise les ressorts de l'engagement, du maintien ou des sorties des collaborations afin de mieux comprendre ce qui génère et fait (ou non) tenir partenariats. On pourrait se pencher sur les dynamiques sociales à l'œuvre et les compétences cognitives et relationnelles qu'elles mobilisent (par exemple capacités à fédérer, intéresser, traduire, hybrider des connaissances, ...), mais aussi sur les profils des acteurs tendant, ou non, à s'engager dans ce type de collaborations. Il serait également utile d'approfondir les effets de co-formation dans les différentes histoires/configurations de collaboration. Qu'est-ce que les uns et les autres apprennent dans ces types de partenariats ? On parle ici des chercheurs et des partenaires de recherche entre lesquels se transfèrent des connaissances, mais on intègre également les intermédiaires potentiels ainsi que le type d'activités d'intermédiation réalisée par les protagonistes (voir section dédiée à ce sujet dans ce rapport). Plus globalement, il nous semblerait pertinent de pointer les effets de symétries/asymétries des ressources cognitives et relationnelles des acteurs et leur mode de partage/non partage au fil d'une collaboration. Cela permettrait notamment de discuter l'affichage régulièrement revendiqué de mise en symétrie a priori des expertises des chercheurs et des partenaires de recherche. Les asymétries de ressources et de positions ne sont-elles pas consubstantielles de certains processus d'apprentissage (par exemple les "conflits socio-cognitifs", les "interactions de tutelles" et autres processus mis en évidence par la psychologie de l'apprentissage) ? Quelles sont les formes asymétriques de relation acceptables et acceptées ou non par les protagonistes des recherches collaboratives ?

Au final, il faut bien constater et rappeler que les collaborations entre chercheurs et partenaires de recherche ne sont pas nouvelles, loin s'en faut. Elles sont même présentes depuis très longtemps au sein des deux principales formes de recherche historiquement institutionnalisées. En effet, une partie de la recherche académique se nourrit d'échanges avec des personnes expertes d'un sujet qui ne sont pas chercheuses académiques (par exemple des "collectionneurs" ou "amateurs de sciences" dans le monde des sciences naturelles, les personnes se prêtant à des expérimentations ou contribuant à des enquêtes en sciences humaines et sociales, ...). De même, la recherche industrielle induit des échanges étroits entre chercheurs, ingénieurs et techniciens dans le cadre des processus d'hybridation et de transfert des connaissances. Les collaborations entre chercheurs et partenaires de recherche issus de la société civile non marchande font toutefois depuis une vingtaine d'années l'objet d'une attention accrue, particulièrement avec le développement d'un domaine de recherche, dénommé "SAPS" (Sciences Avec et Pour la Société). Ce mode de recherche est aujourd'hui fortement promu, notamment dans le monde académique, qui aspire désormais à davantage investir la question des liens Science-Société.

C'est dans ce cadre que le travail de la plateforme IRCOT semble particulièrement pertinent. Elle invite en effet à penser des "observatoires" de ces modes de recherche collaboratifs, afin d'accompagner le déploiement des SAPS en considérant à la fois toute la richesse mais aussi potentiellement les difficultés auxquelles font face ces activités. Le rapport ici produit montre en effet combien le développement des SAPS doit s'accompagner d'une attention particulière à la diversité de ces formes de collaboration qu'il ne s'agit pas de sous-estimer (en promouvant par exemple une méthode standard ou une collection de "bonnes pratiques"). Cette pluralité correspond probablement à la richesse des processus d'échanges, de circulation et d'hybridation des connaissances que vise ce domaine de recherche. Nous proposons donc plutôt de se doter d'observations/observatoires nourrissant des réflexivités partagées, y compris en assumant des débats et positions divergents, pour accompagner, de la façon la plus robuste possible, le développement de ce

secteur de recherche. Dit autrement, nous suggérons d'étudier de près, notamment avec les outils de la recherche académique (en particulier ceux des sciences humaines et sociales), croisés avec les savoirs réflexifs des partenaires de recherche, les enjeux et dynamiques de ces "histoires de collaboration". Cette "connaissance sur la connaissance collaborative" nous semble indispensable pour pointer les difficultés et manquements rencontrés au cours de ces expériences de recherche tout en mettant en évidence la richesse de leur diversité.

L'enjeu de mise en exergue de la pluralité et des tâtonnements d'un domaine de recherche en train de se développer est une des garanties permettant notamment la mise en lumière des jeux de pouvoir visant potentiellement à s'approprier le contrôle de tout ou partie de ce champ naissant. Cet enjeu de valorisation de la pluralité des formes de collaboration, et par là même de transfert des connaissances (de la science vers la société mais également de la société (savoirs d'usages ou d'expérience) vers la science) nous semble également au cœur des enjeux des transformations majeures que nos sociétés vont devoir affronter dans le cadre des grandes transitions qui se présentent à nous. On pense ici notamment à la question de la désinformation et de la construction de l'ignorance en lien avec le niveau de confiance accordée à nos organisations et à nos institutions confrontées à des problématiques majeures cristallisées notamment autour de la crise écologique que nous traversons. Assurer des formes de co-construction et de transfert plus rapide de connaissances robustes pour se confronter à ces transitions implique d'étudier de près, pour mieux les comprendre et potentiellement les promouvoir, les modalités de développement de diverses formes de collectifs apprenants, plus délibératifs, horizontaux, égalitaires ; pour ne pas dire plus « démocratiques ».

Les débats de la restitution :

Le travail réalisé a été présenté le 7 novembre 2022 à l'Université Toulouse Jean Jaurès, Maison de la Recherche, dans le cadre du LINQS -Laboratoire des Idées – (Nouvelles) Questions Sociales (LINQS), après une introduction de Pierre-Benoit Joly, Directeur de Recherche à l'INRAE, LISIS, sur le thème : Les recherches collaboratives : une forme d'organisation alternative au système de recherche et d'innovation ?

Participant-es

Équipe IRCOT

Nathalie Chauvac (Scool, MSHS-T)

Michel Grossetti (LISST, Labex SMS)

Brice Navereau (Échelles et Territoires, MSHS-T)

Philippe Terral (CreSco, Directeur adjoint MSHS-T)

Intervenant

Pierre-Benoit Joly (INRAE)

Participant-es en présentiel

Esther Avril (Ingénieur d'affaires Santé, Université Fédérale de Toulouse)

Philippe Blanc (MSHS-T)

Olivier Cadenne (Muséum de Toulouse, projet Brigades du Tigre)

Sarah Cohen (IR, INRAE)

Arthur Compin (Laboratoire Écologie Fonctionnelle et Environnemental, projet POEMS)

Danièle Dattas (UT2J)

Michel Dunand (CTF – Projet Gardenia)

Cécile Fabre (MSHS-T)

Pascal Gaillard (MSHS-T)

Gaëlle Guillemot -Capp (Toulouse Transfer Tech)

Muriel Lefebvre (Lerass - Projet MADEE)

Jean-François Marcel (UMR EFTS -Ed CLESCO – projet SDIS)

Charlie Marquis (Partenariat SHS ALL, Université Fédérale de Toulouse)

Béatrice Milard (Labex SMS)

Maud Murgue (Région Occitanie)

Philippe Rigal (Les Imaginations Fertiles, projet MIAOU Emploi)

Jean-Marie Rigaud (Toulouse Tech Transfer)

François Saint-Pierre (CODEV Toulouse Métropole)

Participants en visio

Anne Claire Jolivet (Université de Toulouse)

Jean-Noël Murgia (Région Occitanie)

Aude Sturma (CERTOP, Scool)

Liliane Sochacki (Université Paul Sabatier, Certop, projet Gardénia)

Excusé-es

Christelle Chauffriasse (projet Sdis)

Paul Mirobolant (SDIS 31 - projet Sdis)

Lisa Bergeron (Association le Temps d'Agir - projet Gardénia)

Céline Jaspard (Animação – projet Mario.net)

Chantal Zaouche (Lisst Cers – projets Mario.net, Madee)

Marlène Stricot (Le quai des Savoirs – projet Madee)

Fanny Parent (Projet Mondex)

Olivier Baisnée (Projet Mondex)
Audrey Parron Gretter (LISST Cers)
Josselin Tallec (PACTE, Grenoble)

Un débat a ensuite eu lieu avec les participant.es dont les lignes qui suivent présentent la synthèse.

Pascal Gaillard a pointé la richesse des contenus présentés par l'équipe, s'interrogeant sur les difficultés de comparaison d'expériences aussi diverses, suggérant qu'il aurait été possible et peut-être plus simple d'étudier par exemple les LabComs, qui présentent des caractéristiques comparables.

C'était justement la diversité des expériences qui avait guidé la recherche d'Ircot pour en rendre compte et les analyser sans réduire à une catégorie ou une autre, a souligné Philippe Terral.

François Saint-Pierre a évoqué l'analogie avec les mondes de l'art notamment, les questions autour du statut de l'artiste et le fait que des dispositifs comme l'Atécopol remplissent des salles, ce qui prouve l'intérêt de certains publics pour ces démarches.

Revenant sur le projet Nanoenvi, il raconte que celui-ci avait aussi suscité des attentes fortes et que les participants, dont il était, ont été « extrêmement déçus de l'incapacité des chercheurs à assumer ce qu'on attendait d'eux . Ils ont du mal à assumer le côté communication derrière, etc.». Concernant les données de mobilité, elles sont « difficiles à obtenir, et aller chercher les données chez les citoyens me paraît avoir de l'avenir, car sinon il faut les payer ».

Il a rappelé la démarche du Linqs, qui accueillait cette restitution. Il s'agit d'une démarche différente, qui consistait à fabriquer un laboratoire mixte, à l'initiative de Michel Grossetti et Marie-Christine Jaillet. En sont sortis des projets comme celui sur la musique. Parfois cela a été plus difficile comme sur la question religieuse.

Philippe Terral a soulevé le problème du terme « sciences citoyennes » souvent évoqué. “Les citoyens ne font pas de la science ; le métier de scientifique, ce sont des techniques et des méthodes spécifiques. Et je me demande si, en parlant de sciences citoyennes, on n'est pas en train d'effacer quelque chose qui a toujours existé, qui est le savoir expérientiel des citoyens. Par exemple, l'expérience de la maladie de patients qui est une forme de savoir utile en santé, potentiellement complémentaire d'autres formes comme les savoirs scientifiques. [Le savoir expérientiel] c'est quelqu'un qui connaît parce qu'il éprouve au quotidien et dans la proximité un certain nombre de choses. Par exemple avec Julien Weisbein, nous avons vu que ce sont les surfeurs et les pêcheurs qui connaissent le mieux les courants de baie parce qu'ils vivent dans la mer en permanence et donc, que pour récupérer des résidus de pollutions par exemple, ils savent exactement comment faire. Est-ce qu'en faisant une catégorie englobante comme “sciences citoyennes”, nous ne sommes pas en train d'appeler « science » des choses qui n'en sont pas ? Ça ne veut pas dire qu'elles n'ont pas de pertinence ces “sciences citoyennes”, mais qu'est-ce qu'on fait du savoir expérientiel parfois aussi très mal nommé “profane” ? Parce qu'il a toujours excité. On n'a pas attendu les chercheurs pour vivre au quotidien pour bricoler des choses, ça a toujours fonctionné, l'artisan, le compagnonnage, etc. Est-ce qu'on est pas en train, avec cette catégorie, de ne pas se donner les moyens d'analyser de plus près les savoirs des non chercheurs, les savoirs “non scientifiques” ?”

«Quand on me parle de sciences citoyennes, est-ce que vous me parleriez de sciences

industrielles ? », répond Pierre-Benoit Joly. « Bon, ça n'a pas de sens sciences industrielles. Je pense qu'on mélange des catégories. Pour moi ce qui est important c'est d'abord la science avec un S majuscule, c'est assez problématique hein? Et sans un s à la fin. C'est une tradition un peu en sociologie des sciences, mais surtout côté STS (Science and Technology Studies) où quand même, ce qu'on voit quand on y regarde un peu de près, c'est que c'est une démarche de connaissance. Enfin, les épreuves de vérité etc sont extrêmement différentes. Je ne parle pas simplement des SHS (Sciences Humaines et Sociales) versus des sciences de la nature. La recherche en biologie moléculaire, ça n'a rien à voir avec des petites statistiques, etc. Donc du coup, et c'est pas du tout une position relativiste, c'est une position réaliste par rapport à ce qu'est la science. Moi ce qui m'intéresse, c'est la recherche. J'aurais tendance à dire en fait, c'est la recherche scientifique. Mais j'ai une conception assez sociologique, c'est-à-dire qu'il y a un champ qui s'appelle la recherche scientifique et que, pour rentrer dans ce champ, il faut avoir un diplôme, une expérience, une reconnaissance par les pairs, etc. Et donc, il y a une série de règles qui font qu'on peut entrer dans le champ et si on ne suit pas ces règles, en fait, c'est super difficile. Et on peut dire, il y a d'autres champs et ce qui est intéressant, ce sont les interactions entre ces champs. Et donc du coup la recherche industrielle, c'est un champ avec ses propres règles, du brevet à l'innovation, c'est pas du tout les mêmes que pour les Américains, etc. Et donc la question pour moi c'est celle de l'émergence d'un champ dont vous parlez : la recherche éventuellement citoyenne ».

Michel Grossetti a rappelé qu'il y a « des chercheurs académiques qui travaillent avec l'industrie depuis la nuit des temps, et qu'il faut bien qu'ils composent avec les normes académiques dans lesquelles ils sont plongés ». « Tes trois blocs sont des normes, mais ce qui est intéressant c'est ce qui est au confluent ce qui se passe aux interfaces. Si on avait regardé les relations sciences industries il y a un siècle, on aurait vu la même chose... C'est symptomatique d'un secteur émergent ».

Pierre-Benoit Joly : « Juste un point supplémentaire, c'est que le travail est super intéressant et je trouve que c'est vraiment quelque chose qui est important pour moi, dans, pour le dire très vite dans le volet sciences société de Tiris . Oui, c'est ça, l'enjeu, c'est vraiment le faire, et ce sur quoi il faut vraiment arriver à vraiment avancer parce que, comme vous l'avez dit, c'est dans un continent infini. »

Muriel Lefebvre

Merci beaucoup à vous j'ai vraiment été super intéressée à plusieurs titres. Il y avait le projet de Madee. Il y avait mes propres recherches. Je rentre du Québec et donc effectivement, tout ce qui a été évoqué, c'est ce qu'on appelle recherche communautaire [là-bas] et donc c'est une des questions que je me pose et qui rebondit sur le dialogue que vous avez eu tous les 2. Pour moi, le statut du partenaire importe énormément, c'est-à-dire du partenaire bénévole. Et donc vous l'avez évoqué, le temps pris sur la gratuité, c'est pas du tout pareil qu'un partenaire institutionnel. Et là j'ai vraiment beaucoup aimé. Mais par contre, il me semble que là, il y a quelque chose qu'il faut affiner. Bon, nous, en tant que chercheur, ça fait partie de notre boulot donc on n'a pas de problème financier, par contre on va avoir des vacataires, on va leur demander de faire le boulot, etc. Et de l'autre côté, on est quand même sur des partenaires qui ont des statuts très différents et certains, ça va faire partie de leur mission donc et d'autres pas du tout. Donc c'est un choix qu'ils ont fait et voilà.

Philippe Terral

Le bénévole et son statut peuvent même poser problème dans certaines collaborations que j'ai observé pour certains acteurs de la recherche collaborative. Certaines associations disent

avoir du mal à canaliser certains bénévoles qui n'œuvrent pas dans le sens souhaité par l'association. Il est donc important de se pencher sur ces statuts de non chercheurs et sur ce qu'ils font/peuvent ou pas faire en fonction des contextes.

Muriel Lefebvre

Justement parce que ce que vous avez associé n'est pas mis ensemble au Québec et d'ailleurs ils ne mélangent pas. Je reprends, par rapport à ce qui a été évoqué dans la première conférence, c'est que le transfert c'est autre chose, parce que le transfert c'est descendant et que là c'est pas ce dont il était question. Donc il me semble qu'il y a des fois, enfin moi j'ai senti des mélanges entre participatif, collaboratif....

Nathalie Chauvac

Ce qui est intéressant, c'est de voir que même les chercheurs se plaignent du temps que ça prend et parce que ça prend plus de temps qu'il était prévu de faire une recherche collaborative, donc c'est pas seulement un problème de statut. Et puis quand c'est des associatifs, en fait, il y a des associations qui vont avoir des militants bénévoles et qui vont essayer de trouver un financement pour que quelqu'un puisse animer. Donc c'est pas aussi tranché qu'associatif, pas associatif. Par contre, on n'a pas de collaboration avec des entreprises industrielles, tout ça, ce n'est pas ce qu'on a cherché. Là c'est quand il y a des entreprises, c'est plutôt du secteur associatif ou para associatif, ou une coopérative, mais pas des entreprises industrielles qui sont à la recherche d'un brevet ou de quelque chose de duplicable systématiquement.

Michel Dunand

Je vais faire un petit témoignage. J'ai travaillé toute ma vie en recherche industrielle et donc en contact avec beaucoup de laboratoires de recherche universitaires. Et j'ai eu l'impression qu'il y avait des confusions entre recherches scientifiques, parce qu'elle est faite par des chercheurs [et recherches participatives]. [D'ailleurs], aujourd'hui, elle n'est pas faite par les chercheurs, la recherche scientifique, elle est faite par un ensemble, ça va du technicien jusqu'au chercheur. En fait le nombre de chercheurs dans la recherche publique est finalement faible par rapport au nombre de personnes qui travaillent sur la recherche en académie. Mais pas qu'en académie.

Je voulais rebondir sur Nanoenvi, par exemple. Nanoenvi c'est quoi ? C'est un thème de recherche produit par un chercheur qui avait besoin de mettre des capteurs quelque part et donc elle a fait appel à des bénévoles qui voulaient bien mettre un capteur chez eux. Mais est-ce que c'est vraiment une recherche participative? Donc c'était intéressant, mais voilà. Et je me dis : est-ce que c'est un acteur de la recherche ?

Alors qu'est-ce que c'est effectivement qu'un acteur de la recherche ? On rattrape finalement ce dont vous avez parlé en parlant de connaissances. En fait, évidemment, c'est quelqu'un qui va procurer de la connaissance parce qu'il est bien placé pour être là, pour procurer de la connaissance. Faire du vélo dans Toulouse indépendamment d'un capteur qui envoie des données. Et je voulais rebondir sur Gardénia, donc ma propre expérience. J'étais dans la recherche en physique et donc c'est pas très social, un peu dur, paraît-il, et donc je me suis retrouvé à ne pas comprendre, qu'est-ce que c'était que la recherche de la part de ces chercheurs, etc.

Donc ils avaient été appelés par des gens qui connaissaient en fait les possibilités que les chercheurs en sociologie ou en géographie pouvaient apporter à notre collectif. Par contre, moi j'ignorais donc j'ai un peu découvert pendant 6 mois, un an même les mots utilisés, etc. C'était un petit peu difficile pour moi à comprendre et voilà, donc, ça met beaucoup de temps aussi pour nous à vouloir mettre le pied à l'étrier de la recherche entre guillemets

dans ce domaine là, au-delà de l'apport de nos petits bras pour donner des connaissances ou des ou des quelque chose, une photographie ou des choses comme ça, vous voyez ce que je veux dire?

Philippe Terral

Il y a la question du temps. Et puis on n'a pas développé mais toutes les personnes ne souhaitent pas ou ne sont pas aptes à intégrer ce genre de collectifs car cela suppose des contraintes et donc des capacités à assumer ces contraintes, de nature à la fois relationnelles et cognitives (par exemple une ouverture à des choses que l'on ne connaît pas, des marqueurs de prudence sur des idées que l'on pourrait avoir pour ne pas figer les jugements, des capacités d'écoute,). Accepter l'incertitude et certains flottements inévitables dans ce genre de collectifs hybrides, pour certaines personnes, c'est inconfortable voire anxigène.... Par exemple, vivre une première réunion et pendant 1h ne rien comprendre à ce qui se dit Qu'est ce qui fait qu'on reste dans une réunion sans bien comprendre, pendant 1h00 à de la physique par exemple ? Il faut essayer de comprendre qui s'engage ou se désengage et pourquoi ?

Pascal Gaillard

A propos du temps : c'est marrant parce qu'on dit beaucoup « oui, mais bon, on est chercheur, on est payé pour ça ». Mais sauf qu'on ne visibilise pas du tout le temps qu'on passe au final, c'est-à-dire ce temps-là. Il est passé par pertes et profits, c'est-à-dire que c'est noté nulle part. [Dire] : « j'ai passé autant de temps à faire ça », peut-être qu'on ne le fait pas. Sauf dans des cas justement, avec des industriels ou quand il y a de l'argent en jeu, qu'il y a des équilibres financiers forcément, le temps tu le comptes, tu remplis ton tableau comme tout le monde. Bref, le reste du temps on ne le comptabilise pas. Donc ce temps est invisible, il ne se voit pas, il se voit pas pour nous, d'ailleurs, parce que nous-mêmes on ne sait pas combien de temps on a passé là. On ne le mesure pas. J'ai travaillé il y a quelques années une année dans le privé. C'est un truc qui n'existe pas dans le reste du monde. Il n'y a que nous qui ne comptons rien du temps qu'on passe, et on trouve ça normal. Alors oui bien sûr on trouve ça normal, mais il faudrait quand même le montrer au niveau académique, parce que tant que ce temps-là ne sera pas montré, il ne sera pas considéré comme un temps qu'on a passé à travailler sur des choses comme ça et donc il faut le comptabiliser. C'est pénible, hein? A remplir ces trucs là, moi ça m'exaspère. Mais il n'empêche qu'il faut le montrer, que je le fais. Pas volontiers parce que vraiment ça me casse les pieds mais effectivement il faut le faire. Voilà et je pense que ce temps-là dont on a parlé depuis tout à l'heure est un nœud ou un des nœuds de l'affaire. Il faut le rendre visible pour que l'académie voit en fait cette recherche là comme une recherche existante et qui a de l'intérêt et qui rapporte peut-être rien mais qui rapportent surtout des connaissances.

Muriel Lefebvre

Je me suis fait exactement la même réflexion en me disant que, par rapport à ce que vous aviez dit sur la valorisation et la visibilité, les chercheurs sont nuls en dehors des débats économiques, mais que par contre, les partenaires sont beaucoup plus forts parce que comme vous l'avez évoqué à mon avis, ils arrivent beaucoup plus à mettre en visibilité ce type de partenariat de collaboration dans leur rapport annuel, etc et ça je pense que ça mériterait d'être creusé.

Philippe Terral

Sur les plaidoyers, notamment. On alimente, pour eux, ça peut se traduire par : vous nous aidez ou pas à alimenter un plaidoyer.

Charlie Marquis

Je vous remercie cette restitution sur ces riches histoires de collaborations. Finalement, je me posais la question des retombées de ce travail là, de comment on pouvait aussi s'en saisir. Il faudra certainement du temps pour le digérer et identifier un peu ces retombées là. Je ne suis pas sûr de lire la totalité du rapport mais en tout cas, ça m'intéresserait d'en avoir une synthèse ou une partie.

Je me posais la question sur le comptage que vous avez fait de vos certaines histoires que vous avez regardé vraiment en détail.

Est-ce que ces dynamiques que vous avez un peu formalisées, par exemple 50 % des collaborations ne sont pas formalisées par une convention. Est-ce que ce sont des choses qu'on peut assumer collectivement comme des choses qui existent ? Toute l'activité de recherche qui se fait par l'initiative des chercheurs leur bonne volonté, leur bénévolat ou leur arrangement avec les partenaires extérieurs, est-ce que cette moitié, cette proportion très forte de d'inter connaissances, de valorisation des contacts professionnels, ce sont des choses qui peuvent être assumées ou c'est uniquement là un comptage sur les histoires qui vous sont remontées et pas plus que ça finalement ? Dire qu'il y a une grosse partie des collaborations, des recherches collaboratives, qui sont hors convention.

Nathalie Chauvac

C'est ce qu'on va dire. Le propre de la recherche, c'est d'écrire des choses en espérant que ça fasse bouger les lignes, non, c'est pas ça ?

Philippe Terral

Notre idée, c'est quand même pas de traduire ça en préconisation directe qu'il faut de toute façon construire collectivement. C'est déjà de se dire qu'on gagne à décrire et à mettre en lumière des phénomènes pour montrer leur complexité, leur pluralité ou ce qui a été dit leur invisibilité. Cela interroge quand même d'invisibiliser un certain nombre d'activités, un certain nombre de tâches. Et de là les acteurs, notamment institutionnels, s'en saisissent pas.

Actuellement il y a quand même une réflexion importante sur ces questions dans le monde académique (voir notamment le secteur des SAPS "Sciences Avec et Pour la Société"), et sans forcément toujours qu'on aille voir de près comment ça marche. Donc c'est l'idée de la plateforme IRCOT, d'observer, d'essayer de documenter ces formes de collaborations en mobilisant nos outils d'analyse en sciences sociales. On va essayer de décrire ce phénomène et c'est ce qu'on fait à plusieurs niveaux des expériences présentées ici ; y compris quand IRCOT est "embarqué" dans l'expérience comme dans le "laboratoire des transitions". Dans ce cadre, nous avons même parlé avec la Région d' "évaluation embarquée", même si le terme d'évaluation nous gênait et a donné lieu à des précisions et à des méthodes réfléchies collectivement (notamment des entretiens avec les protagonistes de la collaboration pour analyser ce qui s'est passé, ce que ça a donné, pour documenter une espèce de réflexivité partagée de façon quand même étayée). Et là je pense que les sciences sociales ont quand même des choses à proposer sur ce plan-là pour décrire ces mécanismes à la fois sociaux (relationnels, organisationnels) et cognitifs (ou liés à la production de connaissances). Parce que sinon on promeut ou critique les recherches collaboratives en soit mais on ne sait pas trop ce qui s'y passe, ce qui s'y joue. Cela reste effectivement très invisible.

François Saint Pierre

«Il y a une recherche que je connais pour y avoir un peu participé de près, c'est la recherche médicale qui est complètement hybridée. Elle est à la fois dans la politique réglementaire évidemment, mais aussi dans la recherche industrielle et aussi dans la recherche

collaborative, même si c'est parfois en forçant la main aux gens à qui on demande de participer à la recherche. Donc on a quand même le départage.

Quand on fait une classification on arrive toujours à se heurter à des modes du droit. Moi je viens plutôt des sciences dures. Ça ne marche pas du tout pareil en mathématiques, les processus de collaboration n'ont pas grand chose à voir avec ce qui se passe ailleurs, même si ça commence à exister d'ailleurs. On arrive à faire participer sur des expériences, des grands nombres, tout un tas de gens ce qui est assez surprenant. Donc je dirais c'est très difficile à vouloir catégoriser ça. Donc le travail que vous avez fait je le trouve aussi excellent et je pense qu'effectivement on n'est pas arrivé au bout encore.

Olivier Cadenne

Une question avec l'expérience, la petite expérience, que j'ai pu avoir dans le cadre de l'intermédiation dans la recherche autour de la brigade du tigre. Je me pose une question dans ce champ, - je vais essayer de reprendre les termes de Pierre Benoit-, dans ce champ émergent de recherche participative. Je ne suis pas chercheur, mais je parlais plutôt d'intuition que finalement, ces recherches participatives requestionnent la posture des chercheurs académiques, et la posture de ce qu'on peut appeler le tiers secteur de la recherche, ou/et des populations concernées.

Moi je serais assez intéressé pour travailler dans ce sens, pour essayer de construire ce champ en émergence, et de savoir ce qui change dans ces postures par rapport à la recherche académique. Est-ce que ça change vraiment ? Comment en fait on arrive à percevoir ces évolutions ? C'est une intuition, je ne sais pas si elle est claire.

Philippe Terral

Nous on y va vraiment avec le regard de « il y a des choses qui changent, des choses qui ne changent pas, qui ont toujours été faites et qui ont été invisibilisées, ou plus ou moins visibilisées. Mais à l'évidence, il y a aussi des mobilisations pour promouvoir ces formes de recherche. Le tiers secteur de la recherche en est une ».

Sarah Cohen : [passage inaudible]

« Pourquoi ces étapes comparées ?

Y a t il eu des questions de départ sur le fait que la démocratie puisse être remise en question par le manque d'accès aux connaissances. Est-ce que ça a été évalué ?

Autre question : quelle est la valeur de la recherche participative ? Parce que la recherche académique repose aussi sur un protocole bien défini. Est-ce que la recherche participative a aussi des méthodes qui permettent d'avoir des regards sur la solidité des résultats qui sont fournis ? »

Philippe Terral

« On avait un peu découpé en disant que l'idée de faire de la recherche c'est quand même se poser une question et y amener des réponses après avoir fait des investigations. Les termes qu'on a mis, c'est peut-être un peu plus des termes de chercheurs mais [l'idée]c'était de découper, on va dire les grandes phases d'un processus de pensée. Qui pose la question, comment on se pose la question, qu'est ce qu'on va aller chercher comme données comme expérience, comme enquête pour y répondre? Qu'est-ce qu'on produit comme résultat et comment on diffuse et on valorise les résultats? C'est nous qui l' avons construit, ça n'a pas trop posé de problème je pense. Ça parlait aux deux parties. Ce sont des temps un peu classiques d'un processus de réflexion et ça va dans l'idée qu'effectivement, il y a de multiples formes de réflexions, donc de recherches (entre guillemets) et que les citoyens font des "recherches" en permanence puisqu'ils produisent des réflexions et stabilisent des savoirs depuis les idées auxquelles ils adhèrent ou pas mais aussi depuis leurs expériences

vécues. Quelqu'un qui bricolé un truc, ça marche, ça marche pas, on le teste plus ou moins ou on y croit parce qu'on nous l'a dit et qu'on a confiance en cette source.. C'est cette idée qu'il y a eu un processus de réflexion qui n'est pas l'apanage que des "chercheur.e.s" de métier.

Nathalie Chauvac

Sur le fait de se demander si la recherche participative a des méthodes qui permettraient aussi de pouvoir comparer par rapport à la collecte de groupe, tout ça. Par définition, ce qu'on a essayé de montrer, c'est que les recherches collaboratives, et participatives sont très différentes. Donc les comparer entre elles, en comparant par exemple des données collectées, ça serait impossible. Par exemple, là on a à côté de vous, on a une collecte de d'informations qui sont des milliers de photos au bord des lacs et puis on peut avoir à côté des entretiens avec plusieurs personnes qui durent plusieurs heures et la seule chose qu'on compare, c'est le fait que ça associe des chercheurs qui sont reliés à une institution académique et des partenaires de recherche qui ne le sont pas et que ce n'est pas une recherche industrielle. On s'est demandé : qu'est-ce qui peut les rendre communs, alors que c'est très différent? C'est un postulat de départ qui fait ça. Par définition, ça nous amène à quelque chose qui n'est pas, -je vais utiliser un mot à la mode- "mobilisable", on va pas pouvoir arriver à des choses qui sont comparables en dehors de trouver des récurrences de problèmes, de thématiques, de choix, de questionnements, etc Est-ce que ça permet de dire si la démocratie a été remise en question par le manque d'accès aux connaissances parce que ça a été évalué.,je ne sais pas si ça a été évalué comme ça, mais peut-être que Pierre Benoit Joly qui l'a évoqué tout à l'heure,...

Philippe Terral

J'ai l'impression d'entendre dans un certain nombre de questions, l'interrogation sur "comment on pourrait définir, circonscrire cet espace des recherches collaboratives". Dans notre projet, ce qu'on voit, c'est que c'est un espace très large, polymorphe, pluriel, dont il faut à mon avis, valoriser la pluralité. Nous, on est plutôt sur l'option de fond en disant : allons voir la diversité de ce qui fait. Donc ça sera très difficile à enfermer dans un singulier et encore moins dans une définition, ça ne veut pas dire pour autant qu'il ne faut pas rechercher des régularités dans le fonctionnement des partenaires de ces collaborations. Les promouvoir en soit peut potentiellement les figer en les normalisant. Dans l'équipe IRCOT, nous cherchons à les décrire, à comprendre leurs ressorts et leurs enjeux pour ensuite pouvoir mieux discuter collectivement de ce qui peut ou pas être promu... en lien avec des enjeux de démocratie par exemple dont plusieurs personnes ont parlé.

Sarah Cohen

Dans cette période de covid, il y a eu une remise en cause des connaissances scientifiques. Et s'il y a différentes méthodes de production de connaissances est-ce que ça ne va pas justement aller à l'encontre de cette possibilité qu'il y a de redonner la confiance dans la production de connaissances ?

Philippe Terral

C'est un des enjeux potentiels.

Pierre Benoit Joly

Pour moi, le point commun, c'est quand même qu'on est autour de problèmes qu'il faut résoudre. C'est ça le moteur. Et c'est ça qui fait la différence entre les recherches qui sont conçues par les chercheurs qui vont recruter des citoyens pour produire des données et des recherches qui sont participatives. Et là, c'est un point commun avec la recherche

industrielle : une Région qui se pose des vraies questions pour de vrais problèmes, qui veut avoir une solution, ils se tournent vers la recherche. Simplement les valeurs, les motifs etc, - et il n'y a pas de jugement de valeur-, sont différents. Si je suis malade d'une maladie orpheline, évidemment, quand je vais voir la recherche, c'est parce que moi et mon collectif, ma famille et d'autres malades sont dans l'impasse.

Ce qui est intéressant, dans ce cas-là, c'est là qu'il y a un processus qui est intéressant, d'un point de vue social et là je cite du Callon presque dans le texte, c'est qu'on fabrique du social en fait, au cours de la création de ces objets et donc la question, c'est pas la fiabilité des données en fait, c'est la robustesse des solutions. C'est vrai que si on a une solution, un traitement d'une maladie qui marchait pas, de toute façon c'est ça l'épreuve, donc on n'est pas sur une épreuve de vérité absolue, on est sur "est-ce que ça marche, est-ce que ça marche pas" ? Dans quelles conditions est-ce que c'est généralisable? Est-ce que la solution que j'ai pour l'agriculteur du fin fond de l'Aveyron, ça va être ... Bon. Enfin voilà, c'est ce type de questions qui se posent donc. Je pousse un peu, mais là fiabilité et la vérité ne sont pas en fait des épreuves qu'on se pose. L'épreuve, c'est vraiment "est-ce que j'ai une solution et est-ce que cette solution, elle est robuste" . Et je donne mon point de vue effectivement sur le moteur de ce qu'on discute et pas sur les cas. Je pense que ce qui est vraiment central c'est : est-ce que la recherche est mobilisée pour la production de connaissances, est-ce que la recherche scientifique est mobilisée pour résoudre les problèmes ? C'est vraiment ça la distinction.

Philippe Rigal

Ou donner à voir une situation.

Michel Dunand

Donc, finalement, justement, je rebondis sur ce que vous venez de dire, j'étais un peu dans la méthode, la façon de classer, etc. Et j'étais toujours sur cette idée du chercheur, qui a un métier et cetera, mais dans Gardénia on avait, c'était une recherche action au sens où le chercheur bougeait en fait de sa position pour être dans l'action elle-même des choses. Et du coup je pensais au temps dépensé, on devient bénévole quelque part au moins dans la tête, je sais pas exactement. Où est-ce que c'est dans le but de chercheurs et du coup, il y a une espèce de choses un peu différente, peut être, dans une recherche action que dans une recherche participative. Donc on voit, et c'est peut-être ça aussi la confusion. Enfin, la difficulté peut être pour le chercheur de dire, quand je suis dans l'action, je suis encore dans la recherche. Enfin je sais pas comment dire les choses, mais par rapport au bénévole qui lui, il est classé clairement comme pas chercheur, mais finalement dans une recherche action on considère quand même comme quelqu'un qui apporte des choses qui peuvent être discutées et qui peuvent être échangées. En fait. Voilà donc du coup, il y a effectivement cette idée, cette frontière qui devient floue.

Philippe Rigal

C'est dans la réflexion sur les recherches. En tous cas nous, de ce qu'on a pu faire, au final, - on était sur une problématique très complexe la question de l'emploi, bon on va pas y revenir et la question des dispositifs-. Mais il y avait cette question avant de comprendre aussi par rapport à des personnes concernées, autant des jeunes qui n'étaient ni en situation d'emploi ni en formation ni en stage, de voir quel est leur regard par rapport à une situation donnée. Et déjà comprendre aussi la situation donnée par rapport à des faits objectifs grâce à l'analyse de trajectoire. Et on se rend compte que l'intérêt, là, c'est plutôt de représenter à un moment donné, une situation que de trouver des solutions, que les solutions étaient annexes au final. Et au final la représentation de la situation est en elle-même, entre

guillemets, une solution potentielle.

Mais je ne pense pas qu'on va nécessairement vers une recherche de solutions parce qu'on associe des usagers, plutôt que l'association des usagers permet déjà une meilleure compréhension d'une situation.

Philippe Terral

Comprendre, apprendre. Apprendre c'est le maître mot.

Après ça dépend de ce qu'on met derrière le mot solution. De ce qu'on voit dans des collectifs hybrides qui durent et où les personnes disent trouver satisfaction à ces collaborations, c'est quand les gens apprennent ... et apprendre, ça ne veut pas forcément dire trouver des solutions concrètes à des problèmes, mais ça veut dire avancer avoir l'impression d'avancer dans une réflexion (potentiellement en vue de résoudre un problème concret d'ailleurs). La question de l'apprentissage, des apprentissages collectifs, me semble essentielle, d'où l'enjeu d'orienter nos observations et nos études sur les effets de co-formation de co apprentissages dans ces partenariats. D'après les acteurs, ces processus sont riches et nombreux, et encore une fois assez invisibilisés car peu documentés.

Pascal Gaillard

Les gens apprennent et donc ils comprennent.

Sur cette idée de faire résoudre un problème à la recherche au sens très large ? Je pense que la position du chercheur, c'est quand même d'utiliser des techniques et des méthodes, c'est un métier. C'est le boulot. Et que de temps en temps, ces techniques et ces méthodes, peuvent être appliquées à un truc qui sert à rien avec plein d'idées. Moi. par exemple lorsque je passe des heures, à réfléchir sur la catégorie [??] positive, a priori ça sert absolument à rien et à personne d'autre à part moi. Par contre, c'est l'accumulation de petits trucs qui ne servent à rien, qui quand on les met bout à bout, on essaye de ces modèles, ça peut donner une idée sur une solution. Mais on a ce double emploi quand même encore en tant que chercheur. C'est vrai que la recherche sur projet qui a quelques années, 14 ans à peu près 15 ans depuis 2007 .

Michel Grossetti

Il y en avait déjà beaucoup avant !

Pascal Gaillard

On a eu tendance à aller vers cette chose, de résoudre... Il faut absolument qu'on ait un truc à donner à quelqu'un. (...) Il y a un côté ingénieur parfois et ça peut être compliqué du côté des chercheurs. Ma place qui consiste à manier des outils intellectuels, je ne la retrouve pas vraiment. Je passe tellement de temps à m'adapter à la situation, que j'en perds un petit peu mon latin. Ça peut être une des raisons qui ..., ça peut poser des problèmes en tous cas.

Pierre-Benoit Joly

Je ne connais pas ta situation mais à l'INRAE où on est considéré comme [faisant de la] recherche finalisée, les collègues qui font ce type de recherche participative, sur 300 chercheurs et 300 doctorants, si il y en a 20, c'est le maximum. Donc il faut rétablir la situation, c'est-à-dire que la plupart sont dans la recherche sur, et c'est très bien, des problèmes qui sont définis par leur communauté. C'est ça la situation générale et donc la question, c'est de savoir comment ça peut se passer quand les problèmes sont définis par des tiers et notamment par ce tiers là qui ce nouvel acteur, qui n'est pas nouveau.

C'est ça la question ici évidemment. Enfin voilà donc en fait la recherche a besoin de produire ces propres méthodes, ces approches, ces infrastructures qui permettent d'avoir une puissance, et cetera. C'est super là. Après, il faudrait entrer dans les détails et pour moi,

enfin, ce type de recherche comme la recherche industrielle, parce que il y a des moments où une entreprise va poser un problème, il pourra faire des recherches dans le laboratoire, sur les répondre, mais c'est pareil pour ce type de recherche, donc toutes les configurations doivent être dans la même logique.

Arthur Compin

Il exprime des remerciements, et estime que même si recherche n'a pas abouti, elle est au moins là. (propos peu audibles)

Vous avez montré une grande diversité de projets, mais moi j'ai constaté avec mes problèmes aussi qu'on se retrouve tous confrontés à une même problématique, c'est à dire qu'on sait produire le sujet, on a beaucoup de données qui arrivent et là on n'a pas d'outils pour analyser les données. On a beaucoup parlé de l'intermédiaire qui va faire le lien, et on a vraiment un manque. Je ne sais pas si vous avez entendu parler du blob. On a eu 15000 participants et on est hyper embêtés avec les données reçues

L'engagement, je trouve qu'il n'est pas comme un engagement plus académique devant le contrat qu'on a habituellement. Moi ça me fait plus d'effet qu'un contrat plus classique, et ça me pousse plus à essayer de prédire le résultat, et en tous cas de prendre un engagement, mais c'est peut-être un peu ce que disait Olivier, c'est que la position du chercheur dans ce type de programme, elle change un petit peu. C'est aussi d'être plus accepté dans la communauté. Il y a beaucoup plus de projets acceptés, pas seulement plus de projets. ça veut dire aussi qu'on a confiance dans les données issues de la science participative.

Après le débat deux participants ont transmis des réflexions complémentaires.

Philippe Rigal

Pourquoi on fait des recherches participatives ? Nous on l'a fait pour faire bouger les lignes, mais aussi pour permettre à des jeunes de mieux comprendre leur situation. Et il y a la question de la position du chercheur qui peut se questionner là-dessus. Notamment je pense à la valorisation, et la non accessibilité des sujets et des papiers de recherche, même pour moi. En fait tu as un moment où c'est de la connaissance, qui dans la philosophie est partagée, mais qui n'est partagée en réalité que dans un petit groupe de pairs. L'envie de recherche participative, c'est peut-être que ça aille plus loin, et notamment par des méthodes de valorisation qui soient plus accessibles, esthétiques et autres, c'est penser faire de la recherche pour que les résultats appartiennent à un plus grand nombre.

François Saint-Pierre à propos du LINQS (Laboratoire des Idées / Nouvelles Questions Sociales)

Le labex SMS a mené pendant plusieurs années une expérience innovante en créant une structure hybride composée de chercheurs académiques et d'acteurs non chercheurs de la société civile. Recherche collaborative et lien entre deux mondes qui ne sont pas indépendants, mais qui ont des logiques de fonctionnement fort distinctes.

L'évaluation du monde de la recherche académique se fait par les pairs et surtout pour les jeunes chercheurs lors de la révision avant publication d'articles dans des revues scientifiques. Cela conduit notamment en début de carrière à une très forte spécialisation des chercheurs. Par contre, la demande des acteurs de la société civile est de comprendre un fait social dans son ensemble et de produire une grille d'analyse robuste qui l'aide dans ses responsabilités professionnelles ou ses engagements sociétaux. Mettre en perspectives des situations et produire une analyse cohérente sur un phénomène global est perçu par les jeunes chercheurs comme une responsabilité pour intellectuels engagés, que l'on peut

laisser aux notables de la recherche. Cela a été notamment le cas dans le groupe de réflexion mixité sociale et religion, qui a produit peu de publications, mais qui a permis aux participants d'élaborer collectivement une réflexion transversale solide sur le rôle de la religion dans de multiples enjeux sociaux et politiques.

Certains groupes se sont orientés sur une recherche collaborative orientée sur un thème de recherche assez ciblé. L'ouverture à des acteurs de terrains qui connaissent le domaine se passe alors assez facilement. Travailler sur la question du chômage avec des responsables syndicaux, ou sur l'éducation musicale avec des musiciens ou des enseignants est non seulement efficace en termes de recherche, mais très enrichissant pour tous les participants.

Dans le groupe de travail sur les territoires on a assisté à une collaboration très pointue entre chercheurs et experts de la société civile, collaboration suspendue en raison de la pandémie. Confrontation potentiellement fructueuse de points de vue différents, mais avec un langage et des outils communs.

Mettre à l'épreuve d'une confrontation ouverte les savoirs produits par la recherche est intéressant, mais cela est peut-être un peu loin de ce qui est le nerf de la guerre dans une carrière académique : la production d'articles et c'est peut-être difficile de motiver les jeunes chercheurs dans cette démarche. De plus, il n'est pas facile pour les chercheurs, qui ont souvent plusieurs heures d'enseignement hebdomadaires à assurer, de passer du temps à répondre à la demande de compréhension des acteurs de la société civile. Ce n'est pas pour rien que le CNRS se propose depuis peu de récompenser les efforts de médiation par des médailles !

L'expérience du LDI/NQS a prouvé que les objectifs fixés étaient bons, mais qu'il est difficile pour les chercheurs de s'extraire de la logique de production d'articles. D'un autre côté, la société civile vient souvent sur la pointe des pieds. Malgré ou à cause des nombreux articles sur la science, les citoyens voient les chercheurs académiques comme appartenant à un monde à part. Un peu comme celui des artistes ou des sportifs professionnels avec en plus un vague héritage religieux qui met le chercheur du côté du moine ascétique motivé par une pulsion de connaissance.

Intervenir dans le débat public commence, avec l'expérience accumulée, à être envisageable, mais cela sera toujours un exercice difficile. En effet, beaucoup de ceux qui ont du pouvoir social, économique ou politique, même s'ils reconnaissent toute l'importance de la recherche, préfèrent la cantonner dans un rôle de prestataire de service plutôt que celui d'acteur autonome du débat public.

○

- **Quelques expériences documentées**

- **Expérience n°1 : MONDEX**

Synthèse rédigée par Nathalie Chauvac

Le projet Mondex a associé de 2010 à 2015 des chercheurs du LASSP, et des syndicalistes de l'usine Molex, dans le cadre d'une recherche sur les conséquences de la fermeture de l'usine par ses actionnaires américains en 2008.

Ce récit se base sur deux entretiens, le premier avec Olivier Baisnée, le second avec Jean Marzorati, syndicaliste, désigné comme partenaire par le chercheur, lequel nous a mis en relation, et sur l'ouvrage publié par le collectif du 9 août, « Quand ils ont fermé l'usine – Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée »¹¹.

Olivier Baisnée est enseignant chercheur à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, spécialiste en sociologie du journalisme

Jean Marzorati était cadre dans l'entreprise Molex, proche de la CGT sans en être adhérent et fondateur l'association Solidarité Molex. Il avait 69 ans au moment de l'entretien en 2020. Titulaire d'un DUT génie électrique et électronique obtenu à Toulouse, il a également un diplôme de deuxième cycle au CNAM en formation continue. Il a été embauché à Villemur en 1974 dans l'atelier d'électronique qui travaillait pour IBM, puis sur la connectique informatique, les nouveaux produits et était responsable qualité développement (analyse de risques) en fin de carrière, au moment de son licenciement.

La collaboration sur le projet Mondex a commencé, d'après le souvenir de Jean Marzorati, par un contact avec Fanny Parent, qui faisait partie d'un groupe de travail d'un laboratoire de recherche de Sciences Po Toulouse. Ce groupe voulait travailler avec eux dans un projet participatif sur les conséquences du conflit à Molex. Jean Marzorati les a reçus... « Dans ce genre de contacts, que ce soit avec des journalistes..., j'étais devant car les autres avaient un peu peur. », explique-t-il. Marié à une docteure en histoire, il n'est pas du milieu « universitaire mais il connaît un peu par famille interposée ».

Du point de vue des chercheurs, le projet a démarré après la fermeture de l'usine, pendant la mobilisation qui a suivi, notamment sous forme d'une enquête à laquelle ils faisaient participer les étudiants du master Politiques Culturelles de l'IEP. Ils ont dû arrêter quand la somme de travail à rattraper est devenue trop importante pour les nouvelles générations d'élèves. Néanmoins, le fait de passer par des stagiaires au départ a facilité leur accès au terrain puisqu'il y a une bienveillance des enquêtés envers les étudiant.e.s qui ont un travail à faire.

Jean Marzorati a le souvenir que l'équipe était très féminine, sauf Eric Darras mais celui-ci était très peu souvent sur le site avec eux. « Les gens de l'association restaient très ouverts à rencontrer des gens qui réfléchissaient à ce qui s'était passé, on leur a prêté nos locaux quand elles voulaient travailler entre elles. La mairie de Villemur prêtait des locaux » à l'association. Et il se souvient que le groupe « a changé son fusil d'épaule » en cours de route. Au début, le projet était de comprendre les conséquences d'une fermeture d'usine dans une petite ville comme Villemur puis le sujet a évolué. Elles ont décidé d'essayer de comprendre : « comment les gens qui n'ont pas de culture de militantisme syndical...allaient faire cette résistance à la fermeture et comment ils ont tenu 11 mois ». La fermeture devait avoir lieu en février mais en fait elle n'a eu lieu qu'en octobre. Olivier Baisnée explique effectivement que leur objectif était au départ de travailler sur les conséquences du chômage, mais que, la mobilisation continuant, ils ont finalement axé leur travail dessus, pour comprendre les particularités de ce conflit social. « De nombreux facteurs entrent en jeu : le rapport de la ville à l'usine, le fait que les salariés soient là depuis longtemps, etc. », explique-t-il.

Définition des questionnements au cœur de la recherche

La recherche a donc été initiée par les chercheuses. « Il n'y a pas de discussion, à aucun moment ils ont participé à la décision de « changer leur fusil d'épaule », raconte Jean Marzorati. « On n'avait pas l'habitude d'une enquête sociologique, on ne comprenait pas tout, on se posait des questions ». L'équipe leur avait dit qu'ils feraient des points de la situation, où ils en étaient dans leur recherche. C'est ce qui s'est fait avec

11 Chantal Zaouche Gaudron, *Exposés aux violences conjugales, les enfants de l'oubli* (Ères, 2016), <https://doi.org/10.3917/eres.zaouch.2016.01>.

environ une dizaine d'entre eux. L'enquête s'est déroulée sur plusieurs années et ils venaient régulièrement en restant une semaine tous les quatre mois en louant un gîte dans le coin... Il n'y a pas eu de convention avec l'association, ni d'échanges financiers. Il se rappelle qu'il y avait Alexandra Osser, Anne Bory, Caroline Frot, Audrey qui n'a pas terminé son doctorat et qui enseigne aujourd'hui en lycée, Eric, Olivier, Yohan. Il ne sait pas combien de temps chaque partenaire a consacré à cette partie de la recherche, ni à la suite d'ailleurs, mais les échanges avec l'équipe se déroulaient sur une semaine tous les mois pendant le terrain, et nombreuses rencontres ont eu lieu ensuite.

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Selon Jean Marzorati, ce sont les chercheurs qui ont fait les choix, mais les salarié.e.s ont participé au repérage des personnes à interroger. « *Chez nous il y avait quand même des gens qui n'étaient pas prêts à répondre à ces questions. En plus dans notre entreprise le personnel féminin n'était pas important, environ 20 % à la louche, et surtout dans les services administratifs...* ». « *Les chercheurs ont été très intéressés par le personnel féminin, bien sûr aussi par le personnel masculin mais pas dans les mêmes proportions, surtout une chercheuse...* ». « *Je ne sais pas combien de personnes ils ont vu, ils n'en parlaient pas beaucoup, je sais qu'il y a eu une personne qui est venue rencontrer les enfants des salariés, voir comment ils vivaient ça mais je n'ai pas vu le résultat de leur travail par rapport à ça* ». Ils n'ont pas été jusqu'à participer au choix des enquêtés. « *Nous on a donné des contacts [...] on a un logiciel sur les adhérents à l'association, on a mis des informations à leur disposition, après je ne pourrais pas vous dire qui ils ont vu* ». « *Après en discutant, je leur demandais « celui-ci vous avez pu le rencontrer... ? Ils me disaient non non on n'a pas pu le contacter... »* »

Collecte des informations ou des données

Pour Olivier Baisnée, au fur et à mesure, certains enquêtés sont devenus centraux dans l'enquête en facilitant l'accès à certains documents qui n'auraient pas pu être obtenus sinon, par exemple. L'un des délégués syndicaux notamment les a beaucoup aidés. Paradoxalement, ils n'ont qu'un entretien avec lui (sur 120 entretiens en tout), mais il a eu un rôle clé dans la récolte de données. Ils connaissent bien mieux que les sociologues leurs lieux de travail, les contacts, les dossiers, les procédures juridiques en cours...

Dans l'ouvrage collectif, il est fait mention de la « mobilisation sur des fonds personnels jusqu'à l'obtention en 2010 d'une contribution du Centre d'études de l'emploi, puis d'une ANR en 2011, de la bonne volonté, mais aussi d'une certaine forme d'outrecuidance de la part d'enseignants chercheurs, pour la plupart précaires eux-mêmes, soutenus par des étudiants particulièrement enthousiastes et motivés », ainsi que d'une « demi-douzaine de stages de terrain d'une semaine avec des étudiant du master recherche ». Pour Jean Marzorati, la collecte était entièrement le fait des chercheurs, terme générique qui semble recouvrir l'ensemble des personnes intervenant au nom de l'université, qu'elles soient titulaires, doctorantes, post doctorantes, étudiant.e.s stagiaires.

Analyse

Il y avait de nombreuses discussions informelles avec les enquêteur.trice.s, mais Jean Marzorati n'a pas participé aux analyses. « *Je sais que chaque fin de semaine passée ici il y avait une réunion de synthèse, j'ai eu l'occasion de les voir travailler lorsque je passais mais on n'a jamais participé à ces réunion* », se rappelle-t-il.

La production et la diffusion des résultats

Olivier Baisnée explique qu'ils ont travaillé à neuf, et que ce n'était pas facile : il leur a fallu plus d'un an pour s'accorder sur un plan. L'enquête a finalement donné lieu à la publication d'un livre, *Quand ils ont fermé l'usine, lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée* ¹².

Jean Marzorati explique qu'il n'a « *sûrement pas participé à la rédaction. C'était déjà difficile entre eux d'écrire à 8 ou 9, nous on a un peu participé, pas à la promotion du bouquin, ce n'est pas le mot mais moi j'ai un peu participé à une présentation du bouquin en tant que témoin à Toulouse et même à Paris, à Albi aussi et bien sûr à Villemur. A la synthèse, à la rédaction, non et pendant la période de recherche nous on était dans notre* »

¹² Un groupement d'intérêt scientifique (GIS) (parfois aussi nommé « contrats de programme de recherche » ou CPR) est en France une entité et un système de fonctionnement imaginés et mis en œuvre notamment par le CNRS (source Wikipédia)

période judiciaire, qui a été longue, la procédure aux Prud'hommes, en Cour d'appel. Ils étaient avec nous, pas tous mais 2 ou 3, mais quand c'était les moments forts en appel, ils nous suivaient. C'était aussi pour eux l'occasion de rencontrer des gens qu'ils n'auraient peut-être pas pu rencontrer par ailleurs. Ils étaient à nos côtés. Ils avaient installé le barnum place des Salins, et ils étaient là ».

Du point de vue d'Olivier Baisnée, *il est arrivé que les partenaires syndicalistes et de l'association solidarité Molex relisent des publications et y corrigent des erreurs factuelles, notamment sur certains aspects juridiques. De plus, il estime que cela influence de manière diffuse le point de vue sur l'objet.*

Par exemple, ils ont commencé les publications et les communications sans informer les enquêtés avec l'idée qu'ils ne devaient pas s'auto-censurer (ce qui ne faisait pas forcément consensus au sein du collectif de chercheurs non plus). Or le délégué CGT qui était très proche de l'enquête l'a appris par le biais d'une doctorante elle-aussi à la CGT et travaillant sur le syndicalisme. Il leur a donc fallu s'expliquer, et il a fini par corriger des erreurs factuelles du papier.

Les « Molex » venaient régulièrement à des présentations de l'ouvrage (y compris à Paris), se souvient-il, et ont été très impliqués dans cette enquête qui pourtant n'était pas pensée comme participative au départ : ils ont fourni accès à des archives du Conseil d'Entreprise par exemple, ou aux dossiers de réinsertion des employés. Le fait que les chercheur.se.s y passaient une semaine tous les six mois a également joué sur la sympathie à leur égard : les salarié.e.s les ont inclus dans leur fonctionnement : invitation aux événements, aux repas collectif de la même façon que leur avocat ou que le prêtre de la commune qui avait soutenu le mouvement (et avait notamment fait sonner le tocsin au début de la mobilisation). Il y a également un effet du fait que les chercheurs avaient une sympathie politique pour la cause défendue par les salariés.

Est-ce que l'expérience a répondu aux attentes de départ ?

Côté syndicalistes, il n'y avait pas vraiment d'attente de départ, estime Jean Marzorati. « *Nous, on n'avait pas vraiment de question de départ, on ne savait pas ce qui se passait. On attendait ce qu'ils allaient écrire dans leur bouquin, on ne peut pas dire qu'on avait des attentes et qu'on a été contents ou pas. On était quand un peu innocents par rapport à ce genre de choses ».*

Il estime que cette collaboration a sans doute donné plus d'ampleur à leur mouvement. « *En gros cette histoire, elle nous a un peu dépassés parce que pendant le conflit il y avait une grosse couverture médiatique, on a rencontré pas mal de journalistes, même beaucoup parfois ! On était un peu perdus, on a eu le film de José ALCALA, on est allés à Paris, dans des festivals de films etc....c'est vrai qu'ils ont fait un peu la synthèse de tout ça, le film est sorti longtemps après en 2016 et nous on a été licenciés en octobre 2009 donc ça un peu été le fin mot de l'affaire pour ceux qui ont été actifs dans l'association ».*

L'expérience a aussi permis de développer des liens amicaux et Jean Marzorati a démarré une étude de l'histoire de l'entreprise à partir de documents d'archives

« *C'est vrai, pour certains d'entre nous ça été une expérience intéressante, ça a aidé certains à moins mal vivre le fait quand on a découvert les choses...dans cette période...c'est difficile à quantifier mais en termes de maladies, de dépressions, chez les anciens salariés on a eu pas mal de choses, de très grosses dépressions, quelques cancers...c'est ce à quoi servait aussi l'association »*

Les gens viennent moins dans l'association, maintenant la situation est moins grave ».« Ils ont donné un livre par salarié, certains ne sont jamais venus le chercher. Il en reste à l'association. Un a dit « c'est le premier bouquin que je lis depuis des années ! », certains nous ont offerts leurs droits d'auteur ».

Qu'est-ce que les chercheurs ont retiré du projet ?

Il n'est pas sûr de savoir ce que les chercheurs académiques ont retiré du projet. « *Je ne sais pas répondre, j'ai juste un peu discuté avec 3 ou 4 mais j'ai cru comprendre que ça été extrêmement dur pour eux de faire un travail collectif, une écriture collective. Après au niveau de leur boulot certains étaient en fin de parcours universitaire, ils ont découvert quelque chose qu'ils ne connaissaient pas »*

(...) Avec l'équipe d'enquêtrices et enquêteurs qui a suivi le mouvement social, « *ce qui s'est passé dans le travail qu'ils ont accompli [c'est] ils ont su nous regarder non pas comme des objets, entre guillemets, qu'on teste, mais comme des gens avec qui on peut échanger, c'est ce qui a permis, je crois, qu'on s'est sentis concernés vraiment. Après eux, ils faisaient leur boulot, on leur a facilité leur boulot en leur donnant de bonnes conditions, ça s'est bien passé quoi ».*

Remarques

Les termes : Jean Marzorati désigne les partenaires académiques sous le vocable les chercheurs, Olivier Baisnée parle des « enquêtés ».

L'évolution : Le projet Mondex a-t-il changé la mobilisation ? Est-ce que le fait d'être intégré dans un projet de recherche collaborative sur la mobilisation a participé à la visibilité de celle-ci, à la légitimité auprès de différents acteurs comme des journalistes, et donc en retour à la possibilité de mobiliser les salarié.e.s concerné.e.s ?

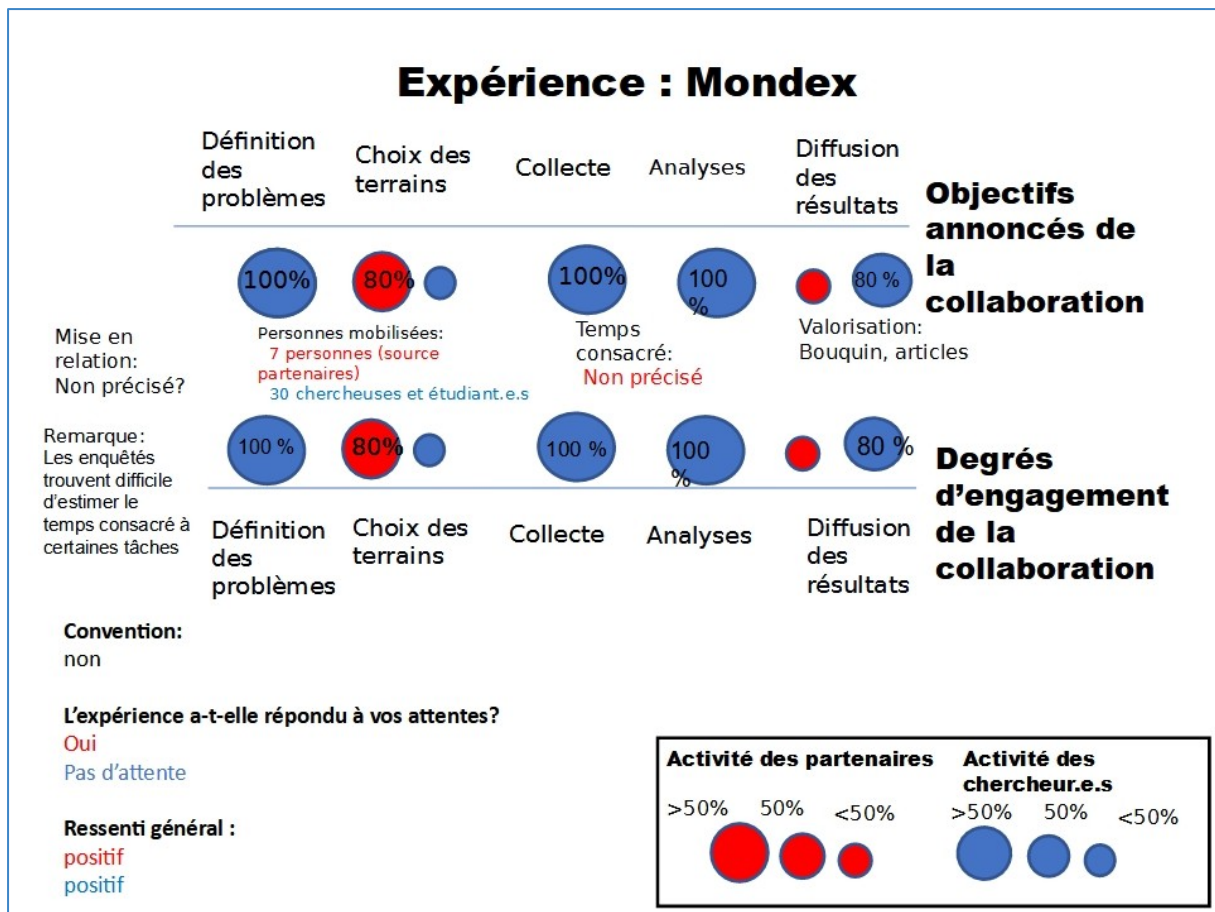
Dans l'ouvrage paru aux éditions Argone¹³, plusieurs éléments semblent aller dans ce sens. Ainsi, l'avocat mobilisé par les salarié.e.s mobilisés explique-t-il, « *moi la stratégie, c'était d'entrée de jeu de les positionner sur le champ politico-médiatique, et ça a bien marché, on s'est compris immédiatement. (...). Moi ce qui m'intéressait (...) c'était de dénoncer un pu ce mode de fonctionnement là et en essayant de solidariser la population, l'opinion publique pour le rôle qu'elle peut jouer* » (page 141).

Les auteurs soulignent aussi que ce travail en direction des médias, fait par les salariés, met en évidence « des savoirs pratiques dont ils font l'apprentissage », mais aussi « un capital social accumulé auprès des journalistes sous forme de carnet d'adresses qui permet l'entretien de la médiatisation du mouvement mais implique aussi la maîtrise fine d'éléments insoupçonnés, telle que la gestion du « off » et du hors champ de la lutte ». (page 186).

Le conflit Molex a généré de nombreuses productions, non universitaires : reportages, écriture d'une chanson par le groupe Zebda, deux documentaires, participation à différents événements dans des lieux ou festivals militants, qui contribuent à une « professionnalisation de la représentation du collectif des salariés » ... L'ensemble a sans doute contribué à maintenir la dynamique. Mais la recherche collaborative a aussi sa place dans celle-ci. « Comme dans le cas de la cohabitation entre des ouvriers métallurgistes et des journalistes parisiens autour de Radio Lorraine Cœur d'Acier à Longwy, ces activités de mise en symbole d'un groupe de salarié.e.s licencié.e.s et de leur lutte créent des interactions entre, d'une part, les anciens ouvriers, techniciens administratifs, ou cadres de l'usine, et d'autre part, des agents issus des classes supérieures intellectuelles, qu'ils soient journalistes, cinéastes, éditeurs ou universitaires. Parallèlement, ce travail au niveau local permet de continuer à faire venir des anciens salariés à l'association et à entretenir un sentiment d'appartenance à un groupe mobilisé ». (page 224)

La sortie du documentaire permet d'organiser des réunions et de raviver les souvenirs communs. « Cette manière d'associer le travail de publicisation de la cause et la prise en charge des enjeux plus locaux et quotidiens est au cœur du fonctionnement même de l'association. C'est précisément parce qu'elle incarne ces deux visages qu'elle a été, pour notre collectif d'auteurs, à la fois une porte d'entrée -la conduite et la publication d'un travail universitaire étant une façon parmi d'autres de faire connaître le combat des « Molex » - et un poste d'observation privilégié des activités associatives quotidiennes qui ont contribué au maintien d'une mobilisation et à la recreation d'un collectif ».

Finalement, ce projet de recherche collectif a-t-il contribué au succès partiel de la mobilisation, qui a abouti à la poursuite d'une activité économique sur le site, même si tous les salarié.e.s n'ont pas été réembauché.e.s ? Selon le collectif d'auteurs, « l'agrégation des soutiens syndicaux et politiques, amis aussi médiatiques, artistiques ou universitaires, désingularise la cause en dépassant la lutte contre la destruction de l'emploi local pour se placer au niveau de la politique industrielle et de la défense du droit du travail, au niveau national voire international ». (page 251)



L'aspect financier : Il n'y a pas eu de convention financière entre l'association Solidarité Molex et le laboratoire ou les chercheur.ses. Ceux-ci se sont soit auto-financés, étant pour certains rémunérés en tant qu'enseignants chercheurs, d'autres étant là à titre militant et bénévolement, jusqu'à l'obtention d'un financement du centre d'étude de l'emploi (2010) et de l'ANR (2011). L'association a fonctionné sur des appels aux dons, avec succès selon Jean Marzorati : « On a eu énormément de dons pendant le conflit, c'est incroyable, ça nous a permis de prendre en charge les frais de justice en partie pour les salariés protégés car, eux, ils ont payé le prix cher ! ». Certains membres du collectif du 9 août, auteur de l'ouvrage « quand ils ont fermé l'usine » et qui regroupe 9 personnes, ont reversé leurs droits à l'association et lui ont donné aussi « un livre par salarié », certains n'étant jamais venus les chercher.

○ Expérience n°2 : CGT AIRBUS

Récits des participant-es

Recherche collaborative CGT Airbus / Jean-Marc Zuliani et Michel Grossetti

Entretiens menés : Questionnaire rempli par **Jean-Marc Zuliani** (LISST) et entretien avec **Xavier Petracchi** (CGT/ Airbus)

EXPERIENCE DE COLLABORATION :

Comment décririez-vous en quelques mots cette expérience de collaboration ?

JMZ : Expérience enrichissante par la connaissance des logiques de fonctionnement et de développement d'une branche d'activités constitutive de l'industrie aéronautique (le domaine des aérostructures)

XP : C'était très favorable. L'objectif était de mener un colloque sur la relation donneur d'ordre et sous-traitant à partir de la loi sur le devoir de vigilance. Faire connaître la loi et son application dans le système.

Quels étaient les partenaires concernés ?

JMZ : Coordination aéronautique CGT (syndicalistes CGT Airbus et principales entreprises sous-traitantes de 1er niveau du pôle toulousain) et cabinet d'études Syndex.

XP : C'était un collectif autour de la coordination aéronautique des entreprises (15 personnes environ dont 5 piliers du côté syndical). Il y avait également deux cabinets (Syndex et Secofi/RSE) et des chercheurs.

Comment avez-vous été mis en relation (relations personnelles, organismes, annuaires, base de données, internet, autres...)?

JMZ : Relations préalables de travail et de collaboration

En quelle année cette expérience a-t-elle commencé ?

JMZ : 2015

En quelle année a-t-elle pris fin ? (Si elle se poursuit, notez le ici en indiquant "en cours")

JMZ : 2018

XP : 2019

Cette expérience collaborative a-t-elle fait l'objet d'une convention ou d'un contrat ?

JMZ : Non

Combien de personnes sont ou ont été impliquées dans la démarche du côté des chercheurs ?

JMZ : Deux personnes / Michel Grossetti et Jean-Marc Zuliani

XP : C'est plutôt JMZ qui a travaillé sur les entretiens, et Michel Grossetti a été sur le volet appui et organisation avec l'Université.

Et du côté des partenaires ?

JMZ : 5 personnes / Xavier Petrachi, Robert Amade, Florian Costes, Benoît Arthuys, Jean-Pierre Caparros

XP : C'était un collectif autour de la coordination aéronautique des entreprises (15 personnes environ dont 5 piliers du côté syndical). Il y avait également deux cabinets (Syndex et Secofi/RSE) et des chercheurs.

Avez-vous à cette occasion collaboré avec d'autres laboratoires ?

JMZ : Non

Les connaissiez-vous précédemment ?

JMZ : Non

LA DEMARCHE

Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les chercheurs ?

JMZ : 50 journées

Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les partenaires ?

JMZ : 7 journées

Définition des questionnements au cœur de la recherche (nous entendons ici par « questionnements », la définition de la problématique générale et spécifique de la collaboration)

Diriez-vous que cette définition des problèmes a été effectuée :

JMZ : par les deux

XP : Nous avons sollicité l'Université via l'IRT et un partenariat entre syndicat et Université. On cherchait des chercheurs qui pouvaient nous accompagner sur la compréhension des écosystèmes aéronautiques.

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

JMZ : 70 %

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, ont été définies les questions à traiter ?

JMZ : Questions définies en priorité à partir d'orientations fournies par les partenaires au vu de leurs préoccupations et de leurs besoins, de la connaissance d'une branche d'activités et des rapports structurés entre un donneur d'ordres et diverses catégories de sous-traitants.

XP : JM. Zuliani a mené la campagne d'entretiens sur le secteur aéronautique, notamment dans les aérostructures et ingénierie sur les 2 volets : Sous-traitance et co-traitance. C'était un gros travail.

On ne mobilise pas assez les chercheurs, et trop les cabinets. Il fallait faire un pas de côté. C'est une ouverture pour certains décideurs comme les collectivités (Région, Toulouse...).

Ils sont partis de la reprise et de l'adaptation de leurs travaux sur les systèmes embarqués. La géographie nous a apporté une vision spatiale que l'on n'avait pas. On a vu que l'on avait besoin de liens de proximité. Cela consolide notre point de vue et valide les à priori (confirme nos ressentis).

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Pouvez-vous préciser où sont situés les terrains d'enquête ?

JMZ : Région Occitanie (Métropole toulousaine et quelques villes moyennes).

XP : C'était un travail sur l'écosystème et comprendre les relations dans le système aéronautique local mais aussi au-delà (Mécanique-Vallée, Toulouse).

Diriez-vous que le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation a été effectué :

JMZ : par les deux

Dans ce dernier cas pourriez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

JMZ : 70 % de la part prise par les partenaires

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectué le choix du ou des terrains ?

JMZ : Choix effectués à partir des indications fournies par les partenaires sur les types d'entreprises à prendre en compte plus des recherches personnelles diverses pour affiner les connaissances à partir de plusieurs sources d'informations.

Collecte des informations ou des données

Diriez-vous que cette collecte a été effectuée :

JMZ : Principalement par les chercheurs

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

JMZ : 20 % de part prise par les partenaires

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la collecte des informations ou des données ?

JMZ : Collecte effectuées principalement à partir de recueil d'articles dans la presse spécialisée (économique et aéronautique), plus la consultation de rapports d'études spécialisés en ligne.

XP : C'était un gros engagement. C'était intensif autant pour les chercheurs que pour nous. Cela représente bien plus de 100 heures de travail de notre côté. C'est un de nos plus gros engagement, nous y avons consacré beaucoup de temps mais il le fallait.

Les échanges étaient réguliers jusqu'au colloque, environ tous les 15 jours.

Le travail a duré plus d'une année avec des rendez-vous et des entretiens.

Analyses

Diriez-vous que cette analyse a été effectuée :

JMZ : par les deux

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

JMZ : 25 % de part prise par les partenaires

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée l'analyse ?

JMZ : Analyse effectuée à partir de grandes orientations dégagées dans le cadre des échanges avec les partenaires. Puis nécessité de caractériser ces orientations et de les illustrer à partir d'une mise en évidence des relations industrielles à différents niveaux et de nature distinctes dans le registre des aéro-structures.

PRODUCTION ET VALORISATION

Y-a-t-il eu des productions associées à cette recherche collaborative ? Si oui, de quelle nature ? Aide à la décision (rapport d'étude, restitution publique...) De forme académique (mémoire, thèse, ressource pédagogique, publication scientifique...)

JMZ : Oui/ Restitution publique

XP : Le colloque s'est tenu à la MDR à l'UT2J avec une centaine de participants (représentants syndicaux, Universitaires, étudiants, Région, Direcct, et autres partenaires syndicaux).

Le colloque nous a donné une crédibilité. Les chercheurs ont apporté la neutralité, la résonance, la validation de nos idées (parfois pas). Cela nous a permis de nous rapprocher du monde de la recherche.

Pour le colloque étaient présents la DIRECCT, la Région par exemple. Ils ont entendu les propos des chercheurs et pas un point de vue militant.

Ces productions ont-elles été réalisées :

JMZ : Principalement par les chercheurs

XP : Un autre temps a mobilisé ce travail et notamment une intervention de JM Zuliani lors d'un Forum social et environnemental en octobre 2019 à la Bourse du travail (aéronautique pour demain). Cela a fait perdurer le lien.

On a également réussi à faire venir une ancienne Député qui était à l'origine de la loi.

Nous avons réalisé une brochure à partir des travaux de JM Zuliani et toute la genèse de la démarche en lien

avec la loi.

A travers l'intervention des cabinets Syndex et Secofi, nous avons fait des réunions à Paris et à Bruxelles où étaient présents Safran et Airbus.

Nous avons fait des réunions internationales au niveau européen sur le devoir de vigilance.

Nous avons également contribué à des échanges avec le secteur automobile en faisant des parallèles.

Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

JMZ : 10 % de la part prise par les partenaires lors de la restitution (quelques éclairages apportés lors des débats)

Qui a signé la contribution ?

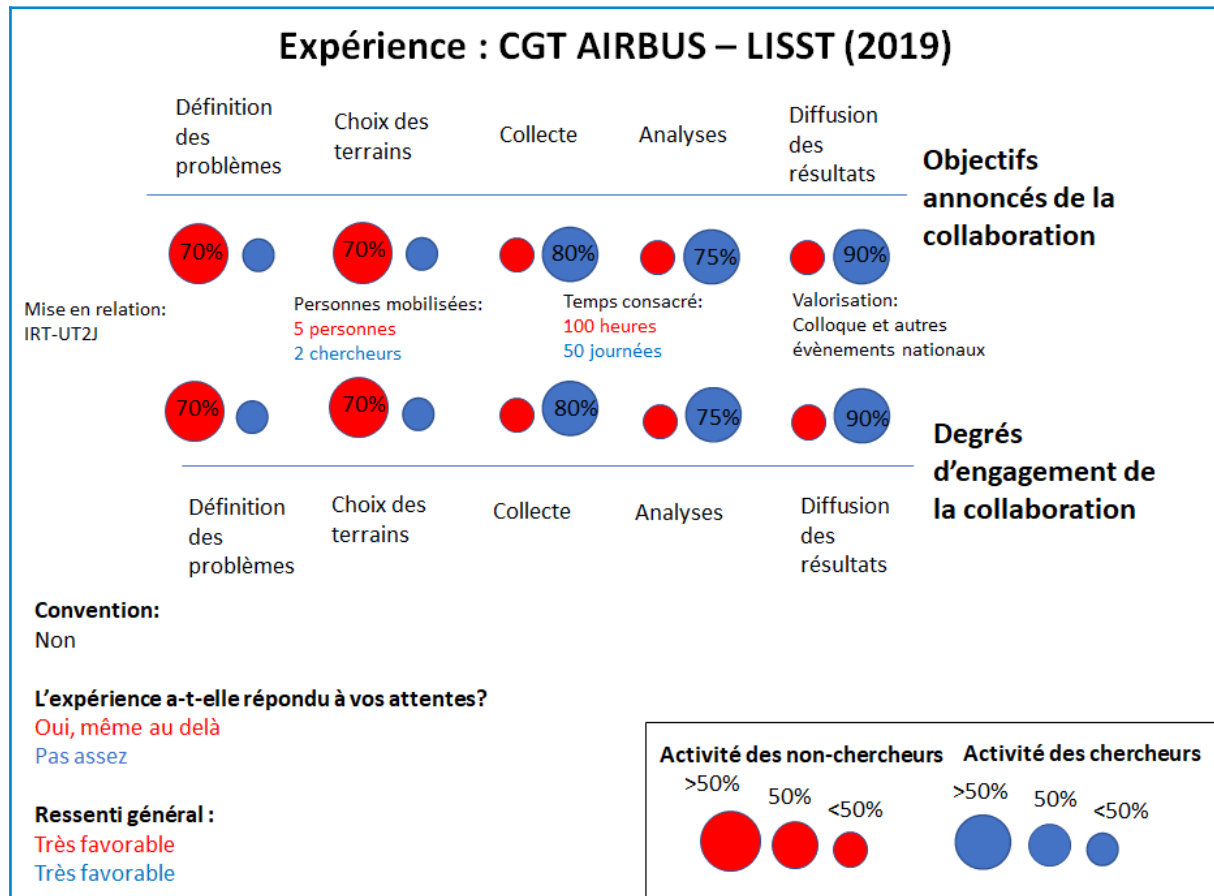
JMZ : Dans un premier temps les chercheurs via des supports spécifiques présentant les résultats. Mais dans un deuxième temps appropriation des travaux de recherche et de leurs résultats par la Syndex, puis surtout par les partenaires syndicaux via des publications internes qui en rendaient compte.

Diriez-vous que cette diffusion a été effectuée :

JMZ : Principalement par les partenaires

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

JMZ : 95 % de la part prise par les partenaires pour la diffusion interne pour le Syndex et tant interne à la centrale syndicale CGT (coordination aéronautique) qu'externe vers le grand public et les organismes avec lesquels sont en contacts les partenaires (comités d'entreprise, bureaux d'études).



RESSENTIS EXPERIENCE

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la diffusion des résultats ?

JMZ : Une première diffusion effectuée par le cabinet Syndex mais en interne et pour un usage qui leur soit propre sur la connaissance du secteur des aéro structures via des supports numériques (nécessité pour le cabinet d'avoir des bases de connaissances dans le cadre de leurs activités); une autre diffusion assurée par le syndicat CGT (Coordination aéronautique) vers l'ensemble des adhérents et salariés des entreprises concernées.

XP : Diverses contributions en séminaires ou colloques (chercheurs au départ, et nous ensuite avec des

partenaires).

A quelle échelle géographique (locale, régionale, nationale) ?

JMZ : Pour le Syndex, à l'échelle nationale (réseau national du cabinet d'études). Pour la CGT Coordination aéronautique, à l'échelle régionale (Occitanie).

Cette expérience a-t-elle répondu à vos attentes de départ ? Précisez

JMZ : En grande partie mais pas complètement : nous avons bien appréhendé les logiques relationnelles, interactionnelles propres à une filière d'activités spécifiques avec ses dimensions hiérarchiques et collaboratives entre divers acteurs (industriels, institutionnels, techno-scientifiques) ainsi que les stratégies adoptés par la firmes Airbus (gestion de la sous-traitance, externalisation, réinternalisation de travaux); pour autant, cette approche très sectorielle n'a pas trop enrichi nos acquis de connaissances préalables sur la question des transversalités et systèmes locaux de compétences.

XP : Oui et même au-delà. On a progressé sur cette loi. Des points soulevés sont d'ailleurs repris aujourd'hui dans le plan de relance de la filière. Les critères démontrés sont pour ainsi dire rentrés dans les mœurs.

On a touché quelque chose d'important dans l'industrie comme la surexploitation de la sous-traitance. C'est un peu le mal de l'industrie en France ; C'est le mal de l'industrie aujourd'hui...

On a pu le mettre en avant. On ne peut pas réagir au niveau de l'écosystème.

Qu'en avez-vous retiré ? Précisez

JMZ : Une bonne connaissance de l'évolution et de la structuration à plusieurs échelles du registre sectoriel des aérostructures et du rôle régulateur propre à Airbus même si entrent en ligne de compte d'autres enjeux (politiques publiques de soutien à l'innovation, rapports géopolitiques entre puissances)

Que pensez-vous que les partenaires en aient retiré ?

JMZ : Plutôt des certitudes sur certaines tendances des rapports industriels hiérarchisés dans le contexte de la sous-traitance aéronautique. Diverses logiques relationnelles et territoriales peu connues du fonctionnement du secteur des aérostructures ont pu être portées à la connaissance des partenaires : sur ce point, il semble que le Syndex ait intégré davantage des connaissances qu'il n'avait pas du secteur, alors que ces apports n'ont pas constitué (semble-t-il) des éléments de connaissances fondamentaux pour la coordination CGT qui semblait plus ou moins déjà au courant de beaucoup d'informations et de tendances révélées par le travail de recherche. Ce travail avec ses résultats a quand même permis d'affiner, de préciser, d'approfondir nombre de connaissances qui détenaient déjà la coordination aéronautique CGT sur le domaine des aérostructures, des recompositions et mutations (techniques, organisationnelles, territoriales) qui le caractérisent.

XP : Cela a visiblement profité au projet de loi en partant du devoir de vigilance. On retrouve ces travaux en parallèle de l'écosystème.

○ **Expérience n°3 : Cherchons pour voir**

Synthèse rédigée dans le cadre de la plateforme Ircot par Nathalie Chauvac

En 2012, Le laboratoire de recherche Cherchons pour voir a été créé à l'initiative d'une équipe du laboratoire de recherche d'informatique de Toulouse (IRIT) et de l'Institut des Jeunes Aveugles, fondation spécialisée dans l'accompagnement des enfants et des adultes déficients visuels. Il rassemble donc des professionnel-les (enseignants, formateurs, rééducateurs...), des chercheurs, des étudiants et des personnes déficientes visuelles elles-mêmes dans une volonté de co-construire des technologies d'assistance.

Ce récit se base sur deux témoignages, celui de Nadège Macé, chargée de projet Ressources numériques - responsable des projets Cherchons pour voir, du CESDV-Institut des Jeunes Aveugles, fondation reconnue d'utilité publique, et celui de Grégoire Denis responsable informatique et nouvelles technologies, à l'Institut des Jeunes Aveugles, après avoir fait une thèse à l'Institut de Recherche en Informatique de Toulouse sur l'utilisabilité¹⁴ des neuroprothèses visuelles, complétés par des informations fournies par les sites mentionnés par les enquêtés.es (<https://cherchonspourvoir.org/qui-sommes-nous/>).

Les chercheurs et professionnels de l'Institut travaillent ensemble sur :

- le développement de technologies numériques pour proposer de nouveaux outils d'apprentissage auprès d'élèves déficients visuels,
- l'édition annuelle d'un hackaton (Thackavoir) pour la réalisation de solutions techniques à la demande des professionnel-les de l'accompagnement, réalisées par des étudiant-es le plus souvent issus de formation en informatique ou en électronique,
- l'analyse des pratiques numériques professionnelles dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap sensoriel,
- la veille et le partage de solutions numériques.

Selon Grégoire Denis, l'idée des chercheurs était de confronter leurs idées au terrain, partant du constat que trop de projets de recherche se révèlent finalement inutilisables, alors que les professionnels de l'accompagnement ont une vraie connaissance de leur métier et de ce qui peut être utile. Cela leur permettait aussi de tester leurs projets, et les testeurs ont un rôle important. Pour eux, la recherche « de fond » est importante, mais il faut aussi « avancer dans le réel ». Cherchons pour voir est ainsi né de la collaboration entre l'IJA et l'IRIT : Christophe Jouffrais avait besoin de l'IJA pour tester ses travaux fin 2000, et ils ont voulu poursuivre la collaboration. C'est la seule du genre en France.

Nadège Macé ne « connaît pas bien l'origine de cette mise en relation pour la création du laboratoire ». « En ce qui me concerne, j'ai été recrutée sur ce poste car j'ai la double expérience du travail en laboratoire de recherche (CNRS) et dans le secteur médico-social dans le domaine des systèmes d'information. C'est ce qui m'a amenée à croiser à plusieurs reprises les différents collaborateurs de ce laboratoire au cours de ces dernières années ».

La collaboration a été encadrée par une convention de collaboration signée par l'Université Paul Sabatier et le CNRS d'une part, et par le conseil d'administration de la fondation (Institut des Jeunes Aveugles) d'autre part. Il y a eu des échanges financiers dans le cadre de la participation à des ANR et autres projets de recherche financés, une vingtaine de personnes au moins côté partenaires de recherche, ont été impliqués de manière ponctuelle, moins de 5 de manière régulière. Côté chercheurs, Nadège Macé estime que 5 à 10 personnes ont été impliquées de manière régulière (y compris les personnes contractuelles, étudiants, stagiaires, CDD).

D'autres personnes ou structures ont également été impliquées : « les projets développés par le laboratoire s'ouvrent progressivement à d'autres structures de recherche ou structures médico-sociales. L'intérêt porte sur le partage de ces nouveaux outils mais aussi sur les partages en matière de retour d'expérience », explique Nadège Macé.

Le temps passé

« Du côté de l'Institut, nous avons 2x 30% ETP¹⁵ », explique Nadège Macé. « La participation ponctuelle mais régulière des autres personnes de l'Institut doit bien monter au 40% complémentaire. Cela fait donc un plein ETP ». Selon elle, les personnes « du laboratoire de recherche, c'est bien au-delà ».

Grégoire Denis assure le rôle d'interface entre l'IRIT et l'IJA, il essaie d'avoir une vue globale de ce qui se fait pour faciliter les échanges. La difficulté, selon lui, est de faire collaborer deux mondes qui ne se connaissent pas forcément, mais ça se passe assez bien. Le principal problème est le manque de temps.

Définition des questionnements au cœur de la recherche

Le projet majeur, financé par l'ANR, a commencé début 2014 et était prévu jusqu'en 2019. Il s'agissait d'une carte tactile interactive en collaboration avec l'IRIT. Ils sont partis du constat que les non-voyants ne peuvent pas comprendre un schéma ou une carte, et qu'ils utilisent actuellement du papier en relief imprimé avec une technique spéciale. C'est laborieux car le schéma doit être associé à une légende en braille et du dessin, et va rester statique. Accessi'map travaille sur une façon d'utiliser les mêmes cartes thermogonflées, mais en les superposant avec un écran tactile qui va reconnaître les zones d'intérêt et être interactif. Cela évite les allers et retours avec la légende, et permet de mettre plus d'informations et de façon moins statique sur une seule carte. Le projet est bien avancé et fait intervenir l'IRIT, l'IJA, l'entreprise Makina Corpus pour le logiciel, des chercheurs de Paris Tech, ainsi que la startup d'impression 3D Feel Object. Les professionnels de l'IJA participent à la co conception des logiciels de Makina Corpus : demandes, correction des bugs etc.

Selon Nadège Macé, de l'IJA, les partenaires ont participé à la construction des questionnements de la recherche à hauteur de 10 à 20 %, par « une redéfinition des questions scientifiques par une connaissance du terrain et des pratiques professionnelles : redéfinition du cadre de questionnement et de l'applicabilité des hypothèses »

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

« Dans les classes de l'Institut, en salle informatique. Parfois en extérieur dans le cadre de la mobilité » cela s'est fait en partenariat, à 30-40% chercheurs / 60-70% pros, « le choix des sites de test étant effectué selon la pratique professionnelle concernée : salle de classe pour les enseignants, extérieur pour les instructeurs de

15 Jean-Jacques Flores et Céline Jaspard, « 4. Le « voir-ensemble »... : présentation du dvd d'accompagnement », Enfance parentale, 5 juin 2016, 91-98

locomotion etc... », estime Nadège Macé.

Par exemple, le projet de carte tactile interactive a pu être expérimenté dans le cadre du festival de rue de Ramonville, sous la forme d'un plan fonctionnant sur ce principe. Il s'agissait d'une prestation financée par la mairie. Le Quai des savoirs est également intéressé par un prototype. Le but est que ce projet se poursuive et ait une vie industrielle.

Collecte des informations ou des données

La collecte des informations a été partagée à 30-40% chercheurs / 60-70% pros.

« Lorsque les tests sont réalisés auprès d'enfants, la présence des enseignants ou professionnels de l'accompagnement est indispensable. Auprès d'adultes, il faut aussi des professionnels à proximité pour intervenir sur les paramètres d'accessibilité des outils numériques. Les questions scientifiques concernant souvent l'impact sur les pratiques professionnelles, [la] présence [des professionnel·les] est souvent requise. La période sanitaire que nous traversons rend plus difficile l'intervention de personnes extérieures à l'Institut (chercheurs ou étudiants) », explique Nadège Macé.

Des projets se développent à l'université Paul Sabatier où IRIT, IJA et élèves concrétisent des projets pour aider les élèves aveugles au quotidien. Le matériel et la fabrication doivent rester simples et peu coûteux, et les outils rapidement accessibles », dans le cadre du concours Thacka'voir.

Analyse

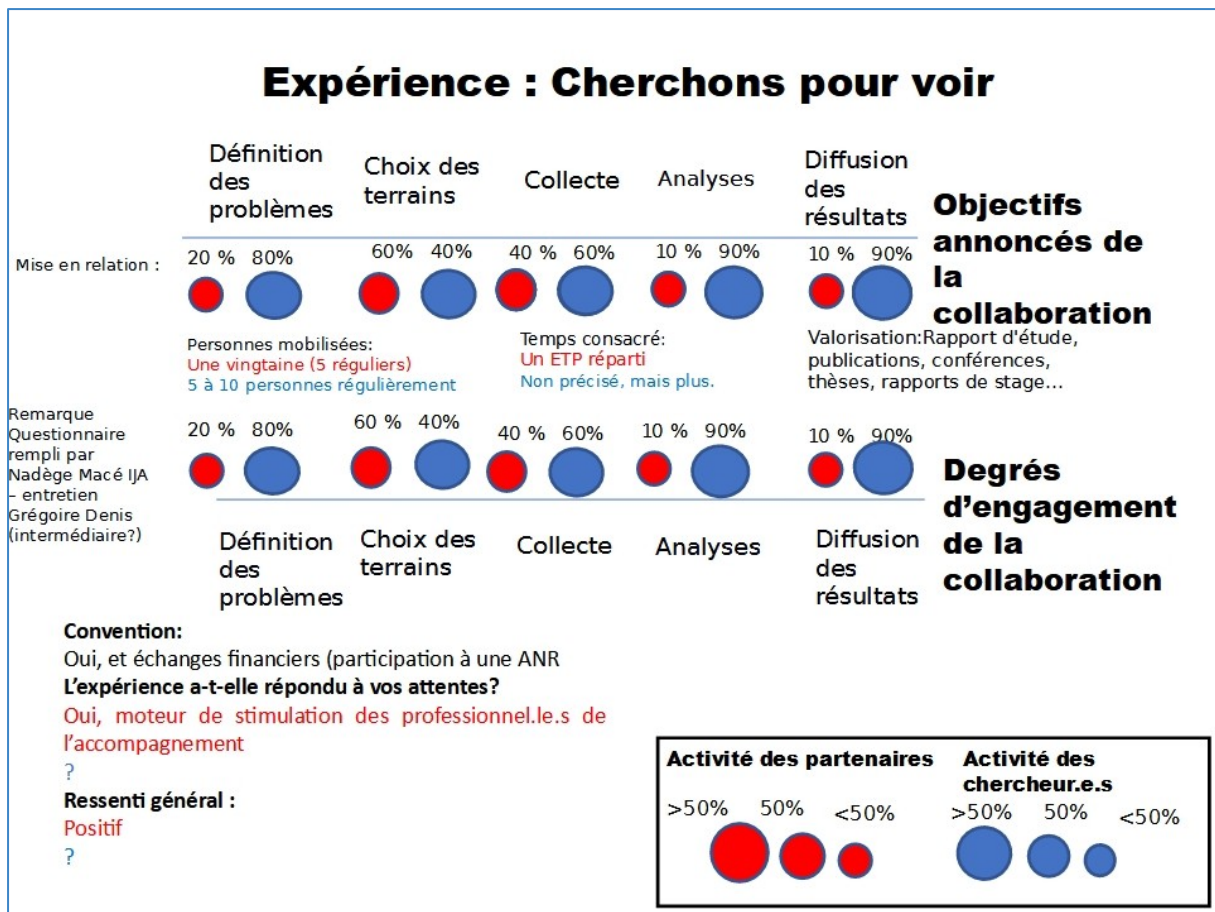
Les analyses ont été faites à 90 % par les chercheurs. *« L'analyse principalement par les chercheurs, avec travail en réunion pour partager et discuter des analyses ou des résultats »*.

La production et la diffusion des résultats

Il y a eu des *« rapports d'étude, publications, conférences, thèses, rapports de stage...produits à 95% chercheurs , 5% pros pour les écrits. 80/20 pour les conférences, et ont été signés par les deux parties »*.

Selon Nadège Macé, la diffusion a été assurée à 90 % par les chercheurs, 10 % par les partenaires, sur les portails académiques pour les premiers, sur les supports de communication de l'Institut et pour les conférences dans les secteurs professionnels, sur les deux sites pour les conférences grand public. Elle a été locale, nationale, internationale (pour les publications scientifiques).

Les scientifiques souhaitent diffuser leurs résultats plus largement, comme l'indiquait Grégoire Denis à la Dépêche du Midi en 2017 : *«Nous aimerions faire une grande campagne de communication l'an prochain, afin de toucher sponsors et industriels sur toute la France »*.



Ressentis

Nadège Macé estime que l'expérience de collaboration a répondu aux attentes de départ au sens où elle a constitué «un moteur de stimulation auprès des professionnels de l'accompagnement, invités à se questions sur leurs pratiques ».

Elle pense que les chercheurs en ont retiré « une valorisation de leurs sujets de recherche ».

○ Expérience n°4 : CLUE Cycle-based Laboratory for urban Evolution

Entretiens menés auprès de **Gilles Tredan** (Chercheur au LAAS, gilles.tredan@laas.fr) et d'**Alice Pavillet** (Maison du vélo, alice.pavillet@free.fr)

Responsable du projet

Gilles Trédan (chargé de recherche LAAS, gilles.tredan@laas.fr)

Présentation

L'objectif du projet est d'équiper une partie des vélos évoluant dans Toulouse d'un ensemble de capteurs afin d'étudier les déplacements des usagers, mais aussi de profiter du réseau de capteurs mobiles ainsi déployé pour collecter des informations sur l'environnement urbain.

La Maison du Vélo, partenaire du projet, est une association qui propose notamment la location de vélos à la semaine, au mois ou à l'année (chaque dispositif est constitué d'un ensemble de capteurs, d'une petite réserve d'énergie alimentée par la dynamo des vélos, d'une solution de stockage, et d'une interface réseau permettant la collecte des données).

La collecte des données s'effectue principalement à l'aide d'un réseau Lora déployé dans la ville. La portée espérée est de l'ordre du km, et des stations de collecte sont déployées chez les partenaires et soutiens du projet (voir appel à contribution). Les données seront de plus stockées localement sur chaque plateforme et récupérées en fin de location.

Aujourd'hui d'autres applications à partir des capteurs. Forme de valorisation.

EXPERIENCE DE COLLABORATION :

Comment décririez-vous en quelques mots cette expérience de collaboration ?

GT : Il travaille sur plusieurs projets collaboratifs. Au départ, il a travaillé sur une enquête qui consistait à poser des capteurs sur des gens pour analyser les réseaux sociaux. Ensuite, il a travaillé avec des éthologues à l'occasion de la Novela, pour de la vulgarisation, sur la thématique de la mobilité des gens dans les espaces sociaux. C'est par ces collaborations qu'il a rencontré Alice Pavillet de la Maison du Vélo, une association comportant sept employés permanents.

La Maison du vélo cherchait des statistiques sur l'expérience des cyclistes à Toulouse. L'équipe de Gilles Trédan faisait alors plutôt de l'informatique théorique, mais cela les a intéressés. Lui ne veut pas faire de la recherche en entreprise, par choix, cela l'intéressait donc de travailler avec une association. Ils sont partis dans l'idée qu'il serait intéressant d'avoir leurs propres données sur la mobilité réseau car ils travaillaient sur les données du privé. Or, dans ces données numériques qui passent par les GAFAs, il n'y en a pas beaucoup qui sont accessibles et qui ont une qualité scientifique.

Le projet était donc de mettre en place une plateforme de données, et de rendre collectifs les moyens de mesure, sans multiplier l'exposition de la vie privée, ce qui est le risque avec les données du privé.

Quels étaient les partenaires concernés ?

GT : Au départ expérimentation entre Gilles Trédan et la Maison du Vélo, et après d'autres partenaires de recherche dans le même laboratoire et avec d'autres sur des questions proches. Aujourd'hui intégration à NeoCampus (A fouiller).

LAAS, 7 avenue du Colonel Roche, BP 54200, 31031 Toulouse Cedex 4

Maison du vélo, 12 boulevard Bonrepos, 31000 Toulouse

Laboratoire d'Aérodynamique, 14 Avenue Edouard Belin, 31400 Toulouse

TSE - Manufacture des Tabacs, 21 Allée de Brienne 31015 Toulouse Cedex

AP : La Maison du vélo. Alice s'occupe de l'animation culturelle de l'association autour de thématiques qui touchent de près ou de loin le vélo. Après un DUT métiers du livre obtenu en 2000, elle s'est impliquée dans l'association (salariée) puis a repris ses études par un Master en 2019 sur la Nouvelle économie à l'UT2J. Elle souhaite s'engager dans un doctorat via une bourse CIFRE. Elle est toujours dans l'association mais n'a plus les mêmes fonctions.

Comment avez-vous été mis en relation (relations personnelles, organismes, annuaires, base de données, internet, autres...)?

GT : Lors de la Novela

AP : Elle a pris connaissance des travaux de Gilles Trédan (LAAS) lors d'une présentation à la Novela. Elle a tout de suite pensé à faire un lien entre les adhérents de l'association et les chercheurs. Puis quelques mois plus tard, elle a pris contact avec G.Trédan qui a donné son accord et a mobilisé une équipe technique pour engager une recherche-action. L'idée était donc de s'appuyer sur la flotte des vélos de la Maison du vélo pour installer des capteurs. Cela s'est fait sur un principe d'échange de bons procédés.

En quelle année cette expérience a-t-elle commencé ?

GT : En 2016 pour l'opération autour des vélos de la Maison du Vélo. En cours mais sans forme contractuelle au départ. Intègre aujourd'hui des réflexions et dispositifs élargis via Neo Campus et des travaux connexes sur les capteurs et les analyses de données sensibles. A compléter par des entretiens NeoCampus et collègue de Gilles Trédan.

En quelle année a-t-elle pris fin ?

GT : En cours

AP : En cours

Cette expérience collaborative a-t-elle fait l'objet d'une convention ou d'un contrat ?

GT : Non.

AP : Nous n'avons pas non plus fait de convention pour que cela reste simple. Il n'a jamais été question de financement, il y a juste eu la mise à disposition des vélos. Pas de temporalités contraintes, c'est Gilles qui donnait le rythme.

Combien de personnes sont ou ont été impliquées dans la démarche du côté des chercheurs ?

GT : A confirmer. Une petite équipe au LAAS et quelques chercheurs associés par la suite. Aujourd'hui dans un autre format (à confirmer par GT).

Et du côté des partenaires ?

AP : Toute l'équipe de l'association a partagé (pôle culture, pôle mécanique, pôle conseil en entreprise...)

Avez-vous à cette occasion collaboré avec d'autres laboratoires ?

GT : Oui, mais après la phase de mise en place.

Laboratoire d'Aerologie, 14 Avenue Edouard Belin, 31400 Toulouse
TSE - Manufacture des Tabacs, 21 Allée de Brienne 31015 Toulouse Cedex

Les connaissiez-vous précédemment ?

GT : Pour partie, à travers des recherches sur les capteurs et le traitement des données et leur diffusion. Mais pas la Maison du Vélo.

AP : Pas du tout. Cela s'est réalisé lors de la Novela.

LA DEMARCHE

Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les chercheurs ?

GT : ?

AP : ?

Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les partenaires ?

GT : ?

AP : Le temps de la maintenance...

Définition des questionnements au cœur de la recherche (nous entendons ici par « questionnements », la définition de la problématique générale et spécifique de la collaboration)

Diriez-vous que cette définition des problèmes a été effectuée :

GT : Par les chercheurs, les partenaires ont mis à disposition les vélos.

AP : L'expérience s'est réalisée de façon très indépendante, Gilles ne donnait pas de nouvelles pendant très longtemps, puis revenait donner quelques informations. Il revenait avec des tests et les techniciens de l'association se prêtaient au jeu. Il y avait un aller/retour et des partages d'expériences intéressants.

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

GT : 100% chercheurs

AP : 100% chercheurs

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, ont été définies les questions à traiter ?

GT : Ils travaillent avec des archéologues qui ont besoin de données spatiales très précises, mais se fichent des données sociales de la même personne, comme le mode de vie, etc. Ils cherchent donc à mettre en place un système qui permettrait le partage de données sans porter atteinte à la vie privée. Pour cela, ils s'intéressent au principe du « need to know » : toutes les études n'ont pas besoin de toutes les informations, et en limitant le type de données auxquelles elles ont accès, on protège la vie privée des personnes derrière les données. Le souci c'est que dans le cadre d'une recherche scientifique, les données utiles ne sont pas toujours très bien définies à la base. Ils veulent créer une sorte d'open data tout en évitant que quelqu'un ait accès à toutes les données.

Ça, c'était le projet de base. Il a été financé sur les restes d'un projet avec la TSE qui représentait 10 000 euros. Aujourd'hui ils en sont à 30 000 + une thèse, puisque ce premier financement a servi d'argument pour en débloquent d'autres. Pour les vélos, ils ont obtenu 20 000 euros du LAAS. Ils ont les boîtiers, et ont sous-traité la fabrication des cartes. Il faudra les redéployer à la Maison du Vélo car les premiers ne marchent pas bien.

Ils font pas mal de communication avec la maison du vélo, et sont souvent en contact à certains moments. Ils l'étaient beaucoup au début, et un peu moins maintenant le temps de travailler sur la méthodologie.

AP : C'est Gilles Trédan qui a défini les questions scientifiques. Nous avons juste mis à disposition les vélos à la location. Il y avait un intérêt autour des locations au mois. Traçabilité de meilleure qualité.

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Pouvez-vous préciser où sont situés les terrains d'enquête ?

GT : agglomération toulousaine

AP : Dans le rayon de location des vélos, Toulouse au sens large.

Diriez-vous que le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation a été effectué :

Dans ce dernier cas pourriez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

GT : Ce sont les usagers qui font la donnée.

AP : Les usagers, et leur parcours individuel.

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectué le choix du ou des terrains ?

GT : Par défaut, ce sont les usagers.

Collecte des informations ou des données

Diriez-vous que cette collecte a été effectuée :

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

GT : 100% chercheurs

AP : 100% chercheurs (mais aide des mécaniciens pour l'entretien et la maintenance)

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la collecte des informations ou des données ?

GT : via les capteurs situés sur les vélos. Avec l'accord des utilisateurs.

AP : L'opération continue de façon plus floue aujourd'hui, le LAAS a toujours des vélos à disposition.

Analyses

Diriez-vous que cette analyse a été effectuée :

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

GT : 100% chercheurs

AP : 100% chercheurs

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée l'analyse ?

GT : Une fois les données collectées sur un serveur, celles-ci sont traitées avant d'être diffusées aux équipes de recherche et partenaires intéressés. En effet, l'accès libre aux données brutes est problématique puisque celles-ci exposent de façon indirecte de nombreux aspects de la vie privée des utilisateurs. Suite à cela, un autre intérêt est venu, autour de la pollution. Vu le temps et les moyens nécessaires à l'installation des capteurs, ils trouvaient dommage de ne prélever qu'un type de données avec, et ont donc décidé d'élargir. C'est aujourd'hui un des piliers du projet, et ils ont un doctorant en biologie qui travaille dessus. Il y a également sur ces capteurs un accéléromètre qui repère les efforts du cycliste et comment il choisit son chemin, et un système qui mesure la qualité des sols par le recours aux freinages d'urgence. Toutefois, la Maison du Vélo ne peut pas trop mettre ces données en avant car elle se bat contre l'idée que le vélo est dangereux. Ils recherchent plutôt des données quantitatives à présenter à leur financeur principal, la ville, et comprendre leur segment de marché, les trajets les plus employés, etc.

PRODUCTION ET VALORISATION

Y-a-t-il eu des productions associées à cette recherche collaborative ? Si oui, de quelle nature ? Aide à la décision (rapport d'étude, restitution publique...) De forme académique (mémoire, thèse...)

GT : Publications scientifiques et restitutions publiques réseau adhérents et conférence plus large.

AP : Des publications pour les chercheurs (thèse pour un doctorant du LAAS et compléments à voir avec Gilles Tredan), mais pour la Maison du vélo, c'est essentiellement une animation pour les usagers et adhérents. Les résultats étaient transmis dans la newsletter interne.

La valorisation s'est réalisée auprès des adhérents qui étaient déjà curieux. Ils étaient favorables et volontaires. Mêmes d'autres usagers voulaient mettre des capteurs sur leurs vélos.

Ces productions ont-elles été réalisées :

Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

GT : 100 % chercheurs

AP : 100 % chercheurs

Qui a signé la contribution ?

GT : Les chercheurs

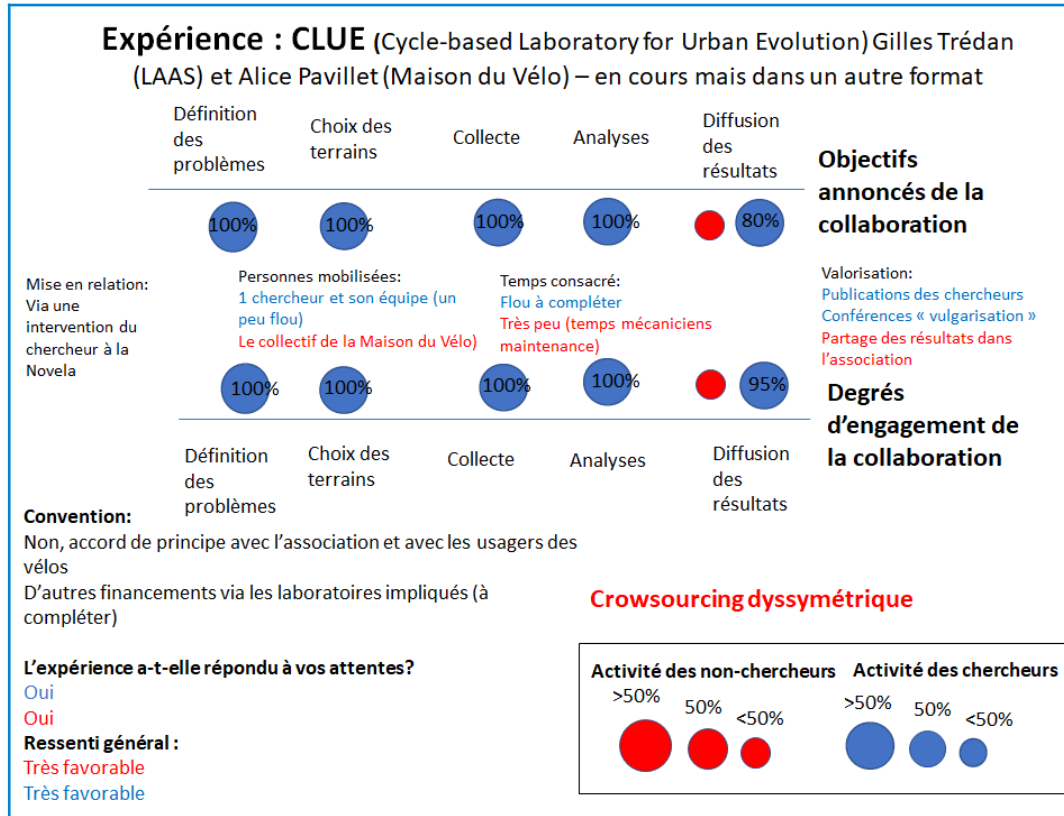
AP : Les chercheurs

Diriez-vous que cette diffusion a été effectuée :

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

GT : 100 % chercheurs

AP : 100 % chercheurs



RESSENTIS EXPERIENCE

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la diffusion des résultats ?

GT : Les chercheurs

AP : Gilles Trédan vers les adhérents. On a juste accompagné la diffusion en interne.

A quelle échelle géographique (locale, régionale, nationale) ?

AP : Gilles Trédan a présenté l'expérience CLUE lors de la semaine européenne de la mobilité.

Cette expérience a-t-elle répondu à vos attentes de départ ? Précisez

GT : Oui

AP : Oui et mieux encore. Cela nous a rapprochés dans l'équipe de la Maison du Vélo (projet rassembleur), c'était super. Très bonne expérience sur tous les points.

Qu'en avez-vous retiré ? Précisez

GT : Il trouve que ce n'est pas évident de travailler avec plusieurs disciplines différentes, parce que les compétences ne sont pas remplaçables ou interchangeable. Par exemple, là où il peut reprendre les travaux de son collègue informaticien s'il est absent, il ne peut pas faire pareil avec un biologiste.

Ils voulaient aussi faire un projet avec des sociologues de l'UT2J sur des gens utilisant normalement la voiture qui accepteraient de n'utiliser que le vélo pendant un mois. Ils ont également pas mal discuté avec des projets semblables à Toulouse, par exemple un ancien professeur de l'ENSEEIH à la retraite qui s'inscrit en opposition à un projet de seconde rocade à Toulouse et a fabriqué lui-même de petits capteurs.

AP : Gilles Trédan a présenté l'expérience CLUE lors de la semaine européenne de la mobilité. Nous avons été étonnés par l'intérêt des adhérents et des usagers dont un certain nombre d'ingénieurs d'Airbus qui trouvaient le côté expérience technique et pratique séduisante. Nous avons été dépassés par le succès, il y a eu un véritable lien entre les acteurs qu'ils soient techniciens ou usagers. Pour l'association, nous sommes davantage dans le faire et le partage dans le bilan d'activité. Aujourd'hui ce serait autrement, cela a développé notre curiosité et l'envie d'y passer davantage de temps.

Nous avons surtout été désinhibés et on s'est senti légitime pour aller chercher des financements pour d'autres expériences à venir si jamais. On a pu se connaître et discuter de potentielles autres expériences notamment à travers des rencontres lors d'une manifestation CinéVélos (pas aboutie), ou encore avec le FabLab mais on manque de ressources pour tout développer... Nous sommes également dans une approche « opensource ».

○

○ **Expérience n°5 : CREFAD Villefranche de Rouergue**

Recherche collaborative ayant associé Michel Grossetti et le CREFAD

Entretiens menés : Questionnaire rempli par Michel Grossetti (LISST) et entretien avec Marie-Anne Lenain (ex : Animatrice-formatrice CREFAD Auvergne)

CREFAD : Centre de Recherche d'Etude de Formation à l'Animation et au Développement : « Ce qui met du lien entre toutes nos actions ? L'éducation populaire, c'est-à-dire, selon nous, la construction de cadres pour donner la possibilité pour chacun de grandir et de s'émanciper en s'appuyant sur ses capacités propres ».

Le parcours de Madame Lenain : Ingénieur agro puis thèse en Géographie sociale sur la question des espaces ruraux à Clermont Ferrand. Elle a pris la direction de la formation au CREFAD, mais aujourd'hui est en reconversion. Elle s'occupait également d'animer le réseau des CREFAD pour alimenter notamment les formations avec pour objet de former à l'action vers les publics et la collaboration.

EXPERIENCE DE COLLABORATION :

Comment décririez-vous en quelques mots cette expérience de collaboration ?

MG : participation à un séminaire du CREFAD Auvergne à Villefranche de Rouergue avec interaction autour du texte "CAME"

AML : Dans le cadre des rencontres annuelles des CREFAD qui se tenaient à Villefranche de Rouergue. L'objectif des rencontres est de revenir sur nos pratiques et de partager nos lectures sur les questions qui nous animent.

Quels étaient les partenaires concernés ?

MG : CREFAD Auvergne

AML : Le réseau des CREFAD (France)

Comment avez-vous été mis en relation (relations personnelles, organismes, annuaires, base de données, internet, autres...)?

MG : par une publication sur la « CAME »

AML : Sur la CAME, elle a lu l'article de Michel Grossetti et d'Olivier Bouba-Olga à partir de son référencement dans une revue CapRural (revue mensuelle). Elle a trouvé l'article riche et en résonance avec les questions du CREFAS sur la ruralité. Elle et ses partenaires étaient intéressés pour creuser la question plus précisément. Elle a donc invité Michel Grossetti pour une intervention qui rentrait dans les thématiques des rencontres annuelles. L'idée est que lorsqu'un de nous trouve un article intéressant, il essaie de contacter l'auteur et l'invite à la discussion. L'article est devenu un objet de travail pour préparer la séance plénière de notre rassemblement et faire le lien avec nos connaissances et pratiques.

En quelle année cette expérience a-t-elle commencé ?

MG : 2018

En quelle année a-t-elle pris fin ? (Si elle se poursuit, notez le ici en indiquant "en cours")

MG : 2018

Cette expérience collaborative a-t-elle fait l'objet d'une convention ou d'un contrat ?

MG : Non

AML : Non, juste note de frais (A/R)

Combien de personnes sont ou ont été impliquées dans la démarche du côté des chercheurs ?

MG : 1

Et du côté des partenaires ?

MG : 5 environ (Marie-Anne Lenain et organisateur de l'évènement)

AML : Le groupe d'organisation des rencontres (5 environ et quelques partenaires)

Avez-vous à cette occasion collaboré avec d'autres laboratoires ?

MG : Non

AML : Non, pas particulièrement, mais on travaille déjà avec des laboratoires de façon régulière (notamment à Clermont et à Saint Etienne, certains d'entre-nous y travaillent).

Les connaissiez-vous précédemment ?

MG : Non

AML : Non, c'est la lecture de l'article qui nous a permis de connaître les travaux.

LA DEMARCHE

Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les chercheurs ?

MG : 1 journée

Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les partenaires ?

MG : 1 journée

Définition des questionnements au cœur de la recherche (nous entendons ici par « questionnements », la définition de la problématique générale et spécifique de la collaboration)

Diriez-vous que cette définition des problèmes a été effectuée :

MG : Principalement par les partenaires

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

MG : 80%

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, ont été définies les questions à traiter ?

MG : Sollicitation sur la base du texte CAME, demande de ma part pour préparer la rencontre par des lectures préalables.

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Pouvez-vous préciser où sont situés les terrains d'enquête ?

MG : Villefranche de Rouergue (séminaire)

Diriez-vous que le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation a été effectué :

MG : Principalement par les partenaires

Dans ce dernier cas pourriez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

MG : 100

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectué le choix du ou des terrains ?

MG : J'ai participé à une rencontre qu'ils organisaient

AML : Séminaire thématique

PRODUCTION ET VALORISATION

Y-a-t-il eu des productions associées à cette recherche collaborative ? Si oui, de quelle nature ? Aide à la décision (rapport d'étude, restitution publique...) De forme académique (mémoire, thèse, ressource pédagogique, publication scientifique...)

MG : rien

AML : Un premier article est sorti dans Transrural initiatives (<http://www.transrural-initiatives.org/>). Elle a d'ailleurs participé à un cahier spécial sur les Tiers-lieux en milieu rural. Un FONGEP recherche a été renforcé par cette rencontre. L'idée est de vraiment développer les interactions avec la recherche. Des collègues mobilisent également les résultats des échanges pour accompagner des territoires (ex d'une intercommunalité proche du Puy). Le collectif travaille sur la rédaction d'un article qui s'inspire des éléments partagés par M.G et d'autres travaux sur la thématique. Mais il n'est pas encore assez abouti pour être publié. Il est en cours.

Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

AML : 100%

Qui a signé la contribution ?

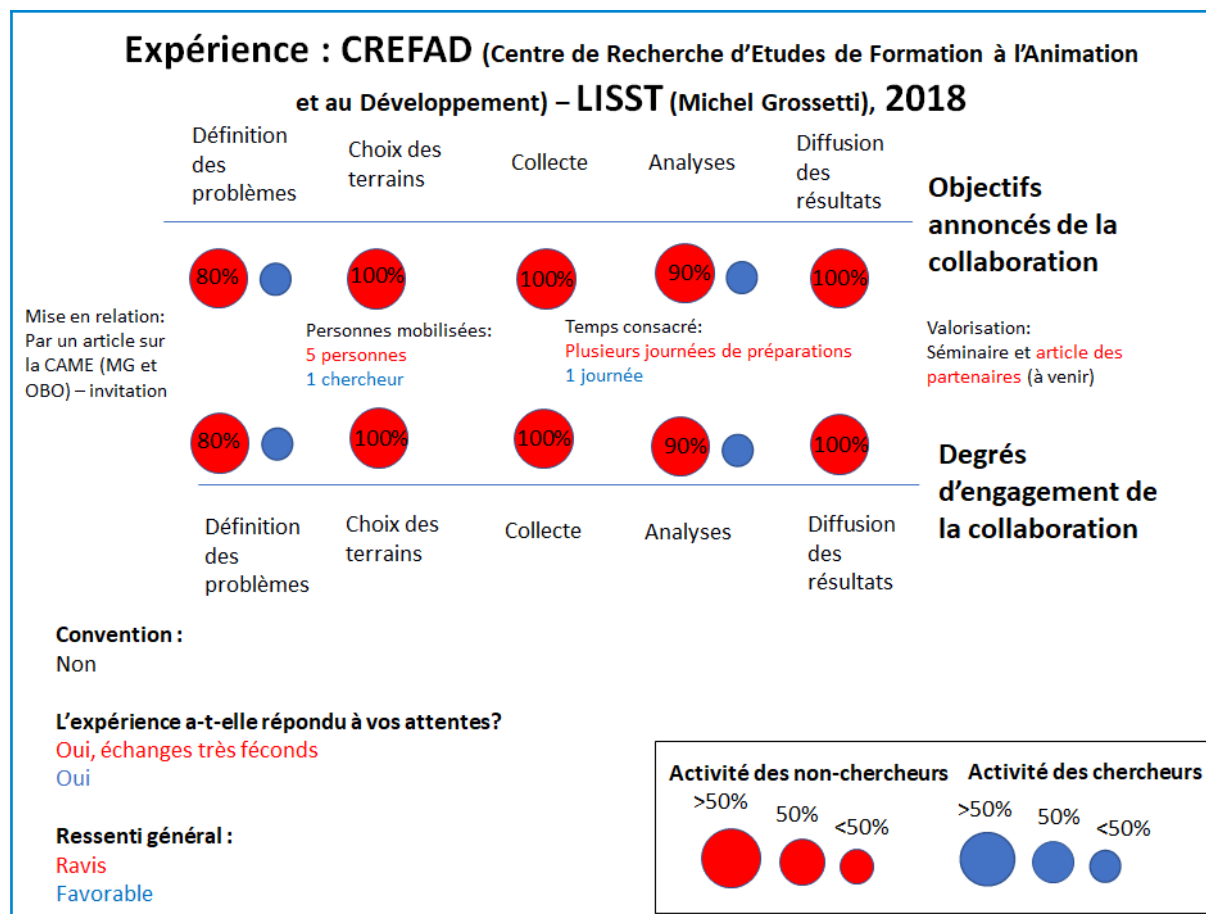
AML : Le groupe de travail

Diriez-vous que cette diffusion a été effectuée :

AML : A venir dans le réseau et au-delà via une publication dans une revue spécialisée

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

AML : 100%



RESSENTIS EXPERIENCE

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la diffusion des résultats ?

A quelle échelle géographique (locale, régionale, nationale) ?

AML : National via les rencontres et les comptes-rendus.

Cette expérience a-t-elle répondu à vos attentes de départ ? Précisez

AML : Oui, des échanges très féconds qui alimentent nos idées sur le contenu de l'article.

Qu'en avez-vous retiré ? Précisez

AML : On a échangé sur nos travaux et l'échange a été très fluide et riche. On était ravis.

○ Expérience n°6 : Gardenia

Ce récit est basé sur deux questionnaires remplis par Liliane Sochacki et Ana Carbonnel, chercheuses impliquées et quatre entretiens avec les partenaires de recherche, Michel Dunand, Jean-Pierre Hegoburu, Lisa Bergeron, Marine Thomasson. Synthèse rédigée par Nathalie Chauvac

Les personnes impliquées

Anna Carbonnel était ATER au moment du projet, membre du LISST

Liliane Sochacki est maîtresse de conférences à l'IUT Paul Sabatier, membre du laboratoire CERTOP Axe Ternov,

membre du Codev et du collectif Terres Fertiles

Michel Dunand est membre de l'association APCVEB, association d'environnement et du cadre de vie de Balma (<http://apcveb.free.fr/v5/spip.php?article394>). Il a participé au projet et a été cité par les chercheuses ayant répondu au questionnaire (Liliane Sochacki et Anna Carbonnel) comme un partenaire essentiel. Né en 1953, il a un BTS en physique et a toujours chez Safran, dans les câbles. « *A la fin de ma carrière, j'étais un expert Safran sur le monde de l'électromagnétisme. J'ai toujours travaillé dans des labos de R&D. En fin de carrière, j'ai encadré des Cifre sur des sujets variés. On les a tous embauchés ensuite !* », raconte-t-il pour expliquer son intérêt pour la recherche. Il vit à Balma.

Lisa Bergeron est la fondatrice et directrice de l'association Le temps d'Agir. L'association compte 3 à 5 personnes morales à l'année, et 15 à 30 adhérent·es individuel·es, ou stagiaires en formation professionnelle. Lisa Bergeron a 40 ans, 4 enfants, un BTS force de vente et production touristique. Cela fait 15 ans qu'elle travaille sur le développement éthique en milieu rural dans l'idée d'accompagner le changement sur les territoires en regroupant toutes les personnes concernées. Elle est en train de passer un master de gestion territoriale en VAE.

Marine Thomasson est animatrice régionale de l'association Terre de Liens, qui a pour objectif de « *préserver les terres agricoles, faciliter l'accès des paysans à la terre et développer l'agriculture biologique et paysanne* », compte aujourd'hui 90 salarié·es, 1100 bénévoles.

Marine Thomasson a été embauchée par Terre de Liens en 2016 dans le cadre d'un service civique, après un master aménagement du territoire à l'UT2J, une licence en droit et un M1 en sciences politiques à Montpellier, et un passage par le CODEV.

Expérience de collaboration

« *Gardenia était une recherche action participative qui s'est inscrite dans les activités du collectif Terres Fertiles, dans des actions ponctuelles, mais a aussi permis de mener une recherche et d'amener une méthodologie sur la façon dont on pouvait améliorer le champ de connaissances, dans la façon dont on pouvait travailler avec les élus. L'objectif était de permettre au collectif de faire entrer des élus dans des initiatives locales au sein de Terres Fertiles* », explique Lisa Bergeron.

Anna Carbonnel parle d'une « *équipe de Recherche-Action Participative avec des chercheurs en sciences humaines et sciences de la communication, un collectif citoyen pour la transition écologique de leur territoire et une association d'éducation populaire, dans le but d'enrôler tous les acteurs (y compris des élus) dans un processus de transition écologique (et sociale) sur le territoire bien défini de Toulouse Métropole* ».

Jean-Pierre Hégo buru raconte que cette question des Terres fertiles en périphérie des villes avait déjà été travaillée dans le cadre du CODEV, mais que ce dernier « *a surtout un pouvoir de persuasion et voyant que les questions n'avançaient pas surtout avec cette municipalité, il a voulu avancer par ailleurs* ». Il a mobilisé des relations amicales avec des chercheurs autour de la question, et notamment Liliane Sochacki qu'il connaissait par d'autres occasions, mais sans se rappeler lesquelles. Liliane Sochacki se rappelle que « *la rencontre s'est faite par relations personnelles à l'issue d'un précédent travail de recherche* ». Elle a fait le lien notamment avec Hélène Guetat, chercheuse au LISST, et c'est ainsi qu'Anna Carbonnel a entendu parler du projet, et s'y est associée. C'est Hélène Guetat qui a contacté Lisa Bergeron, avec laquelle elle travaillait déjà, pour « *l'accompagnement du collectif avec des méthodes qui sont dites d'éducation populaire qu'elle considère plutôt comme des méthodes d'éducation non formelles* ». L'association de Terres Fertiles, la société civile et un groupe de chercheurs interdisciplinaires avait pour vocation, à travers la préservation de certains espaces sur le bassin versant de l'Hers, un territoire géographique donné, d'infléchir les politiques publiques, d'éclairer les politiques, de mettre en œuvre un peu de démocratie participative en s'appuyant sur les savoirs et connaissances des uns et des autres. Mon rôle" explique Lisa Bergeron, « *c'était d'accompagner l'outillage numérique collaboratif et de définir des modalités d'action qui permettent de structurer la démarche collective et d'aiguiller la mise en place d'actions collectives pour croiser les connaissances et les savoirs* ». Marine Thomasson a rejoint le collectif quand elle a été embauchée en service civique par l'association Terre de Liens, elle était chargée de l'animation et l'organisation des réunions.

Convention de financement

Le projet a fait l'objet d'un financement par le labex SMS qui a permis une convention entre l'association d'éducation populaire « le temps d'agir » dont fait partie Lisa Bergeron et le LISST – équipe Dynamiques Rurales. Le budget était trop restreint du point de vue de Lisa Bergeron qui évoque 2000 euros sur 3 ans là où il aurait fallu 8000 euros par an. Il était prévu de chercher collectivement des financements complémentaires. Michel Dunand se rappelle que Terre de Liens avait aussi un financement, de la Fondation de France pense

Marine Thomasson.

Nombre de personnes impliquées

Selon Liliane Sochacki ,il y a eu 5 chercheur-ses (Hélène Guetat, Alexis Annes, Anna Carbonnel, Elsa Pibou, Michael Pouzenc) 4 partenaires (Lisa Bergeron, Michel Dunand, Jean-Pierre Hegoburu, Marine Thomasson) ainsi qu'une collaboration avec le laboratoire Dynamiques Rurales du LISST. Pour Jean-Pierre Hegoburu, c'était plutôt une quinzaine de personnes si l'on compte aussi des adhérents d'autres associations et des étudiant.es. Pour Michel Dunand, il y avait côté collectif (partenaires) 35 à 40 personnes dont 15 très actives, et 3 très impliquées dans le pilotage au début, et uniquement lui à la fin. « *Côté chercheurs 8 au départ, 3 à la fin qui n'étaient pas forcément les mêmes, certain.es impliqué.es ponctuellement, qui auraient pu amener une idée ou une action, mais venaient plutôt en touristes. Mais c'est le problème de la recherche. Si le temps passé avec [un projet comme] Gardénia n'est pas dans le rail de sa propre production de recherche, ça ne peut pas fonctionner. Parce que les contraintes sont trop importantes. On a bougé un peu les limites de Gardénia en fonction des chercheurs qui étaient impliqués dans le projet [pour s'adapter à ça] », analyse-t-il. Lisa Bergeron ajoute au collectif des chercheurs Michaël Pouzenc, «jamais vu parce qu'il a un poste de direction », Alex Annesse sur les problématiques de genre. Elle se rappelle qu'Hélène Guetat est partie très vite en Inde, ce qui « a fragilisé et remodelé le collectif », et fait que "Liliane a récupéré au vol le portage du projet ». Côté Terre de Liens, Marine Thomasson avait pris le relais d'un collègue ayant monté le projet, Fabrice Ruffier, et mentionne un bénévole impliqué dans celui-ci.*

Le temps passé

Pour Liliane Sochacki on peut estimer le temps passé à 30 jours côté chercheuses, 50 pour les partenaires. Jena Pierre Hegoburu estime avoir consacré au moins 2 mois en ETP chaque année sur 3 ans au projet, « *d'où une certaine lassitude* », qu'il attribue aussi à l'âge. Il lui semble que les autres ont consacré moins de temps sans pouvoir dire combien. Michel Dunand parle d'un quart de temps soit un à deux jours par semaine pendant 4 ans. Il lui semble qu'il y avait « *au total une quinzaine de personnes actives dans les collectifs Terres Fertiles et Gardénia, au départ, hors chercheurs. Les chercheurs avaient moins d'actifs, mais plus de temps, et pouvaient s'inscrire dans la durée, sur des projets longs. C'est peut-être ça le problème du collectif, c'est de ne pas avoir réussi à créer une vraie synergie* ». Lisa Bergeron pense avoir consacré au projet 1/3 de son temps de travail soit 10 heures par semaines pendant 2 ans, un peu moins la troisième année. « *Au final, je préfère ne pas compter le temps que j'y ai passé, parce qu'au final j'ai touché en trois ans 2500 euros* ». « *Si Liliane n'était pas été une personne aussi extraordinaire et que Michel et Jean Pierre ne m'avait pas convaincue..., ça m'a beaucoup touchée toute cette implication. Y compris mon bureau associatif m'aurait demandé de quitter le projet avant la fin de la première année. Donc je ne compte pas les heures* ». Marine Thomasson ne sait pas exactement combien de temps elle a consacré au projet Gardénia, mais énormément sur Terres Fertiles.

Définition des questionnements au cœur de la recherche

Cette définition s'est faite de manière très équilibrée, estime Liliane Sochacki : « *nous avons cherché un terrain d'entente entre les préoccupations de recherche (la dynamique civique autour des questions de transition écologique) et les besoins du collectif (identifier et répertorier les initiatives en lien avec la transition écologique pour développer et enrichir leur réseau)*», principalement par les partenaires selon Anna Carbonnel. Pour Jean-Pierre Hegoburu, « *la définition de la problématique de recherche a été commune, « partenariale », il y a eu des apports du collectifs et une construction de problématique. Liliane Sochacki était au départ là en tant que citoyenne, et puis elle a eu l'idée d'avoir un appui de la recherche* ». Michel Dunand estime lui que « *la première et la deuxième année, les propositions de recherche, les sujets ont été apportés par les chercheurs. Par exemple, le rôle des femmes dans les circuits courts. On a tordu le cou du truc pour ça mais ça allait très bien. Mais la deuxième année, on était beaucoup plus dans le champ de Gardénia, ou du collectif Terres Fertiles autour de la question : qu'est-ce qu'on peut faire ensemble pour valoriser ce territoire ?* ». Cela rejoint l'impression de Lisa Bergeron qui raconte que le projet a évolué après le départ de la chercheuse qui le portait à l'origine, et de doctorants impliqués. Par exemple « *Alexis Anesse qui travaillait sur le genre, ne s'est pas senti tout seul de porter ça* ». « *Le projet a été recentré sur les thématiques des personnes réellement investies, sur le temps de travail réel, et peut-être ce qui était le projet de départ, travailler sur le bassin versant de l'Hers* ».

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Le choix a été fait à 80 ou 100 % par les partenaires de recherche expliquent les deux chercheuses qui ont

répondu au questionnaire, ce que confirme notamment Jean-Pierre Hegoburu.

Collecte des informations ou des données

Cela a été principalement le fait des chercheuses à 70 % selon Anna Carbonnel, 60 % selon Liliane Sochacki, réparti à égalité selon Jean-Pierre Hegoburu, qui raconte qu'en tant qu'ancien urbaniste paysagiste il a « *fait du terrain sur le bassin de l'Hers, à l'Union, des données géographiques, paysagères, sur la propriété foncière, le type d'exploitation* ». Michel Dunand précise que des étudiant.es ont été associés à la collecte, notamment sur les femmes dans les circuits courts, sur les déplacements à pied. Marine Thomasson estime que « *c'était le collectif de chercheurs qui se mettaient d'accord entre eux là-dessus pour avoir une méthode scientifique* ».

L'analyse

Elle a été portée principalement par les chercheuses, comme l'explique Anna Carbonnel : « *ce sont les chercheurs qui se positionnent comme les analystes légitimes des données de l'observation et des entretiens effectués dans ce cadre, mais les chercheurs sont également très à l'écoute des analyses des autres acteurs, de la façon dont ils perçoivent et expliquent ce qu'il se passe sur leur terrain* ». Liliane Sochacki confirme qu'il y a eu discussion, que les résultats ont été soumis, au fur et à mesure de l'avancée du travail, et Jean-Pierre Hegoburu, précise qu'il y a eu aussi des demandes d'approfondissement de la part des partenaires. Michel Dunand estime que dans certains cas, les chercheur-ses n'ont pas été impliqués, dans d'autres oui. « *Par exemple, l'analyse des données cartographiques, pour savoir où passe la trame verte et bleue, les chercheur-ses n'ont pas travaillé là-dessus. Parce que ce n'était pas leur sujet. Ils ont travaillé sur « quelles sont les données sociologiques d'un territoire qui vont permettre d'amener les élu-es vers la création de ce territoire . Bien sûr que les chercheur-ses ont travaillé sur leurs données, et le collectif sur les siennes. N'empêche qu'on a travaillé ensemble pour faire des synthèses, pour mieux comprendre. Ça a peut-être été ça aussi l'apport de Gardénia, c'est de mieux structurer les valeurs que portait le collectif* ».

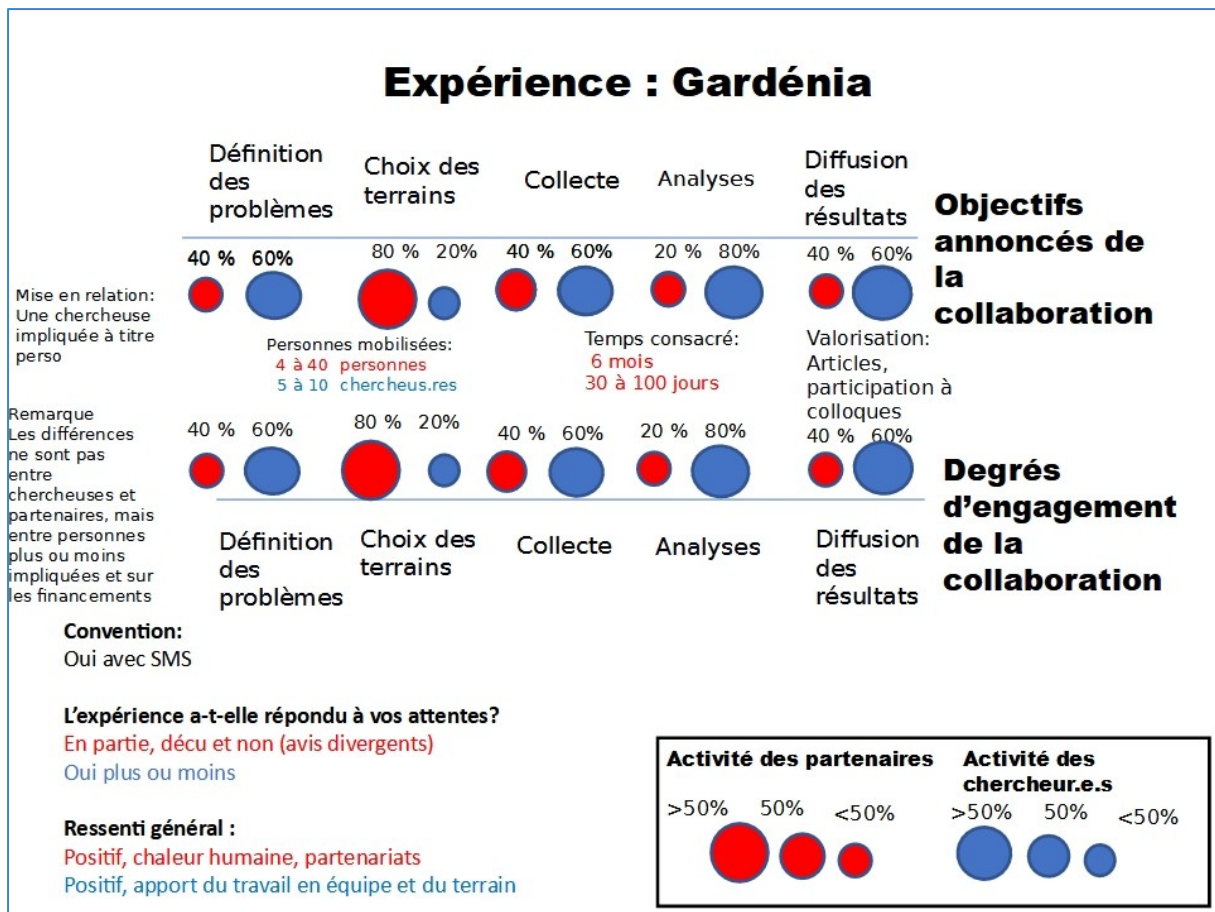
La production et la diffusion des résultats

Anna Carbonnel raconte qu'il y a eu des productions réalisées par les deux parties (50/50) : des communications dans le milieu de la recherche, réunions publiques de restitution de résultats, ateliers de travail pluri-acteurs, théâtres forum, débats contradictoires, mémoires, publications dans revues scientifiques. Elles ont été signées par ceux qui y ont pris part.

La diffusion a été assurée par les deux parties (50/50) Les chercheurs s'occupent de diffuser les résultats dans la sphère scientifiques via des publications scientifiques, communications etc... Et les autres acteurs s'occupent de diffuser les résultats aux acteurs du territoire via les réunions publiques etc. Diffusion locale à internationale

Ce point de vue est partagé par ses collègues. Liliane Sochacki évoque aussi une diffusion essentiellement par les chercheurs dans le milieu scientifique, y compris lors d'un colloque en Suisse, Michel Dunand s'est beaucoup appuyé sur les travaux du collectif pour en partager les résultats dans différentes instances, par exemple à Balma suite à une saisine du maire qui a placé la ville en urgence climatique et écologique, ou au Conseil d'Administration de la fédération des AMAP, et cela a donné lieu à plusieurs supports dont un plaidoyer pour une relocalisation de l'alimentation proposé par le CODEV. Il se souvient d'un moment fort : « *La première fois qu'on a présenté le travail de Gardénia, c'était aux assises de la Recherche, c'était innovant, remarquable* ». Michel Hegoburu estime que cela « *a essaimé. Sur le moment, on a l'impression qu'on fait chou blanc, mais après ça sort. Je sais que Toulouse Métropole a désormais un vrai travail de valorisation du bassin de l'Hers. Et on peut imaginer qu'on y est pour quelque chose, modestement* ».

Du point de vue de Lisa Bergeron, il a manqué l'étape de transmission aux élus, qui avait été envisagé sous forme d'une séance de théâtre forum, mais « *là on a compris que la mobilisation des élus était vraiment très faible, c'est-à-dire que Terres Fertiles avait beau dire qu'ils avaient un grand réseau, c'était difficile* ». « *L'idée c'était de faire des publications tous les trois, sachant que pour moi, le passage à l'écrit est quelque chose de difficile. On ne lâche pas, on est encore dessus, on doit se revoir, avec Liliane, peut-être faire un séminaire l'année prochaine, ce qui voudrait dire qu'il faudrait absolument qu'on ait fini l'écriture collective* ».



Est-ce que l'expérience a répondu aux attentes de départ ?

Plutôt oui, selon Anna Carbonnel, « plus ou moins » pour Liliane Sochacki qui explique que « le partenariat a permis d'enrichir nos analyses, nos visions réciproques et de donner du sens à la démarche de recherche. Cependant, le partenariat est très chronophage et la collaboration entre chercheurs pas évidente ». Jean-Pierre Hegoburu se dit plutôt déçu par rapport aux attentes initiales : « moi j'espérais qu'en 2 ou 3 ans, on arriverait à convaincre des centaines de personnes et à faire basculer des municipalités. Si le collectif s'est éteint, c'est pour ça. Et [je suis déçu] aussi parce que je suis un dangereux utopiste ». Michel Dunand a également été déçu, mais « c'est lié à des attentes personnelles. J'avais envie d'avoir un impact sur mon environnement, d'être un des acteurs, de participer à quelque chose dans la transition. De ce point de vue là, c'est relativement réussi. Je ne suis pas le seul à avoir agi dans ce sens, et à faire rentrer dans les débats l'idée de la vallée de l'Hers. J'ai eu une discussion avec une élue sur des travaux intercommunaux, par exemple ! Mais j'ai été déçu que ça ne prenne pas plus d'ampleur. On n'a pas fini ». Il continue à défendre ces idées notamment à Balma.

Pour Lisa Bergeron, la réponse est clairement « non ». Marine Thomasson explique que Terre de Liens n'avait « fléchi d'attentes ». « En fait on n'avait pas réfléchi ». Elle était en quelque sorte détachée de Terre de Liens pour Terres Fertiles, et à ce titre, il lui semble « qu'il y avait pas mal de gens qui ne voyaient pas trop le concret dans le projet de recherche-action Gardénia, et que du coup, ils ne s'y retrouvaient pas et d'autres trouvaient ça génial. Voilà en fonction des envies et des absences des uns et des autres. (...) Dans tous les cas ça nourrit pas mal de de de discussions au sein des plénières qu'on pouvait avoir et globalement les gens étaient intéressés par les discussions. L'apport, ça a été aussi d'échanger avec d'autres types de partenaires en fait, c'est vrai qu'on échange très peu dans les associations, on échange très peu avec le monde de la recherche, le fait d'échanger avec le monde de la recherche, c'est intéressant ça permet de mettre ensemble, action et réflexion ».

Qu'ont-ils retiré de l'expérience ?

« Une très bonne connaissance du terrain, des échanges fructueux », pour Liliane Sochacki, « sortir de mon isolement de chercheuse non titulaire et travailler en équipe sur de la production scientifique et sur un terrain de recherche ». « D'être utile également pour les acteurs locaux », pour Anna Carbonnel. « Dès qu'il y a un fonctionnement collectif régulier, il y a une chaleur humaine, quelque chose qui se crée, des liens qui se sont noués entre des gens qui ne se connaissaient pas au départ. Je devrais être moins déçu que je ne le suis »,

analyse Jean Pierre Hegoburu. Lisa Bergeron en a quand même retiré de nouveaux partenariats, une mise en réseaux, une plus grande connaissance du milieu et du fonctionnement de la recherche. « *J'ai pu dégager des problématiques communes à la recherche et au monde associatif. Ça m'aide beaucoup derrière sur de l'ingénierie d'accompagnement de démarches participatives* ».

Elle reste déçue du peu d'actions mises en œuvre sur le bassin de l'Hers mais aussi avec les chercheurs qu'elle espérait pouvoir former à la prise de parole en public, la gestion de débats publics, l'ingénierie de présentation de résultats de recherche, répondre à la question « *comment on va vers la société civile avec des méthodes d'éducation non formelle et en même temps des résultats scientifiques, on aurait pu aboutir à des outils qu'on aurait formalisés. Un peu comme Comnod¹⁶ une méthode de recherche action participative sous forme d'ateliers, très inspirée de l'éducation non formelle et qui intègre les résultats de recherche* ». Marine Thomasson estime que l'apport a été d'échanger avec des chercheurs proches des sujets d'intérêt de Terre de Liens. En fait « *ça aidait bien, en plus c'était super intéressant parce que c'était que des corps de de recherche qui étaient en lien avec notre sujet, l'agriculture, l'espace naturel etc. Donc en fait, nous, ça nous a beaucoup aidés, ça nous a aidés nous aussi à à finalement structurer un peu de la recherche [au sein de l'association] avec des énormes guillemets, on est d'accord, mais à monter en compétences sur tout un tas de sujets, de croiser un peu des disciplines, c'était c'était intéressant quoi, c'était donnant-donnant quoi* »

Qu'est-ce que les chercheur-ses en ont retiré selon les partenaires ?

« *Je ne sais pas* », réfléchit Jean Pierre Hegoburu. « *Ce n'est pas mon milieu et je ne saurais pas le décrire. Ça reste un peu hermétique. On ne perçoit pas toujours en tant que citoyen l'apport des chercheurs, sauf quand on en connaît amicalement. J'ai l'impression que l'apport pour les chercheurs reste en interne, pour les chercheurs eux-mêmes et n'est sans doute pas assez partagé* ». « *Elles ont été déçues, peut-être ?* » se demande Michel Dunand. « *D'un autre côté, peut-être que l'aventure pendant 3 ou 4 ans a plu. J'ai l'impression qu'il y a eu la déception de ne pas avoir réussi à faire un groupe assez homogène au sein de la recherche* ». Il évoque aussi la difficulté à écrire ensemble, une fois passées les premières discussions autour d'un article.

Lisa Bergeron pense que les chercheurs « *n'en ont pas retiré grand-chose, sauf peut-être une meilleure connaissance de certaines méthodes d'éducation non formelle, avec une forme très particulière de théâtre forum, puisque j'ai croisé trois formes de théâtre forum : institutionnel, de l'opprimé et législatif. J'ai développé des méthodes qui nous sont propres depuis 15 ans. Après je pense que tout le monde est content du travail qu'ont fait les stagiaires. Mais la question c'est à quoi ça sert en fait. Je serais chercheuse, je pense que je me dirais à quoi ça a servi tout ça, finalement je ne sais pas trop.*

Je pense que les chercheurs avaient aussi l'objectif de produire certains résultats de recherche, et ça je pense qu'ils les ont atteints ».

Marine Thomasson ne sait pas trop. « *Sans en avoir discuté avec [les chercheuses], je dirais que c'est aussi l'avantage d'avoir croisé une diversité de profils, des citoyens qui s'investissaient sur un seul et même sujet, et de voir qu'en fait ça intéresse plein de gens différents. C'est intéressant d'un point de vue recherche de justement comprendre pourquoi ces profils-là s'intéressent à ces sujets-là. Comment les uns et les autres ont des représentations sur ces sujets. Ça amène à un terrain d'étude intéressant. Parce que c'est un terrain d'étude humain et du coup très diversifié* ».

Informations complémentaires

Le CODEV a été déterminant au départ, estime Jean-Pierre Hegoburu, pour lancer les travaux collectifs. Ensuite c'est Terre de Liens qui a eu un rôle déterminant notamment pour la logistique, puisque les réunions avaient lieu chez eux. Sans Terre de Liens, on aurait eu moins de moyens. Il souligne l'apport de Marine Thomasson au niveau de la réflexion, d'une méthode et d'une force de travail. Et puis, explique Michel Dunand, Terre de Liens a passé le relais à une structure chargée de faire un DLA (Dispositif Local d'Accompagnement)¹⁷, pour aider à la structuration du collectif. Cela n'a pas fonctionné. « *On se retrouvait dans des réunions, ça nous a permis de mieux comprendre qui on était. Mais en même temps, ça a un peu refroidi certains qui se disaient : mais où on met les pieds...* »

Pour Marine Thomasson, le fait que Terre de Liens se soit désengagée, est la conséquence d'un basculement vers la protection des espaces naturels plutôt que vers le développement de l'agriculture. Par exemple, « *un propriétaire foncier d'un grand parc aux alentours de Toulouse qui s'était rendu compte que sur un document*

¹⁶ Jouret, Quentin. « L'art de la discrétion (l'inframance et le petit usage) ». Thèse de doctorat, Toulouse 2, 2015. <http://theses.fr/2015TOU20141>.

¹⁷ Zaoui, Pierre. *La discrétion ou L'art de disparaître. Les grands mots*. Paris: Éditions Autrement, 2013.

d'urbanisme, il y avait ce qu'on appelle un petit pixel, - c'est des petits carrés que les urbanistes mettent - et que c'était un pixel d'urbanisation. Il a sollicité le collectif Terres fertiles en disant, il faut faire quelque chose, il faut absolument retirer ce pixel et puis s'assurer que ces terres ne disparaissent pas. Le collectif s'est mobilisé, il y a les associations autour qui se sont mobilisées aussi et finalement, le pixel a fini par être retiré. Et le parc a été classé espace naturel ce qui a permis de sécuriser cet espace naturel pour le coup. Mais ça n'avait pas vocation à être des terres agricoles ».

Elle a proposé le DLA car elle s'était rendue compte qu'il y avait « une dizaine de personnes qui étaient investies dans ce collectif-là et que chacun y mettait un petit peu sa représentation, ses envies ». « J'avais du mal à comprendre ce que voulait le groupe, où il voulait aller, ce qui les rassemblait, à définir une stratégie ».

Suite à cette expérience, Lisa Bergeron a un peu perdu confiance dans la possibilité d'agir sur du long terme, sur un territoire donné. « Parce que mon constat, c'est que dans chaque groupe de pairs, on est confronté à la problématique de mobilisation des publics, de répartition du temps de travail, de partage des objectifs individuels et collectifs, du travail sur la posture. Le coeur de la démarche pour moi, c'est quand même [de trouver] comment on implique de plus en plus la société civile dans les décisions politiques et là, les politiques sont loin d'être prêts, y compris quand ils veulent mettre en place une recherche action participative. Je vois bien ce côté légitime que peut amener la recherche y compris avec le CNRS à nos côtés, finalement, ça ne fait pas plus que ça infléchir [les positions de] nos élu-es ».

Si c'était à refaire, « on chercherait des moyens financiers, et matériels. On n'a pas passé assez de temps à chercher des aides. A un moment donné, il faut pouvoir financer du travail quand tous les bénévoles sont pris dans d'autres structures. Entre les réunions, c'est ce qui a manqué : des mains et des cerveaux pour faire les choses. C'est un problème d'occupation des bénévoles. On aurait dû chercher plus de moyens », conclut Jean-Pierre Hegoburu.

○ **Expérience n°7 : Madee**

Ce récit se base sur un questionnaire rempli par Chantal Zaouche Gaudron, chercheuse, et un entretien avec elle réalisé par Brice Navereau et un entretien réalisé avec Marlène Stricot, partenaire de recherche, par Nathalie Chauvac

Les personnes impliquées

Chantal Zaouche Gaudron est professeure à l'Université Toulouse Jean Jaurès, et membre du LISST-CERS. Elle pilote le GIS Bébé, petite enfance en Contextes (BECO). Il a été fondé en 2015 et labellisé comme GIS par l'Université Fédérale en juin 2017 et se veut interdisciplinaire. 4 projets de recherche sont en cours, tous collaboratifs.

Marlène Stricot travaille pour le Quai des Savoirs. Dans le cadre du projet Madee, une exposition temporaire, intitulée le Quai des Petits, a préfiguré la création de cet espace dédié aux enfants. Le projet Madee, qui englobe l'application Mario.net¹⁸, portait notamment sur cet espace dédié.

Marlène Stricot est actuellement responsable de la recherche au Quai des Savoirs, poste qu'elle occupait déjà au moment du projet, mais qui était intitulé alors responsable des études. Elle est rattachée au service des études, et s'occupe de conception de médiation scientifique, d'espaces, et de l'étude des publics et de leur évolution.

En 2014- 2015, elle était en post doc au Lerass, un contrat d'ingénieur de recherche qui était financé par la mairie, après un diplôme d'ingénieur à l'école des Mines et un doctorat en génie des procédés de l'environnement à l'INSA en 2008. Elle considère ce post doc comme « une deuxième thèse » qui l'a convertie aux sciences humaines et sociales qu'elle découvrait à cette occasion. Son post doc était encadré par Muriel Lefebvre avec laquelle elle a continué à travailler ensuite sur le projet Madee.

Au Quai des Savoirs, dans le cadre de l'étude des publics, elle cherche à appliquer l'idée d'une conception des lieux qui prenne en compte les usages, en interrogeant les publics en amont sur leurs attentes, représentations, au cours de focus groupes, entre autres méthodes. Ils souhaitent valoriser cette façon de

¹⁸ Houllier, Francois, et Jean-Baptiste Merilhou-Goudard. « Les sciences participatives en France ». Other, 2016. <https://doi.org/10.15454/1.4606201248693647E12>.

travailler auprès des partenaires, et sont souvent sollicités par d'autres lieux en France pour témoigner de leur expérience collaborative.

Elle est la première à occuper ce poste qui a été créé en même temps que le Quai des Savoirs dans la foulée de l'expérience de la Novela

Muriel Lefebvre est professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Toulouse 2 - Jean Jaurès. Spécialiste en communication scientifique, elle travaille sur les publications scientifiques, la médiation scientifique notamment dans les musées de science et s'intéresse aux publics des musées. Elle a publié de nombreux articles sur ces thèmes (source site *Les Expertes*).

Expérience de collaboration

« *Ce qui a permis ce projet* », selon Marlène Stricot, « *c'est la collaboration avec Muriel Lefebvre. Elle a été vraiment moteur sur ce projet. A l'ouverture du Quai des Savoirs en 2016, je terminais un post doc sous sa direction, qui portait sur l'étude des publics au Museum. Il y avait aussi Chantal Zaouche, Pierre Molinié et Julie Renard dans le projet. Elle avait déjà un pied dans le Quai des Savoirs, elle était chargée de mission par l'université fédérale pour faire le lien.*

Le projet s'est inscrit dans un groupement de recherche, Beco. J'ai dû travailler sur la conception du Quai des Petits, il s'agissait de prendre en compte les attentes des parents et des enfants, mais surtout celles des enfants, de ne pas répondre uniquement à celles des parents.

Il y a eu une discussion avec Chantal Zaouche et Muriel Lefebvre, et un premier projet de recherche à l'interface culture et recherche. C'est essentiellement basé sur un excellent relationnel, des affinités humaines et scientifiques. J'ai organisé une réunion pour leur parler du quai des petits qui était une exposition temporaire. Ça se passait en juin 2016.

Eux étaient également dans une démarche scientifique et réfléchissaient à des projets à monter. On était dans la phase de valorisation du projet précédent qui était déjà orienté vers le jeune public. La méthodologie d'enquête permettait de prendre en compte la parole du jeune enfant ».

Selon Chantal Zaouche Gaudron, « *il s'agit de travaux de recherche ayant pour but la mise en place de processus d'évaluation de l'appréciation d'une exposition par les jeunes enfants, notamment non-lecteurs* ». La méthode pour répondre à la question « *Comment les enfants non-lecteurs (4-7 ans) s'approprient-ils des dispositifs scientifiques et techniques ?* » s'appuyait à la fois sur des entretiens avec les acteurs de l'institution, des observations des groupes scolaires et des observations des familles, et une revue de littérature. L'analyse a permis d'identifier une variété des parcours de visite, des implications dans les dispositifs, des interactions que ce soit avec les médiatrices, les accompagnant.es et les autres enfants.

Convention

Marlène Stricot a été recrutée au sein du Quai pour mettre en place des partenariats de recherche, au sens de permettre aux chercheurs toulousains d'accéder à ce terrain d'enquête. Elle avait donc un double statut dans ce projet à la fois en tant que commanditaire, mais avec des attentes, partie prenante.

Il n'y a pas eu de convention. « *C'était pas très « propre », mais c'était l'ouverture du quai. Et Muriel Lefebvre, en plus d'être chercheuse, avait une lettre de mission de l'université fédérale. Il n'y a pas eu de financement. Eux ont demandé au labex SMS un financement spécifique pour payer les personnes qui faisaient le terrain [et qui n'étaient pas statutaires]* » raconte Marlène Stricot.

Côté recherche, le projet était financé par le labex SMS et l'Université Toulouse Jean Jaurès.

Les personnes impliquées

« *De mon côté* », explique Marlène Stricot, « *j'étais la seule à être vraiment impliquée. Moi, par contre, le terrain je m'en suis détachée. Il y avait aussi deux ou trois collègues qui facilitaient l'accueil de l'équipe, notamment la responsable de l'espace* ».

« *Côté chercheuses, entre la première réunion et le projet, il y a eu des pertes [des personnes en moins]. Il y avait deux labos impliqués, le Lerass et le Lisst, mais aussi le Certop, avec Anne Dupuy. Et l'UMR 1026, Michelle Kelly de l'INserm.*

Stéphanie Pinel Jacquemin a été très impliquée, elle était sur le terrain, et elle a fait une superbe veille bibliographique et les analyses. Elle était contractuelle. Chantal Zaouche était présente, mais c'était surtout Muriel Lefevre, la cheffe de projet, et Julie Renard qui étaient sur le terrain ».

Le temps passé

« Le temps est très difficile à évaluer. C'était il y a 5 ans. Et c'était hyper étalé. J'ai passé beaucoup moins de temps que les chercheuses, un peu de temps sur la valorisation. Mais je voulais rester à ma place par rapport aux chercheuses. Ce n'est pas forcément simple.

On se voyait toutes les deux semaines ou une fois par mois, le mercredi matin. Ça s'est déroulé à partir de 2016. En 2017, il y a eu les premiers terrains qui se sont terminés en juillet. Et jusqu'en 2018 pour la valorisation. En 2019, j'ai fait une présentation pendant le colloque BECO (voir documents joints), pour la valorisation. Il fallait que cette étude serve à quelque chose ».

Le choix des terrains

Le choix des terrains s'est fait selon Marlène Stricot à part égale entre les chercheuses et le Quai des Savoirs, même si eux étaient plus nombreux. Cela avait été défini en amont, par les deux parties. Selon Chantal Zaouche Gaudron, à l'origine, les chercheuses ont fait une exposition au « Quai des Savoirs », et c'est à la suite de cela que le Quai des Petits leur a demandé de mettre en place cet outil, qui sera ensuite financé par le Labex.

La collecte

La collecte a été faite par les chercheuses, mais Marlène Stricot se rappelle avoir « passé du temps sur les groupes tests ». « Les chercheuses voulaient filmer, il fallait trouver des groupes et s'occuper d'autoriser la captation. Le jour où on réalisait des terrains, il fallait aussi s'assurer que ça n'impactait pas les visites ». Elle se souvient avoir dû limiter le nombre d'observateurs sur les groupes.

Mais elle n'a pas collecté les données. Après chaque terrain, « il y avait un débrief et j'y étais aussi » dit-elle.

L'analyse des données

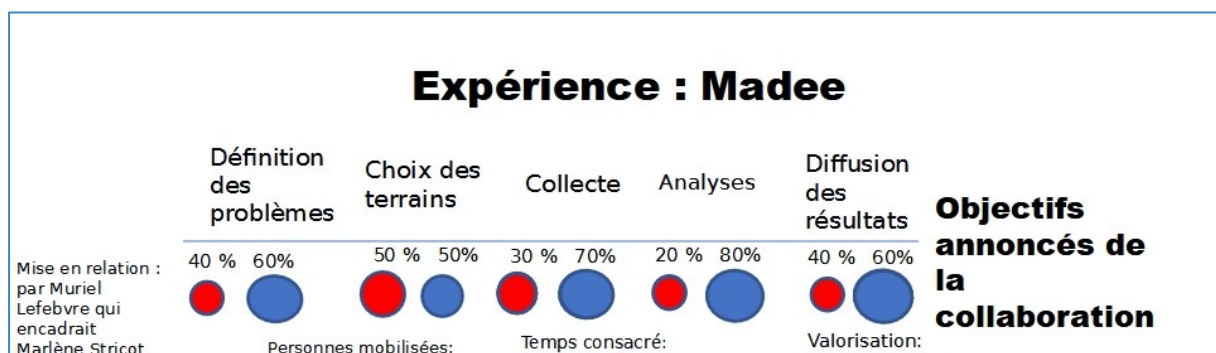
L'analyse a plutôt été réalisée par l'équipe de recherche à 80 %, selon Marlène Stricot. « Je suis intervenue en aval, dans les réunions, mais l'analyse était « prémachée » ».

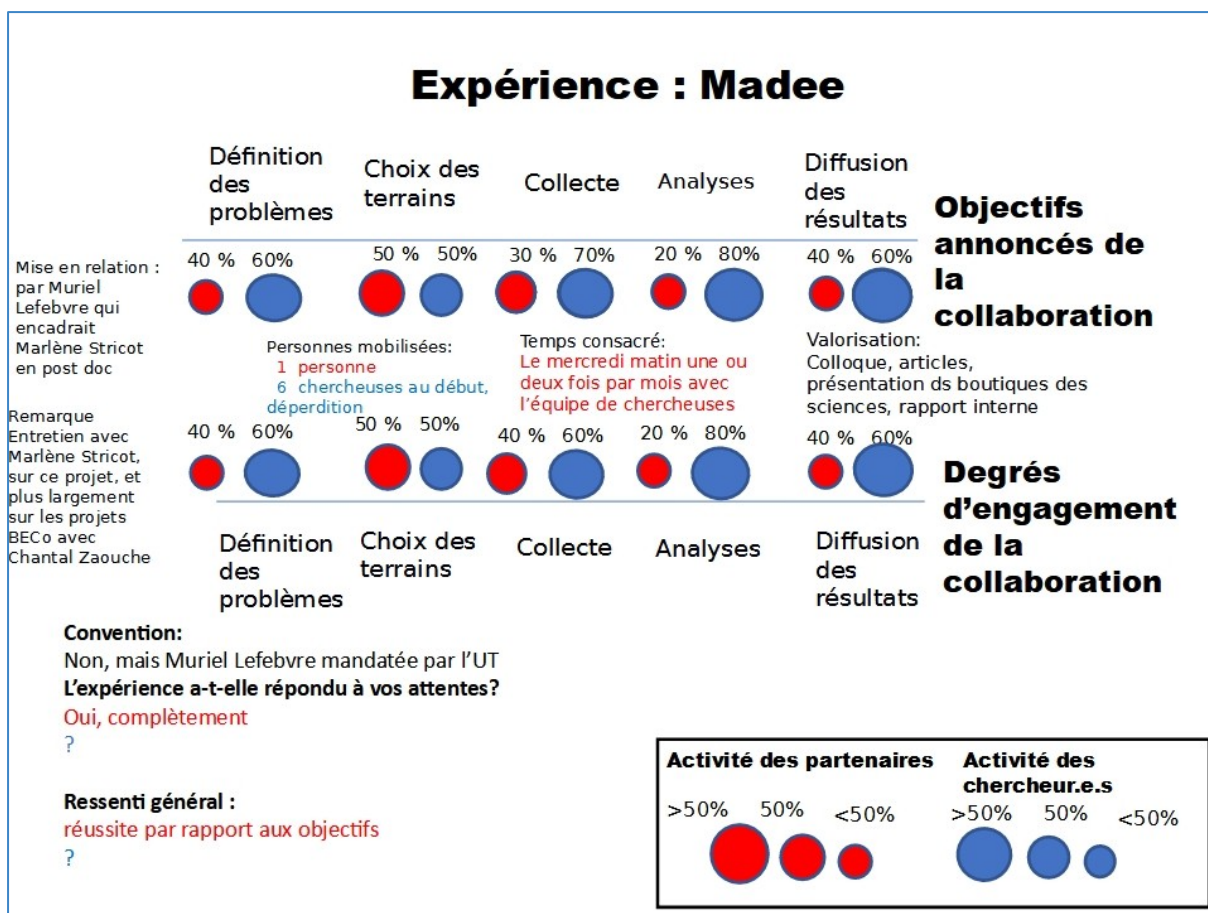
Production et diffusion

Le projet a donné lieu à un rapport « énorme », de plus de 100 pages rédigé par Stéphanie Pinel Jacquemin et Muriel Lefevre. Muriel Stricot a rédigé les parties sur la présentation du projet, le Quai des Savoirs, le partenariat, a affiné la contextualisation, s'est chargée de la valorisation institutionnelle. « J'ai aussi écrit un article, mais pas scientifique, un acte du colloque. J'ai parlé des trois types d'études », explique-t-elle.. Sur les autres publications, Marlène Stricot n'a pas co-signé, car il semblait que c'était « plus important pour les jeunes chercheurs », pour leur carrière.

Il y a eu une présentation dans un colloque international (BECO), des articles nationaux, une diffusion de la méthode au niveau national, dans les centres de sciences, et centres culturels. Le Quai des Petits est régulièrement sollicité par des organisations qui demandent comment cela a été mis en place.

Marlène Stricot a été diffusée dans les supports de communication en interne, à Toulouse Métropole et au Museum, mais pas auprès du public.





Ressentis

Le projet Madee a répondu aux attentes de Marlène Stricot, mais pas complètement. « Ça a été une réussite par rapport aux objectifs. Il y a une frustration par rapport aux attentes de certains collègues qui confondaient le travail avec la recherche et une prestation, qui ont pu être frustrés par rapport aux délais, à des trucs opérationnels. Il a fallu faire un travail de pédagogie et pour ça c'était une chance de savoir ce que sont les métiers de la recherche, et une culture de l'étude des publics».

Les apports pour les chercheurs et les partenaires

«Ce projet m'a permis de monter en compétences », explique Marlène Stricot, « de justifier aussi mon poste en tant que responsable des études ».

Il lui semble que côté chercheuses, « ça leur a enlevé les contraintes de terrain qu'il peut y avoir avec des institutions. Ça a dû simplifier les choses ».

Si c'était à refaire, elle le referait mais « peut-être en mettant des limites, notamment en termes de délai. En formalisant les partenariats. Il y a eu des ambiguïtés, notamment au moment du colloque Beco. Mais je n'étais plus autant sur le terrain. »

○ Expérience n°8 : Mario.net

Ce récit se base sur un questionnaire rempli par Chantal Zaouche Gaudron, chercheuse, et sur des entretiens avec Chantal Zaouche Gaudron (par Brice Navereau) et Céline Jaspard, partenaire de recherche par Nathalie Chauvac. Le récit de cette expérience collaborative dans l'ouvrage collectif écrit à cette occasion¹⁹ a également été utilisé.

Les personnes impliquées

¹⁹ Houllier, François, Pierre-Benoît Joly, et Jean-Baptiste Merilhou-Goudard. « Les sciences participatives : une dynamique à conforter ». *Natures Sciences Sociétés* 25, n° 4 (2017): 418-23. <https://doi.org/10.1051/nss/2018005>.

Chantal Zaouche Gaudron est professeure à l'Université Toulouse Jean Jaurès, et membre du LISST-CERS. Elle pilote le GIS Bébé, petite Enfance en Contextes (BECO). Il a été fondé en 2015 et labellisé comme GIS²⁰ par l'Université Fédérale en juin 2017 et se veut interdisciplinaire. Elle a porté et encadré plusieurs projets de recherche collaboratifs, dont Madee (voir fiche spécifique) et Mario.net.

Céline Jaspard est marionnettiste, infographiste et à l'origine de l'association Animação, avec Jean-Jacques Flores, réalisateur vidéo d'animation 3d temps réel. Elle est également intéressée par le cinéma d'animation et la 3D, la capture de mouvement. Elle est «autodidacte» en informatique, mais est allée « *assez loin, puisque [elle a] pu aider au développement de logiciels de capture de modélisation et d'animation* ». Son idée est de « *faire de la création en 3D, d'associer des formes, créer les personnages, et de créer des émotions* ». Céline Jaspard a fait les Beaux-Arts de Toulouse en 88-90.

L'association Animação a été créée en 1994. Il s'agissait au départ d'une association de développement de l'art de la marionnette « traditionnelle » puis d'un « *studio de création spécialisé dans l'animation 3D temps-réel de personnages virtuels, et notamment dans le domaine de la motion-capture* » (<http://studio-animacao.net/>), qui regroupe des professionnel·les intermittent·tes du spectacle autour de projets communs.

Chantal Zaouche Gaudron et Céline Jaspard ont été mises en relation par la cellule de valorisation de l'université Toulouse Jean Jaurès qui avait repéré Animação comme « start up » se souvient Céline Jaspard. Le studio avait donc été contacté « *pour réaliser des films autour des violences conjugales parce qu'ils avaient développé des films pédagogiques autour des marionnettes. C'est comme ça qu'on a commencé une collaboration autour des enfants exposés et victimes de violences* ». C'est dans ce cadre qu'est né le partenariat avec le CMPP de Rodez, contacté par l'association, indique Chantal Zaouche Gaudron.

La chercheuse raconte la collaboration avec Animação dans un des chapitres de l'ouvrage collectif « Exposés aux violences conjugales, les enfants de l'oubli », paru aux éditions Eres en 2016 et qu'elle a dirigé. « *C'est la rencontre en 2010 avec Jean-Jacques Flores et Céline Jaspard qui a été décisive pour mettre en place une stratégie visant à sensibiliser les professionnels à cette problématique cruciale, pourtant méconnue et largement délaissée. Nous n'avons pas l'opportunité ni la chance d'avoir dans notre pays un organisme tel que le CLIPP²¹ qui œuvre dans la sphère des problématiques psychosociales alors qu'elles sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus diversifiées, de plus en plus en attente d'amélioration des pratiques... Nous n'avons pas la possibilité, en sciences humaines et sociales, de diffuser de façon large et adaptée les connaissances issues de la recherche, et de les articuler avec les milieux professionnels afin de développer des pratiques innovantes et surtout pertinentes eu égard à la diversification des adversités psychosociales* »¹¹

Les autres personnes impliquées sur le projet sont Jean-Jacques Flores pour Animação, Olivia Paul qui était à l'époque doctorante en psychologie, dans le Laboratoire LISST-Cers, de Université Toulouse Jean Jaurès, Michelle Kelly-Irving, directrice de l'équipe de recherche EQUITY (Inserm/ Université Toulouse III) et de l'Institut Fédératif d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires Santé Société (IFERISS)¹² et Jean-Claude Semet, pédiatre - praticien hospitalier, ancien chef de service de pédiatrie et néonatalogie, président du réseau PTIT'MIP (suivi bébés vulnérables) de Midi-Pyrénées, médecin directeur CMPP de l'Aveyron et co - animateur DU (Université Paul Sabatier faculté de médecine) diagnostic et prise en charge du bébé vulnérable²².

Expérience de collaboration

Selon Chantal Zaouche Gaudron, « *ce projet offre à l'enfant en difficulté, dans un contexte ludique adapté à l'ère numérique, au travers de la création et de la manipulation de marionnettes numériques, la possibilité de verbaliser son vécu lui permettant de travailler l'estime de soi, de mieux investir les tâches scolaires, d'améliorer ses capacités de communication, de travailler la compréhension de la langue orale et de la langue écrite tout en développant ses capacités attentionnelles, sa coordination* ». Les disciplines impliquées sont la pédopsychiatrie, la psychologie, la santé publique et les arts visuels. Les professionnel·les concerné·les travaillent au sein du CMPP de Rodez et au sein de l'association Animação spécialisée en arts visuels.

Le rôle d'Animação a été de développer « *une nouvelle forme de marionnette virtuelle (mario.net) qui est la*

²⁰ Galvez, Noémie. « Recherche participative, de quoi parle-t-on ? » *Journal Resolis* 23 (novembre 2020).

²¹ Michel Grossetti, Jean-Francois Barthe, Nathalie Chauvac. Les start-up, des entreprises comme les autres ? Une enquête sociologique en France. *Sorbonne Université Presses*, 156 p., 2018, 979-10-231-0595-7. ([halshs-01937502](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01937502))

²² Chauvac, Nathalie, Laurence Cloutier, Adrien Gautier, et Antoine Ruiz-Scorletti. « Réseaux partenariats Les Fablabs et Espaces du faire au coeur des territoires - Rapport final ». Toulouse: Région Occitanie, octobre 2022.

combinaison de solutions informatiques issues de la réalité virtuelle et de l'univers de la marionnette « traditionnelle ». « Afin que les publics les plus jeunes (entre 5 et 10 ans) puissent s'initier à cette nouvelle forme d'expression, l'association a développé un logiciel de modélisation 3D, nommé « Gepetto », unique en son genre, qui permet à toutes et tous, par sa simplicité et son caractère ludique, de créer ses propres personnages virtuels »²³ puis elle s'en est servie pour réaliser des films sur le sujet avec les enfants.

« Concrètement, il s'agissait de la réalisation de films d'enfants de deux écoles de Toulouse et sa région (Ecole Victor Hugo au Mirail et Louise Michel à Saint Martory), sous forme d'une vingtaine de vignettes vidéo. Au départ, il s'agissait de faire réaliser des films autour des violences conjugales à des enfants pour d'autres enfants. De cette expérience, a émergé l'idée de concevoir un outil à destination des professionnels pour aider au développement des enfants exposés/victimes des violences conjugales. », raconte Céline Jaspard. Au final, il y a eu le développement de l'outil « Semaphore », d'ateliers de sensibilisation et de prévention aux violences basé sur une intervention comprenant un spectacle de marionnettes, la projection des films réalisés précédemment et un moment d'échanges avec les enfants dans une vingtaine de classes ».

Convention

Céline Jaspard estime qu'« au départ ça a été un engagement dans l'idée que, plus tard, il puisse y avoir des moyens pour développer l'outil ». Il y a eu une aide pour l'université, afin d'avoir une doctorante, Olivia Paul, qui puisse participer à l'accompagnement auprès des enfants dans les écoles. Animação est allée chercher les financements auprès du FIPD (Fonds Interministériels de Prévention de la Délinquance) et finalement l'association a financé les intervenants. Sur les premiers ateliers, c'est l'association qui a pris en charge les coûts ». L'aide de la préfecture, le FIPD, portait sur le développement de l'outil. Du point de vue universitaire, ce projet a été soutenu par le Labex SMS, la Ministère de la Culture et de la Communication et la PJJ de Toulouse

Le temps passé

Céline Jaspard estime que c'est « impossible à évaluer », mais qu'« énormément de temps » a été consacré au projet Mario.net. « On ne compte pas les réunions, la préparation... Seules les heures d'intervention et de réalisation sont rémunérées. « De toute façon, il faut s'investir même s'il n'y a pas l'équivalent en rémunération en face. Sur tout le projet, ça a été comme ça ».

« Notre investissement a été bien supérieur à ce qui a été financé. Le fait est que ce projet nous intéressait sur la thématique, mais sur les aides qu'on a eues, 95 % sont allés aux développeurs informatiques et nous on a eu environ 5 % pour couvrir l'investissement. C'est bien d'être allés jusqu'au bout du projet et c'est sûr que ce n'est pas du tout rentable pour la structure. Et l'outil n'est pas commercialisé pour l'instant.

C'est compliqué, nous on est une structure culturelle. Et on se retrouve avec un outil mais sans la capacité de le promouvoir. On a un outil qui fonctionne, on le sait, puisqu'on l'utilise avec différents publics. C'est compliqué, ne serait-ce que pour des raisons pratiques comme le service après-vente. On n'a personne à mobiliser pour répondre aux appels des personnes qui pourraient acheter le logiciel et seraient en difficulté. Il faudrait une collaboration avec une autre structure qui diffuse le logiciel mais la nôtre est trop petite. On réfléchit à comment faire.

Pour l'instant on utilise notre outil mais on ne l'a pas laissé à des structures Il faudrait continuer à le développer mais on n'a pas le temps. On avait imaginé qu'une institution pourrait acheter l'outil pour des professionnels, par exemple le Conseil Départemental. Mais ils n'ont pas été au bout de leur engagement, alors qu'ils avaient montré de l'intérêt et qu'ils étaient, pour nous, les plus à même de l'utiliser.

On a continué à avancer sans eux. Des professionnel-les nous le demandent et pourraient l'utiliser mais nous ne sommes pas en capacité de pouvoir le diffuser ». L'association n'est plus en lien avec la cellule de valorisation. « Il y a eu aussi une aide que Chantal avait obtenue pour terminer le développement, du LISST, et du CMPP Rodez pour développer le logiciel, pour former différentes personnes ».

Définition des questionnements au cœur de la recherche

Céline Jaspard conçoit le projet en deux parties : la première concerne la réalisation des films, la deuxième, le développement de l'outil. Dans la première partie, ce sont les chercheuses qui se sont chargées d'environ 80 %, les partenaires 20 % notamment sur les aspects pédagogiques, alors que sur le développement de l'outil

²³Larqué Lionel, Lhoste, Évelyne. « Le métier de médiateur scientifique en évolution ». *Cahiers de l'action* 55, n° 1 (2020): 21-24. <https://doi.org/10.3917/cact.055.0021>.

Porte, Emmanuel. « L'enjeu des intermédiations de recherche pour les associations ». *Cahiers de l'action* 55, n° 1 (2020): 37-41. <https://doi.org/10.3917/cact.055.0037>.

logiciel, c'est l'inverse.

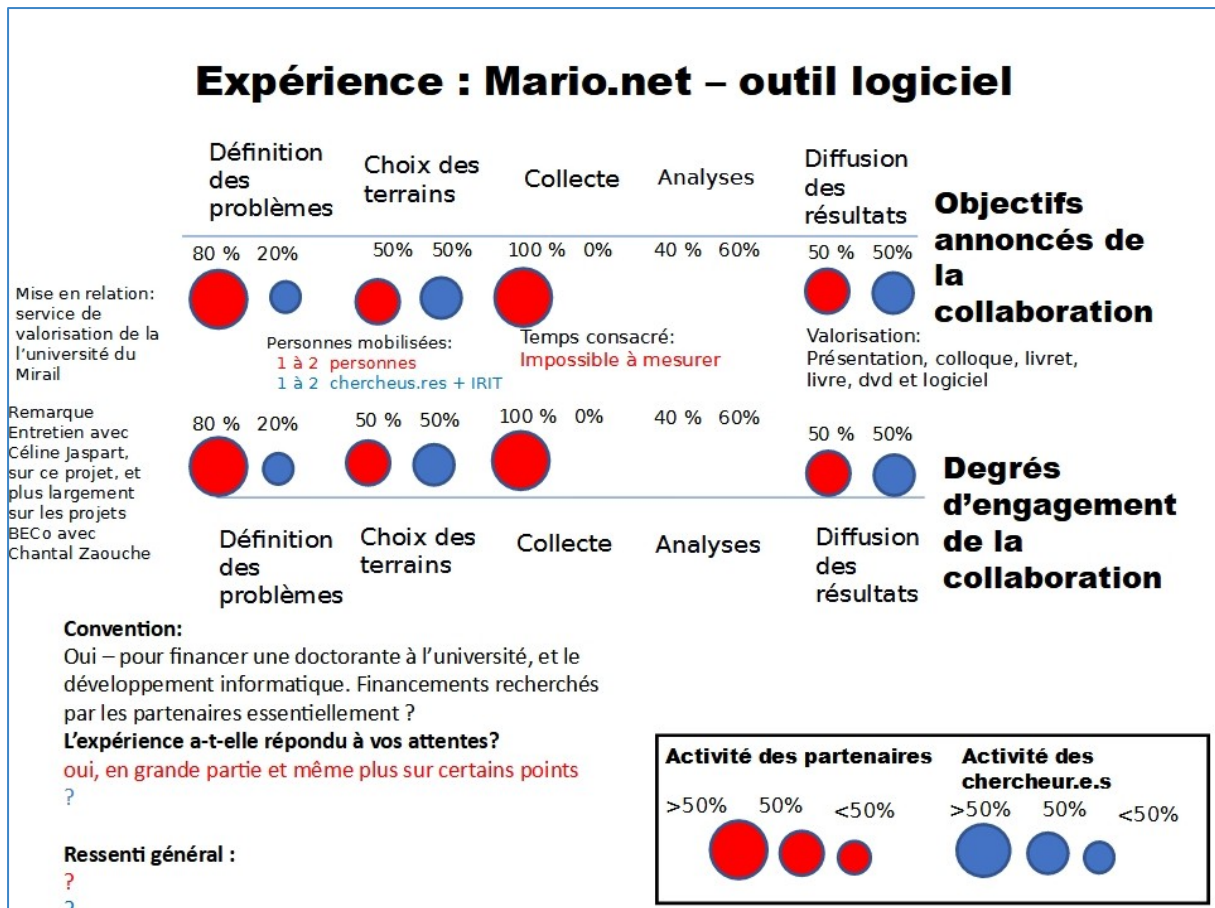
Le choix des terrains

Les tâches ont été partagées à égalité. Chacun a contacté des écoles et des professionnel·les potentiellement intéressé·es.

La collecte

Sur les ateliers, il y avait la doctorante, sur la plus grande partie des ateliers, se souvient Céline Jaspard, qui estime que les tâches étaient réparties à 70 % pour Animação et 30 % pour Olivia Paul. « *On animait ensemble, mais c'est plutôt nous qui étions en contact avec les enseignants* ».

Sur la partie outil logiciel, c'était quasiment exclusivement Animação.



L'analyse des données

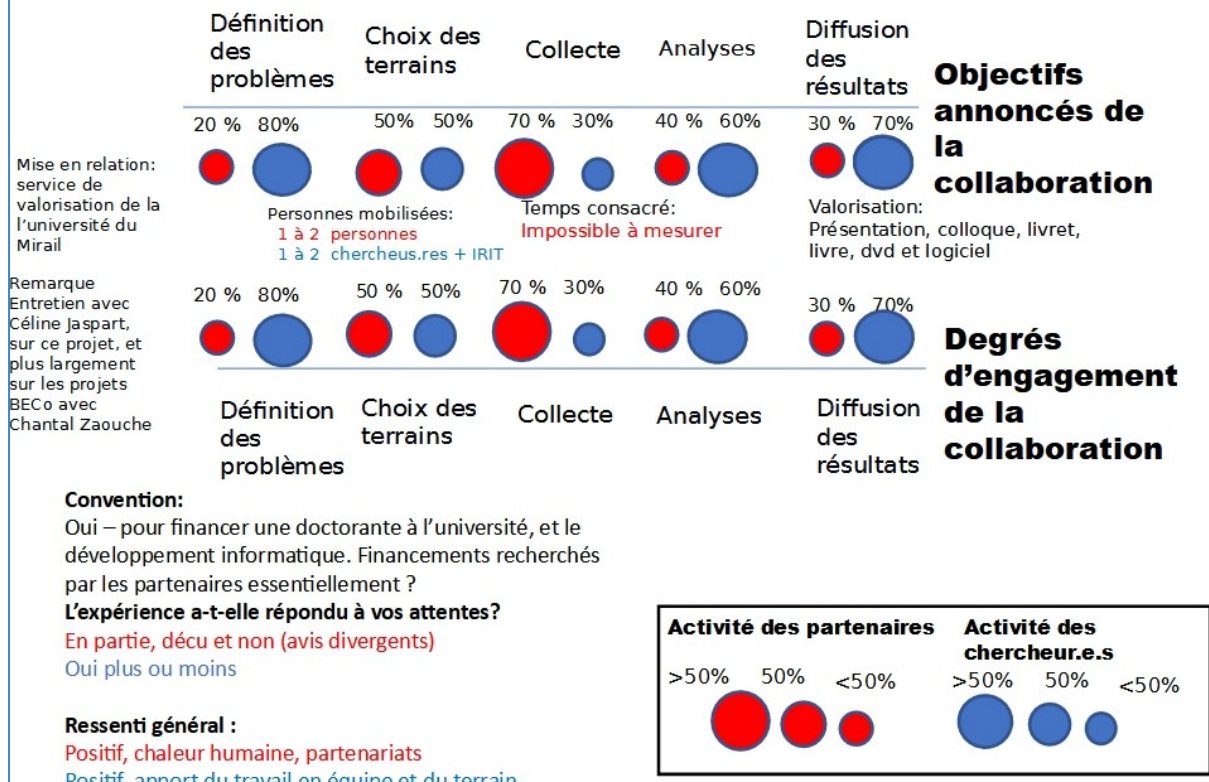
« *Il y a eu des bilans avec Olivia Paul* », se souvient Céline Jaspard. « *Elle a recueilli nos paroles sur ce qui s'était passé sur les ateliers* ». Selon elle, la répartition des tâches sur cette étape était de 40 % pour Animação, 60 % pour les chercheuses. Côté outil logiciel, Animação a analysé le visuel, l'ergonomie au regard des différentes expériences d'animation, et Chantal Zaouche a analysé l'outil, et son apport.

Production et diffusion

Il y a eu plusieurs écrits et vidéos, produits à 30 % par les partenaires, 70 % par les chercheuses. « *On a rédigé un chapitre sur les ateliers, produit un DVD, plus un film spécifique sur la séance d'introduction. Le travail a également été valorisé au cours d'un colloque* (BECo - «De Gepetto à Sémaphore : La mario.net pour accompagner les enfants», Jean-Jacques Flores et Céline Jaspard (Studio Animação), Chantal Zaouche Gaudron (Pr. de Psychologie de l'enfant (UMR Lisst-Cers), et aux journées pour les professionnels de l'enfance, par le CMPP de Rodez. Ils ont également rencontré beaucoup de professionnel·les pour leur montrer l'outil, leur expliquer.

Par ailleurs, un livret à destination des partenaires et un livre ont été rédigés par Chantal Zaouche Gaudron.

Expérience : Mario.net – réalisation du film



Ressentis

Céline Jaspard estime que le projet a « en grande partie » répondu à ses attentes « et même plus sur certains points et non pour d'autres ».

«Cela a permis de nous approprier cette thématique et on a été plus loin que ce qu'on imaginait. Le problème c'est justement que ça a été beaucoup plus loin que ce qu'on imaginait. Cela fait 10 ans qu'on travaille dessus. Au départ on est intéressé par la création avec les enfants, et le développement en question n'est pas prévu. Mais à partir du moment où on a rencontré Chantal, on a poursuivi cette aventure.

Depuis deux ans, on travaille avec une association d'aide aux femmes à Saint Gaudens. On a développé un projet soutenu par la Fondation de France. Ça a été vraiment la découverte d'un problème et l'envie d'essayer d'améliorer cette situation, et d'essayer de trouver une solution pour aider les enfants ».

« Sur ce projet, on reste en lien avec Olivia Paul, on suit ce qu'elle fait, et [le travail de] Chantal Zaouche. On fait toujours des points réguliers sur ce qu'on fait, sur ce projet-là. L'association s'appelle «Femmes de papiers », et le projet s'appelle «S'exprimer, et agir pour dire non à la violence ».

Les apports pour les chercheurs et les partenaires

Selon Céline Jaspard, les apports pour les chercheuses ont été de « voir le travail sur le terrain, notamment pour Olivia Paul, mais aussi des apports sur des aspects techniques, les difficultés rencontrées, la création d'un DVD.»

Si c'était à refaire

« On le referait », estime Céline Jaspard. « Après on a toujours cette frustration de ne pas avoir été assez soutenus notamment au niveau institutionnel. On s'est peut-être lancés de manière un peu trop optimiste dans ce projet sans assez voir les prochaines étapes. Pas assez aidés sur la partie de diffusion. On a foncé, on a développé ça dans un élan.

Ça représente aujourd'hui 20 % de l'activité de l'association, qui intervient par ailleurs sur d'autres domaines, avec des outils proches, mais pas sur les mêmes thématiques : les émotions, projets, le cinéma, l'adolescence, la jeunesse, souvent plus légers. Ça reste une excellente expérience qui est quand même dans la suite logique » .

Informations complémentaires

Les mario.net d'Animação sont nées d'une collaboration avec des chercheurs en informatique de l'IRIT dont Céline Jaspert s'était rapprochée après un stage à l'Institut International de la Marionnette. « *Au départ, c'est moi qui suis allée démarcher des chercheurs* », explique Céline Jaspert. « *J'ai contacté plusieurs labos. Et l'IRIT a été intéressé par ce que je leur proposais. En fait, on est toujours en lien avec eux depuis 98. Ce sont devenus des amis. On a eu cette approche d'aller rencontrer un milieu qu'on ne connaissait pas du tout, de le découvrir. On continue à discuter de projets.*

C'était une autre époque, on était pionniers, très peu d'artistes allaient vers les sciences, les chercheurs et les scientifiques. Ils ont été surpris et étonnés. Pourtant l'IRIT étaient des précurseurs dans les nouvelles images de la réalité virtuelle. Ils avaient déjà été approchés par des artistes. On a essentiellement travaillé avec Mr Jean-Pierre Jessel. C'est avec lui qu'on a développé des projets et qui nous a accompagnés jusqu'à maintenant. Ce qui était important quand on a rencontré l'IRIT, c'est que j'avais quand même un petit background, j'avais un lien et un intérêt pour l'informatique, j'avais de petites connaissances. Je n'étais pas comme une artiste qui arrive sans avoir aucune connaissance du milieu avec lequel elle souhaite collaborer, j'avais de petites connaissances qui ont fait qu'ils ont été plus à l'écoute de mes propositions ». Elle ne sait pas s'il y a eu des publications scientifiques autour du projet du côté de l'IRIT.

○ **Expérience n°9 : Discretion**

Synthèse rédigée dans le cadre de la plateforme Ircot par Nathalie Chauvac

De novembre 2017 à juin 2019, s'est déroulé un projet de recherche collaborative entre Nathalie Cochoy, professeure au département d'études anglophones de l'Université Jean Jaurès à Toulouse, et directrice du laboratoire Cultures Anglo-Saxonnes, Marie Bouchet, maîtresse de conférence en littérature américaine et art contemporain à l'université Toulouse Jean Jaurès et Quentin Jouret, vidéaste, enseignant à l'Institut des Beaux Arts de Toulouse, docteur en Arts Plastiques, ce projet s'inscrivant dans la droite ligne de son travail de thèse²⁴. Ce projet s'est matérialisé par une exposition à la fondation l'Ecureuil, et deux journées d'étude pour présenter les travaux réalisés.

Ce récit est basé sur des entretiens avec Nathalie Cochoy et Quentin Jouret, complétés par des informations disponibles en ligne sur l'exposition Discretion.

Contexte

Le laboratoire CAS est un laboratoire de langue, ses axes principaux étant la littérature, les arts, la civilisation et la linguistique. Ils font notamment des manifestations croisées avec des théâtres et des cinémathèques comme les Augustins. Ce sont des partenariats informels, et le plus souvent sans financement propre. Par exemple, l'organisation d'un spectacle de danse au Musée des Augustins a donné lieu à l'échange de locaux. Il s'agit également d'organisation de visites, de conférences, de journées d'études... Certaines manifestations par exemple ont lieu au TNT ou au Théâtre Garonne. Le laboratoire participe aux événements de la ville : par exemple ils avaient organisé une journée autour de la littérature américaine lors de la Novela. Il y a également la médiathèque.

Ils ont également un partenariat avec ISDAT-Beaux-Arts et avec la Fondation Ecureuil. L'ISDAT-Beaux-Arts est le seul partenariat qui a donné lieu à une convention. Il s'agit là encore de visites, de conférences etc. Les autres sont des partenariats ponctuels renouvelés régulièrement. Ces conventions sont signées lors de contacts pris par des organisations qui, vu les thèmes de recherche du laboratoire, ont voulu prolonger la collaboration. La convention signifie qu'ils sont prêts à travailler les uns avec les autres.

C'est dans le cadre du partenariat avec l'ISDAT-Beaux Arts et la Fondation Ecureuil qu'a eu lieu la recherche collaborative dont il est question ici.

Le projet « Discretion » est parti d'un projet d'exposition à la Fondation Ecureuil, sur un thème personnel, dans la poursuite de son travail de thèse, la discrétion dans les arts plastiques.

L'idée était de rebondir sur ce thème qui intéressait beaucoup Marie Bouchet. Ils partageaient avec Quentin Jouret un intérêt pour un philosophe, Pierre Zaoui « qui a écrit un « *petit bouquin* »²⁵ intitulé « La discrétion ou

²⁴ <https://mshs.univ-toulouse.fr/plateformes/les-plateformes-dexpertise/ircot-initiatives-de-recherches-collaboratives-toulouse/>

²⁵ Chauvac, Nathalie, Brice Navereau, Laurent Jégou, et Michel Grossetti. « Localisation géographique de la production scientifique en Occitanie - Compréhension des dynamiques spatiales de l'activité scientifique à

l'art de disparaître», et l'idée était de l'inviter à Toulouse.

« L'idée c'était d'organiser une journée d'étude, sauf qu'on la faisait aux Beaux Arts, dans l'atelier d'arts plastiques, avec les trucs classiques, appel, sélection de textes. Mais on n'a pas eu Pierre Zaoui parce qu'il était malade. Mais il est venu à la deuxième journée qu'on a organisée deux ans après.

Du coup, Pierre Zaoui a pu venir, et cette fois-ci c'est une journée qu'on a fait à l'université, à la Maison de la Recherche ». C'est Marie qui a pris contact avec lui, et qui a porté le projet.

Il pense que Marie et lui ont été mis en contact par des amis communs à l'université, mais il ne se rappelle plus les détails. La première journée a eu lieu, lui semble-t-il, en 2016.

« Il y avait une convention, mais c'est un budget modeste, c'était surtout côté université, les Beaux Arts ont mis à disposition un espace, peut-être un buffet ou des choses comme ça ». Ils ont travaillé sur ce projet tous les deux. « C'est bien d'être à deux, ça va plus vite ».

Le temps passé est estimé par Quentin Jouret à *« des dizaines d'heures, mails coup, de fils, peut-être 20 heures de préparation, dossiers, plus son intervention et la préparation »*. Il n'a aucune idée du temps passé par les chercheuses, *« mais comme Marie était très moteur, elle a peut-être passé plus sur la rédaction des documents, la gestion du budget »*.

Définition des questionnements de recherche, préparation et organisation de la journée

Quentin Jouret estime que la définition des questionnements de la recherche a été portée par les deux partenaires. C'était *« un peu les deux. J'arrivais avec la proposition de partir de l'expo que j'avais monté, et elle ses préoccupations sur la littérature anglo-saxonne.*

Moi j'arrivais avec des plasticiens, hors monde universitaire, qui faisaient des projections. C'était plutôt pas mal, par rapport au format plutôt soporifique des journées d'études classiques à l'université. Et en plus dans le contexte de l'atelier, ça a plu à tout le monde. C'est moi qui ait proposé le lieu. C'était un peu compliqué, mais ça a plu à tout le monde. On avait un grand écran pour projeter.

On a rédigé le texte ensemble, mais Marie a été très moteur, a fait le 1^{er} jet, et j'ai apporté des modifications. Et elle a diffusé sur ses réseaux. On a fait la sélection en binôme. Marie était motrice sur réception des documents et la mise en commun.

Moi, j'étais moteur pour inviter des gens en direct. J'avais déjà des artistes que je connaissais bien, et dont je savais que la thématique était proche, et j'ai eu 3 intervenants qui se sont greffés sans qu'il y ait besoin de quoi que ce soit. Et Marie en a rajouté aussi. On a fonctionné comme ça ».

Quand est arrivé le grand jour, les tâches ont encore une fois été réparties selon Quentin Jouret entre Marie Bouchet, de l'université et lui, avec l'appui du service technique de l'école des Beaux-Arts pour l'aspect technique, l'installation de l'écran, du vidéoprojecteur, et le buffet.

Selon lui, *« le jour même, c'est un peu flou, parce que c'était quand même le meilleur moment. Je ne compte plus le temps de travail, mais c'était un bon moment qui était fatigant. Il fallait accueillir tout le monde, être un peu là pour aider, y compris la veille. La répartition s'est faite en moitié moitié sur tout ce qu'il y avait à faire, accueillir, avoir son téléphone pour être sûr que tout le monde trouvait le chemin, gérer le temps ».*

Diffusion

Les journées d'étude et l'exposition ont fait l'objet d'une publicité, se souvient Quentin Jouret, il n'y a pas eu de publication. *« C'est plutôt Marie, avec la technique et l'expertise de mise en ligne. Il pense qu'il y a eu une publication numérique de Marie (non trouvée) »*. Il ne se rappelle plus de cette dernière partie. *« Je me rappelle qu'on avait fait la collecte exhaustive de toutes les interventions »*.

Ressentis

Quentin Jouret estime que le projet a répondu à ses attentes de départ, surtout la première année parce que il a *« bien aimé déplacer le modèle. J'ai fait pas mal de journées d'études et je suis assez critique sur les formats universitaires qui manquent un peu de spontanéité, de vivacité, où on fait de la recherche par la recherche pour la recherche. Du coup, ce que j'ai bien aimé, c'est ce mixte institutionnel et le fait d'être nous aux Beaux Arts, sur des logiques plus approfondies, des références plus pointues, et en même temps, j'étais content d'apporter le souffle avec des formats un peu plus surprenants, même s'il y en a, mais je n'en ai pas vu tant que ça, avec des artistes, qui ont plein de choses à dire sur un thème mais ne le disent pas forcément avec des formes traditionnelles »*.

Plus globalement, s'il pense que *« ce genre de partenariat c'est toujours bien, que c'est toujours mieux de*

l'échelle de la Région Occitanie ». Toulouse: CRRDT Région Occitanie, août 2020.

travailler avec des gens qui ne sont pas de notre univers, plutôt que de ressasser des choses qui sont de notre quant à soi ». Il souligne qu'il « aurait fallu qu'il y ait une volonté côté Beaux-Arts ou côté administration de pérenniser ce type de partenariat pour éviter la fatigue et la charge de travail que ça a impliqué pour deux personnes, ce qui était vraiment très peu en termes de budget. Après, s'il n'y a pas de relais derrière au niveau des institutions pour encourager, féliciter et budgétiser, dans une logique de voir ce genre de partenariat se reconduire, ça reste des expériences ponctuelles qui sont intéressantes mais peut-être pas capitalisées dans le temps ».

«S'il n'y a pas de suivi derrière, c'est compliqué parce qu'il faut inventer. Nous on n'a jamais fait ça, ce format une journée comme ça aux Beaux-Arts, sous cette forme là, avec ce partenariat là, c'était une première. Pour moi il n'y a pas de suivi derrière. Ça aurait impliqué de tisser des liens plus forts, moi ou avec Marie, ou de travailler avec d'autres labos. Et puis c'est l'argent, il faut mettre de l'argent sur la table. On n'a pas vraiment de budget ciblé pour ce genre de choses. La recherche ne fait pas parler en tant que telle de nos objectifs ».

Il a l'impression que pour les chercheuses, et notamment pour Marie Bouchet, cela s'est avéré positif, d'une part parce qu'elle « était curieuse et avait envie de creuser et je pense qu'on était sur la même longueur d'onde pour creuser ce type de chose, institutionnel autant qu'amical », d'autre part parce qu'elle « répondait aussi à des injections internes assez lourdes au sein de l'université qui conduisent à produire, produire, produire. Produire de la recherche. Donc ça veut dire qu'elle de son côté, elle a intérêt voire l'obligation à organiser ce genre de choses et à les notifier dans les différents rapports annuels qu'on doit produire annuellement, combien tu as publié, ce genre de choses. Donc je pense que de son côté il y a aussi cette motivation là, j'imagine. J'imagine bien que ce n'est pas la seule ».

Enfin le projet a « peut-être rappelé à un certain nombre de personnes qu'il y a des thésards aux Beaux-Arts. Pour moi, en interne, c'était intéressant de le rappeler. , mais on commence aussi à être dans les mêmes critères européens, ceux du LMD, donc c'est plus cette culture des journées d'étude, nous on est plus dans les workshop. On publie assez peu, on n'est pas dans cette logique là, mais si on fait de la comm', c'est plus pour mettre en avant les journées ceci, les expos ».

○

○ **Expérience n° 10 : MIAOU Emploi**

Réponses aux questionnaires pour AG, JJ, NC et FH, et en partie questionnaire en partie entretien à partir du questionnaire pour PR ; synthèse d'un atelier avec tous les répondant.es animé par Brice Navereau, rédigé par Grégory Beaussart pour Scool.

Partie A : 1 – IDENTIFICATION

Q1: Quel est votre nom ou celui du collectif que vous représentez et sa raison sociale ?

AG : Adrien Gautier, représente le collectif Makers&Co, membre du collectif MIAOU

JJ : S.C.I.C Les Imaginations Fertiles

PR : Philippe RIGAL, SCIC Les Imaginations Fertiles, Partenaire Méthode Miaou

NC : Nathalie Chauvac SCIC Scool

FH : Fanny Hugues Scic Scool

Q1 bis : Quel est votre fonction, et votre institution d'appartenance ?

AG : Apporte un regard "Maker" au sein du collectif MIAOU

JJ : Designer de service, Les Imaginations Fertiles

PR : Coordinateur de projet, SCIC les Imaginations Fertiles

NC : Sociologue à Scool, PAST à l'université TOulouse Jean Jaurès

FH: Actuellement doctorante au CEMS/EHESS, au moment du projet enquêtrice sociologue à Scool,

Q2 : Que vous soyez seul ou représentant d'un collectif, quels sont en quelques mots les thématiques ou problématiques qui vous ont poussé à engager une collaboration avec des chercheurs ?

AG : Pour travailler de façon approfondie sur des sujets mal appréhendés dans les secteurs techniques.

JJ : Créer des projets d'innovations sociales autour de l'écosystème de notre Tiers-lieu Expérimenter l'innovation participative et interdisciplinaires avec usagers finaux, designers, sociologues et makers Construire des projets qui ont du sens socialement Travailler des projets qui apportent une autre dimension que la

technique et technologique Construire un collectif fort pour "faire reconnaître" l'utilité et la pertinence des projets d'innovation issue des sciences humaines et sociale

PR : Selon moi différents éléments nous ont poussé à collaborer : la qualité de la relation personnelle avec la chercheuse, la compétence et l'expertise de la chercheuse sur le sujet de l'emploi, le fait qu'il n'y avait pas de réponse sur le territoire par rapport à une problématique identifiée par les acteurs de terrain, l'habitude de travail en commun, les limites des méthodologies de projet de design à prendre en compte la complexité d'une question telle que l'emploi.

NC : Pourquoi je suis allé vers les partenaires de cette recherche ? C'est eux qui sont venus vers moi pour monter ensemble un projet de recherche répondant à la demande de certains de leurs propres partenaires, notamment de la ville de Toulouse, sur les jeunes et les dispositifs, dans un quartier comme le Mirail.

FH : Richesse de la recherche à plusieurs : davantage de terrain, analyse plus fine et complexe Développer le "travail de groupe" dans la recherche, monde solitaire et concurrentiel

Partie B : 2 - EXPERIENCE DE COLLABORATION

Q3 : La collaboration est à l'origine :

AG : Une demande de votre collectif ou structure

JJ : À l'initiative d'un ou d'une équipe de chercheurs

PR : C'est une histoire particulière, née de mes fonctions, quand j'étais chargé de projet jeunesse, et à la rencontre de différentes structures de l'emploi. J'ai vu qu'il y avait un vrai problème sur la mobilisation des publics, que tout le monde rencontrait des difficultés, et qu'au final les structures discutaient entre elles pour trouver une solution sans jamais associer les publics. J'étais en rapport avec les financeurs, et à partir de ce constat je leur avais dit que s'il fallait associer les publics on pourrait, nous, réfléchir à cette question. On a une super équipe qui mobilise à la fois des chercheurs, des designers et des makers, donc on peut réfléchir à la question. Ça nous intéressait d'autant plus que l'emploi et l'accès à l'emploi sont la spécialité de la chercheuse qui est impliquée dans l'équipe. Le projet s'est monté de la sorte, par rapport à un besoin territorial et sur les acteurs publics, une méthode déjà éprouvée et des compétences très spécifiques concernant l'emploi, de par la structure de recherche.

Question supplémentaire pour PR : Tu peux rappeler tes fonctions de chargé de projet recherche ?

Je fais partie d'une société coopérative d'intérêt collectif qui s'appelle IF, dans laquelle les deux membres de notre équipe de recherche-action sont sociétaires, à la fois SCOOOL et Maker & Co, qui s'occupe de la partie de prototypage. J'étais chargé de projet jeunesse. Et là-dessus, on avait monté deux ou trois projets. Les IF sont une coopérative qui est en charge de la gestion et de l'animation d'un tiers lieu sur le territoire de Toulouse, axé à la fois sur les entreprises de l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale. L'une des problématiques identifiées était qu'il s'agissait d'un tiers lieu très accessible, mais plutôt sur des publics issus du centre ville, et qu'on était à proximité des quartiers politiques de la ville. Il nous semblait intéressant de faire découvrir les activités et les dynamiques du tiers lieu et les dynamiques d'acteurs à des jeunes issus de milieu populaire. Dans ce cadre-là, on avait organisé des projets jeunesse pour faire découvrir la fabrication numérique, artisanale et le SS, et on travaillait pour cela en partenariat avec une structure qui s'appelait l'ADEN-S, qui s'occupait de l'accompagnement social et qui mobilisait des structures d'accompagnement à l'insertion : missions locales, pôle emploi et des structures associatives. Moi-même, je coordonnais ces projets-là. Il s'agissait de se dire que tout le monde avait des problématiques à mobiliser sur les dispositifs existants, et notamment les jeunes qui étaient les plus éloignés des questions de l'emploi. Mais il se testait différents dispositifs sans pour autant creuser la question ni se demander la raison pour laquelle les jeunes ne se positionnaient pas sur ces dispositifs.

NC : Une demande de votre collectif ou structure

FH : à l'initiative des chercheurs

Q4: Comment décririez-vous concrètement en quelques mots cette expérience de collaboration (objets, organisations, demande du collectif, ou initiative d'un chercheur ou d'une équipe de recherche...)?

AG : Le sujet étudié est celui de l'emploi des jeunes de 18 à 26 ans dans un quartier politique de la ville de Toulouse. Cette thématique est très proche des sujets traités par les deux autres membres de collectifs et est même une thématique particulièrement traitée par "la partie chercheur-se". En tant de "Maker/ingénieur" et en résonance avec un parcours personnel, ces thématiques sont passionnantes mais sans aucune connaissance particulière du sujet, j'ai "suivi" en étant force de proposition sur un plan opérationnel et avec un regard "neuf/naïf"

JJ : Il est difficile de répondre à la question d'avant .. trop "dualiste" car, même si le projet et la naissance de notre collaboration s'est fait via un projet porté par la s.C.I.C de chercheurs, il est né de nos réflexions, échanges, travail partagé sur le Tiers-Lieu. La sociologue gérante Nathalie Chauvac a ensuite eu l'occasion de

pouvoir porter un projet d'innovation interdisciplinaire via un fond régional et c'est ainsi que nous avons écrit ensemble le projet Méthode Miaou, qui a donné naissance ensuite à différentes thématiques et différents financements autour de thématiques variées (maintien en autonomie des personnes âgées, réemploi, innovation numérique et gestion des déchets, emploi des jeunes en quartier prioritaire)

PR : Je pense que c'est une collaboration qui est basée sur l'humain, sur les personnes. Je trouve que ça a une grande importance. C'est une équipe qui fonctionne en confiance et en intégration. C'est une collaboration également basée sur la compétence, avec des compétences propres apportées par chaque structure. Ensuite, c'est une liaison par le projet qui permet à chacun d'apporter sa compétence, et même de re-questionner, d'échanger et d'avoir des regards divers sur une même question.

NC : Projet de recherche collaborative et participative : nous avons construit le projet, recherché des financements ensemble puis conduit le projet lui-même avec nos compétences respectives. La partie sociologique était assurée par Fanny Hugues de Scool et moi-même. Nous nous appuyons sur des travaux personnels antérieurs sur les trajectoires professionnelles. Nous avons associé nos partenaires des Imaginations Fertiles, Makers & co et les financeurs aux premières phases : échanges autour de la revue de l'art pour affiner la problématique. A partir de la phase de choix des terrains, nous avons associé une équipe de jeunes habitants du quartier du Mirail recrutés comme assistant.e.s enquêteurs et enquêtrices au sein de Scool, dans le cadre de missions d'intérim. Ils et elles ont participé avec les partenaires à l'ensemble de l'enquête jusqu'aux ateliers avec des professionnel.les, restitutions, réflexions sur les pistes de solution à proposer.

FH : Nathalie Chauvac m'a envoyé un mail pour me proposer de travailler sur le projet MIAOU emploi en tant que sociologue avec elle, dans le cadre de SCool (coopérative de recherches en sciences sociales). J'ai tout de suite été enjouée d'une telle proposition. J'entrais à cette époque en Master 2 de sociologie, et cette collaboration m'a permis d'apprendre à mener une enquête du début à la fin, et m'a beaucoup formée.

Q5: Quels étaient les chercheurs et laboratoires concernés ?

AG : La coopérative de sociologues SCool, également enseignants chercheurs à l'université de Jean Jaurès.

JJ : Labo, Nathalie Chauvac

PR : Il y avait Nathalie et Fanny. Je ne sais pas si à l'époque elle était dans un laboratoire de recherche ou étudiante.

NC : le LISST CERS dont je suis membre associée, et le master MISS rattaché au même laboratoire, une promotion ayant participé à l'enquête de terrain

FH : Nathalie Chauvac LISST / UT2J / SCool

Q6: Comment avez-vous été mis en relation (relations personnelles, organismes, annuaires, base de données, internet, autres...) ?

AG : Nous nous sommes rencontrés au sein d'un Tiers-Lieu Toulousain Le Multiple

JJ : Via leur investissement dans notre Tiers-Lieu et leur sociétariat dans notre S.C.I.C depuis le début

PR : La mise en relation, c'est qu'on occupait à la fois un même lieu, et on avait des collaborations dans le cadre de la SCIC. Par ce biais, il y a eu le montage de par l'initiative de Scool de la méthode MIAOU, qu'on a co-fondé avec nos deux structures Artilect Lab et Makers & Co, qui a pris la suite.

NC : nous avons travaillé ensemble sur d'autres thématiques par le passé, en associant nos compétences, et nous partageons les mêmes locaux puisque je travaille à mi-temps pour Scool

FH : J'avais contacté SCool deux années auparavant pour effectuer un stage avec la coopérative. Nathalie s'était souvenue de moi et m'a recontactée.

Q7: En quelle année cette expérience a-t-elle commencé ?

AG : 2015

JJ : 2015

PR : Je crois qu'on a amorcé les premières touches en novembre ou décembre 2017. Après, il y a eu toute une phase où on a eu un intérêt de la part des collectivités et de l'état sur le projet et où l'on a commencé à structurer une première approche du projet. On a démarré quasiment un an plus tard.

NC : 2017

FH : 2018

Q8: En quelle année a-t-elle pris fin ? (Si elle se poursuit, notez-le ici en indiquant "en cours")

AG : durée de 6 mois entre 2018 et 2019. Le collectif MIAOU existe toujours.

JJ : 2020

PR : C'est très particulier. Il y a eu une fin en juillet 2019 et en même temps, c'était une étape. C'était la fin du

projet de recherche en tant que tel pour nous, mais par contre il y a encore des ouvertures et des possibilités sur la capitalisation de ces résultats et sur le partage. Là-dessus, on n'est pas arrivés au bout, à mon sens.

NC : 2019, sauf la publication de l'ouvrage et d'articles en cours

FH : en cours (communication à l'automne) mais sinon fin en 2019

Q9: Cette expérience collaborative a-t-elle fait l'objet d'une convention ou d'un contrat ?

AG : Oui

JJ : Non

PR : Pour moi, ce qui nous lie c'était aussi les conventions qu'on avait signées avec nos financeurs, qui décrivaient le projet et les rôles qu'on avait dans le projet. Donc c'était une façon formelle de cadrer l'implication de chacun et les objectifs qu'on voulait atteindre. Et après, je crois que dans le cadre de la méthode MIAOU il y a un document de référence, mais à mon sens on n'y a peu fait appel.

NC : non

FH : non

Q10: Si oui, précisez (type, format...) :

AG : Le collectif est lié par un consortium

JJ : Il y a eu un contrat pour la première méthode et le premier financement mais pas ensuite

PR : Oui, c'était tout un travail de mobilisation des financeurs. Je crois qu'on a réussi à mobiliser 80K euros sur le projet, si je ne compte pas les crédits d'impôts. Mais il y a eu un financement du projet par des acteurs publics et des acteurs privés. Les IF ont plutôt porté la majorité des financements mais SCOOOL aussi. Après, tout l'enjeu concernait plus [la création d'(?)] un budget prédéterminé qu'à travailler aux ajustements de ce budget-là et aux répartitions des flux financiers en fonction de postes déterminés au préalable. Après, on s'est vite rendu compte que compte tenu de l'ampleur du projet, tous les postes n'ont pas été financés concrètement.

NC : Accord de partenariat oral

FH : mais je suis devenue associée de la coopérative suite à ce projet

Q11: Cette opération a-t-elle fait l'objet d'un échange financier (au-delà de remboursements de déplacements ou d'hébergements) ?

AG : oui

JJ : oui

PR : oui

NC : oui

FH : oui

Q12: Si oui, pouvez-vous préciser ?

AG : La mission en question a pris la forme d'une commande principalement de la région Occitanie, de l'État via la préfecture de Toulouse et de la ville de Toulouse.

JJ : Co-traitance, partage des fonds dédiés à l'étude sur base du temps de travail des salariés et chercheurs. Chaque structure a établi un forfait d'heures en amont selon un calendrier et un partage des différents travaux et tâches à produire.

PR : c'était tout un travail de mobilisation des financeurs. Je crois qu'on a réussi à mobiliser 80K euros sur le projet, si je ne compte pas les crédits d'impôts. Mais il y a eu un financement du projet par des acteurs publics et des acteurs privés. Les IF ont plutôt porté la majorité des financements mais SCOOOL aussi. Après, tout l'enjeu concernait plus [la création d'(?)] un budget prédéterminé qu'à travailler aux ajustements de ce budget-là et aux répartitions des flux financiers en fonction de postes déterminés au préalable. Après, on s'est vite rendu compte que compte tenu de l'ampleur du projet, tous les postes n'ont pas été financés concrètement.

NC : Nous nous sommes répartis les financements du projet, et avons appliqué un partage en fonction des tâches prises en charge. Scool a perçu un complément financier des IF, en plus de financements de la mairie de Toulouse. Les Imaginations Fertiles ont perçu des financements de la DIRECCTE, des bailleurs sociaux et de la fondation Agrr.

NC : J'ai été salariée de SCool d'octobre 2018 à juillet 2019 inclus. Et remboursements de train ou de livres de manière ponctuelle.

Q13: Combien de personnes sont ou ont été impliquées dans la démarche [du côté des partenaires] ?

AG : Nous sommes trois "non chercheurs" à avoir travaillé tout au long de l'étude plus une douzaine de co-enquêteurs et co-enquêtrices de façon plus ou moins ponctuelle.

JJ : 4

PR : De façon très opérationnelle, deux personnes :. De façon plus large, toute l'équipe a été impliquée dans la

démarche

NC : 4

FH : Une dizaine de personnes (jeunes du quartier du Mirail, designers, makers, dessinatrice, etc)

Q14: Pouvez-vous indiquer leur nom et leur fonction si possible ?

AG : Julie: designer Philippe: gestion de projet les co-enquêteurs et co-enquêtrices font partie des "jeunes étudiés" dont l'anonymat est préservé.

JJ : Philippe Rigal, chargé d'innovation et de gestion de projet, Julie Jodet, Designer de service, Robin Sanchez, stagiaire en design, Quentin Lhommeau, stagiaire en design

PR : Julie Jodet, designer, et moi-même + toute l'équipe dans à des moments donnés, notamment sur des temps d'échange ou de présentation sur le projet.

NC : Julie Jodet Chaouni et Philippe Rigal des Imaginations Fertiles, Adrien et Pierre Gautier de Makers & co

FH : Julie Jodet-Chaouni (Imaginations Fertiles), dessinatrice pendant le projet

Philippe Rigal, responsable du financement pendant le projet

Adrien Gautier, makers (Fab Lab Artilect)

Des jeunes du quartier du Mirail (au chômage, en intérim, en "insertion")

> Tout le monde a participé aux ateliers et aux séances de "brainstorming" pendant le projet

Q15: Et du côté des chercheurs ?

AG : principalement Nathalie : sociologue Deux sociologues en formation : Ludmila et Fanny

JJ : 2

PR : oui, Nathalie Chauvac, qui est au LISST-CERS, et Fanny Hugues

NC : 2 + les assistant.e.s enquêteurs.trices (12)

FH: une plus moi

Q16: Pouvez-vous les citer ?

AG : Voir ci-dessus

JJ : Nathalie Chauvac, Fanny Hugues

PR : Voir ci-dessus

NC : Fanny Hugues sociologue et moi Pour les assistant.e.s, impossible en raison d'une question de confidentialité

FH : Nathalie Chauvac et moi

Q17: D'autres personnes ou structures ont-elles participé ?

AG : oui

JJ : oui

PR : oui. Il y avait aussi la boîte Oxygène intérim, et il y avait aussi Agathe Courtiade, au niveau des bailleurs, qui était présente sur certains temps. Il y a eu Maker & Co et Adrien Gautier, partenaire du projet, Pierre Gautier est venu aussi sur des temps de mobilisation. Et aussi oui, Hamid Tarrabe. Je pensais aussi à TME, qui est une association satellite de la métropole. Et Sophia Duget [orthographe correcte ?], car c'est à travers une discussion avec elle qu'a émergé l'idée de lancer ce projet. Au niveau de la mission locale, on a aussi une personne – j'ai oublié son prénom – qui est venue, Céline Raucoules [orthographe correcte ?] au niveau du PLIE, et j'en oublie. Il y avait une multitude d'acteurs associés de près ou de loin au projet. Je citerai aussi madame [nom de famille que je n'arrive pas à retrouver], sous-préfète à la politique de la ville, qui a été un soutien particulier sur le projet et qui a permis d'en lancer la démarche. On peut citer aussi Lopez, déléguée du préfet en chambre de l'emploi à l'époque, qui n'avait pas suivi le projet sur le plan opérationnel mais qui, lors des phases de montage, a été assez active aux côtés d'Élodie Bonnet. Il doit y en avoir d'autres, mais je les oublie.

NC : oui

Q18: Si oui, s'agissait-il de chercheurs, d'étudiants, de doctorants, d'ingénieurs, d'autres personnes ou structures ? Quelles étaient leurs fonctions dans la collaboration ? Pouvez-vous les nommer ?

AG : Beaucoup de personnes et structures ont participé à l'étude: des citoyens de la villes, les structures de l'emploi, les commanditaires etc.

JJ : un ingénieur-maker, fondateur du fablab mobile, makers & co et fabricant-animateur du Tiny Lab qui a servi à notre étude terrain + jeunes collègues assistants chercheurs (issus des quartiers et en situation de needs) - posture d'usagers experts de la situation, salariés en interim

PR : c'étaient notamment nos co-enquêteurs et co-enquêtrices, au nombre de onze ou treize, et qui ont été salariés durant le projet via des contrats intérimés par SCOOOL. Nos financeurs et partenaires ont aussi participé au projet. C'était la ville de Toulouse, la métropole de Toulouse, la préfecture 31 par le biais de la DIRECCTE,

mais aussi par le biais des délégués du Préfet, les bailleurs sociaux de Toulouse, AG2R. Pour les nommer, c'étaient Édouard Guerreiro, Raphaël Cerniaud, Virginie Bonnefont, au niveau de la DIRECCTE ainsi qu'Élodie Bonnet, très active sur le projet. Il y a eu madame Bachelet, qui est venue à quelques rencontres aussi, la collègue de Raphaël – j'ai oublié son nom. Au niveau de la fondation AG2R, on avait eu des échanges en fin de projet, que ce soit avec Donata ou sa collègue, dont j'ai oublié le nom aussi.

NC : plusieurs partenaires financiers ont été impliqués à différentes étapes, notamment des salariés de la mairie de Toulouse et de la DIRECCTE.

Q19 : Y avait-il d'autres acteurs scientifiques impliqués dans cette recherche ?

AG : je ne sais pas

JJ : oui, je crois qu'il y a des statisticiens... mais je ne les connais pas.

PR : Voir Q15

NC : non

Q20 : Combien estimeriez-vous en nombre de journées ou en heures passées, le temps consacré à cette collaboration par vous ou votre collectif ?

AG : Officiellement 36 jours de notre côté mais certainement plus comme beaucoup de projet riche de contenu. Le collectif MIAOU a facturé 250 jours à peu près.

JJ : pour la SCIC DES If, je dirais 60 jours (mais sans le savoir réellement).

PR : Quand j'ai préparé, j'ai vu qu'on avait des données en termes de budget de jours consacré au projet. Après, je ne les ai plus en tête, ça doit être de l'ordre de quatre-vingt jours sur la structure. Mais on n'a pas eu de décompte objectif des temps structure sur le projet, et je pense qu'on ne les aura jamais. Mais c'était assez conséquent, surtout si on prend la perspective décembre 2017- juillet 2019. C'est monstrueux.

NC : 500 heures Imaginations Fertiles, à peu près 200 heures Makers & co

Q21: Combien estimeriez-vous en nombre de journées ou d'heures, le temps consacré à cette collaboration par les chercheurs ?

AG : En prenant le chiffre officiel d'une centaine de jours et en multipliant par deux ou trois.

JJ : 45 jours

PR : C'est encore plus monstrueux. Je ne sais pas, mais ça se compte en centaines de jours. Tout dépend le périmètre qu'on prend, mais si l'on prend en compte le montage, la participation au projet... Du point de vue des chercheurs c'est particulier, parce que c'était à la fois un rôle de chercheur mais aussi un rôle de chef d'entreprise, d'accompagnement de salarié qui va au-delà des fonctions de recherche classique. C'est ça aussi qui est intéressant dans le cadre de la SIC, c'est d'avoir des montages un peu particuliers qui peuvent faire naître ces collaborations, qui potentiellement qui sont plus complètes qu'un cas de recherche classique. Mais après ce sont des temps très longs, et il y a aussi derrière la valorisation des éléments de recherche, dans le cadre de colloques, plus les échanges dans le cadre universitaire autre, donc c'est vraiment conséquent.

NC : chercheuses : 415 heures en 2018 et 388 en 2019 pour les deux sociologues en heures salariées, plus des heures bénévoles environ 400 pour moi, plus l'encadrement des étudiantes du master MISS qui ont participé à la collecte de données (100 heures) ? 427 heures sur les deux années pour les assistant.e.s enquêteurs et enquêtrices

FH : $400 + 800 + 320 \times 3 = 2160$ heures.+ trois heures par semaines pour 10 jeunes maximum : 30 heures par semaines soit 120 heures par mois sur 6 mois = 720 heures

Je travaillais environ 8h par semaine soit 32h par mois pendant 10 mois (et un peu plus les premiers mois) soit 400 heures environ, pour ma part (à ajouter les communications par la suite). Nathalie a peut être travaillé le double de mon temps (800 heures...)

Q22: Combien estimeriez-vous en nombre de journées ou d'heures, le temps consacré à cette collaboration par les autres personnes identifiées ?

AG : faire la soustraction :)

JJ : 15 jours

PR : Sur le projet d'un point de vue opérationnel, on a dû faire quatre à cinq temps de travail. C'était des temps de travail conséquents, qui allaient de 3-4 heures, où on mobilisait 5 à 10 personnes. Donc ça c'était sur le temps visible, mais derrière il y a aussi tous les échanges en amont, et pendant le projet. [Philippe fait un calcul mental approximatif du temps.] Ça doit bien faire 400 h.

NC : 6 ateliers de travail de 3 heures pour 5 personnes : 90 heures

Partie C : 3 – Définition des questionnements au cœur de la recherche

Q23 : Diriez-vous que cette définition des questions de recherche a été effectuée :

AG : Principalement par les chercheurs
JJ : Principalement par les chercheurs
PR : par les deux
NC : Par les deux
FH : Principalement par les chercheuses

Q24 : Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de votre part ou de celle de votre collectif dans la définition des questions de recherche ?

AG : Aucune idée. je pense avoir plus contribué aux réponses.

JJ : 30%

PR : Pour la phase remontée du besoin, on est sur du 60 % les autres et 40% chercheurs. Pour la phase de la structuration de ce besoin « primaire » en sujet d'étude, on est plutôt sur du 65 % chercheurs et 35% les autres.

NC : chercheuse 70 / partenaires 30

FH : SCool et les chercheuses : 70%

Q25 : Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, ont été définies les questions à traiter ?

AG : Je pense que c'est la "partie chercheurs" qui maîtrise bien ces questions et qui à su s'inspirer du reste de l'équipe et de ses autres confrères/consœurs

JJ : Par le donneur d'ordre (étude pour la collectivité : Toulouse Métropole, Dirrecte), par les chercheurs et les différents partenaires consultés.

PR : Il y a eu un besoin de base identifié à l'origine, qui a été reformulé en équipe projet, donc c'était plutôt collectif. Après, il y a eu une revue de l'état de l'art réalisée par les chercheurs, du fait de ce besoin primaire identifié, mais partagé à l'ensemble du collectif pour en identifier les éléments sur lesquels il nous semblait important d'avancer collectivement, dans le cadre de l'étude.

NC : à partir d'une question sociale, le travail a été construit en partageant les résultats de travaux déjà existants afin de construire ensemble un projet de recherche sur le terrain, réalisable en s'appuyant sur les compétences mutualisées

FH : A partir du terrain (entretiens observations) et des interactions avec les jeunes surtout (notamment des discussions informelles)

Partie D – 4 : Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Q26 : Pouvez-vous préciser où sont situés les terrains d'enquête ?

AG : Principalement au sein du quartier du Grand Mirail à Toulouse : place publique, parvis de la médiathèque, bas d'immeuble, etc.

JJ : Toulouse, quartier du Mirail

PR : il y a eu un atelier sur la place Abbal à Reynerie, un atelier devant le centre culturel Alban Minville à Bellefontaine et un devant l'immeuble Tintoret.

NC : quartier du Mirail à Toulouse

FH : Les quartiers du Mirail, Bagatelle et Bellefontaine à Toulouse

Q27 : Diriez-vous que le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation a été effectué :

AG : par les deux

JJ : par les deux

PR : par les deux

NC : par les deux

FH : par les deux

Q28 : Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de votre part ou de celle de votre collectif dans le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation (si délibération équilibrée vous pouvez indiquer 50%) ?

AG : Aucun des deux c'est principalement les co-enquêtés en concertation avec le collectif qui ont repéré et choisi

JJ : 30%

PR : Ça a été piloté par les chercheurs, mais défini en collectif. Ça a été coordonné par les chercheurs mais avec les connaissances du collectif. Ça doit être du 30% chercheurs/ 70% collectif, parce qu'il était vraiment question de s'appuyer sur les connaissances des usagers à deux niveaux, à la fois les partenaires et niveau institutionnel, pour la grosse maille [?], et niveau acteurs de terrain (usagers ou non usagers) pour le côté territoire.

NC : Le quartier du Mirail était par définition le terrain, mais les lieux et modes de prise de contact ont été

déterminés à parts égales

FH : 50 %

Q29 : Pouvez-vous expliquer de votre point de vue et en quelques mots les raisons qui ont présidé au choix des terrains ?

AG : Qu'il soit accepté par les co-enquêtés / co-enquêteurs

JJ : la demande du financeur et de l'étude qui portait sur les jeunes de ce quartier, puis ensuite nous avons fait les choix précis selon la nature des espaces, les flux de public, mais aussi le ressenti de nos jeunes collègues assistants chercheurs (issus des quartiers) sur les choix d'implantation

PR : pour le choix des terrains d'enquête, ça se découpe en 2 temps. Durant la phase de construction du projet, en échangeant entre équipes de recherche au sens large (SCOOL, IF et Maker & Co) et les partenaires financeurs, on a défini que le périmètre de la recherche serait le quartier du Mirail, parce que c'était intéressant au niveau des problématiques que l'on souhaitait étudier sur ce quartier là. Ça s'est fait en collaboration avec les acteurs qui connaissaient les terrains sur le territoire de la métropole, donc plutôt les acteurs publics de l'emploi. Dans un deuxième temps, il était question d'identifier les terrains pour recruter des co-enquêteurs. Ça s'est fait par le biais d'un premier atelier en mobilisant des partenaires qu'on connaissait pour mobiliser des jeunes à mi-temps et qu'ils nous disent où l'on pouvait se situer pour mettre en place des ateliers de mobilisation

NC : Intérêt par rapport à la problématique, faisabilité, accessibilité

FH : Difficulté à répondre car je suis arrivée dans le projet au moment où les terrains avaient déjà été choisis (notamment les lieux de "recrutement" des jeunes et des enquêté-e-s). Avant que j'arrive, l'équipe avait fait des balades dans certains quartiers populaires de Toulouse alors concernés par l'enquête (Mirail, Bagatelle, Bellefontaine) pour définir des lieux où se poser avec la tinyhouse certaines après-midi, pour aller à la rencontre des personnes du quartier.

Partie E : 5 – Collecte des informations ou des données

Q30 : Diriez-vous que cette collecte a été effectuée :

AG : Par les deux

JJ : Principalement par les chercheurs

PR : par les deux

NC : par les deux

FH : principalement par les chercheurs

Q31 : Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de votre part ou de celle de votre collectif dans la collecte des informations ou des données ?

AG : aucune réponse donnée

JJ : 20%

PR : 60 % chercheurs/40% reste

NC : 80/20

FH : 90 %

Q32 : Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la collecte des informations ou des données ?

AG : Nous avons tous participé aux entretiens et collecte de données avec plus ou moins d'efficacité mais toujours "supervisées" par un sociologue qui ont aussi effectué de traitement des données.

JJ : ateliers dans l'espace public, dessins, échanges

PR : Il y a eu le souhait de s'appuyer sur les usagers. Pour rappel, l'idée était d'identifier des personnes vivant ou ayant vécu dans le quartier du Mirail et qui sont en situation d'emploi, afin de reconstituer à travers des entretiens longs leurs trajectoires. Les entretiens étaient menés à la fois par des sociologues épaulés par des assistants enquêteurs, qui sont des jeunes plutôt en situation intermédiaire, ni en emploi, ni en stage ni en formation, avec des niveaux de qualification assez bas. L'une des bases de réflexion de départ était de se servir de l'expérience de nos co-enquêteurs pour identifier les personnes à aller enquêter. Cela n'a pas fonctionné comme souhaité. Dans les faits, je ne sais pas si on en a eu. Un ou deux, peut-être... Après, ça a été un travail plutôt méthodique de la part des chercheurs, que d'identifier par différents biais, à la fois réseaux sociaux et réseaux d'interconnaissance, à la fois de l'équipe de recherche mais plus largement des personnes entrant dans le cadre recherché, en s'assurant d'avoir une diversité de profils. Chacun a contribué à trouver quelques personnes.

NC : Julie Jodet, Philippe Rigal et Adrien Gautier ont participé chacun à des entretiens pour se familiariser avec

cette méthode. Les ateliers sur le quartier ont été menés ensemble, les ateliers avec les assistant.e.s enquêteur.trices en partie, et avec les financeurs toujours.

FH : Avec les observations lors des journées de "recrutement" des jeunes et des enquêté-e-s, puis en discutant (informellement souvent) avec les jeunes recruté-e-s + à travers leurs récits de vie. Puis, entretiens formels avec des personnes travaillant ou ayant travaillé dans les quartiers visés avec les jeunes recrutés

Partie F : 6 – Analyses

Q33 : Diriez-vous que cette analyse a été effectuée :

AG : Principalement par les chercheurs

JJ : Principalement par les chercheurs

PR : par les deux

NC : Par les deux

FH : Par les chercheurs

Q34 : Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de votre part ou de celle de votre collectif dans l'analyse ?

AG : aucune réponse donnée

JJ : 20%

PR : 60% chercheurs, 40 % usagers, peut-être ?

NC : 70/30

FH : 60 %

Q35 : Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée l'analyse ?

AG : les sociologues ont effectué le traitement des données puis nous discussions des résultats pour les analyser

JJ : Séances de réflexion et d'analyse croisée avec les jeunes assistants enquêteurs, les sociologues et nous

PR : C'est un grand enjeu. Il y a eu les entretiens, la réalisation de synthèse sur ces entretiens, et tout l'enjeu de se baser sur ces synthèses pour arriver à définir des hypothèses de recours, et de causes de recours ou de non recours à la mobilisation des dispositifs. Notre parti-pris, c'était de se dire qu'en partageant les synthèses à nos co-enquêteurs, on pourrait voir avec eux ce qu'ils identifiaient comme cause de recours ou de non recours, à la lecture de ces synthèses. Le problème, c'était qu'il n'y a que des sociologues pour lire des synthèses. Il a donc fallu faire un gros travail d'appropriation par des expérimentations méthodologiques. À la fois enregistrer des synthèses, ou de les lire en commun. Un des aspects qui a bien marché, c'était de mêler lecture et dessins sur les synthèses, de façon à permettre l'appropriation par nos collègues assistants enquêteurs du contenu de ces trajectoires et des histoires de vie professionnelle.

NC : La partie analyse des données d'enquête a été réalisée par Fanny et moi, seules et avec les assistant.e.s enquêteurs et trices, mais aussi en ateliers collectifs.

FH : Avec les observations lors des journées de "recrutement" des jeunes et des enquêté-e-s, puis en discutant (informellement souvent) avec les jeunes recruté-e-s + à travers leurs récits de vie. Puis, entretiens formels avec des personnes travaillant ou ayant travaillé dans les quartiers visés avec les jeunes recrutés

Partie G : 7 – Production et diffusion des résultats

Q36 : Y-a-t-il eu des productions associées à cette recherche collaborative ?

AG : Oui

JJ : oui

PR : oui

NC : oui

FH : oui

Q37 : Si oui, de quelle nature ? Aide à la décision (rapport d'étude, restitution publique...), de forme académique ? (mémoire, thèse, ressource pédagogique, publication scientifique...)

AG : Un rapport associé à des restitutions auprès de divers publics. Un livre est en cours

JJ : Revue de littérature, Rapport d'analyse sociologique, Cahier de trajectoires et portraits, Captation "capsules audio" de narration des trajectoires, Cahier d'idées et de pistes créatives, Jeu de plateau "MIAOU Emploi" les trajectoires

PR : Au niveau des IF on a pas mal contribué, à la fois en organisant des temps de restitution dans le cadre d'événements ouverts, qu'on programme habituellement. On anime, au niveau du tiers lieu des réseaux d'acteurs, que ce soit dans le cadre de la politique de la ville ou dans le cadre de la SS, on avait organisé un événement dans lequel il y avait eu une restitution de l'étude où étaient associés à la fois des jeunes co-enquêteurs et mes collègues Julie et Adrénne Gauthier de Maker& Co, plus des temps de découverte et de

test du jeu MIAOU emploi. Nous l'avons aussi embarqué avec nous dans le cadre d'une présentation, où on a fait expérimenter le jeu dans le cadre des 50 ans d'un événement de la fondation de France. Avec Nathalie, on a tous les deux réalisé 2 ou 3 restitutions, que ce soit dans le cadre de la cellule emploi de la politique de la ville au niveau métropole, qui a donc rassemblé les partenaires de l'emploi, le service public de l'emploi, les institutions et les collectivités, ou encore dans le cadre de l'EPIDE et de leur journée entreprise, pour parler de ces situations de recours et de non recours. On avait aussi tenté de monter un format de formation/sensibilisation aux résultats de la méthode. Là-dessus, on était intervenus auprès de la formation des apprentis d'Auteuil. Après, l'un des gros objets de capitalisation pour lesquels on a beaucoup partagé sans gagner un sou, c'était dans le cadre d'une réponse territoriale à l'appel à projet, au PIA 100% inclusion dans lequel un collectif d'acteurs s'est monté sur le territoire de la métropole et notamment sur le territoire du Grand Mirail, avec une réponse pilotée par l'ICRM [?] et à laquelle ont contribué les IF. SCOOOL a d'une part apporté les résultats de la recherche-action MIAOU emploi et accompagné sur la formalisation d'un projet qui puisse intégrer au mieux des éléments de résultats de l'étude.

NC : Rapport d'étude, restitutions publiques, réalisation d'un jeu support de restitution, communication au congrès de l'association française de sociologie, restitutions dans des instances professionnelles (Journées du ministère du travail, journées de la politique de la ville), ateliers dans différentes circonstances.

FH : Un jeu

Un rapport

Restitution publique aux financeurs

Communication dans des colloques scientifiques

Projet d'un livre

Q38 : Ces productions ont-elles été réalisées :

AG : Par les deux

JJ : Par les deux

PR : par les deux

NC : par les deux

FH : par les deux

Q39 : Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de votre part ou de celle de votre collectif dans la production?

AG : Principalement les chercheurs

JJ : 38%

PR : 70% chercheurs/30% collectif

NC : les productions écrites ont été réalisées à 100 % par Scool, mais mises en page par les Imaginations Fertiles. Le jeu a été conçu ensemble et réalisé par les Imaginations Fertiles et Makers & co

FH : 70 %

Q40 : Qui a signé la contribution?

AG : Les trois membres du collectif

JJ : je ne sais pas

PR : [question absente de l'entretien téléphonique]

NC : toutes et tous

FH : tout le monde

Q41 : Diriez-vous que cette diffusion a été effectuée :

AG : par les deux

JJ : par les deux

PR : par les deux

NC : par les deux

FH : par les deux

Q42 : Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de votre part ou de celle de votre collectif dans la diffusion ?

AG : principalement les chercheurs

JJ : En cours de diffusion ... mais nous avons présenté les différents travaux de part et d'autre, je dirais 60 (pour If)/40 (pour Scool)

PR : On n'a pas les mêmes fonctions... Sur le contenu brut, ce sont plutôt les chercheurs. Après, sur la mise en lien, sur la formalisation des offres, sur le cadrage de ce qu'on pourrait apporter, ce serait plutôt nous, donc à peu près 60% chercheurs/40% nous.

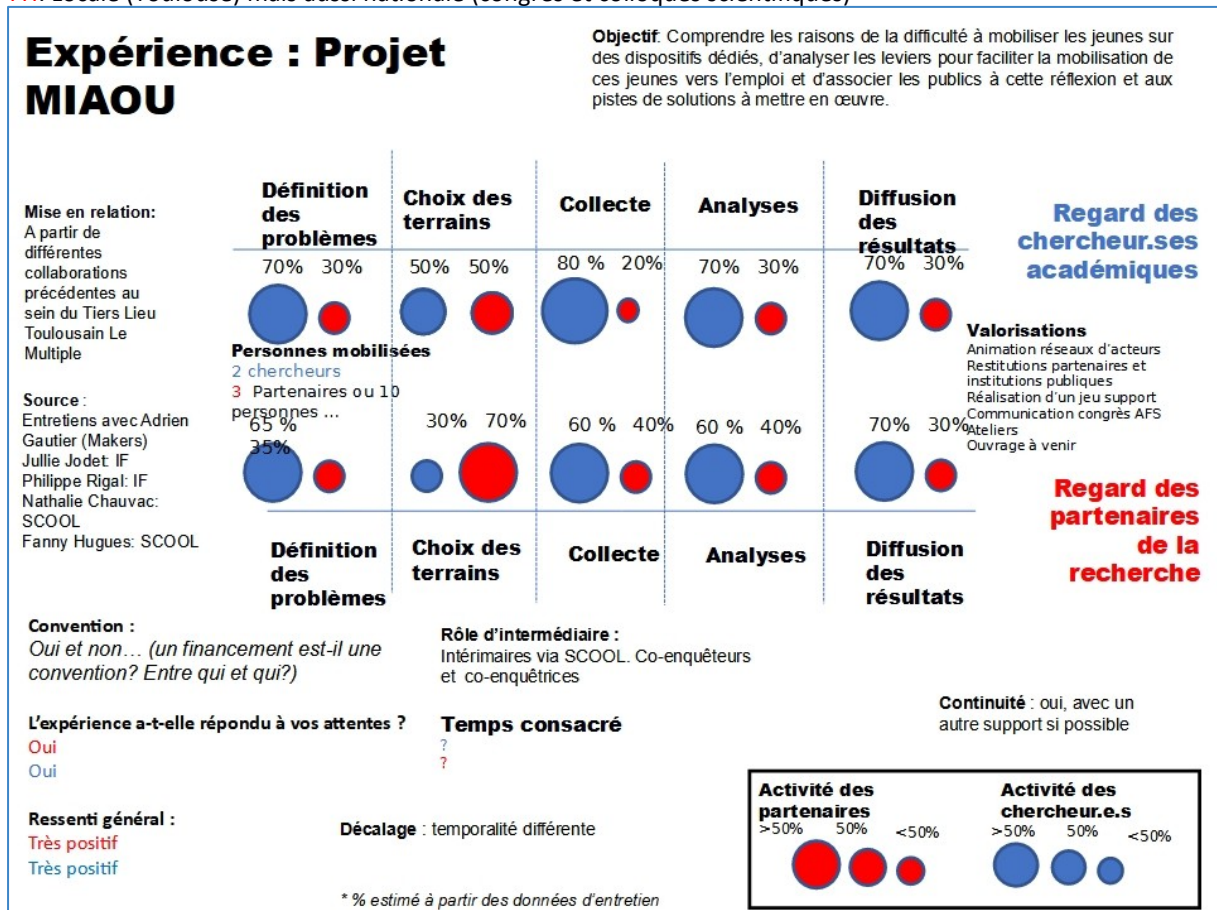
NC : 50/50
 FH: 50

Q43 : Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la diffusion des résultats?

AG : De façon encadrée au sein de l'étude durant des réunion ou ateliers programmés
 JJ : évènements (cf 50 ans de la fondation de France), Présentation à des collectifs, Atelier conférence (cf Tiers-Lieu éphémère) à Of
 PR : voir Q37
 NC : elle est en cours, notamment pour la publication de l'ouvrage. La difficulté pour les partenaires est que ce projet est terminé et n'a plus de réserve de financement sauf pour la publication de l'ouvrage. Le temps qu'ils pourraient y passer est donc à financer sur fonds propres.
 FH : Restitutions avec toute l'équipe au niveau local et quelques restitutions seulement par les chercheuses (colloques, congrès)

Q44 : A quelle(s) échelle(s) géographique(s) (locale, régionale, nationale, ...)?

AG : régionale avec présentation des résultats au national
 JJ : Surtout régionale, un peu nationale
 PR : les trois
 NC : locale, régionale et nationale
 FH: Locale (Toulouse) mais aussi nationale (congrès et colloques scientifiques)



Partie H : 8 – Ressentis

Q45 : Cette expérience a-t-elle répondu à vos attentes de départ ?

AG : l'attente était simplement d'apprendre et de travailler en équipe pluridisciplinaire. donc oui
 JJ : Oui, par la richesse des interactions et des compréhensions Mais Frustration sur la capacité d'aller vers le "faire", "transformer", "agir dans le concret", il y a une barrière forte du monde de la recherche et des chercheurs à aller vers le conseil, l'accompagnement à la conception de solutions concrètes. Ce n'est pas leur métier, certes, mais il y a même eux des barrières "invisibles" qui ont "arrêtées" les projets et empêché des processus d'appropriation de différents acteurs. Cela vient aussi de la difficulté à savoir diffuser les savoir et études produites, à créer des rendus open source, à pouvoir éditer des ouvrages facilement et à moindre frais..

c'est ce qui est difficile avec le monde de la recherche.

PR : Oui et non, dans le sens où je pense qu'à l'origine, je croyais qu'on allait arriver à des solutions plus pragmatiques, mais je trouve que dans la collaboration, dans le fait d'associer les usagers, de creuser de façon assez fine une question sociale oui, clairement. C'est à nuancer, mais c'est une question tellement complexe. Dans le fait d'arriver à avoir des éléments transformatifs, je trouve qu'on est restés au milieu du guet. Je pense qu'on a manqué d'argent, donc de temps et d'énergie, en fin de projet, pour avoir aussi un temps de réappropriation de ce contenu, pour penser la façon dont deux mailles [?] pourraient s'intégrer dans le réel.

NC : oui, elle a permis de travailler sur la question de départ, et d'y répondre en partie. L'expérience a été très enrichissante mais très chronophage, le multi partenariat nécessitant de nombreuses interactions...

FH : Oui car j'étais très intéressée par les enquêtes collaboratives, et ce fut la première fois que j'ai été payée pour un travail de recherche en sociologie de cette ampleur (suivi de A à Z quasiment)

Q46 : Qu'en avez-vous retiré ? Précisez

AG : Comme à chaque étude de ce type : un savoir et une lucidité sur l'importance des phénomènes sociaux dans l'émergence d'une solution ou d'une problématique

JJ : Une formidable complémentarité mais une difficulté à créer des outils diffusables, vulgarisables, appropriables. Une difficulté à produire et diffuser "du commun" et à permettre des expérimentations dans le monde réel .. j'ai beaucoup aimé les travaux faits avec Stiegler en banlieue parisienne, où il y avait beaucoup plus de lien entre monde de la recherche et monde "du faire" ... de l'étude en même temps que du travail de terrain

PR : [question absente de l'entretien téléphonique]

NC : un travail de terrain très riche qui reste en partie à exploiter, des collaborations passionnantes, une expérience très importante.

FH : Apprendre à travailler avec une autre chercheuse et avec des personnes "non chercheuses" : vulgariser ses idées, utiliser les réflexions de tout le monde pour l'analyse, travailler avec des personnes issues du terrain (les jeunes). Tout cela était très important pour moi, pour éviter de faire une recherche "d'en haut", incompréhensible et éloignée du terrain

Q47 : Que pensez-vous que [les autres partenaires ou chercheurs selon l'enquêté.e] en aient retiré ?

AG : j'espère la possibilité de mener une étude de façon moins académique. d'innover dans leurs pratiques. et de travailler avec des gens supers sympas :)

JJ : Des publications, des projets plus concrets .. mais il y a un décalage dû à nos métiers et du coup entre nos attentes

PR : Du plaisir, de la fatigue, aussi. Et des données qualitatives de recherche, qui puissent être valorisables dans un cadre plus large que celui du projet. Mais aussi, la possibilité d'associer des usagers dans un cadre qui, si on n'était pas notre groupe interdisciplinaire, aurait peut-être été moins efficace. Et aussi, une diversité de point de vue, une capacité à avoir des pas de côté par rapport à des perspectives de recherche, qui auront pu être intéressants au cours du projet. Et après, aussi, de l'argent, pour travailler sur l'emploi.

NC : pour les partenaires, je pense aussi que l'expérience était très riche, mais très chronophage. Peut-être ont-ils vu que la recherche est rarement rentable...

FH : Une richesse dans les échanges, et une relation d'amitié qui se poursuit !

Et si c'était à refaire ?

PR : Je pense qu'on y retournerait, mais je pense qu'on aurait pas mal de palabres en équipe, parce qu'il y a un enjeu économique derrière ces projets-là, et on n'était pas assez matures pour dire si concrètement ça nous a coûté si cher que ça. C'est compliqué aussi parfois, la perception. C'est un projet qui a donné lieu à un investissement conséquent de la structure, après je pense néanmoins que cet investissement a été valorisé à différents égards, car en parallèle on réimplantait notre activité au sein du quartier politique de la ville dans laquelle on a mené l'étude. Donc, ça nous a permis à la fois de faire connaître notre structure, et montrer qu'on avait un véritable intérêt pour ces sujets-là, une connaissance des problématiques, et pas seulement qu'on venait en cowboys. Là-dessus, je pense que c'est plus valorisable à la fois dans la façon dont la structure et nos employés ont perçu les habitants et les dynamiques sur le territoire de ce quartier-là, et à la fois dans la façon dont les partenaires sur le territoire ont perçu notre structure et son arrivée.

Est-ce qu'il y a quelque chose que je n'aurais pas abordé sur cette question, qui te paraîtrait important à nous dire, et à dire à ceux qui étudient ce projet, pour comprendre ce qu'il s'est passé ?

PR : Je pense que ce qui était à la fois enthousiasmant et perturbant dans ce projet, c'est que bien qu'on ait

passé un temps conséquent dans le processus de définition du projet et des différentes phases, c'est un projet qui a nécessité des ajustements permanents, et que si on n'a pas un cadre économique confortable pour réaliser ces projets-là, en fait on peut passer à côté de l'essentiel. Parce qu'on va vouloir seulement mener le cadre pratique du projet et aller au bout du projet, car sinon on se met en danger, et qu'à un moment on ne peut pas non plus trop aller dans des sphères de danger. Et c'est dommage, car on le voit, c'est au fur et à mesure du projet qu'on lève les problématiques les plus intéressantes, et qu'on ne peut pas les envisager à l'origine.

Synthèse atelier des participants au projet MIAOU Emploi

Rédigée par Grégory Beaussart (Scool) à partir de l'enregistrement, animé par Brice Navereau

L'atelier démarre dans la bonne humeur. Les participants discutent avec enthousiasme et n'hésitent pas à se taquiner, tandis que Nathalie remarque avec un trait d'humour que les géographes évitent de se mettre aux tables, laissant les sociologues au centre de l'attention. Un autre participant remarque que les personnes présentes se réunissent par principe d'homophilie.

Nathalie et Philippe se chargent ensuite d'expliquer aux autres participants le principe de l'atelier et son déroulement. C'est Nathalie qui prend le relais, en revenant sur le projet collaboratif MIAOU emploi, ses attentes et les résultats.

Malheureusement, l'enregistreur est placé à proximité d'un appareil émettant un bruit continu assez fort, sans doute un rétroprojecteur ou un vieil ordinateur, et les vingt premières minutes de l'atelier sont inintelligibles pour le retranscripteur tant le verbatim est saturé.

Un peu plus tard, Nathalie éloigne l'appareil de l'enregistreur, et les discussions sont de nouveau audibles. La discussion porte sur ce qui fait le cœur du projet, question à propos de laquelle Nathalie, Philippe et Julie ne tombent pas d'emblée d'accord sur le nombre de participants le composant. Philippe en décompte quatre ou cinq, Julie six, tandis que Nathalie inclut d'office les assistants enquêteurs et les partenaires financiers, très impliqués. À partir de cette réflexion, tous les trois semblent finalement tomber d'accord pour parler de trois cercles. Le premier serait constitué des membres de l'équipe, le deuxième des co-enquêteurs et des partenaires financiers, et pour finir le troisième cercle serait composé des partenaires périphériques, c'est-à-dire quelques personnes impliquées et les étudiants du Master MISS.

Choix des terrains

La perception des décisions concernant le choix des terrains suscite les mêmes divergences. Là où Nathalie et Fanny (cette dernière n'étant pas présente) tombent plutôt d'accord sur une part égale dans la partie décisionnelle, Philippe attribuait sensiblement plus de poids aux partenaires (60/40), là où Julie inversait la tendance du côté des chercheurs, tout en nuancant le propos en pointant du doigt le caractère imposé du choix du terrain par rapport au commanditaire. Philippe semble contrasté sur l'emploi du terme « imposé », mais un consensus est posé sur la question d'une contrainte globale portant sur le choix des terrains. Il semble d'ailleurs que tous les trois n'aient pas les mêmes perceptions ni souvenirs des terrains réalisés (notamment sur la question des bas d'immeubles, du côté de Julie). Quelques souvenirs amusants sont évoqués par Nathalie et repris par Philippe et Julie, concernant les activités sur le terrain, notamment lors du recrutement des futurs co-enquêteurs, et les quiproquos qui ont pu en ressortir.

Ces souvenirs sont l'occasion pour Philippe et Julie de clarifier certaines questions des participants, notamment sur la phase complexe et plurielle de « terrain », puisque les activités de terrain au cours du projet MIAOU se sont scindées en plusieurs nécessités, notamment celle de recruter des co-enquêteurs et celles de trouver des enquêtés, et ont pu recouper plusieurs phases, notamment l'analyse et la diffusion, selon les avis. Julie notamment, partage sa sensation de manque de quelque chose et son souci concernant les catégorisations proposées par Philippe, par exemple, ou encore sur les implications directes du travail.

Les phases

La discussion embraye sur les questions de méthodologie de la recherche au cœur de MIAOU emploi, et sont évoqués à cette occasion les autres MIAOU aux côtés d'anciens projets comme DECOSSET et MAPA. Le sujet engendre de nouveau des divergences d'opinion entre Nathalie et Philippe, d'un côté, et Julie, de l'autre, sur les questions de phases auxquelles appartiennent certaines activités mises en place au cours du projet, comme par exemple le jeu MIAOU emploi. La discussion amène finalement une pondération des rôles dans le terrain, qui échoit d'un commun accord sur le fait que les chercheurs soient les moteurs largement majoritaires dans ce

domaine, avec un rapport de 80/20 proposé.

Analyse

La discussion glisse ensuite vers la question de l'analyse. Julie identifie immédiatement le problème de la restitution, notamment par rapport aux usagers des dispositifs, les jeunes, et celui du problème de la réappropriation des résultats à travers un rapport sociologique, peu intelligible pour ces usagers. Elle évoque en revanche la multiplicité des supports développés par le projet MIAOU emploi pour s'adapter à cette contrainte, et couple pour sa part la phase d'analyse à celle de valorisation.

Le groupe dirige la question vers les co-enquêteurs pour discuter la particularité de leur approche, et plus particulièrement le parti-pris de rémunérer les assistants enquêteurs afin de valoriser leur apport. Quelques anecdotes humoristiques nuancent toutefois le rôle des assistants, tournant par exemple en dérision la difficulté de créer une réelle synergie à travers les horaires de travail, nécessitant une véritable lecture et une adaptation. Nathalie insiste néanmoins sur la richesse d'une telle association pour le chercheur, qui apprend également à mieux connaître les usagers à travers la collaboration avec eux, sur le terrain.

La question de la tiny house, utilisée par l'équipe pour les projets de recherche, engendre à son tour un débat enthousiaste, bien que toute l'équipe ne tombe pas d'accord sur le moment auquel elle a été construite ni à l'occasion de quel projet. Ce qui ressort de cette discussion, pleine d'humour, est son rôle primordial sur le terrain, en tant qu'outil prenant part à plusieurs phases du projet, et plus particulièrement dans le recrutement des assistants enquêteurs. L'équipe insiste également sur son utilité générale et son rôle de « totem » qui en fait un membre à part entière et non humain de l'équipe.

Diffusion des résultats

Le topic suivant s'intéresse à la phase de diffusion des résultats. Nathalie souligne d'emblée que le schéma classique de la recherche, s'appuyant sur des productions écrites (articles, ouvrages) et des colloques ne fonctionne pas dans le cas présent, notamment en raison de la spécificité de MIAOU emploi et de la faible intelligibilité de cette forme de rendu pour les usagers. Cette phase s'est donc révélée particulièrement délicate, d'autant que comme le signale Nathalie, chaque membre de l'équipe a pris part à des activités de restitution de son côté et à travers ses propres réseaux de diffusion, ce qui rend cette question d'autant plus difficile à cerner.

Un autre problème évoqué, qui semble tracasser l'équipe à ce propos, est la question de la publication des résultats de MIAOU emploi via un éditeur, ainsi que les contraintes éditoriales et temporelles qui pèsent sur les résultats. Le souci étant que diffuser les résultats via des canaux libres, du type HAL, risque de bloquer les possibilités d'édition futures, pour des questions d'antériorité, tout comme le temps passant risque de rendre obsolète les résultats de la recherche en tant que possible support pédagogique futur. Cette question est d'autant plus préoccupante que MIAOU emploi n'est pas le seul projet de recherche mené par l'équipe qui se trouve concerné par le problème.

Financements

Le sujet suivant concerne la question du financement. Il est caractérisé par deux volets : celui du financement des projets menés par l'équipe, puis celui des ressources effectives des structures qui les hébergent, comme SCOOOL. Julie revient sur l'importance du travail d'équipe et de la mise en place d'une vision collective : chacun doit œuvrer pour lui dans la recherche de financements et de projets, mais aussi pour la structure.

La question du rendement économique d'un projet est également largement discutée au sein du groupe, qui doit passer par la maîtrise d'une donnée difficile à évaluer : le temps réel attribué au travail effectué sur un projet donné, qui se disperse dans plusieurs activités, y compris les temps morts et les heures habituellement non travaillées comme les repas. Selon Julie, la possibilité d'évaluer avec une relative précision la rentabilité d'un projet est en cours d'affinage. Dans un autre registre, selon Nathalie le rôle des partenaires de recherche est essentiel lors de l'étape cruciale qu'est la recherche de financement, et c'est grâce à ces extérieurs que le projet a pu voir le jour. A cet égard, selon Philippe, son statut de chercheuse et sa connaissance de la thématique de l'emploi, ainsi que les projets de la collectivité à l'égard de l'emploi de la jeunesse, semblent avoir été déterminant dans la négociation et la création du projet.

Remarques

Un sujet est lancé par Julie au détour de la conversation, concernant les changements impactés par les projets

menés à bien par l'équipe. Elle s'avoue déstabilisée par l'absence relative du développement de solutions, ce qui engendre un désaccord avec Philippe puis un débat sur le rôle des chercheurs du projet sur le terrain et auprès des usagers. Nathalie, qui prend un rôle médiateur dans les débats depuis le début de l'atelier, nuance la chose et tempère en expliquant que les solutions générées par les projets de recherche du type MIAOU emploi ne se présentent simplement pas nécessairement sous une forme concrète et immédiate, mais plutôt sous forme d'impulsions de changement d'un regard, d'un point de vue sur la société et sur des réalités de terrain du côté des partenaires et des collectivités, à travers la diffusion des résultats et des productions dérivées. Comme un manuel, par exemple, ou un jeu.

Conventions

Le débat est clos, et un autre topic est amené : celui de la convention. Philippe prend la parole pour amener la dualité de la convention dans ce type de projet de recherche : l'une morale et l'autre juridique. Il explique que l'engagement est avant tout moral pour chaque membre de l'équipe, vis-à-vis des partenaires, et des autres acteurs, et que cet engagement est cadré juridiquement par une convention de financement.

Réalisation des attentes

Sujet suivant : les attentes. Même si le ressenti à l'issue du projet est globalement positif, Julie et Philippe émettent quelques réserves, estimant qu'il manque quelque chose pour pouvoir parler d'un franc succès. Philippe a l'impression d'être « resté au milieu du guet », selon son expression, tandis que Julie regrette l'absence de possibilités d'accompagnement des usagers dans MIAOU emploi et le manque de temps et d'argent pour continuer à développer les supports comme le jeu, ce qui lui laisse au final un sentiment d'inachevé et d'absence de valorisation du travail. Sa vision de la situation crée un malentendu avec Philippe, autour de la notion relativement ambiguë d'« accompagnement ». C'est l'occasion pour Philippe et Nathalie d'évoquer avec tout le monde certaines contraintes subtiles du terrain, et notamment le « costume » endossé par le chercheur, ainsi que son arrivée dans un écosystème où il existe déjà des enjeux, en particulier du côté des autres collectifs engagés et avec qui il faut composer sans pour autant empiéter sur le champ d'action.

Intermédiaires

Le topic abordé à la suite est la question des intermédiaires. D'accord dans un premier temps sur l'absence d'intermédiaires dans le projet, les membres du groupe, notamment Nathalie et Julie, reviennent sur la question en citant un intermédiaire possible, le LIEU où se retrouvaient régulièrement par exemple Nathalie et Julie pour parler du projet.

Satisfaction et progression

L'atelier arrivant à sa fin, un dernier topic est abordé : la question de la progression individuelle. Pour Philippe, c'est une progression dans la réflexion, grâce à au caractère plus fouillé du terrain via la méthode de MIAOU emploi. Julie y ajoute la dimension humaine très riche et des expériences aussi marquantes et personnelles qu'uniques. D'autre part, tous deux mentionnent l'intérêt de MIAOU et son influence positive dans d'autres projets en termes d'apport méthodologique. Julie regrette néanmoins l'absence de dimension journalistique et de support vidéo, qui selon elle aurait été selon elle un apport indiscutable pour capter la subtilité et l'intensité des expériences vécues par les enquêteurs sur le terrain. Philippe est plus mitigé sur la question, évoquant, en plus de la dimension financière déjà soulevée par Julie, la difficulté pratique de cette démarche et l'influence potentiellement négative sur le terrain et sur les données produites.

Nathalie lance un autre sujet, qui est la question du collectif. Elle fait part de son souhait d'améliorer la dimension collective et le caractère plus solidaire des activités de terrain à venir, en mentionnant les difficultés rencontrées lorsqu'en certaines occasions, au hasard des empêchements de chacun, elle s'était retrouvée seule à gérer un atelier. L'absence du double-regard est pour elle un problème sur lequel il est nécessaire de travailler, et c'est l'une des choses qu'elle changerait si le projet devait être refait.

De son côté, Julie évoque un autre type de souci lié au SGAR, notamment aux projets proposés par l'organisme et aux contraintes posées, rendant les missions proposées par les appels d'offre peu rentables, désagréables et très difficiles à exécuter. Philippe, lui, évoque certains flottements survenus lors de la dernière phase du projet, pendant l'analyse, du fait de l'engagement des différents membres dans d'autres projets, liés aux nécessités financières évoquées par Nathalie pour faire vivre la structure, et de la fatigue globale engendrée par l'énergie mise dans les autres phases, sur le terrain et dans la relation avec certains partenaires comme les enquêteurs.

L'atelier arrivant à sa fin, le ton redevient plus léger, les plaisanteries réintégrées à la discussion. C'est notamment l'occasion pour Nathalie, Philippe et Julie d'évoquer des souvenirs liés à la création du jeu MIAOU emploi. Celui de la fabrication d'objets en pâte à sel et en impression 3D semble avoir plus particulièrement marqué le trio.

La conclusion de l'atelier est posée, et l'enregistrement s'arrête sur un commentaire incomplet de Philippe revenant sur le cas du SGAR.

○ **Expérience n° 11 : POEMS**

Arthur Compin est responsable du projet Poems (<http://blogs.univ-jfc.fr/poems/le-projet/>), qui est également porté par Frédéric Azémar (Ingénieur d'études, EcoLab - Laboratoire Ecologie fonctionnelle et Environnement - UMR 5245 (UPS-CNRS-INPT), Rémi Bénos et Frédérique Blot (Laboratoire GEODE, UT2). Ce récit est réalisé à partir d'un entretien avec Arthur Compin et d'une synthèse de mails envoyés par les randonneurs impliqués.

Il n'a de contact qu'indirects, par mail, avec les partenaires de son projet collaboratif, les randonneurs. Aucun contact n'a été pris avec des associations de randonnée, ou autres. Il se rappelle que certains faisaient partie de sociétés de pêche.

1000 randonneurs environ ont répondu et envoyé des photos. Certains ont aussi envoyé des commentaires par mail, et il est à la recherche d'une solution pour les analyser. Le partenariat avec Géode est tombé à l'eau et c'était un peu leur partie. Il a donc fourni quelques mails de randonneurs pour que l'on comprenne leur regard sur cette recherche.

EXPERIENCE DE COLLABORATION

Le projet POEMS a pour but d'évaluer la contribution que peut apporter, aujourd'hui, un « public » non scientifique à l'amélioration des connaissances relatives à la subulaire aquatique, une espèce sensible au changement climatique et aux activités humaines. Il s'inscrit en cela dans les recommandations du comité d'éthique du CNRS qui a souligné l'urgence de construire une relation de confiance entre citoyens et scientifiques à travers notamment les démarches de « Sciences participatives ». Il s'agissait d'étudier à partir de photos fournies par les randonneurs en plus d'une mesure électronique l'impact de la variation du niveau d'eau de deux lacs dans les Pyrénées sur une plante aquatique.

Le dispositif participatif

Sur les sentiers bordant certains lacs des Pyrénées, un panneau explicatif propose aux marcheurs :

- (1) de prendre des photographies standardisées mettant en évidence la hauteur d'eau des lacs et de les envoyer via une adresse de messagerie électronique,
- (2) de répondre à une enquête relative à la motivation de leur participation.

Au départ l'opération devait être menée sur dix, puis trois lacs, mais elle s'est plutôt réalisée sur le lac d'Orédon.

« Il y avait au départ l'idée de co-construire avec les randonneurs, qui pouvaient proposer d'autres lieux de prise de photo et reproduire le dispositif, mais ça ne s'est pas fait », explique Arthur Compin.

Finalement dans cette recherche les randonneurs sont eux-mêmes des capteurs en milieu difficile d'accès. Ils ont aussi eu un partenariat avec l'ONF mais juste pour l'installation des panneaux.

Arthur Compin a lui-même déjà participé à des initiatives de recherches participatives en biodiversité, en recensant par exemple des lucioles. Et son laboratoire va se lancer dans un projet structurant qui s'appuiera sur les sciences participatives.

Par ailleurs, comme Poems a été relaté dans la presse, il a été contacté par un ingénieur du CNES Jean François Créteau qui voulait des précisions. *« On a ensuite équipé d'autres types de lacs pour d'autres raisons. Ils installent des règles dans les lacs et les gens leur envoient des photos des mesures d'eau. C'est important pour calibrer les données satellites. Il va m'envoyer les coordonnées du projet »,* précise-t-il.

Nombre de personnes impliquées

Côté chercheurs, 4 personnes étaient impliquées dans le projet au départ, 2 à la fin. La personne de Géode devait établir une enquête auprès des randonneurs. Mais il n'a plus donné de nouvelles. La deuxième était associée au projet pour le principe. Il pense y avoir consacré environ 15 jours de travail par an depuis 2016, dont le travail de repérage et d'installation des panneaux sur trois lacs, le temps de traitement des photos, le fait de répondre aux mails. Son collègue peut-être 15 jours en tout. Les chercheurs de Géode quelques jours au départ, si on compte le temps de montage du projet où ils ont travaillé ensemble.

Côté partenaires, plus de 1000 photos ont été prises. Si on compte 1/4 d'heure par photo (installation, prise de photo, transfert sur le site après un éventuel recadrage), cela fait 250 heures de travail au total.

Définition des questionnements au cœur de la recherche

Entièrement par les chercheurs

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Entièrement par les chercheurs

Collecte des informations ou des données

Entièrement par les randonneurs, même s'ils ont aussi utilisé un autre dispositif technique pour comparer les résultats avec ceux des randonneurs. Et ça a montré que le dispositif Poems fonctionnait pas mal. « *Seul problème, les randonneurs ne vont pas en montagne en hiver quand il gèle, ou n'envoient pas de photos. Mais ce n'est pas très grave car l'eau aussi est gelée, et que la plante étudiée est en sommeil* », explique Arthur Compin.

Analyses

Entièrement par les chercheurs, avec des stagiaires.

Production et diffusion des résultats

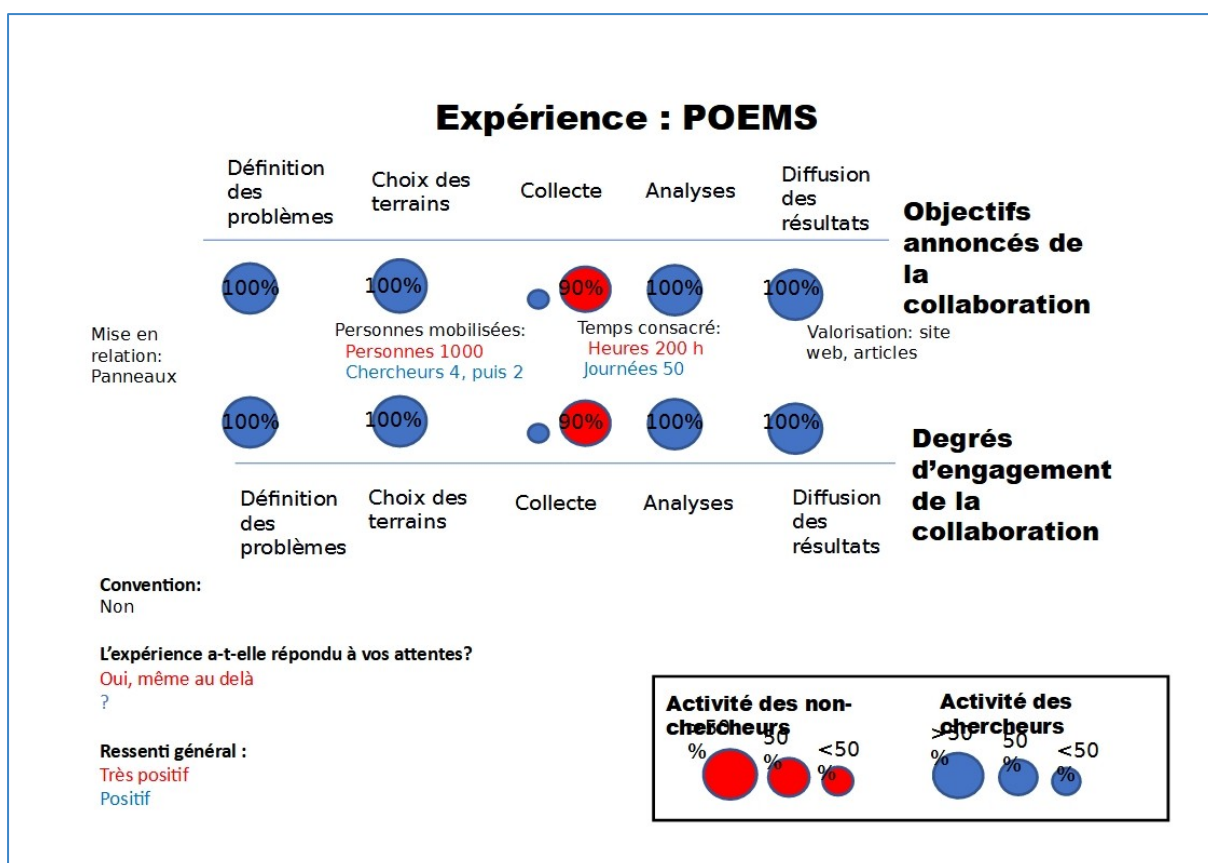
Entièrement par les chercheurs. Les photos sont disponibles sur le site, et A. Compin répond à tous les mails. Actuellement ils ont embauché des stagiaires qui analysent les photos. La diffusion : certains randonneurs parlent espagnol, anglais, hollandais... Donc ça contribue à une diffusion internationale. Les articles de presse généraliste mentionnés sur le site sont régionaux.

Ressentis

L'expérience a répondu à ses attentes de départ et au-delà. « *Je ne m'attendais pas du tout à ce que ça impliquait pour les gens, que l'on voit dans les réponses par mail. Et j'ai été frappé par l'importance que ça revêt de participer à une expérience scientifique pour les gens. C'était des mails très gratifiants* ».

« *J'ai pris conscience que souvent on fait des choses complètement dissociées des gens. Cette relation avec les gens fait qu'on se sent plus responsable de leur faire un retour, de prévoir une partie lien avec les citoyens.*

« *On a très peu de retours du grand public. Nous, en écologie, on publie entre pairs. Parmi les gens qui ont répondu, il y avait des collègues, chercheurs ou autres, mais aussi des gens qui ont des tas de compétences très différentes* ».



De quoi parlent les participant.e.s au projet Poems quand ils envoient leurs photos par mail ?

Dans le cas du projet Poems, le questionnaire « partenaires de la recherche » n'était pas adapté. Nous avons travaillé sur quelques pistes mails de participant.es communiqués par Arthur Compin (synthèse rédigée par Nathalie Chauvac – Scool Ircot). Il faut noter que ces mails n'étaient pas prévus et que Arthur Compin a noté à cette occasion à quel point la participation à une expérience scientifique était valorisante pour ces personnes, et leurs réactions gratifiantes pour les chercheurs. Le fait qu'il s'agisse d'une expérience visant à préserver un milieu naturel a sans doute contribué à cet engouement. Voici la synthèse des thèmes abordés dans les mails. Beaucoup précisent le **contexte** dans lequel ils ou elles ont pris ces photos : « Je suis passé cet Été au bord de la Laquette où vous proposez de participer à l'évaluation des variations des hauteurs d'eau. Voici donc ma photo « Je vous envoie une photo de l'étang de Comte prise ce matin. Le niveau d'eau m'a semblé assez bas, mais la pluie devrait bientôt arriver.

Certains complètent avec des **encouragements** et en expliquant leur motivation
« Veuillez trouver en pièce jointe la photo prise hier après midi au parc naturel de Néouvielle. Je trouve votre initiative participatrice géniale. Belle journée à vous et bonne continuation ! » ou précisent seulement leurs **motivations** :

« Voici notre photo de l'Étang de Comte, comme demandé par le panneau explicatif (le "rocher cible" est bien visible au centre de la photo). J'espère que notre contribution à cette étude va faire progresser la science ».
« Bonne continuation pour ce beau projet très ludique (les enfants ont adoré) »

Un correspondant répond à une interrogation sur l'histoire du colibri : « Merci pour votre retour. La part du Colibri fait référence à la Légende amérindienne, qui dit grosso-modo ceci : "Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : "Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu !" Et le colibri lui répondit : "Je le sais, mais je fais ma part." C'est donc ce que j'ai essayé de faire avec ma modeste photo ;) »

Le souci de « bien faire », sérieusement, est mentionné dans plusieurs commentaires, en rapport avec l'aspect

scientifique de la mission :

« Pas sûr d'avoir pris le bon angle pour la photo mais en espérant sincèrement qu'elle puisse vous servir merci de votre travail pour préserver ce cadre naturel paradisiaque »

« En espérant avoir compris et pris le bon cliché »

« Et je vois qu'il faut des photos avec, au contraire, une plus grande perspective. J'avais mal compris, cela ira mieux la prochaine fois 😊 »

Cela peut prendre la forme d'une question : « Je ne suis pas sûre si j'ai vu le *Subularia*. Est-ce que c'est la plante sur le photo attaché ? », ou de précisions sur les observations : « De nombreux têtards dans l'eau et déjà une foule de petits batraciens sur les berges. »

Les mails contiennent plusieurs formules de **soutien à la recherche** qui encouragent à poursuivre la démarche :

« Merci d'inciter les passants à contribuer, cela me semble être une démarche plus que pertinente pour sensibiliser le grand public. Et merci pour la préservation de ce milieu plus que magnifique ! »

« J'espère que notre contribution à cette étude va faire progresser la science. » « En vous souhaitant bonne continuation dans vos recherches »

Le souci est alors de protéger la plante mentionnée, ou l'espace naturel, par exemple quand l'un des correspondants indique : « En espérant participer avec vous à la préservation de cette plante amphibie ».

Mais il permet parfois de **se distinguer des autres**, ceux qui ne respectent pas les règles ou ne protègent pas l'environnement :

« Bonjour En ce jour mercredi 19 août 2020 nous sommes monté aux laquettes et comme indiqué sur le panneau je voulais prendre des photos..mais comme vous pouvez le constater les gens ne respecte rien... »

Enfin les courriels montrent aussi l'**envie d'en savoir plus** sur la suite du projet, indiquant une piste sur une des motivations à l'engagement dans un projet

« J'espère en savoir un peu plus sur ce programme et peut être apprendre un jour que cette plante ne fait plus partie de cette trop longue liste de plantes menacées de disparition. »

« Très bel endroit. J'espère que la plante s'en sort! »

« A l'occasion si vous pouvez me tenir au courant de l'avancée de vos travaux sur les 2 ans je prends. Sans trop vous déranger et juste pour voir si les choses évoluent dans le bon sens. Je suis curieuse »

Ces 19 mails sont-ils représentatifs de l'ensemble des participant.e.s ? Cette première synthèse permettrait d'explorer les autres mails pour le savoir.

Ils ont été envoyés par 12 hommes, 5 femmes et 2 personnes dont la signature ne permettait pas de savoir s'ils étaient hommes ou femmes. 3 personnes précisent leurs situations professionnelles : un étudiant en biologie, un étudiant en bio mécanique, une coach professionnelle. Les correspondant.e.s signent parfois collectivement : une famille de 4, un groupe de 3 personnes, des couples. Ils indiquent leurs noms, et parfois leurs numéros de téléphone.

Dans deux cas, on peut noter des échanges avec le chercheur. Un correspondant répond à une interrogation sur l'histoire du colibri. L'autre semble avoir déjà déposé des photos. Une troisième semble avoir relancé le chercheur pour savoir s'il avait bien reçu la sienne.

○ **Expérience n° 12 : SDIS**

Synthèse rédigée dans le cadre de la plateforme Ircot par Nathalie Chauvac

Le projet SDIS est une recherche collaborative présentée par Jean François Marcel, professeur en sciences de l'éducation à l'Université Toulouse Jean Jaurès, membre du Laboratoire Education, Formation, Travail, Savoirs (EFTS) au cours d'un entretien avec Brice Navereau. Deux entretiens ont été réalisés par Nathalie Chauvac avec Christelle Chauffriasse et Paul Mirobolant.

Selon lui, dans son unité de recherche, il y a une entrée thématique (axe de recherche) « conduite et

accompagnement du changement » dans lequel ils font de la recherche participative. Ils ont beaucoup étudié et théorisé la « recherche intervention » qui est une recherche qui articule des visées de connaissance et des visées transformatives pour répondre à une demande. Elle répond à deux principes :

1. Elle est participative : les deux volets de connaissance et de transformation doivent se faire avec les personnes concernées par le biais d'une commande de leur part. Les problématiques sont élaborées avec eux
2. Elle doit participer à leur émancipation

Ils ont donc un certain nombre de projets de recherche-intervention, et beaucoup de thèses financées dans le cadre de CIFRE (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche), qui permettent aux partenaires d'obtenir un financement partiel pour un poste de doctorant.e accueilli et encadré par le laboratoire, travaillant sur une thématique définie ensemble.

Le projet conduit avec le SDIS de Haute Garonne rentre dans ce cadre. Il s'agissait d'« *une évaluation de leur formation. Les sapeurs pompiers ont demandé à [nous] rencontrer par rapport à une formation qu'ils souhaitaient faire, et le projet est né de là* ».

Pour Jean-François Marcel, il y a plusieurs raisons au choix de faire de la recherche participative. Tout d'abord, des raisons de « politique scientifique » qui relèvent d'un souci de renforcer le rôle social du chercheur dans les champs sociaux. Ensuite, il y a une volonté de défendre une recherche qui n'hésite pas à se confronter à des projets réels et non uniquement à des problématiques scientifiques traditionnelles. Ils ne remettent pas en question l'intérêt de ces dernières, mais elles doivent être complémentaires. Il s'agit également d'un moyen de répondre à des demandes qui leur étaient adressées en s'en servant pour faire vraiment de la recherche et pas juste un travail alimentaire. Enfin, de manière « plus pragmatique », ils ne souhaitent pas engager des doctorants dans des thèses qui ne sont pas financées. Avant, ils avaient surtout des professionnels qui faisaient une thèse en parallèle de leur activité. Maintenant, ils ont plus de demandes d'étudiants dont le financement est donc à trouver.

Ces partenariats prennent la forme de conventions de financement. Pour eux, il est important de faire la différence entre demande et commande. Une fois le premier contact pris, et qu'il y a une demande de la part d'un partenaire potentiel, ils passent par une phase de négociation pour voir ce qu'ils peuvent proposer. Cela permet également de poser clairement les enjeux et les tenants et aboutissants du processus de recherche-intervention, notamment le fait que la recherche demande du temps. L'intervention ne doit pas se faire au détriment de la recherche. Si les agents n'ont pas de temps travail qui leur est dégagé pour cela, ça ne peut pas marcher. Enfin, la négociation permet de se mettre d'accord sur les attendus (rapport, etc.) Ils s'en servent souvent pour de la valorisation : par exemple, avec l'AGAPEI ils ont monté une journée d'études.

Le statut des connaissances produites est particulier, car elles aspirent à la fois à la validation scientifique et à la validation sociale. Pour cela, ils s'attachent à la démarche participative, c'est-à-dire d'associer les acteurs à toutes les phases. Ces acteurs ont beaucoup d'éléments de contexte, un peu moins de méthodologie, mais le principe est de ne jamais se couper de cette collaboration chercheurs/professionnels, y compris pour la définition de problématiques et certaines publications.

Il se méfie en revanche de ce qu'il appelle « recherche collaborative », c'est-à-dire des recherches qui s'affichent comme telles mais où la collaboration n'est souvent qu'une façade.

Le projet SDIS

Pour mieux comprendre le projet SDIS, nous avons également interrogé Christelle Chauffriasse au titre du volet académique de la recherche et Paul Mirobolant, pour les sapeurs pompiers.

Christelle Chauffriasse était au moment de l'entretien doctorante à l'EFTS, sous la co-direction de Jean-François Marcel et Lucie Aussel, et en CIFRE au SDIS. Elle a fait un master 2 en sciences de l'éducation sans forcément avoir l'intention de continuer en thèse, et a appris qu'il y avait le projet avec le Sdis. C'était au départ une proposition pour un stage de master qui a été ensuite retravaillée et transformée en Cifre.

Christelle Chauffriasse avait commencé l'université avant une interruption pour travailler, puis une reprise d'études en lettres modernes jusqu'en L2, suivie d'une licence 3 en sciences de l'éducation « parce que cela parlait de formation et d'insertion professionnelle », domaine qui lui plaisait beaucoup. Paul Mirobolant travaille pour le SDIS, les pompiers de Haute Garonne, dans le service Formation continue pendant 7 ans, puis

chargé de mission auprès de la direction. Au total, il exerce le métier de pompier depuis 20 ans et même aujourd'hui il continue à assurer quelques gardes. Il a 45 ans. Sur Linked in, il indique être chargé de la prospective, de la conception et de la digitalisation des formations.

Expérience de collaboration

La thèse a démarré officiellement en mai 2018, mais il a fallu d'abord monter le dossier ANRT. Christelle Chauffriasse avait déjà rencontré Paul Mirobolant à un événement à l'université, mais ils n'avaient pas parlé du projet. Les discussions ont commencé en septembre (2017).

Les personnes impliquées dans le laboratoire étaient Jean-François Marcel, Lucie Aussel et elle-même. Il y avait aussi une étudiante de master 2, venue faire son stage sur la demande de Christelle Chauffriasse pour comprendre la dynamique du groupe de travail. « *Je perdais beaucoup de participants, j'ai essayé de comprendre* », raconte-t-elle. Cela a permis de mettre en évidence que c'était dû à la longueur du projet, à sa reconnaissance. En effet, il y a beaucoup de groupes de travail dans la structure. Les gens se demandent à quoi ça sert, les débouchés, si ce n'est pas le leurre de la participation. Ceux qui avaient quitté le groupe de travail expliquaient qu'ils avaient trouvé difficile d'y rentrer, et revendiquaient un côté très opérationnel et des problèmes à se dégager du temps, notamment ceux qui sont en centre de secours.

« *Finalement, pendant le confinement, on avait fait des visios de deux heures sur des thèmes très précis, ils avaient aimé et trouvé ça plus efficace qu'une journée complète. Du coup je n'hésite pas à leur proposer des réunions sur le pouce d'une heure* ». Les résultats globaux sont en cours d'analyse, mais Christelle Chauffriasse trouve intéressant de voir les résultats du début, de s'y replonger pour les caractériser. « *Il y a eu une collecte de données tout au long de la thèse et l'analyse se fera jusqu'au bout* » estime Christelle Chauffriasse. « *C'est la difficulté par rapport à une recherche plus classique. On est dans l'ajustement continu. Elle termine le terrain fin avril. Le fait de lieu de travail, parfois au Sdis, parfois à la fac, permet de prendre du recul* ».

Paul Mirobolant raconte qu'il a fait appel à l'équipe de Jean François Marcel pour deux raisons. « *La première, exogène, est la réforme réglementaire de la formation, avec la nécessité de conduire les changements à réaliser. La deuxième est endogène, il s'agit d'élaborer un projet d'établissement s'appuyant sur une approche par compétences et développant la qualité de vie en service (QVS). La question était de savoir comment mener cette conduite du changement* ». Il a contacté l'UMR EFTS, en ayant constaté sur internet (Google) qu'ils travaillaient sur l'accompagnement au changement. Il a appelé et discuté avec Lucie Aussel et Jean François Marcel.

Paul Mirobolant connaissait l'université du Mirail pour y avoir fait des études initiales en géographie (une licence en aménagement du territoire de 93 à 97) et repris il y a deux ans des études dans le cadre d'un master 2 en sciences de l'éducation à l'ESPE, intégré dans le laboratoire.

Il a actuellement un autre projet en cours avec ce laboratoire, un travail sur la réalité virtuelle. L'idée est de comprendre comment améliorer la formation des sapeurs pompiers en utilisant la réalité virtuelle.

Le projet collaboratif comporte deux volets, une recherche intervention, et le fait d'intégrer une doctorante salariée, Christelle Chauffriasse. Il fonctionne avec un comité de pilotage, et un groupe de travail composé d'acteurs de la formation, qui vont fournir un audit et 4 livrables à distribuer aux agents. « *L'objectif est de créer un référentiel d'évaluation du système de formation, pour participer à la conduite du changement et ajuster le système* ». La thèse Cifre était la colonne vertébrale.

C'est Lucie Aussel qui a repéré la future doctorante qu'elle avait comme étudiante en M2 et les a mis en relation.

Personnes impliquées

Côté laboratoire, il y a Jean-François Marcel, Lucie Aussel, elle-même et une étudiante de master 2.

Côté partenaires ce sont Paul Stéphane, chef de la formation, les membres du groupe de travail, environ 6 personnes, maintenant qu'il est stabilisé, qui se retrouve une demi journée tous les mois, le comité de pilotage qui comprend la direction du SDIS, les chefs de la formation, des rh, du groupement opérationnel, les membres du groupe de travail. Et Christelle Chauffriasse a en plus des liens, plutôt par mail, avec un représentant de l'école nationale.

Le temps consacré

Du point de vue des chercheurs académiques, c'est le temps d'une cifre 3 ans et celui de l'encadrement. Pour

Paul Mirobolant, « il est difficile de mesurer le temps consacré au projet ». Il lui semble que cela représente plusieurs heures par semaine, en moyenne 2 heures par semaine.

Définition des questionnements au cœur de la recherche

Selon Christelle Chauffriasse, « l'idée de départ du projet était l'évaluation de la formation du Sdis, mais cela a évolué avec l'apparition de la formation par les compétences dans une perspective de l'accompagnement du changement. Ça n'a pas tellement évolué, mais ça s'est précisé. La problématisation scientifique, c'est à 90 % les chercheurs. Mais cela part de la question sociale, qui s'est construite à 50/50 ». Pour Paul Mirobolant, à partir d'un besoin lié à un changement dans l'organisation de la formation du SDIS, il y a eu définition d'un protocole de recherche avec les personnes contactées au laboratoire. Sur la définition des questions, il lui semble que c'est du 30/70 %. « On a eu différents entretiens pour définir le contexte, puis ensuite ça a été le travail des chercheurs à part entière, notamment sur la partie recherche intervention ».

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

« ça a été une négociation avec Paul. L'évaluation est vue comme un outil d'accompagnement. Les questions de recherche se sont construites et sont en cours de peaufinement », raconte Christelle Chauffriasse. « Le choix des terrains s'est fait par les partenaires. La conception a été partagée à 50/50. J'ai eu ensuite une totale liberté sur les terrains ».

« Au début, il a fallu faire des entretiens pour un diagnostic » se rappelle Paul Mirobolant, « et c'est moi qui l'ai orientée vers un panel. Il y a un atelier une fois par mois, souvent dans notre organisme, ou parfois au sein de l'université Toulouse Jean Jaurès, pour inclure le labo dans la démarche ».

La collecte de données

Christelle Chauffriasse qui a fait les entretiens et l'analyse. Il y a ensuite discussion des résultats. Paul Mirobolant l'a mise en relation avec les personnes adéquates pour les entretiens, et pour la diffusion des questionnaires. Il estime que c'est entièrement Christelle qui a réalisé la collecte des données.

Analyse

Le questionnaire a été construit avec le groupe de travail. Après avoir été traitée avec un logiciel spécifique par Christelle Chauffriasse, l'analyse a été partagée à 50/50. « Je m'appuie sur ce qu'ils savent » estime-t-elle. « Le groupe travaille avec elle. Elle prémache le travail. Et derrière c'est le groupe de travail qui affine » (Paul Mirobolant).

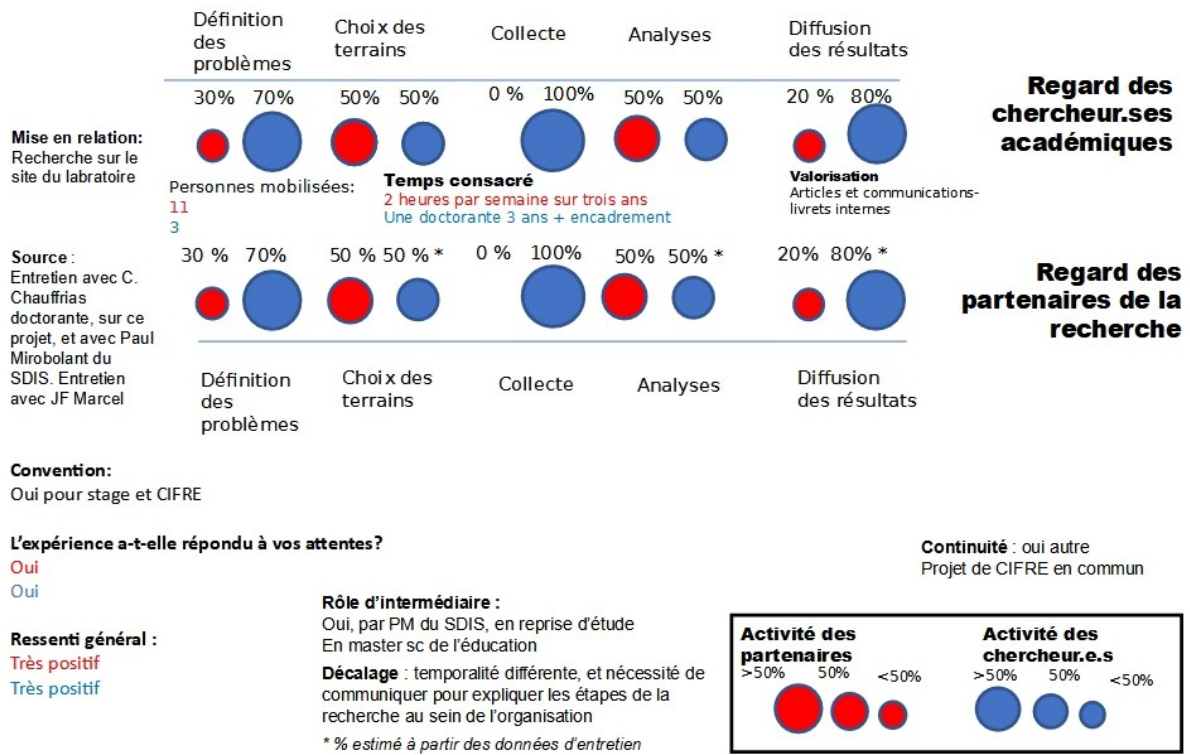
La production et la diffusion des résultats

« il y a déjà des articles écrits et des communications. Dont un dans la revue spécialisée sur la recherche sur les sapeurs pompiers. Deux livrets ont été produits à l'attention des sapeurs pompiers, il y en aura 4 au final. Les articles sont écrits par les chercheurs, moi j'ai juste lu. C'est Christelle qui les a écrits, ils ont été lus et commentés par sa direction. Les livrets ont été produits avec le groupe de travail. Il y a eu une communication orale par poster dans un colloque, un chapitre pour un ouvrage de l'école nationale des sapeurs pompiers, un article » raconte Paul Mirobolant.

L'écriture est assurée par Christelle Chauffriasse. « Le colloque, c'était une présentation à deux voix, moi un membre du groupe de travail, mais c'est moi qui ai rédigé. On peut dire que c'est du 80/20 ». C'est une diffusion nationale. Le colloque a eu lieu pendant le premier confinement et de là, on lui a demandé directement de rédiger le chapitre d'ouvrage. Il y a eu aussi la production de livrets à 50 % avec le groupe de travail, qui sont diffusés au niveau du département. La production et la diffusion des résultats.

Expérience : SDIS

Objectif. « créer un référentiel d'évaluation du système de formation du SDIS, pour participer à la conduite du changement et ajuster le système », dans le cadre d'une thèse en CIFRE



Ressentis

Christelle Chauffriasse estime que l'ensemble du projet a répondu à ses attentes, mais elle est aussi étonnée au sens positif, notamment de la mise en œuvre du groupe de travail et tout ce qui a pu être produit ensemble. « Ce sont pourtant deux mondes vraiment éloignés et il a fallu du temps pour se connaître » même si, pour les groupes de travail, Paul Mirobolant avait proposé les noms. L'expérience a également « complètement répondu à nos attentes », estime Paul Mirobolant. « On ne savait pas où on allait vraiment sur la forme, personne ne savait trop. Ça s'est élaboré au fur et à mesure. Ça a été difficile au sein de l'organisation d'expliquer le projet et sa genèse. On y arrive mieux, et plus ça avance, avec les livrables, c'est plus facile. Au départ, c'est un contrat de confiance et maintenant on est très heureux du résultat. On ne connaissait pas les étapes et l'équipe pas plus que nous ».

Il en a retiré la conviction que « la collaboration, c'est une façon de s'ouvrir à la recherche, qui a une temporalité bien loin de la nôtre. Nous on est dans l'action, l'immédiateté. Et là, les fruits seront recueillis bien après le départ de Christelle. Il faut les 2. C'est aussi une grande richesse humaine. Une très belle aventure humaine au sein du service. On a envie de continuer à collaborer avec une autre aventure Cifre en 2021. Il y a eu une montée en compétences du groupe de travail qui était très motivé ».

Pour Christelle Chauffriasse, ça a été « une expérience professionnelle, autour de l'élaboration d'un projet, négocié, valorisé. » Elle a appris à valoriser, diffuser, justifier. « on sait bien que c'est un vrai métier ! C'est ce pour quoi j'ai continué, les démarches participatives ». Dans le master elle avait fait la même démarche auprès d'un CFA agricole.

Elle espère que les uns et les autres ont retiré du projet « ce qu'on produit concrètement, qu'ils en ont retiré factuellement des choses. Après à des niveaux différents, la réception n'est peut-être pas la même. Pour les partenaires, il y avait un désir de production réelle. Il m'est arrivé de présenter et... de me rendre compte que ce qu'on produit c'est pas toujours évident de l'intérêt que ça a, et du coup, pour ces personnes, l'intérêt est toujours différent, même si ça paraît ... quand on n'est pas du groupe de travail. Il y a toujours un pont à faire entre recherche et terrain, il faut toujours le faire, surtout pour ceux qui ne sont pas dans le groupe de travail. Ce qu'on produit c'est un entre-deux, mi terrain mi recherche ».

Paul Mirobolant trouve aussi un intérêt au fait d'avoir pu « faire de la recherche académique », et de permettre

à la doctorante de « se confronter au milieu du travail » puisque c'était son premier emploi, de découvrir « une façon de faire de la recherche dans un environnement professionnel qu'elle ne connaissait pas du tout ». Cela leur a permis de comprendre l'intérêt de communiquer sur ce qui est réalisé. « *On avait identifié que la doctorante risquait d'être accaparée par les besoins de l'organisation, mais là non, l'objectif c'est qu'elle puisse travailler* ».

« *Une des choses les plus importantes c'est la confiance qu'on peut avoir envers les uns et les autres. Et ça ça vient des premiers entretiens [entre nous]. Ça permet de partir sur de bonnes bases. Il y a beaucoup de fluidité dans la collaboration* ».

Et si c'était à refaire

Paul Mirobolant : « Je procéderai différemment sur la communication autour de son travail. C'est compliqué au départ de communiquer sur quelque chose de difficilement perceptible et qui ne fait pas partie du quotidien des sapeurs pompiers. C'est peut-être maintenant le meilleur moment pour nous ».

Christelle Chauffrassé : « Il y a plein de choses que je ferais différemment, mais ça c'est assez classique quand on fait une recherche. Je dis ça parce que maintenant je connais le terrain, et c'est plus facile que quand on ne le connaît pas ».

○ **Expérience 13 : Ozcar**

OZCAR (Critical Zone Observatories: Research and Application) avec des agriculteurs de l'est du Gers
Entretien avec Jean-Luc Probst (ECOLOAB), 28 octobre 2020, Laboratoire Ecologie fonctionnelle et Environnement

Entretien avec Francis Larroque (Maire d'Auradé et Ancien président de l'association, 32), 8 décembre 2020.

https://www.ozcar-ri.org/fr/ozcar-observatoires-de-la-zone-critique-applications-et_recherche/?lang=fr

EXPERIENCE DE COLLABORATION :

Comment décririez-vous en quelques mots cette expérience de collaboration ?

JLP : Cette expérience est menée avec des agriculteurs et d'autres institutions locales dans la commune d'Auradé dans le Gers. C'est un petit bassin versant où, nous travaillons notamment sur les impacts des éléments azotés.

FL : Tout a commencé avec AZF et Total il y a 40 ans sur des retours d'expériences sur l'utilisation de l'azote en matière agricole. Puis, ils se sont désengagés après AZF et les chercheurs d'ECOLAB sont venus nous rencontrer pour mener différentes recherches sur notre territoire. On parle de nous depuis longtemps, des institutionnels de l'Europe entière sont venus nous voir pour comprendre nos modes de fonctionnement et nos pratiques (notamment autour des bandes enherbées). Nous avons obtenu le prix Sarazin (prix agricole), il y a 30 ans et encore dernièrement.

On est les seuls en Europe à être regroupés comme ça.

Le Cesbio était aussi intéressé depuis un moment pour partager des résultats sur l'utilisation des sols sur le long terme.

Nous étions très friands d'innovation et d'expérimentations donc nous avons accueilli avec plaisir les chercheurs. Les échanges ont été très vite féconds.

Notre objectif est toujours le même depuis le départ, on souhaite une agriculture performante mais qui permette de conserver l'environnement et notre milieu. L'agriculteur est au centre de nos préoccupations.

Quels étaient les partenaires concernés ?

Laboratoire ECOLAB principalement et l'association d'agriculteurs d'Auradé (32) qui est devenue le Groupement des agriculteurs de la Gascogne Toulousaine (GAGT).

Comment avez-vous été mis en relation (relations personnelles, organismes, annuaires, base de données, internet, autres...)?

JLP : Après l'explosion d'AZF, ils cherchaient un laboratoire pour travailler sur ces questions. On a donc repris ce site qui avait déjà une vingtaine d'années d'intériorité de mesure (sous convention avec Total) pendant 6 ans jusqu'en 2010 et puis en 2010, Total nous a fait comprendre qu'ils avaient d'autres priorités que la pollution par les nitrates dans les milieux agricoles et qu'ils sont orientés davantage sur la qualité de l'air en milieu rural. Ils ont abandonné la convention et nous avons repris pleinement ce site, qui en même temps, est rentré dans l'observatoire national des bassins versants (OZCAR). Depuis deux ans inscrite dans une infrastructure de recherche européenne qui s'appelle ILTER.

Le groupement d'agriculteurs s'est constitué en association et chaque année, ils organisent une assemblée générale à laquelle on participe. On expose publiquement les résultats de manière un peu vulgarisée, simple et compréhensible. On répond aux questions qui sont parfois assez surprenantes mais il y a toujours beaucoup d'intérêt par rapport à la recherche. Il y a d'autant plus d'intérêt que ça c'est un peu la clé du système puisque ça fait maintenant pratiquement 40 ans que cette relation existe. Le fondateur de cette association qui est toujours d'ailleurs dans le circuit (là je crois qu'il est à ce moment il est président), c'est le maire d'Auradé, Francis Larroque (également conseiller départemental PS). C'est un appui au niveau politique, agriculteur éclairé (son fils a fait une thèse...), donc il est quand même très branché sur le monde de la recherche et je pense que c'est grâce à lui que tout ça tient mais il porte ça à bout de bras... Il fait toujours le lien et l'interface entre les scientifiques et les agriculteurs. C'est fondamental pour nos recherches.

FL : Nous nous sommes regroupés entre agriculteurs, d'abord on était 6 puis aujourd'hui bien plus. On est installé dans un territoire d'environ 13 communes autour d'Auradé à l'est du Gers. On ne souhaite pas être plus grand, on perdrait notre proximité. Notre objectif est de continuer de faire notre métier et de situer nos productions entre « le bio et la vache folle ». Le bio nous ne sommes pas contre, mais cela ne doit pas devenir une norme. Il est possible de faire de l'agriculture raisonnée et de préserver son environnement. C'est notre objectif. Nous sommes à l'écoute de tout. Les néo-ruraux mangent du bio (demandes de plus en plus pressantes dans les écoles en rapport aux périurbains qui s'installent et qui travaillent chez Airbus...). Pour nous, il ne faut pas faire que ça. C'est le même constat pour les jeunes qui s'installent en permaculture sur 4 ou 5 hectares...

En quelle année cette expérience a-t-elle commencé ?

JLP : Depuis 2010 dans ce format

En quelle année a-t-elle pris fin ? (Si elle se poursuit, notez le ici en indiquant "en cours")

JLP : En cours

Cette expérience collaborative a-t-elle fait l'objet d'une convention ou d'un contrat ?

JLP : Pour développer nos recherches il faut des financements donc on est obligé d'aller chercher de l'argent soit à la région Occitanie, soit à l'ANR. On associe le groupement des agriculteurs qui est partie prenante du montage du projet. Soit, ils sont associés au projet, soit ils sont partenaires non-financés. On les associe de différentes manières d'abord, on conventionne avec les agriculteurs du groupement parce qu'il y a un manque à gagner en termes d'exploitation donc on les rémunère par la location de la terre pour pouvoir mener nos expérimentations

On se débrouille toujours d'une année sur l'autre pour libérer de l'argent pour financer à la fois les conventions agriculteurs et pour l'occupation des terres. On rémunère à la fois l'association pour le travail qu'on lui demande et au suivi. Monsieur Larroque suit toujours les expériences à travers les réunions, les échanges...

Ils sont rémunérés correctement en rapport à la mise à disposition des terres (c'est plus de 10 fois plus rémunérateur qu'un carré de blé...). Cela ne nous coûte pas grand-chose pour nos recherches et c'est rémunérateur pour les agriculteurs. Cela participe indirectement à payer l'animatrice. Ils ont quelques subventions complémentaires. Dans le budget de l'association, c'est quasiment 70 à 75% pour l'animatrice. Ils font également de la formation, de l'accueil pour les scolaires et reçoivent nos ingénieurs. Autrefois, c'était gratuit, maintenant nous rémunérons même pour les visites des promotions d'ingénieurs. C'est un peu du mécénat, mais c'est essentiel pour avoir accès à un terrain.

Les présidents de l'association sont des agriculteurs.

FL : Les chercheurs apportent des financements via des projets financés. Ils apportent une contribution pour l'association (voir Jeanne Laffont) et pour la mise à disposition de terrains d'expérimentation.

On a une convention qui indique que l'on s'engage et en contrepartie on a une aide financière. C'est très intéressant comme fonctionnement pour nous. Cela paie de la recherche que l'on ne pourrait pas faire.

Combien de personnes sont ou ont été impliquées dans la démarche du côté des chercheurs ?

JLP : Cela dépend des recherches

FL : Cela dépend des recherches, on met essentiellement à disposition des terrains.

Et du côté des partenaires ?

JLP : Cela dépend des recherches

FL : Cela dépend des recherches, on met essentiellement à disposition des terrains.

Avez-vous à cette occasion collaboré avec d'autres laboratoires ?

JLP : On n'est pas le seul laboratoire à travailler sur ce site, il y a notamment un autre gros laboratoire toulousain qui est le CESBIO (Centre d'Etudes Spatiales de la BIOSphère) mais il y a eu d'autres laboratoires il y a eu à une époque le CERTOP avec Denis Salle et son élève Didier Busca (qui a fait sa thèse sur ce site aujourd'hui, enseignant à l'UT2J). Il y avait aussi des laboratoires bordelais qui travaillaient sur ce site de d'enseignement, ou encore l'INRAE, et d'autres encore comme le GET ou GEODE (qui travaille avec nous actuellement sur un projet sur ce site). Nous sommes le pilote au niveau national et européen.

FL : On discute un peu plus sur les thématiques avec le CESBIO, mais ce sont surtout les chercheurs qui proposent. Cela nous va bien, car on le partage ensuite entre nous.

Les connaissiez-vous précédemment ?

JLP : Oui évidemment

FL : Oui de longue date

LA DEMARCHE

Définition des questionnements au cœur de la recherche (nous entendons ici par « questionnements », la définition de la problématique générale et spécifique de la collaboration)

Diriez-vous que cette définition des problèmes a été effectuée :

JLP : Pour nous la relation est assez parallèle. Il n'y a pas de déséquilibre. Nous avons nos données et ils en tirent des résultats pragmatiques.

Ce site donc de longue tradition travail sur les mesures et les observations qui ont pour vocation de voir quelles étaient les pertes en azote suite aux épandages de l'azote par les agriculteurs et de voir comment on pouvait aider les agriculteurs à limiter leurs pertes en mettant leurs fertilisants au bon moment, en réduisant les quantités et en ayant une pratique agricole qui limite justement ces pertes. Notamment dans les années 90, ces agriculteurs se sont constitués en association au départ c'était l'association des agriculteurs d'Auradé qui incluait une trentaine d'agriculteurs du village (échelle du Canton avec les communes environnantes). Depuis 4-5 ans le groupement s'est élargi pour devenir le groupement des agriculteurs de la Gascogne toulousaine. Cette fois-ci ça englobe au moins une vingtaine de communes entre l'Isle Jourdain et tout le secteur de l'est du Gers. Cela c'est très important parce qu'on travaille chez les agriculteurs, les sites expérimentaux sont sur leurs parcelles. On est conventionné avec les agriculteurs.

FL : On ne fait pas trop de demandes, ce sont essentiellement les chercheurs qui proposent à partir de leurs résultats. Les chercheurs font leur travail tout au long de l'année sur le territoire mais nous font des retours au moins à l'AG du groupement et lorsqu'ils le souhaitent sur des sujets et résultats récents. Lors des AG, cela permet de faire le point. Cela marche très bien notamment avec Jean-Luc Probst.

Les chercheurs nous présentent les résultats lors de nos AG annuelles en période morte (l'hiver) et on discute des possibilités offertes par les résultats pour améliorer nos pratiques et faire connaître

notre activité auprès des publics qui connaissent mal l'agriculture.

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

Estimation : 80% chercheurs et 20% partenaires

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, ont été définies les questions à traiter ?

JLP : Il y a des aspects fondamentaux mais on étudie aussi les processus établis. Au final il s'agit aussi de voir comment on peut valoriser les résultats de la recherche pour que les agriculteurs puissent les appliquer et aller vers les meilleures pratiques agricoles qui soient respectueuses de l'environnement des sols et de la qualité de l'eau...

FL : On met à disposition des terrains et les chercheurs expérimentent. Ils font des relevés et nous partagent les résultats.

On travaille par exemple en ce moment sur une expérimentation sur les mares et leur impact sur les populations d'insectes... C'est enrichissant et cela nous entraînera certainement à en préserver un certain nombre.

On travaille aussi sur l'érosion des terres en bord de route. Certains s'égarer alors que nous souhaitons apporter notre concours pour entretenir ces espaces.

Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

Pouvez-vous préciser où sont situés les terrains d'enquête ? Diriez-vous que le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation a été effectué :

JLP : Sur les terrains agricoles du groupement. Cela dépend des années, c'est tournant selon les recherches menées.

FL : On met à disposition des terrains des agriculteurs du groupement dans l'est du Gers.

Collecte des informations ou des données

Diriez-vous que cette collecte a été effectuée :

JLP : Depuis une quinzaine d'années, il y a un animateur souvent un scientifique de formation (ingénieurs agro de l'ENSAT ou des étudiants de master). Aujourd'hui c'est une étudiante de Bordeaux qui est aussi agricultrice sur le territoire. Cette animatrice, qui est une scientifique de formation, fait l'interface entre les scientifiques et les collectivités territoriales, les agences et les agriculteurs. C'est important parce que c'est pour nous le point relais. L'animateur est chargé de collectionner toutes ces informations (banque de données constituée depuis des années) auprès des agriculteurs donc pour ça on les rémunère évidemment. On a une convention qui finance. On est plusieurs laboratoires intéressés, il y a le CESBIO aussi pour l'occupation des terres. Nous on est de plus sur les épandages de fertilisants, les traitements.

Ils ont besoin de l'animatrice. C'est un intermédiaire « traducteur » mi-scientifique, mi « les pieds dedans ». Au départ, il n'y en avait pas (années 80-90), mais à la suite des prix, ils ont été sollicités par l'Agence de l'eau et la DREAL pour mettre en place des plans d'actions territoriaux. Il fallait quelqu'un à l'interface qui soit un peu averti pour faire le relais entre agriculteurs et autres. Pour coordonner, et accompagner. Le pas a été franchi vers 2004. Depuis, il y a eu 4 animateurs différents. Les 3 premiers étaient issus de l'INSA Toulouse. La dernière toujours en poste vient de Bordeaux (depuis 4 ou 5 ans). Elle est à mi-temps (agricultrice par ailleurs). C'est le relais quand on monte un projet, on dialogue avec elle et ensuite elle fait le relais auprès des agriculteurs pour mobiliser les troupes. C'est essentiel ! Elle a toujours ce rôle d'intermédiaire.

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

Estimation : 70% chercheurs, 30 % partenaires

Analyses

Diriez-vous que cette analyse a été effectuée :

JLP : Les chercheurs

FL : Les chercheurs partagent des résultats. Ils nous aident sur les méthodes et on s'améliore.

Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

Estimation : Les chercheurs font l'analyse (100%)

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée l'analyse ?

JLP : Ce n'est pas leur objet. Nous valorisons dans des revues scientifiques et nous échangeons avec eux sur les résultats pratiques. On discute des solutions et des scénarii possibles en matière d'occupation des sols.

PRODUCTION ET VALORISATION

Y-a-t-il eu des productions associées à cette recherche collaborative ? Si oui, de quelle nature ? Aide à la décision (rapport d'étude, restitution publique...) De forme académique (mémoire, thèse, ressource pédagogique, publication scientifique...)

JLP : Pour nous, c'est bien parce qu'on a un réceptacle très favorable pour eux mais aussi pour le développement de nos recherches et l'application éventuelle des résultats. Nous participons à l'Assemblée Générale avec 60 personnes avec tous les agriculteurs du coin, les maires des différents villages, les représentants politiques, les conseillers, le président du conseil départemental, les agences aussi l'agence de l'eau, les instituts techniques qui sont là les coopératives agricoles. L'assemblée générale montre ce qui a été fait pendant l'année en termes de recherche, en termes de formation des visites pour les scolaires, pour les étudiants de Master et les ingénieurs... C'est le moment justement où on présente de manière simple et compréhensible les résultats de nos travaux et voir comment on peut mettre en place de nouvelles techniques. On essaie d'avoir un accompagnement avec eux dans la mise en place et notamment avec les instituts techniques, les coopératives agricoles et le monde socio-économique local.

Pour les agriculteurs, nous sommes plus en appui en conseil pour les aménagements. Il y a également des publications dans les journaux institutionnels pour informer sur la démarche. L'association participe via l'animatrice à la publication car elle est scientifique.

Nos recherches qui sont fondamentales, doivent être valorisées pour les agriculteurs pour mettre en place des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement... Ils ont été les premiers à mettre en place des bandes enherbées le long du cours d'eau. Ils ont obtenu d'ailleurs dans les années 90 un prix et sont montés à Paris pour recevoir un prix dans les années 1990 (chèque, le prix Pierre Sarrazin pour les meilleures innovations en matière d'agriculture) et ils l'ont reçu d'ailleurs encore l'année dernière (cultures alternées).

FL : Eux font des publications à partir de séries de données très riches.

Pour nous, on gagne en compétences et savoir-faire. On diffuse également les résultats le plus possible.

Nous allons aussi faire de la sensibilisation pour les jeunes publics (écoles) autour des métiers de l'agriculture (TAP). Il faut le faire car, nos populations résidentes se remodelent et certains ne connaissent pas l'agriculture et le monde agro-alimentaire.

Ces productions ont-elles été réalisées :

JLP : Par les chercheurs

FL : Par les chercheurs et nous on en retire des meilleures pratiques

Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

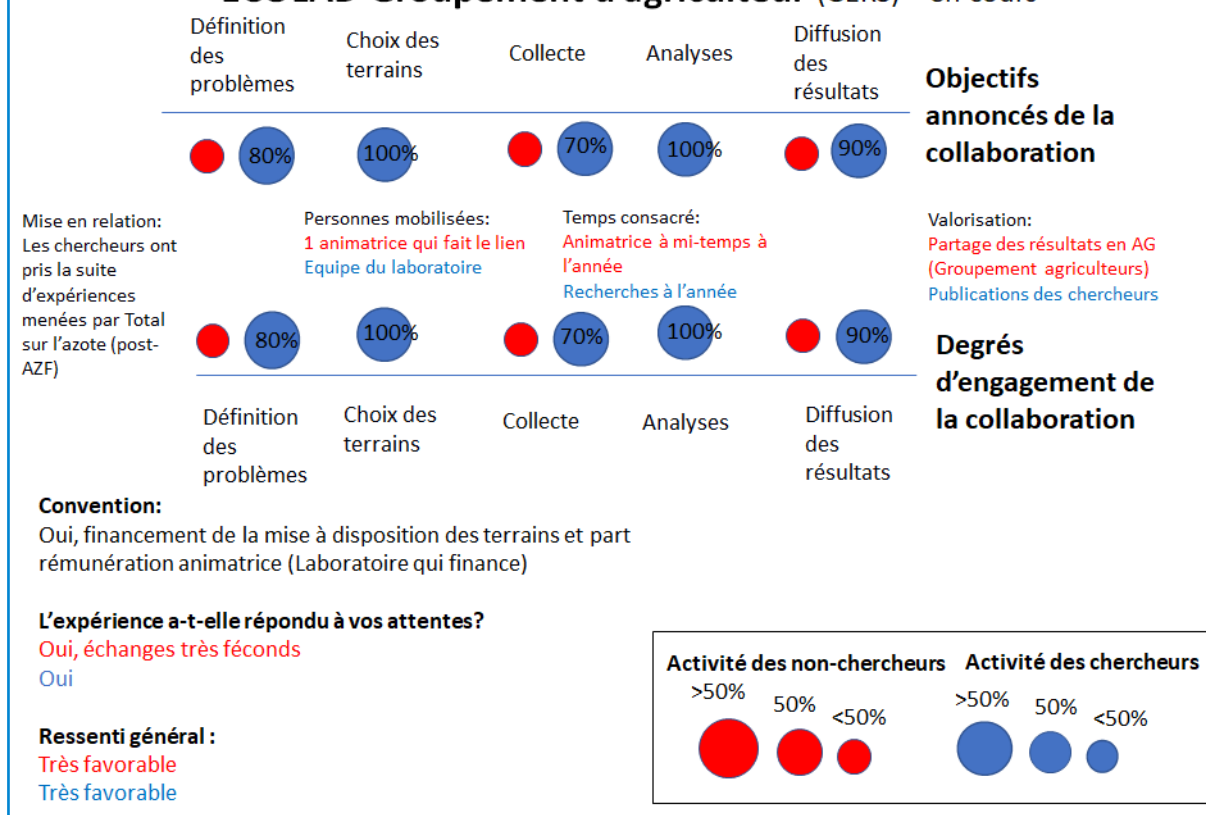
Estimation : 90% par les chercheurs et 10% par les partenaires pour la valorisation auprès d'autres publics professionnels et autres.

Pour la diffusion, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

Estimation : 60 % chercheurs et 40 % partenaires

Expérience : OZCAR (Critical Zone Observatories: Research and Application)

ECOLAB-Groupement d'agriculteur (GERS) – en cours



RESSENTIS EXPERIENCE

Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la diffusion des résultats ?

A quelle échelle géographique (locale, régionale, nationale) ?

JLP : A l'échelle des publications (nationale et internationale)

FL : Localement, et nationalement

Cette expérience a-t-elle répondu à vos attentes de départ ? Précisez

JLP : Oui

FL : Oui

Qu'en avez-vous retiré ? Précisez

JLP : Un terrain de recherche continue dans le temps, des mesures sur le temps longs aussi.

FL : Des échanges réguliers et une montée en compétences par les échanges.

AUTRES EXPERIENCES CONNEXES

JLP : Par exemple, en ce moment, on a un projet régional sur « Comment mieux organiser les paysages agricoles et l'organisation de la terre, les cultures mais aussi euh l'organisation du paysage avec les bandes enherbées et les petites mares (la meilleure qualité d'eau, meilleurs insectes pollinisateurs...). Après on essaie de trouver des compromis avec les économistes aussi qui participent comme le LEREPS (sur le volet optimisation et coût). Il y a aussi 2 coopératives agricoles (dont une à L'Isle Jourdain) qui sont impliquées. Il y a une association qui travaille sur l'aménagement du paysage et puis il y a une autre coopérative à l'Isle-Jourdain.

FL : Notre groupement valorise les expériences pour en engager d'autres comme un projet de méthaniseur porté par le groupement et pas par un particulier. C'est très motivant comme collaboration avec les chercheurs. Sur le méthaniseur nous avons la chance d'avoir un interlocuteur

qui nous a repéré (il n'appelle pas les autres agriculteurs, il passe par nous directement), le syndicat d'électricité du Gers.

Comme je suis également conseiller départemental, je porte pour le groupement une proposition d'expérimentation pour une nouvelle façon d'éviter l'érosion du bord de route en plantant des graines plutôt que de refaire les routes... Nous sommes très à l'avance sur cette question à L'isle Jourdain et on se propose de le faire pour changer de pratiques et communiquer sur une image renouvelée de notre métier.

Nous avons des financements qui proviennent de la collectivité, des communes, mais aussi du département et des Coopératives...

- **Deux expériences d'observations embarquées**
 - **Les Brigades du Tigre**

« **Le Muséum de Toulouse, futur intermédiaire de recherches collaboratives entre citoyens et chercheurs ?**

La recherche participative a été amorcée par un médiateur scientifique du Muséum de Toulouse. L'institution s'interroge en effet sur l'opportunité de développer une activité de médiation recherche, i.e. d'intermédiation entre la société civile et le monde de la recherche dans le cadre de recherches

collaboratives. Ce projet est d'abord basé sur la conviction que « La science n'est plus le monopole de chercheurs experts mais de plus en plus appelée à être conçue comme un bien commun qui mérite à ce titre d'être gouvernée, mise en œuvre, utilisée par la société civile 1 ». Il s'appuie ensuite sur l'hypothèse que les médiateurs scientifiques ont par essence une position qui leur permet de jouer un rôle d'interface entre le monde académique et les citoyens, voire de repérer une demande sociale pour initier une recherche collaborative. « La médiation scientifique ne se résume pas à la simple vulgarisation scientifique », au sens où elle « encourage surtout le public à s'approprier des connaissances scientifiques pour prendre des décisions personnelles et citoyennes éclairées. Au fond, la raison d'être de la médiation scientifique est très politique. [...] Elle désigne une multitude de pratiques et d'approches, qui partagent toutefois un objectif commun : celui de reconnecter le monde de la science au reste de la société ».

L'intéressement du collectif citoyen la Brigade du Tigre

En premier lieu, le médiateur du muséum a contacté le collectif par mail, après avoir visionné un reportage de France 3 présentant la Brigade du Tigre et ses actions. Il s'est présenté comme un agent du Muséum, mais aussi comme un acteur bénévole dans « le développement de dispositifs de mise en lien des organisations de la société civile et du milieu scientifique afin de coconstruire des projets de recherches indépendants, à but non lucratif et au service du bien commun ». Si les initiatrices du collectif n'avaient pas envisagé une démarche de recherche collaborative, elles ont donné une suite favorable à cette expérimentation pour plusieurs raisons.

D'abord, elles y voient un intérêt intellectuel, notamment par la mise en valeur de la dimension politique de leur démarche.

« Moi j'ai laissé [l'autre initiatrice de la Brigade, X] répondre parce que c'était à un moment où j'étais pas du tout disponible et je voyais pas trop... Nous, on avait pensé plutôt [à une étude] scientifique sur les résultats et sur la méthode [plutôt] que sur la méthode citoyenne ... Bah, X était assez branchée et beaucoup plus disponible pour répondre aux attentes donc j'ai laissé X y aller, elle m'a dit que c'était intéressant [...] ... Et puis après ça correspond bien, parce qu'[avec] X on a déjà mis en place d'autres projets participatifs, c'est vrai que c'est intéressant d'avoir un retour et une analyse parce que c'est une action politique. Bon, c'est un problème de moustique, mais c'est quand même une action politique aussi. »

Ensuite, elles souhaiteraient pouvoir prendre le recul nécessaire pour comprendre le processus de cette mobilisation sociale, dans une perspective d'amélioration, voire de diffusion de leurs pratiques. Elles-mêmes ont également reconnu avoir été « flattées » par l'intérêt que suscite leur démarche, elles espèrent que la recherche participative constituera une opportunité pour remobiliser et pérenniser le collectif. Elles souhaiteraient notamment que de nouveaux porte-parole prennent leur relais afin qu'elles puissent se consacrer plus avant à leurs autres projets.

Le commanditaire : la plate-forme d'expertise IRCOT - Initiatives de Recherches Collaboratives Toulouse

Le médiateur du muséum a par la suite contacté la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse, qui s'est montrée intéressée par cette démarche. La MSH-ST contribue notamment à l'IRCOT (Initiatives de Recherches Collaboratives Toulouse). Cette plate-forme d'expertise, hébergée sur le site de l'Université fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées, a été initiée par des chercheurs du Labex SMS, du Laboratoire Des Idées et de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse, dans la perspective de mettre en lumière les collaborations entre la sphère académique et la « société civile non marchande » qui, bien que mal reconnues « ont pourtant une portée scientifique, sociale et pédagogique non négligeable ». C'est dans cette perspective que, depuis 2018, l'IRCOT mène une enquête sur des démarches collaboratives avec une double visée : il s'agit à la fois de recenser des démarches collaboratives en Occitanie, mais aussi de mieux les comprendre afin de pouvoir les partager, les fédérer, voire à terme les impulser à travers une « boutique des sciences » sur le modèle des structures d'ores et déjà développées à Lyon ou Montpellier³. Les chercheurs souhaiteraient notamment comprendre comment les collectifs se coordonnent et pouvoir éventuellement dégager un profil d'acteurs aux compétences relationnelles et cognitives, qui seraient les plus à même de fédérer les participants et de favoriser les échanges au sein de ces collectifs hybrides. L'IRCOT a confié la réalisation de l'étude à une jeune entreprise universitaire, le

bureau d'études en aménagement et développement territorial « Échelles et Territoires ».

Le chercheur

Le médiateur scientifique a parallèlement pris l'attache de Geoffrey Carrère, sociologue, responsable du Master Politique Environnementale et Pratiques Sociales de l'Université Toulouse Jean Jaurès, pour finaliser l'offre de stage et le proposer aux étudiants de M2. Il accepte également de participer à la recherche comme représentant du monde académique. »

Entretien Olivier Cadenne Muséum 03/12/2020 (à compléter)

Repérage de la demande social : identification de l'initiative de collaboration

OC: Critère que cela devait rentrer dans une dynamique qui répond à des besoins sociaux ou mal satisfaits, deuxième critère, lié à l'expérimentation (artificielle au départ, pas de structure de support individuelle), troisième élément (des acteurs qui avait un intérêt au collectif et à comprendre le système).

J'ai fait une veille personnelle, et avec l'envie de le faire. J'ai proposé ensuite que le muséum le porte. Finalement, c'est le hasard qui fait que ma belle-mère me parle d'une expérience. Je leur ai écrit pour provoquer une rencontre autour de leur initiative.

J'ai mes critères, mais j'ai besoin d'en savoir plus. Je les rencontre plusieurs fois et on échange via des récits. Et je travaille à la traduction de leurs besoins.

La première fois je vois juste Isabelle Bouvier qui a été sensible à mon courrier alors que pour d'autres démarches elles ne répondent pas habituellement. Elle vient pour échanger et me présente l'ensemble de la dynamique (agrégation, zonage cercles concentriques... pour diffuser). Puis une deuxième rencontre (entre les deux je rédige un point pour formaliser des échanges), avec les deux (Yvonne et Isabelle). On va plus dans le détail et quels seraient les besoins (Comprendre et mettre en avant ce qu'il ressort). Notamment l'essoufflement de la dynamique et la difficulté de discuter avec La Mairie de Toulouse et tous les gens qui ne comprennent pas la démarche (achat de piège mais rien de plus) alors qu'il y a une problématique d'engagement même si les résultats sont intéressants (Plus de 200 familles avec des degrés d'engagement différents. Dont je perçois cette question de l'engagement. Mais qu'elle est l'entrée de l'enrôlement.

Pour cela, nous allons travailler sur la problématique avec un temps important autour d'une invitation pour présenter les actions menées avec le collectif dans un bar à Saouzelongue (20 participants). Proposition de perspectives, avec la possibilité de s'inscrire dans une recherche participative sur l'engagement. Le groupe présent va donner mandat de représentation et un accord de principe sur leurs actions.

Une dernière réunion car il y avait une inquiétude sur le temps à investir dans la démarche. Elles ont pu exprimer leur inquiétude. Ma réponse s'est basée sur une proposition méthodologique où le temps sera limité à 4 rencontres. Je me suis positionné dans l'objectif de réunir les conditions optimales de mobilisation. Elles ont été séduites par la démarche. Elles ont trouvé intéressant que la démarche soit soutenue.

La question de l'enrôlement des voisins

Diffusion des informations. Cela se sait ! BT ont essayé de développer aux voisins de proche en proche. C'est une étape plus compliquée, notamment sur la pratique empirique de

l'utilisation du piège. Cela a montré qu'il est difficile de discuter avec ses voisins. Différences de modes de vie, selon le lieu (proximité Canal). Importance du lien social, il est plus facile d'enrôler dans une rue où il y a du lien que dans les autres espaces. Le quartier est pour certain caractérisé par leur rue. L'arrivée du métro a transformé les polarités du quartier... Ils n'ont pas tous les mêmes représentations. Les rues les plus passantes ne sont pas faciles pour que les habitants échangent. Il ressort que les changements urbains sont liés aux changements d'occupations. Différences de pratiques entre les habitants des habitats collectifs (qui passent) et les habitations individuelles. L'évolution du quartier est un frein à la diffusion. Et la nuisance est différenciée selon les pratiques (modes d'habiter). Pour certains, c'est aussi participer à un projet commun « pour mes voisins ».

Pourquoi uniquement ce quartier ? Pourquoi pas de contacts avec des militants pour être davantage entendu ? Peur sur les risques de santé ? C'est vraiment lié à la personnalité du couple qui s'est intéressé à leur quartier. Volonté de faire une construction scientifique. La plupart avait une formation scientifique, soit une profession scientifique. L'expertise s'est développée avec les contacts notamment avec l'ARS (pratiques de jardinage).

Il est lié à la personnalité des initiateurs (26 dans le quartier). Ils sont dans la confiance. L'exemple des Minimés, qui propose moins de liens sociaux... Les dispositifs devraient être différents. L'ARS avait émis un appel à projet pour diffuser le dispositif dans d'autres quartiers. Mais cela n'a pas fonctionné. Ils ont aussi assuré le « SAV » et l'accompagnement des personnes âgées par exemple. Une crainte est que le risque ne soit pas ressenti, donc pas d'inquiétude particulière. Ils pensent que c'est géré. Parallèle avec le COVID. La peur de sortir est tout de même réelle (certains ne sortent pas l'été). Tient à l'appréhension de chacun...

EXPERIENCE DE COLLABORATION :

L'incubation du projet de recherche...

OC: Cela dépend de la manière dont on a travaillé. La difficulté est de généraliser, mais intérêt pour observer. Il a fallu trouver un moyen de faire l'intermédiation. Pas de posture descendante ni montante. L'idée est de faire les deux. Il faut enrôler les chercheurs dans le processus. Deux possibilités, sachant que je suis lié avec la MSH-Sud qui me propose de le faire en un temps déterminé (par le directeur).

On se connaît via le réseau ALISS et les réflexions du réseau et notamment Julien Mary puis Raphaëlle Anginot (sur ce type de mission à Montpellier). Je me dis qu'il faut contacter la MSH de Toulouse car elle semble correspondre à ce dont j'ai besoin pour les recherches. Je vais voir s'ils peuvent me soutenir. J'ai pris rendez-vous avec Pascal Gaillard, et j'ai présenté les éléments. L'idée était d'aller chercher des ressources (chercheurs) pour travailler sur l'incubation. Il aurait fallu à la limite un chercheur sur le premier volet. Mais là, mon travail s'est accéléré. On sent bien que l'on est sur des politiques environnementales, les dynamiques d'engagement, et les volontés des habitants.

Ils diffusent et transfèrent une offre pour essayer de trouver une ressource, via un stage. J'identifie le master le PEPS via l'organigramme de l'Université Jean Jaurès. J'ai rencontré Geoffrey en parallèle.

Après les échanges, cela semble rentrer dans la dynamique. Donc cela répondrait correctement aux besoins. De là, il faut un financement, demande à la MSH Sud et ils n'ont

pas de sous. Donc recherche de financement, MSH-T qui propose de faire un montage via Echelles et Territoires sur fond IRCOT pour un stage. Élément de négociation pour le financement. Isabelle Feray (étudiante) joue le rôle du chercheur pour comprendre la démarche. Son travail apporte des résultats pour des actions opérationnelles.

On met en place le collectif hybride.

On arrive à l'incubation à formaliser. Donc, je vais avoir plusieurs fonctions dont celle d'animer et faciliter les échanges. Les négociations, et l'enrôlement sont au cœur de cette étape. Il fallait stabiliser les rôles de chacun. Il a fallu trouver des moyens de se positionner dans la démarche.

Planification des 4 COPIL pour suivre le processus. Co-construction des échéances et des attendus.

- Un outil sur la compréhension du contexte (Rôle et attentes tableau pour expliciter et partager les attentes et rôle au même niveau).
- Un autre outil mis en place par la MSH-SUD (Trait d'Union), notamment sur les temps intermédiaires. On a travaillé à partir de l'offre de stage (source et écriture). Des questions et partager les attentes.

Mise en forme des contributions... A chaque fois tout était validé par l'ensemble des acteurs pour s'assurer de la solidité du process.

On arrive à un collectif hybride stabilisé et on se lance dans la mise en œuvre du projet de recherche à part entière.

J'ai donc veillé à l'équité de la recherche. Je n'ai pas exactement fait comme j'aurais voulu. J'ai senti que leur côté déjà scientifique était un frein. Elles ne se sentaient pas légitime vis-à-vis des chercheurs en sciences humaines. Elles étaient davantage un autre champ.

Sur la difficulté avec BT : La première chose j'ai ramené au processus par téléphone sur leur position dans la démarche en rappelant les positionnements de chacun dans la recherche. Elles pensaient qu'il y avait des dysmétries avec les chercheurs (Isabelle et Geoffrey). Elles pouvaient se demander comment faire. Je me suis positionné en traducteur entre les deux (chercheurs et BT). J'ai appelé Geoffrey pour voir s'il était possible de préparer un temps sur les outils méthodologiques pour sensibiliser. On a fait un premier temps lors du 3^e COPIL. Elles ont été rassurées. Les éléments sont simples et clairs. Geoffrey a bien exprimé les outils et les attentes. Leur crise de non-légitimité était liée à l'approche d'une recherche scientifique en sciences dures.

Ce sentiment était partagé. Alors qu'après discussion, tout le monde a pu collaborer de façon sereine. J'ai été obligé d'avoir un temps pour mettre en avant auprès de Geoffrey les enjeux d'une recherche participative... Les positions ont évolué au fur et à mesure de l'avancée de la démarche. J'ai suivi une formation via la MSH-Sud sur les processus participatifs. Le bureau d'étude LISOB de Montpellier. Cela enrichit mes outils.

Conseiller et orienter, ils trouvent que ce n'est pas bien pour ces formateurs. Il faut plutôt dire médiation, participation. J'ai donc compris que mon angle d'approche était de conseiller, de valoriser...

Lors du COPIL 3, je les ai conseillés sur des institutions à mobiliser. J'ai apporté des éléments à leurs questionnements. Je leur ai montré qu'il y avait un axe dans le plan santé/ environnement dont l'ARS, DREAL... sur lequel elles pourraient s'engager. Si vous voulez, ce serait une bonne piste à suivre.

Je fais du conseil et de l'orientation autour des dispositifs à mobiliser et quelles initiatives.

Copil 4 : Je leur ai demandé de travailler davantage pour le préparer. C'est un temps important, pour lequel, je leur propose une méthode pour arriver à travailler efficacement. S'approprier les résultats d'Isabelle. On devait se retrouver lors de la soutenance, mais pas possible. Il faut que l'on trouve un temps voir par mail pour qu'elles s'approprient la démarche et les résultats.

Je leur demande une chose importante, à ce que tous les acteurs repèrent des résultats de recherche qui font écho à l'amélioration. C'est-à-dire, l'engagement était difficile dans les HLM, donc idée pour mobiliser les gens qui habitent dans les immeubles collectifs et de passer par les bailleurs...

Je leur demande de travailler en amont ce travail. Peut-être que l'on pourra classer par critère sur l'engagement, sur la pérennisation de leur mobilisation. Je me positionne en intermédiaire pour mettre en lien les freins ou les leviers et les traduire en pistes d'actions.

Je prépare en amont les discussions au regard des résultats d'Isabelle et de faire discuter autour des pistes lors du dernier COPIL.

Les résultats appartiennent au collectif... Les BT souhaitent valoriser le travail mené pour le partager avec le collectif. Elles apprécient le changement d'échelle, et réfléchissent à la présentation aux différentes politiques publiques. Reste à travailler ! Ce serait une fonction de l'intermédiation à développer dans ce sens. C'est à l'institution (Le Museum) de porter alors .

L'après dernier COPIL, je me positionne sur une dernière fonction. Je dois revoir mon directeur pour voir le format.

PRODUCTION ET VALORISATION

OC: Au sujet de la valorisation on verra à la fin de la démarche.

Vers une préfiguration d'une plateforme, d'un tiers-lieu autour des recherches collaboratives? Cette démarche de préfiguration doit ainsi permettre d'apporter des esquisses de réponses tout d'abord sur les finalités de cette plateforme/ tiers-lieu. Quelle structure est alors la plus adaptée pour mener à bien les objectifs fixés ? Quelles sont les partenaires associées ? Quelles sont les fonctions de chacun ? Comment financer ce projet ? Et quelle échéance pourrait-on se donner ?

Les éléments de réponse vont pouvoir être nourri notamment par les premières tendances de la recherche et de ses résultats en lien avec les problématiques du collectif citoyen « La brigade du Tigre » et par des retours d'expériences autour des enjeux de la démarche d'intermédiation autour de ce projet.

Retour global participants: Cependant, la préfiguration de cette plateforme ne peut se faire

sans prendre en compte l'expérience de la boutique des sciences Occitanie. Tout d'abord parce qu'il va falloir penser à une cohérence entre cette « plateforme de recherche collaborative » et celle du territoire Occitanie ouest. Mais aussi car le modèle d'organisation, les objectifs, les difficultés qu'elle rencontre et les dispositifs qui semblent être fonctionnels est une source d'inspiration. Une réunion est programmée dans ce sens courant décembre avec la MSH Sud après les assises du Tiers-secteurs de la recherche à Rennes début décembre 2020 (à confirmer). L'expérimentation autour du processus de recherche collaborative « Les Brigades du tigre » va également alimenter cette préfiguration sur les enjeux de l'intermédiation. Cette démarche part du postulat que ce rôle d'intermédiaire est prépondérant pour favoriser ce type de collaboration.

Les hypothèses sous-jacentes sont que les fonctions d'intermédiations permettraient :

- d'améliorer le repérage de la demande sociale, d'élargir les mises en relation des acteurs afin de favoriser « des réponses nouvelles à des aspirations ou des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits ; pour ce faire, il met en place des projets porteurs de modification des relations sociales ou de transformation du cadre d'action – induisant de meilleures conditions de vie pour la collectivité et pas seulement pour certains individus. (...) . Cet objectif rapproche ainsi ce dispositif de l'innovation sociale, mais y introduit plus explicitement les aspects de coproduction de connaissances, le plus souvent avec des chercheurs ainsi que la notion de capacitation (c'est-à-dire de développement des capacités) des acteurs. « Nous nommons « innovation élargie » ce qui résulte de la mise en œuvre de tels dispositifs. » (Barré R, 2020)

- de faciliter les collaborations dans ce processus de co-production de connaissance par le biais d'intermédiaires. Son rôle serait « la conception et la mise en place du dispositif ainsi que l'identification et l'enrôlement des membres du collectif. Il consisterait aussi à faire tenir dans la durée le collectif : animer les échanges, favoriser l'expression, assurer le respect de la parole de chacun. Il s'agit de rendre productives les controverses et de tirer parti des désaccords. (...) Cet intermédiaire a également un rôle essentiel de mise en forme des idées, des connaissances apportées, des propositions, plus généralement des contributions des membres du collectif. C'est l'explicitation, la « codification » et la traduction des travaux et résultats pour en permettre la capitalisation, l'appropriation, la diffusion et le transfert.

RESSENTIS EXPERIENCE

Dans la mécanique j'ai pu conforter mon hypothèse que le savoir faire est le même que dans la pédagogie active. Cela permet de mobiliser par les échanges. L'animateur a ses fonctions d'orientation, de facilitation, de mobilisateur. Au cœur de la mécanique via des actions éducatives. C'est un savoir-faire à mettre en place. J'ai eu des flottements cependant par manque d'expérience. C'est un apprentissage en cours.

J'ai un profil particulier, car j'ai mobilisé mes multiples formations autour du savoir et des compétences. Je me suis appuyé sur mes expériences en pédagogie active pour la mise en œuvre via les outils qu'il faudrait décloisonner un peu d'ailleurs. J'ai pioché un peu partout, je me nourris un peu de tout. Le bagage repose sur l'innovation sociale, et sur la connaissance du monde de la recherche, dont participative (même si c'est un champ important).

■ Le Laboratoire des Transitions

L'intention initiale du laboratoire des transitions consiste à expérimenter la collaboration entre recherche académique et politiques publiques régionales. Il s'agit de permettre aux chercheurs et services régionaux de dialoguer dans un format « innovant » favorisant l'émergence de problématiques communes, le partage d'expertises et de pratiques en termes de méthodes et d'outils.

L'expérimentation a précisément pour objectifs de :

- Guider les politiques publiques sur des questions vives dont l'acteur régional est le chef de file ou le catalyseur.
- Contribuer à une meilleure connaissance des recherches collaboratives et participatives dans ce qu'elles ont de nouveau et d'innovant, mais aussi dans leurs aspects profondément constitutifs de toute démarche scientifique.

Repérées pour leurs travaux sur les questions des recherches collaboratives et par leurs approches complémentaires, les Maisons des Sciences de l'Homme de Toulouse (MSH-T) et de Montpellier (MSH SUD) ont été sollicitées par la Région pour :

- Mettre en relation des experts des politiques publiques de la Région avec des chercheurs sur deux sujets : « Zéro déchet », et « Engagement citoyen ». Expérimenter le « Laboratoire des transitions » durant une année à partir d'équipes chantiers dédiées.

Ce laboratoire s'est appuyé sur les compétences complémentaires d'acteurs du tiers secteur de la recherche affiliés aux MSH que sont Trait d'Union (Montpellier), Echelles et Territoires et la coopérative Scool (Toulouse).

La mise en œuvre du dispositif a conduit à analyser la pluralité des situations de l'activité collaborative entre recherche académique et politiques publiques à différents niveaux (portage, pilotage et traduction à vocation opérationnelle) afin d'identifier des recommandations pour l'inscription d'une collaboration dans la durée.

Le dispositif d'évaluation embarquée

Les principaux objectifs de l'évaluation ont été de :

Qualifier et mesurer les degrés d'engagement de la collaboration.

Identifier les freins et les leviers à :

- l'activité collaborative (dialogue, transfert de connaissances, co-formation, etc.)
- sa consolidation (opérationnalisation dans la durée, etc.)

Pour répondre à ces objectifs plusieurs approches ont été déployées afin de :

cerner la manière dont l'expérience est perçue par les parties prenantes ;

repérer les liens qui se tissent, les angles morts de la collaboration et la manière dont l'expérimentation du « laboratoire des transitions » les impacte ;

identifier les freins et leviers pour la suite dans une perspective d'inscription d'une collaboration dans la durée.

Comme toute expérimentation, le cadre de départ a dû perdre en rigidité pour accepter l'agilité qu'impose l'incertitude. Cette dernière donne d'ailleurs tout son sens au dispositif qui s'appuie sur une itérativité continue.

Le fil directeur de la démarche repose sur l'expérience IRCOT présentée en début de document.

La collaboration a bien évidemment évolué au fil du temps et des objectifs. C'est pour cela que le parti pris d'une approche modulable chemin faisant a conduit à adapter le dispositif d'évaluation embarquée au fur et à mesure des besoins avec plusieurs évolutions notables :

D'un portage par une structure externe affiliée à la MSH T (Echelles & Territoires) à un co-pilotage MSH-Région : l'évaluation du « Laboratoire des transitions » a ainsi permis de prolonger le dialogue

entre la recherche et la Région, en associant un consultant chercheur affilié MSH et une technicienne Région, tous les deux experts de l'évaluation.

Un élargissement de la portée de l'évaluation à tous les niveaux qui a conduit à analyser la pluralité des situations de l'activité collaborative au sein des équipes chantiers du Laboratoire des transitions et plus largement du Comité de suivi.

Un déploiement des temps d'observation à des temps d'échanges non prévus initialement : groupe de travail sur la valorisation, temps d'échange pour présenter à un élu la contribution de l'un des deux chantiers ...

L'observation et les échanges entre Région et MSH ont notamment permis d'ajuster les objectifs de l'évaluation, les stades et la fréquence des entretiens, la structuration et le contenu des grilles d'entretien.

Le séquençage/phasage de l'expérimentation a été revisité « au fil de l'eau »

Les grilles d'entretien ont été ajustées afin de prendre en compte :

- o l'implication et le ressenti (positionnement, bien-être et attentes de chacun dans la collaboration) afin notamment de mesurer le niveau d'engagement et de confiance dans la collaboration ;
- o les effets connexes, les angles morts, les résultats par rapport à l'intention initiale afin d'appréhender le fonctionnement des collectifs (équipes chantier et Comité de suivi) et son articulation avec les différents niveaux d'engagement.

2. Bilan de l'expérimentation

Au niveau du comité de suivi

Au niveau du comité de suivi, on a pu assister à un processus d'affinement progressif au cours du temps, entre ce que les MSH et chercheurs sont en capacité d'amener, et d'attendre, et de l'autre côté ce que la Région est en capacité d'attendre, et de prendre en compte, voire de mettre en œuvre. Malgré un lent processus de maturation, la confiance s'est installée au sein du collectif pour se consolider en fin d'expérimentation. Au-delà de la constitution des équipes chantier, la collaboration a permis d'aboutir à la construction de plusieurs objets communs, espaces collaboratifs hybrides (dispositif d'évaluation embarquée, chemin d'impacts, comité de production des livrables, comité de valorisation), venus renforcer le dispositif en cours d'expérimentation.

La forte résistance du collectif aux fluctuations (implication au-delà des temps planifiés, entrée/sortie de membres, etc.) et sa capacité à prendre des décisions partagées en écho aux retours de l'évaluation embarquée sur les verrous à lever en cours d'expérimentation (défaut de coordination et d'animation fragilisant l'engagement des parties prenantes et la dynamique d'échange au sein des équipes chantiers) manifestent une véritable volonté de travailler ensemble. Aux termes de l'expérimentation, les membres du groupes, MSH comme Région, se retrouvent sur les bénéfices mutuels et la volonté d'ancrer la collaboration dans la durée (étape 4 de la collaboration).

Au niveau des équipes chantiers

Le format « réduit » des équipes chantier semble avoir permis d'instaurer un climat de confiance propice aux échanges, tant le nombre d'agents régionaux mobilisés sur le volet thématique (1 à 2) que le nombre de chercheurs (2 à 3) et les disciplines couvertes (2). On relève toutefois des attentes et des positionnements dans l'expérimentation asymétriques liés à la diversité des profils des participants : des statuts académiques différents du collège des chercheurs (deux maîtres de conférences, deux professeurs des universités, une doctorante et un chercheur associé), des disciplines proches mais qui ont des langages et des méthodes propres et des « capacités » à dialoguer avec les collectivités inégales ; des agents des services de la Région Occitanie qui ont des parcours variés et des missions et temporalités très différentes à assumer selon les injonctions à la mise en place des divers dispositifs de la collectivité. On relève également un flou sur les rôles et attentes de chacun qui persiste aux termes de l'expérimentation et qui semble avoir pesé sur l'engagement des parties prenantes même si ce constat est à nuancer davantage pour le chantier zéro déchet.

L'expérimentation a révélé une difficulté d'embarquer les chercheurs au-delà des séquences de travail planifiées et des degrés d'implication différents sur les deux chantiers selon les moments ou types de mobilisation (réunion, production entre deux temps d'échanges, accompagnement de

stages, etc.). Au niveau de l'équipe « engagement citoyen », seules 4 des 6 séances planifiées ont pu être tenues et aucune n'a finalement pu se tenir en présentiel. Plusieurs invitations de la part des agents régionaux à l'adresse des chercheurs à se rencontrer pour partager les méthodes n'ont pu être suivies d'effet. Malgré deux bifurcations de sujet et un éloignement du champ d'expertise pour certains chercheurs, le chantier « zéro déchet » a davantage mobilisé avec la tenue d'une séance en présentiel et l'organisation d'une séance de restitution, non planifiée initialement, auprès d'une élue. Dans les deux équipes chantier, la production des livrables a été portée par la Région et les acteurs du tiers secteur de la recherche affiliés aux MSH, avec des difficultés à impliquer les chercheurs au-delà d'un travail de relecture et de validation.

Une dynamique collective fragilisée par un accompagnement « tardif » de la collaboration
La temporalité (différentes acceptions selon les interlocuteurs) semble avoir joué sur la relation et les attentes. Les chercheurs insistent sur leur temporalité qui s'inscrit dans le temps long alors que d'autres temporalités président à la mission des agents de la collectivité. Il s'agit pour ces derniers de faire correspondre, temps politiques, temps des dispositifs, temps des financements, temps des échanges transversaux entre les différents services, etc. Ce constat n'explique cependant qu'en partie le décalage dans les degrés d'engagement. En effet, la fréquence des rencontres planifiées (à raison d'une séance par mois) ne semble pas avoir pesé directement sur l'engagement mais plutôt un défaut de coordination et d'animation pour embarquer dès les premières séances, clarifier les attentes de chacun et rythmer les échanges de même que le maintien d'une dynamique intersessions pour accompagner la collaboration.

L'expérience a montré le besoin d'assortir l'étape d'installation du collectif d'un temps de traduction entre recherche académique et services publics, conditionnant le passage à une étape de conversation (partage des connaissances, de l'expertise et des approches) et la mise en dynamique d'un processus collaboratif permettant de s'entendre sur la définition d'objectifs communs. Ce constat est valable pour l'équipe chantier « engagement citoyen » mais également, même si moins vif, pour l'équipe chantier « zéro déchet » (dont la capacité de résistance du collectif à la fluctuation a qui plus est été éprouvée via la bifurcation des sujets). Il a amené l'instance de pilotage à renforcer puis réajuster les fonctions supports (coordination, animation, facilitation, traduction) portées par les MSH et la Région pour mieux accompagner les équipes chantiers vers un objectif commun structurant et une feuille de route partagée.

Un processus non abouti qui traduit le besoin de consolider le cadre et l'accompagnement de la collaboration

La collaboration s'est construite de manière itérative dans le cadre d'un co-apprentissage « au fil de l'eau » qui, toutefois, ne s'est pas traduit dans une démarche de co-construction des apports de la démarche scientifique aux dispositifs de la région. Dans les deux équipes chantier on a pu relever une difficulté à dépasser les étapes de la rencontre (étape 1 de la collaboration) et de la conversation (étape 2 de la collaboration) pour construire collectivement (étape 3 de la collaboration).

L'expérimentation s'est éloignée peu à peu d'une approche « recherche finalisée » (apport d'une expertise sur un objet circonscrit) pour s'ancrer davantage dans une « recherche en construction ». Au-delà de l'intention initiale de faire dialoguer monde de la recherche académique et politiques publiques sur des sujets vifs portés par la Région, l'espace collaboratif ouvert au sein des équipes chantiers a permis de contribuer à la mise en réseau des participants et d'ouvrir d'autres voies possibles de collaborations (intégration par un agent de la Région du comité technique d'un Master, identifications de sujets de recherche dans le cadre d'un appel à projets, etc.).

L'équilibre du dispositif a été fragilisé à plusieurs reprises au sein des deux équipes chantier avec un manque de perspectives claires et partagées : Quelles attentes de la part des chercheurs et des agents ? Quid de leur mobilisation ? Quid de la forme des « livrables » (apport scientifique) ? L'incertitude est malgré tout un élément de la construction d'une collaboration et l'asymétrie s'est révélée utile pour le dialogue et la construction des savoirs. L'enjeu se situe davantage dans la richesse des échanges et la co-formation qui renvoie à la capacité à intéresser pour aller vers le co-

apprentissage et qui pose la question du portage de la médiation et de l'intermédiation. Le rôle joué par la cellule d'observation (dispositif d'évaluation embarquée) s'est révélé essentiel à la fois pour compenser le besoin de traduction et relayer, au niveau du comité de suivi (à différents stades d'avancement de la collaboration), les freins à lever. La consolidation du cadre et de l'accompagnement semble être l'une des clés dans une perspective d'inscription du processus collaboratif dans la durée et voire au-delà.

Annexes

Questionnaire à destination des chercheurs académiques

DEMARCHES COLLABORATIVES EQUIPE DE RECHERCHE - ACTEURS NON ACADEMIQUES

Les collaborations entre nos équipes de recherche et des acteurs non académiques sont trop souvent réduites à l'idée de contrats avec des industriels ou au dépôt de brevets. Or, il existe de multiples autres formes adaptées aux échanges avec des citoyens (individuellement ou collectivement) sans impliquer nécessairement de contrepartie financière. Recenser ces formes de collaboration et mieux les comprendre est indispensable pour en faire reconnaître l'importance et l'utilité. Ce questionnaire élaboré par des chercheurs du labex SMS, du LDI et de la MSH, est précisément destiné à cela. Il ne vise pas un recensement exhaustif mais plutôt une estimation de l'ampleur de ces collaborations, et il comporte des questions qui ont pour objectif de permettre une analyse de leur mode de fonctionnement. Les réponses que vous donnerez pourront à tout moment être ajustées ou complétées avec l'équipe chargée de l'enquête et traitées de façon anonyme si vous le souhaitez. Il y a 48 questions dans ce questionnaire

Questions préalables

- 1 Quel est votre nom ?
- 2 Quel est l'intitulé de votre Unité de Recherche ?

Expérience de collaboration

Les questions qui suivent portent sur une expérience de collaboration (au sens où elle concerne un même ensemble de partenaires sur un thème identifiable) à laquelle vous avez participé durant les cinq dernières années. Si vous souhaitez décrire plusieurs expériences, merci de remplir un questionnaire distinct pour chacune d'entre elles.

- 3 Comment décririez-vous en quelques mots cette expérience de collaboration ?
- 4 Quels étaient les partenaires concernés ?
- 5 Comment avez-vous été mis en relation (relations personnelles, annuaires, base de données, internet, autres...)?
- 6 En quelle année cette expérience a-t-elle commencé ?
- 7 En quelle année a-t-elle pris fin ? (Si elle se poursuit, notez-le ici en indiquant "en cours")
- 8 Cette expérience collaborative a-t-elle fait l'objet d'une convention ou d'un contrat ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

9 Si oui, précisez :

10 Cette opération a-t-elle fait l'objet d'un échange financier (au-delà de remboursements de déplacements ou d'hébergements)?

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes:

- Oui
- Non

11 Si oui, pouvez-vous préciser ?

12 Combien de personnes sont ou ont été impliquées dans la démarche du côté des chercheurs ?

13 Pouvez-vous indiquer le nom si possible ?

14 Et du côté des partenaires ?

15 Pouvez-vous les citer ?

16 D'autres personnes de votre laboratoire ont-elles participé ?

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes:

- Oui
- Non

17 Si oui, s'agissait-il de chercheurs, d'étudiants, de doctorants, d'ingénieurs, d'autres personnes ?

18 Avez-vous à cette occasion collaboré avec d'autres laboratoires ?

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

19 Si oui, lesquels ?

20 Les connaissiez-vous précédemment ?

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

21 Si oui, comment ?

22 Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les chercheurs ?

23 Combien estimeriez-vous en nombre de journées, le temps consacré à cette collaboration par les partenaires ?

1 - Définition des problèmes

Nous allons à présent nous intéresser aux différents aspects de cette recherche collaborative.

24 Diriez-vous que cette définition des problèmes a été effectuée :

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Principalement par les chercheurs
- Principalement par les partenaires
- Par les deux

25 Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

26 Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, ont été définies les questions à traiter ?

2 - Choix des terrains ou des lieux d'expérimentation

27 Pouvez-vous préciser où sont situés les terrains d'enquête ?

28 Diriez-vous que le choix des terrains ou des lieux d'expérimentation a été effectué :

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Principalement par les chercheurs
- Principalement par les partenaires
- Par les deux

29 Dans ce dernier cas pourriez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

30 Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectué le choix du ou des terrains ?

3 - Collecte des informations ou des données

31 Diriez-vous que cette collecte a été effectuée :

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Principalement par les chercheurs
- Principalement par les partenaires
- Par les deux

32 Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

33 Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la collecte des informations ou des données ?

4 - Analyses

34 Diriez-vous que cette analyse a été effectuée :

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Principalement par les chercheurs
- Principalement par les partenaires
- Par les deux

35 Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

36 Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée l'analyse ?

5 - Diffusion des résultats

37 Y-a-t-il eu des productions associées à cette recherche collaborative ?

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Oui
- Non

38 Si oui, de quelle nature ? Aide à la décision (rapport d'étude, restitution publique...) De forme académique (mémoire, thèse, ressource pédagogique, publication scientifique...)

39 Ces productions ont-elles été réalisées :

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Principalement par les chercheurs
- Principalement par les partenaires
- Par les deux

40 Dans ce dernier cas pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

41 Qui a signé la contribution ?

42 Diriez-vous que cette diffusion a été effectuée :

Veillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- Principalement par les chercheurs
- Principalement par les partenaires
- Par les deux

43 Dans ce dernier cas, pouvez-vous indiquer en pourcentage la proportion approximative de la part qu'y ont pris les partenaires ?

44 Pouvez-vous expliquer en quelques mots comment, de votre point de vue, a été effectuée la diffusion des résultats ?

45 A quelle échelle géographique (locale, régionale, nationale, ...) ?

Ressentis

46 Cette expérience a-t-elle répondu à vos attentes de départ ? Précisez

47 Qu'en avez-vous retiré ? Précisez

48 Que pensez-vous que les partenaires en aient retiré ?

